



PCDR de Ciney – Partie 5

Lot 1 — Projets prioritaires

- **Fiche n°1.1** – Promotion produits locaux
- **Fiche n°1.2** – Place de la Fontaine
- **Fiche n°1.3** – Liaison cyclo-piétonne gare–piscine
- **Fiche n°1.4** – Performance énergétique Théâtre communal
- **Fiche n°1.5** – Plan Local de Propreté
- **Fiche n°1.6** – Habitats favorables espèces menacées
- **Fiche n°1.7** – Réaffectation bâtiments religieux
- **Fiche n°1.8** – Sensibilisation métiers agricoles
- **Fiche n°1.9** – Coordination action sociale
- **Fiche n°1.10** – Création d’une Commission agricole

Projets du lot 2

- **Fiche n°2.1** – Crèche rue d’Omalius
- **Fiche n°2.2** – Accessibilité PMR lieux publics
- **Fiche n°2.3** – Biodiversité espaces publics
- **Fiche n°2.4** – Réinvestissement Marché couvert
- **Fiche n°2.5** – Petit Patrimoine Populaire
- **Fiche n°2.6** – Mobilité durable
- **Fiche n°2.7** – Îlots de fraîcheur centre-ville
- **Fiche n°2.8** – Aménagement Place Monseu
- **Fiche n°2.9** – Abords église Chapois
- **Fiche n°2.10** – Aires multisports à Achêne et Braibant
- **Fiche n°2.11** – Étangs Happe
- **Fiche n°2.12** – Mise en place de mesures de soutien
- **Fiche n°2.13** – Organisation d’actions de promotion
- **Fiche n°2.14** – Mise en œuvre d’actions de valorisation
- **Fiche n°2.15** – Création de potagers collectifs
- **Fiche n°2.16** – Mesures de protection et de valorisation

Projets du lot 3 :

- **Fiche n°3.1** – Amélioration du réseau et des équipements
- **Fiche n°3.2** – Actions d’amélioration de la gestion
- **Fiche n°3.3** – Création d’une Communauté d’énergie
- **Fiche n°3.4** – Actions et mesures en faveur de l’isolation



- **Fiche n°3.5** – Rénovation énergétique de la salle Saint-Hubert
- **Fiche n°3.6** – Sécurisation des points noirs en matière de mobilité
- **Fiche n°3.7** – Création d'une épicerie mobile
- **Fiche n°3.8** – Création d'unités de biomasse biométhane
- **Fiche n°3.9** – Création ou rénovation des équipements sportifs
- **Fiche n°3.10** – Aménagement d'un espace public à proximité des écoles
- **Fiche n°3.11** – Rénovation de la salle du basket de Ciney
- **Fiche n°3.12** – Aménagement du cœur de village de Sovet
- **Fiche n°3.13** – Étude des potentialités de création d'un hall relais agricole
- **Fiche n°3.14** – Création d'un espace public convivial
- **Fiche n°3.15** – Création d'un espace public aux abords de la gare
- **Fiche n°3.16** – Création d'un atelier rural et d'un espace de coworking
- **Fiche n°3.17** – Révision du Schéma de Développement Communal
- **Fiche n°3.18** – Aménagement et verdisation de la salle des fêtes
- **Fiche n°3.19** – Rénovation et extension de la salle polyvalente
- **Fiche n°3.20** – Actions de valorisation et de promotion du patrimoine
- **Fiche n°3.21** – Actions de protection, de restauration et de mise en valeur

Mise en place d'actions de promotion et valorisation de produits locaux

Fiche n° 1.1
Priorité : lot 1

1. Description du projet

Cette fiche-projet vise à soutenir la mise en place d'actions diverses ayant pour objectif de faire rayonner la dynamique territoriale de l'agriculture cinacienne et de l'alimentation locale, saine et durable.

Des initiatives de circuit-court existent déjà sur le territoire communal. La coopérative Cocoricoop, qui réunit producteurs et consommateurs en Condroz, est notamment active sur le territoire de Ciney et dispose d'un magasin à la rue du Condroz qui ouvre du mardi au samedi. L'idée n'est évidemment pas de faire doublon avec les projets existants mais de soutenir les initiatives existantes via le renforcement de leur promotion, le développement des filières de vente et transformation et de leur offrir plus de visibilité et d'opportunités de vente.

Une autre fiche-projet élaborée dans le cadre de ce PCDR concerne la revalorisation du site du marché couvert (fiche 2.4). Celle-ci permettra notamment d'y accueillir les producteurs et transformateurs de façon régulière (hebdomadaire ?), avec un accès privilégié aux producteurs du terroir afin d'y vendre leurs produits sous la forme d'un marché ou halle.

Cette fiche-projet -ci concerne donc la mise en place d'actions complémentaires à celles mentionnées ici. Plusieurs propositions très concrètes ont émergé des groupes de travail avec la CLDR :

- Soutenir l'organisation d'un marché du terroir dans les villages ;
- Soutenir l'installation de distributeurs de produits locaux ;
- La création d'un label « Capitale du Condroz » ;
- La mise en place d'un projet « légumes au champ » qui permet l'auto-cueillette de légumes basée sur la confiance, la participation et la solidarité, et dans l'idée de rendre le citoyen acteur de sa consommation ;
- La création d'une recette spécifique à Ciney (par le biais d'un jeu concours de recettes originales ?) - *premier concours en cours de lancement (octobre 2023)*.

A cette liste, d'autres projets pourraient être soutenus par le biais de l'ODR tant que ceux-ci répondent à l'objectif défini ci-avant. Ces projets pourront être portés par divers acteurs (producteurs, GAL, coopérative, ADL, ...) qui pourront éventuellement profiter de ce cadre pour renforcer des programmes d'actions déjà menées sur le terrain. Par exemple :

- Créer des événements « échanges gourmands » pour rencontrer les acteurs de la filière locale, amuser et par la même occasion sensibiliser le grand public ;
- L'organisation de journées fermes ouvertes / les apéros ruraux (Visite de ferme suivie d'un apéro, les vendredi et samedi soirs entre mai et septembre) / pique-

nique gourmand et champêtre / spectacles / fêtes / balades / conférences-débat / guinguettes / visites ;

- L'organisation d'activités / conférences / ateliers comme ceux déjà organisés par « nourrir-cœur-condroz » ;
- La mise en place d'une filière de restauration collective basée sur les produits du terroir ;
- L'offre de fidéli-bons pour les produits locaux ;
- Le renforcement des actions de promotion des producteurs locaux et de la communication sur les initiatives existantes, via notamment : la diffusion du répertoire des producteurs locaux (existe sur le site de la commune + cartographie en ligne existante¹), les articles dans le bulletin communal, la signalétique vers les fermes et points de vente, un feuillet édité pour les scouts, les collectivités locales (écoles, CPAS...) ;
- Campagnes avec slogans accrocheurs pour l'alimentation locale et briser les freins des citoyens (« plus cher »...).

Les actions qui pourront voir le jour par la mise en œuvre de cette fiche-projet permettront de mettre un coup de projecteur vers les initiatives de transition pour une alimentation saine, locale et durable.

Exemples d'initiatives existantes

- **Label communal pour l'alimentation locale à Soignies**

La Ville de Soignies a développé son propre label pour mettre en lumière ses producteurs locaux. Ce label « Des prairies aux papilles » est apposé directement sur les façades des producteurs, mais aussi sur les devantures des établissements qui proposent ces produits.

Plus d'infos : https://soignies.be/fr/documents-publications.html?cmp_id=29&news_id=3967 (consulté le 19/10/2023)



¹ destinationcondroz.be/producteurs



- **Fidéli-bons « du local dans mon point de vente » (2023)**

Lancé par la cellule Manger Demain et soutenu par la Wallonie et dans le cadre du Fonds Ukraine, un appel a été lancé aux points de vente wallons (clôturé en février 2023) pour activer plusieurs mécanismes de soutien. 153 points de vente bio, vrac et circuit-court ont répondu à l'appel.

Parmi les mécanismes de soutien, des carnets de fidéli-bons échelonnés sur huit mois ont été distribués aux clients des magasins locaux ayant répondu à l'appel, leur permettant de bénéficier d'une réduction sur leurs paniers.

- **Un marché du terroir en cœur de village à Beaumont**

Dans la commune de Beaumont, les producteurs bio, artisans et transformateurs se retrouvent tous les mois de la belle saison (d'avril à septembre) en plein cœur d'un des villages de la commune. Ce marché familial propose animations/concerts et petite restauration ainsi qu'un horaire invitant à la convivialité (le vendredi soir) pour fidéliser davantage ses visiteurs.

L'organisation d'un marché itinérant dans les villages peut donc se faire sur les espaces publics par initiative de la commune ou de l'ADL, mais également sur base de porteurs de projet qui identifient des lieux privés plein de potentiel pour attirer du monde. La Ville de Ciney pourrait lancer un appel au grand public afin d'identifier de tels lieux et porteurs de projet dans chaque village de son territoire.



- **Légumes en auto-cueillette à Liège**



Le Champ des possibles est une initiative de maraîchage auxquels les citoyens sont invités à prendre un abonnement annuel. Avec celui-ci, ils sont libres d'accéder au champ et de récolter « leur part ».

Via ce dispositif, les producteurs gagnent l'assurance d'un revenu sur leur production et créent du lien social et solidaire avec les citoyens qui s'y engagent.

La mise en place et la gestion de ce système (abonnements, tableau d'auto-cueillette informant

du contenu de la récolte hebdomadaire...) peut être déléguée à un GAL par exemple, afin de faciliter l'initiative pour les maraîchers...

Concours de recette - Cœur de Condroz

Les GAL Condroz-Famenne, Pays des tiges et Chavées avec le soutien de la Province de Namur, le CPA Cœur de Condroz et la Carotte bavarde ont lancé leur premier concours de recettes emblématique de la région (première édition 2023).

L'ambition de ce projet est de générer un engouement citoyen pour la création d'une recette emblématique qui mettra un coup de projecteur sur les produits locaux. La communication autour du projet y indique d'ailleurs clairement la provenance des ingrédients...

Le projet intègre un événement pour le jury du concours permettant de mettre davantage en valeur ces produits et un carnet de recettes sera ensuite diffusé.

Concours de recettes ♥ de Condroz



Edition 2023 déjà en cours...
Prochaines éditions à prévoir ?

2. Justification du projet

Besoins de la population

Les cinaciens ont mis en avant leur volonté de soutenir, maintenir et développer une agriculture familiale de qualité sur leur territoire et d'encourager à la diversification.

Ciney possède déjà depuis bien longtemps une identité agricole forte, notamment autour de l'élevage, réputée et connue en Wallonie. On ressent encore aujourd'hui une volonté de sa population de renforcer cette identité agricole (qui constitue d'ailleurs le premier axe de la stratégie du PCDR) mais aussi d'encourager l'économie locale.

Effets attendus

- Des producteurs et transformateurs locaux soutenus et valorisés dans leur travail ;
- Des citoyens cinaciens acteurs de leur alimentation, qui connaissent les producteurs, transformateurs et produits de leur terroir ;
- Une consommation qui favorise l'économie locale, la santé publique et l'environnement ;
- Un système alimentaire plus résilient et durable ;
- Des liens sociaux renforcés entre les différents acteurs de l'alimentation locale ;
- Un renforcement de l'identité agricole cinacienne.

Liens avec d'autres fiches-projets

- 1.8 Actions de sensibilisation aux métiers et activités agricoles
- 1.10 Création d'une Commission agricole
- 2.4 Revalorisation du site du marché couvert de Ciney
- 2.12 Mise en place de mesures de soutien à l'économie locale
- 3.7 Création d'une épicerie mobile



Alternatives au projet


Sans objet

Réponse à l'objectif de sobriété

- En favorisant une consommation locale, on minimise la distance parcourue du champ à l'assiette et dès lors l'impact majeur du transport dans l'empreinte environnementale de notre alimentation.
- En encourageant la diversification agricole, on laisse moins de place à la monoculture responsable de dégâts environnementaux (perte de biodiversité, diminution de la qualité des sols, érosion des sols, prolifération de ravageurs/pathogènes, etc.). On encourage dès lors de manière indirecte une agriculture plus durable et résiliente.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |

| | |
|---|---|
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Des producteurs et transformateurs locaux soutenus et valorisés dans leur travail | x | x | x |
| Appropriation citoyenne des enjeux de l'alimentation durable | x | x | x |
| Accessibilité à une alimentation locale, saine et de qualité | x | | x |
| Une consommation bonne pour l'environnement | | x | |
| Un système alimentaire plus résilient et durable | | x | |
| Des liens sociaux renforcés entre les différents acteurs de l'alimentation locale | x | | |
| Un renforcement de l'identité agricole cinacienne | x | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | Commune de Ciney (non localisé) |
| Périmètre d'intervention | Les projets sont pour la plupart immatériels et non localisables. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Intégration fonctionnelle Les actions de promotion des producteurs, transformateurs et initiatives existantes permettront de renforcer leur fonctionnement et de les durabiliser. Celles-ci devront être menées en lien/concertation/synergie avec les actions déjà |

| | |
|----------------------------|--|
| | <p>menées par les divers acteurs de l'alimentation locale (GAL, Cocoricoop...).</p> <p>De manière indirecte, elles inciteront progressivement d'autres acteurs à s'installer comme producteur/transformateur ou dans la vente ce qui permettra de renforcer l'offre en circuits-courts.</p> <p>Intégration économique et sociale</p> <p>Parmi les multiples co-bénéfices des circuits-courts : des retombées économiques locales, une conscientisation citoyenne et une mise en réseau des acteurs de l'alimentation et de l'agriculture.</p> |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Parties prenantes et porteurs de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteurs de projet |
|-----------------------|--|--|
| CLDR | <ul style="list-style-type: none"> Gal Condroz-Famenne Gal Pays des Tiges et Chavées Producteurs/transformateurs ADL Maison du Tourisme Condroz-Famenne | <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney GAL, groupements ou coopératives existants |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|---|
| Plan de relance de la Wallonie (financé par l'Union européenne) | « Relocaliser l'alimentation en Wallonie » - appel à projets lancé en 2022 mais potentiellement réitéré |
| Fonds européen agricole pour le développement rural | Programme LEADER |
| Ville de Ciney | Fonds propres communaux |
| SPW - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement | Subsides du développement rural « Economie » |
| Diverses primes et aides spécifiques, appels à projets | |
| Province de Namur | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Actions à préciser et prioriser ;
 - Actions à budgétiser une fois précisées ;
 - Associer les agriculteurs, producteurs et autres acteurs locaux du secteur de l'alimentation locale au projet pour qu'il soit efficace et pérenne ;

- État du dossier

De multiples initiatives sont déjà lancées par différents acteurs :

- Une première édition du concours de la recette emblématique du Cœur de Condroz a été lancée en octobre 2023.
- Les Gal Condroz-Famenne et Pays des Tiges et Chavées mettent déjà en place de nombreuses actions pour la promotion des produits locaux.
- Un répertoire des producteurs est mis en ligne (et cartographié) sur le site Destination Condroz-Famenne.

- Programme

- Mettre en place des actions de soutien et promotion des commerçants et producteurs locaux.

- Planification

- Réunir et coordonner les acteurs à impliquer au projet ;
- Mise en place d'un Comité de pilotage ;
- Définition d'un plan d'action à court et moyen termes ;
- Mise en œuvre des actions ;
- Communiquer autour des actions vers la population ;

- Démarches administratives à réaliser

- Dossier de demande de subsides ou réponse à un appel à projets en lien avec ce projet ;

- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- La réussite de ce projet repose sur la bonne coordination du/des porteur(s) de projet et des parties prenantes.

8. Estimation globale du coût

La mise en œuvre du projet nécessite essentiellement des moyens humains destinés à créer des supports de communication et organiser des événements.

Un forfait annuel de 10.000 € HTVA est proposé pour la mise en œuvre d'actions de promotion. Il est jugé utile de maintenir cette dynamique d'actions de promotion pendant un minimum de trois ans, soit un total de 30.000€ HTVA pour trois ans.

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------------------|--------------|---|
| Mise en place d'actions de promotion | 1 action/an | Pv du Comité de pilotage |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|----------------------------|---|
| Maintien des initiatives existantes | Statu quo voire croissance | Relevé 1x/an par la commune |
| Croissance du nombre d'initiatives/producteurs | +5% | Relevé 1x/an par la commune |
| Fréquentation des points de vente | +5% | Chiffres des points de vente |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5

Sans objet

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

Sans objet

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Sans objet

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Voir point 2 « Réponse à l'objectif de sobriété »

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Sans objet

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Le projet permettra une participation de tous les habitants qui le souhaitent.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

La valorisation et la promotion de l'économie locale est l'objectif principal de ce projet, via la mise en relation la plus directe possible des producteurs et des consommateurs. Outre le fait de faire vivre des producteurs de la région, cela a aussi comme intérêt pour les consommateurs de pouvoir bénéficier de produits locaux, de saison et cultivés/élevés selon les normes du secteur (au minimum).

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Les actions et événements organisés se feront dans le respect du voisinage (heures de fin, stationnement, nuisances sonores, etc.) et du contexte économique local (complémentarité aux initiatives locales déjà en place plutôt que concurrence).

Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Sans objet (projet non localisé)

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

Sans objet (projet non localisé)

Annexe 3 : Dossier photographique

Sans objet (projet non localisé)

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Création d'une liaison cyclo-piétonne entre la gare et la piscine de Ciney

Fiche n° 1.3
Priorité : lot 1

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Le tronçon faisant l'objet de la fiche projet a pour but de créer une liaison sécurisée cyclo-piétonne entre la gare et la piscine de Ciney. Le cheminement pouvant relier ces deux éléments présente une longueur totale d'environ 925m se subdivise en plusieurs parties :

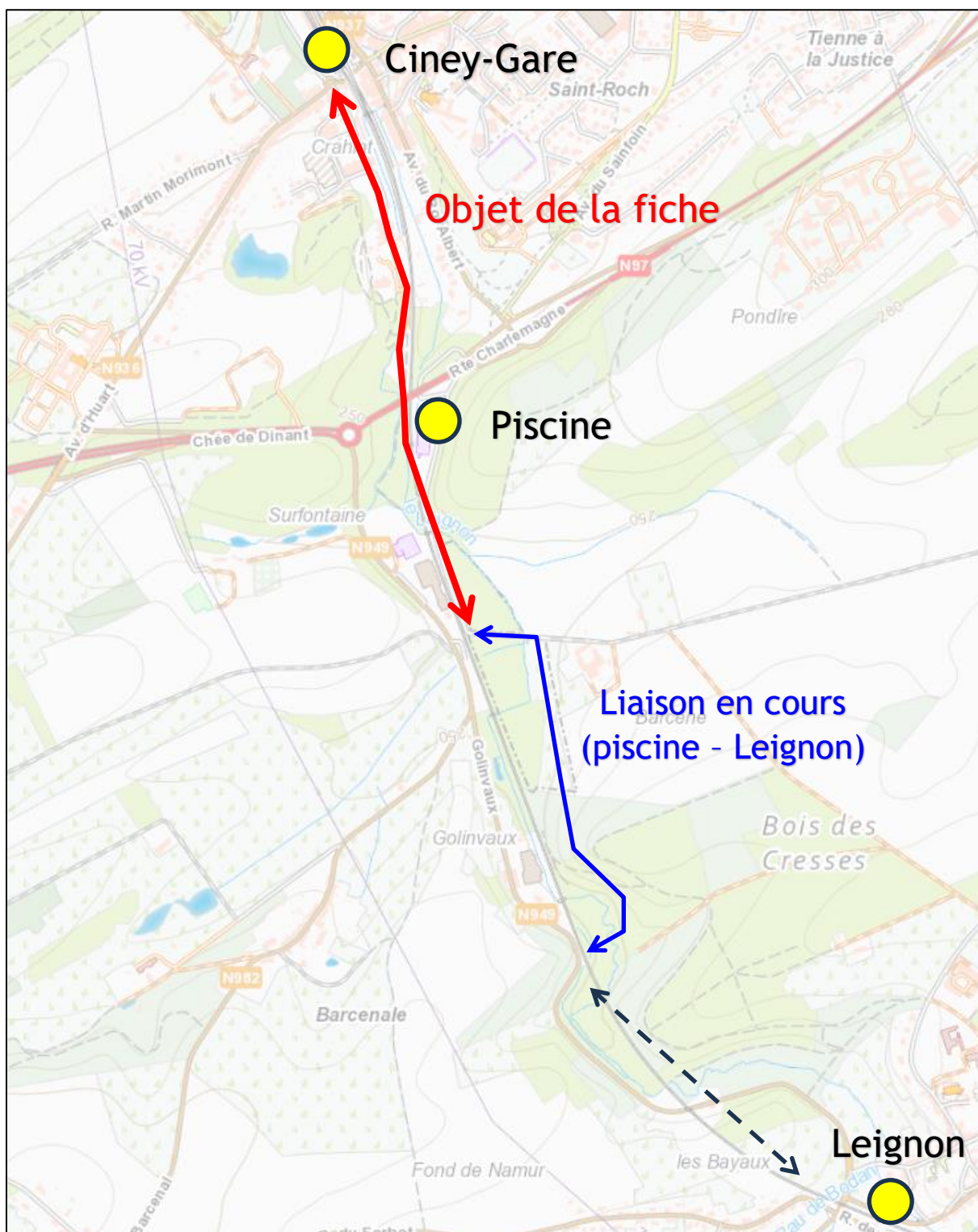
- 1. Un milieu urbanisé avec le rond-point situé à l'ouest de la gare et le chemin de Crahiat. Cette rue passe d'une largeur de 6,5 m avec des trottoirs de part et d'autre à une largeur de 5 m bordée d'un trottoir en gravier voire aucun trottoir. Cette deuxième partie du chemin de Crahiat est en cul de sac. Le chemin est bordé d'habitations, de parkings de centre commerciale, des garages. La partie 1 mesure 200 m tandis que la partie 2, 177m ;
- 2. Un milieu de transition avec une chemin de terre et de gravier d'une largeur de 2m à 2,5 m bordé par une haie épaisse et des parcelles de fonds de jardins privés. Cette partie mesure 90 m ;
- 3. Un milieu plus « naturel » constitué actuellement d'un cheminement de terre engazonné. La largeur disponible est d'environ 4 à 5 m et la longueur de cheminement jusque la piscine est d'environ 365 m. Ce milieu est bordé d'un côté par la ligne de chemin de fer 162 Namur Marloie et de l'autre par le ruisseau non classé des Bayaux. Ce cheminement passe sous la chaussée de Dinant.
- 4. Le cheminement précédent abouti, avant la piscine, sous la voie de chemin de fer via un petit tunnel technique faisant aussi passer le ruisseau le Leignon de catégorie 02. Il existe aussi une petite passerelle très vétuste et étroite pour enjamber le ruisseau et atteindre le tunnel.
- 5. L'avant-dernière étape est le chemin d'accès technique lié à la piscine. Ce chemin d'accès est en terre et en gravier, présente une largeur d'environ 3,5 m et une longueur de 93 m.
- 6. La dernière étape du tronçon global est la liaison avec le tronçon en cours d'étude (piscine-Leignon) sur la rue du Pont Mouria. Ce tronçon est actuellement une route hydrocarbonée relativement vétuste et sans accotement. Sa longueur est d'environ 330 m tandis que sa largeur est d'environ 4 m.

Cf. Annexe Reportage photographique

Description des aménagements proposés

Le projet a pour but de compléter le maillage de liaisons lentes sur l'entité via la création d'un lien physique utilitaire sécurisé entre la gare de Ciney et la piscine.

A plus grande échelle, le tronçon proposé dans la présente fiche-projet a pour but de relier Ciney-centre à Leignon. En effet, le présent tronçon complètera l'aménagement déjà étudié par la Province de Namur et en cours de réalisation entre la rue Barcène et Leignon.



Aménagements types

L'aménagement des tronçons doit être défini sur base des constats et manques résultant de l'analyse.

Type d'utilisation

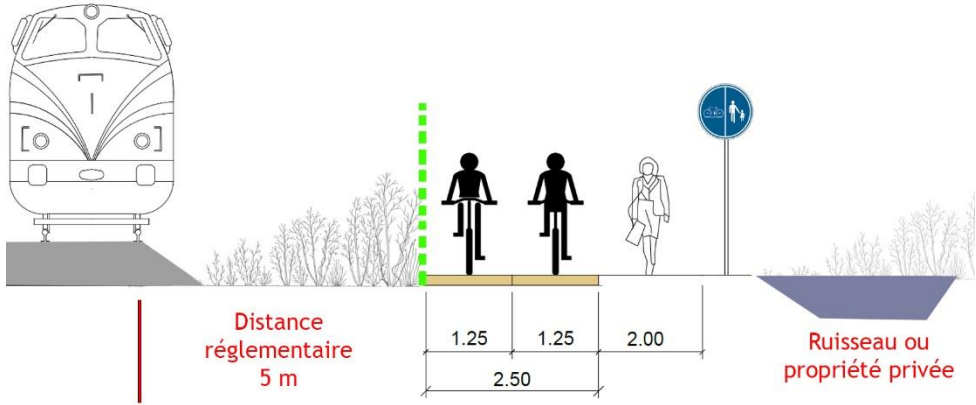
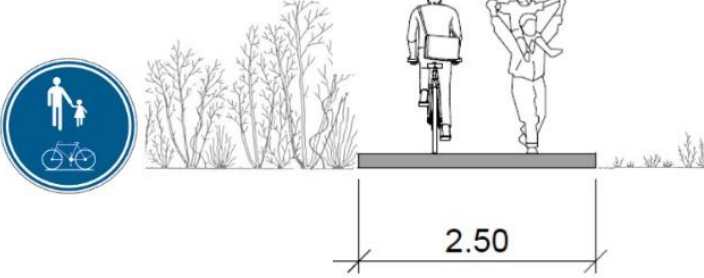
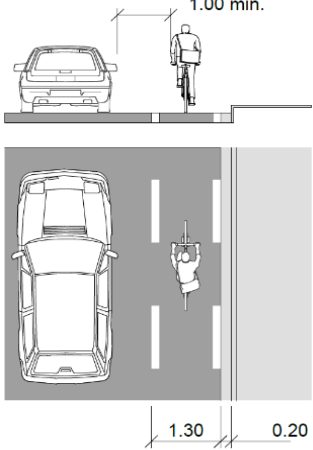
- Utilitaire : lien direct, sécurisé et accessible aux PMR entre des pôles de services ou économiques
- De loisirs : lien direct ou indirect, sécurisé, non obligatoirement accessible si randonnée sportive, passant et faisant des détours par des pôles d'attraction touristiques

Type de support

- Sur route empruntée par des véhicules 4 roues : bien souvent route sans trottoir, mais très peu fréquentée (chemins de remembrement, petites ruelles)
- Sur voirie de gabarit important : piste cyclable suggérée
- Sur site propre longeant une voirie de gabarit important : trottoir, piste cyclo-piétonne
- Sur chemin de terre agricole d'une largeur laissant passer les véhicules
- Sur sentier ne laissant pas passer les véhicules 4 roues, mais bien les vélos, les cavaliers et les PMR
- Sur sentier exclusivement piéton et impraticable pour les véhicules, cyclistes, PMR et cavaliers

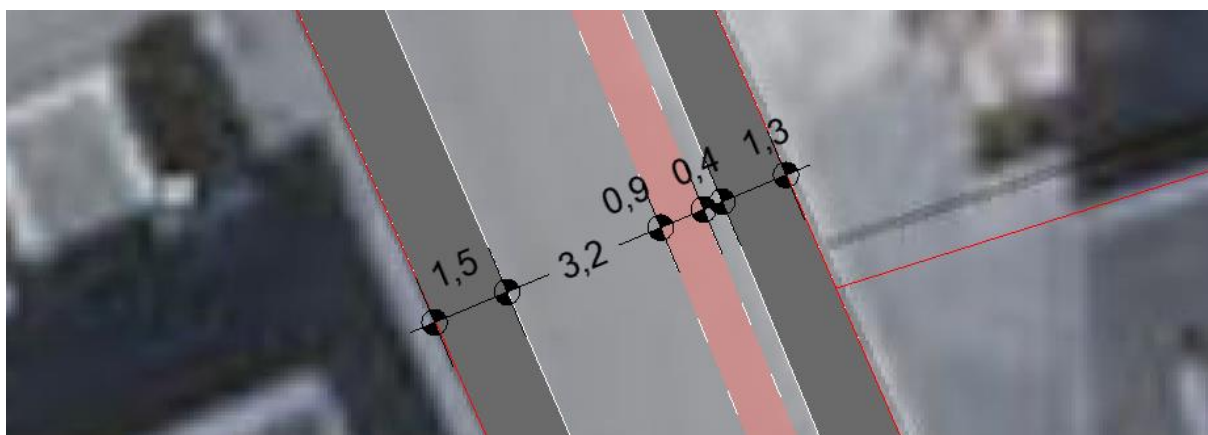
Type de milieu

- En milieu urbanisé où les fronts bâtis sont existants de part et d'autre
- En milieu agricole
- En milieu boisé où les contraintes de relief et les difficultés et obstacles sont importants

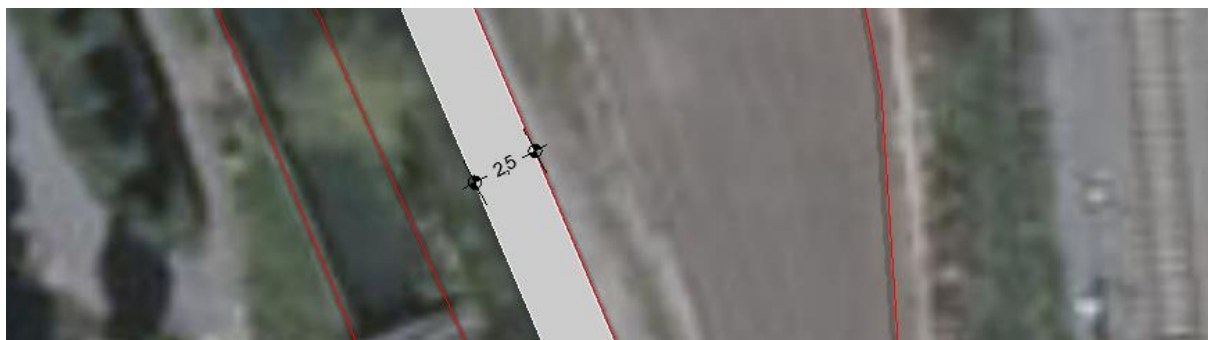
| Milieu | Type à prévoir et caractéristiques |
|---|--|
| <p>En milieu végétalisé, agricole, boisé – en site propre.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nom : Piste cyclo-piétonne D9 bidirectionnelle • Type : Séparé cycliste-piéton • Largeur à prévoir : 4,5 m (2,5 m pour les cyclistes pour les deux sens et 2 m pour les piétons). → La largeur tente ici de se rapprocher de la largeur prévue dans le projet de piste de mobilité douce Ciney-Leignon réalisé par la Province de Namur. Ce projet prévoit 2,5 m pour les cyclistes et en moyenne 2,5 m pour les piétons. • Matériau : Béton pour la partie piste cyclable / terre ensemencées et renivelée contre le béton (revêtement souple) pour les piétons et joggeurs. → Matériaux en continuité avec le projet de piste de mobilité douce Ciney-Leignon  |
| <p>En milieu végétalisé, agricole, – en site propre.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nom : Cheminement cyclo-piéton D10 unidirectionnel • Type : Non séparé cycliste-piéton • Largeur à prévoir : 2,5 m • Matériau : béton / hydrocarboné • Signalisation : Signal à répéter à chaque carrefour / prévoir un marquage  |
| <p>Sur un axe routier – Trottoirs piétons existants partiellement</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Nom : Piste cyclable marquée • Largeur à prévoir : 1,3 m marquage compris. • Matériau : Marquage au sol  |

Le tronçon faisant l'objet de la demande se subdivisera, en lien avec la situation existante, en 4 types d'interventions, reprises ci-dessous : **(Erreur ! Source du renvoi introuvable.)**.

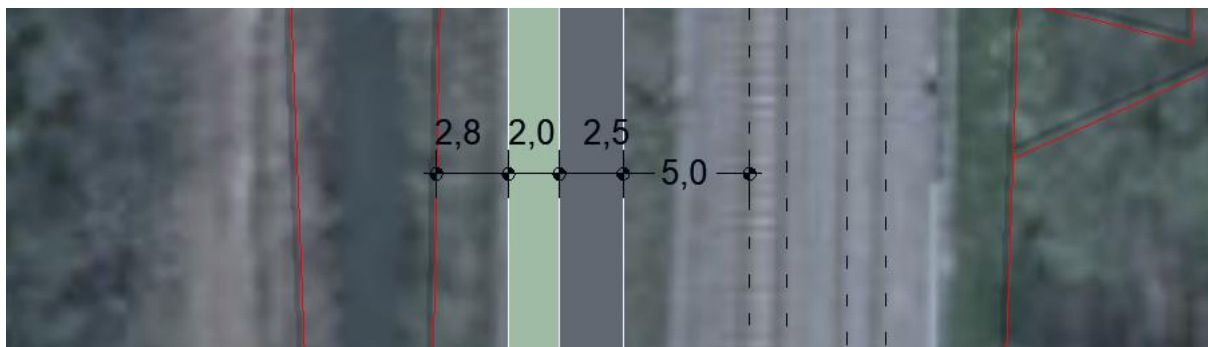
1 - L'aménagement proposé le long de la première partie du chemin de Crahiat est une piste cyclable marquée par bande cyclable suggérée d'un côté de la voirie (côté est). Sur cette partie, le trottoir est existant et sera donc utilisé pour le flux piéton. La deuxième partie du Chemin du Crahiat sera aménagée comme la première partie. Toutefois, un nouveau trottoir pourrait, de manière optionnelle et pour assurer la continuité, être aménagé le long de la partie est de l'axe aux endroits où ce type d'infrastructure est absent.



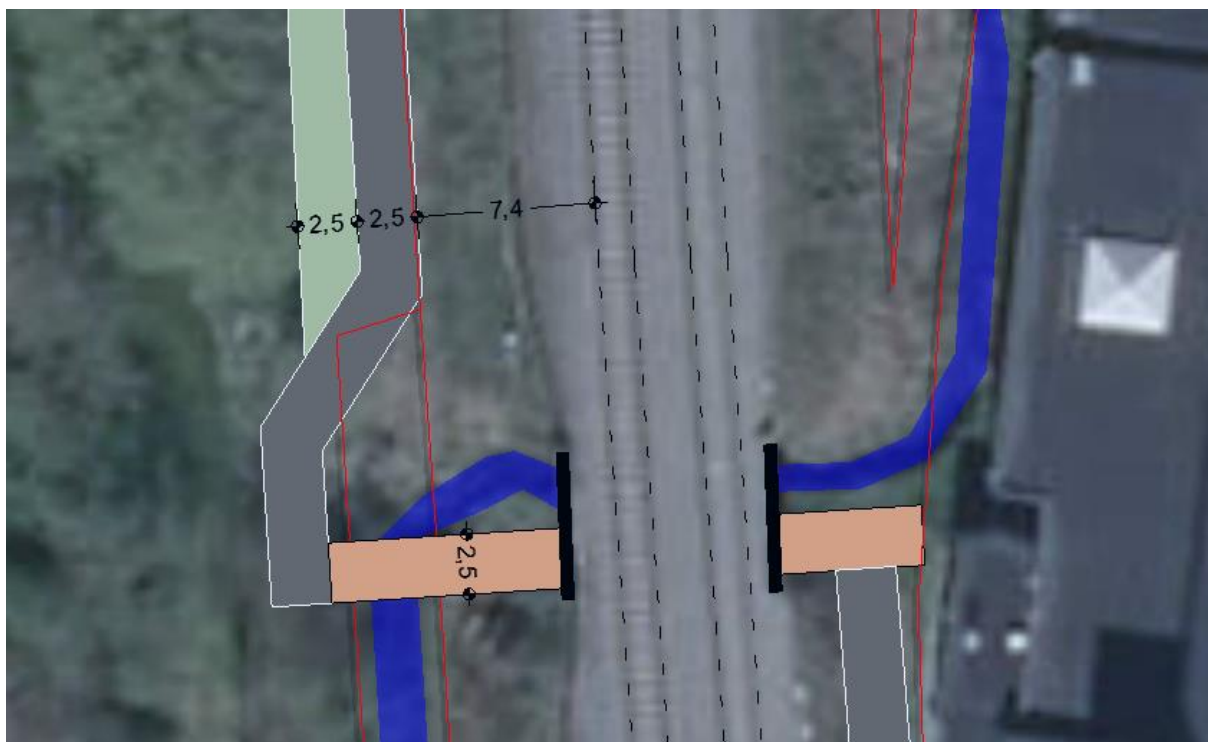
2 - L'aménagement proposé au niveau de la partie 2 est le cheminement cyclo-piéton unidirectionnel (D10)



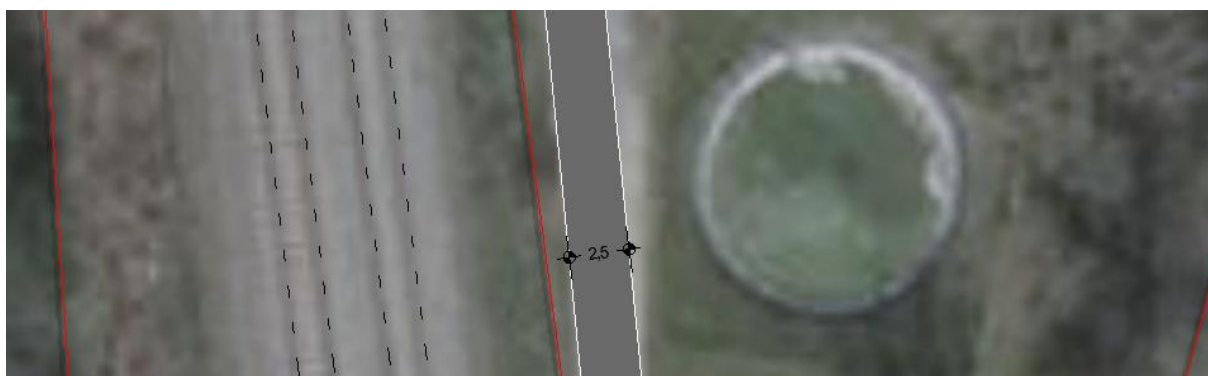
3 - L'aménagement proposé au niveau de la partie 3 est la piste cyclopiétonne bidirectionnelle D9. Comme stipulé précédemment, l'aménagement devra être en continuité avec l'aménagement prévu pour la piste de mobilité douce Piscine-Leignon. De manière optionnelle, une clôture peut être installée le long de la voie de chemin de fer afin de sécuriser le flux cyclo-piéton. Le passage sous la nationale pourrait être sécurisé via la pose d'un garde-corps pour ne pas tomber dans le ruisseau ainsi que l'enrochement de la berge pour solidifier le passage le long du ruisseau. Dans la partie sud de ce tronçon, à l'approche de la piscine, la piste s'écarte quelque peu du chemin de fer au vu du talus présent à cet endroit. Cette distance passe de 5 à 8 m.



4 - Afin de pouvoir traverser le ruisseau et atteindre en toute sécurité la piscine, une nouvelle passerelle devra être installée. Sa largeur sera de 2,5 m minimum. Le passage bétonné longeant le ruisseau sous le chemin de fer sera consolidé et rénové au vu de sa vétusté.



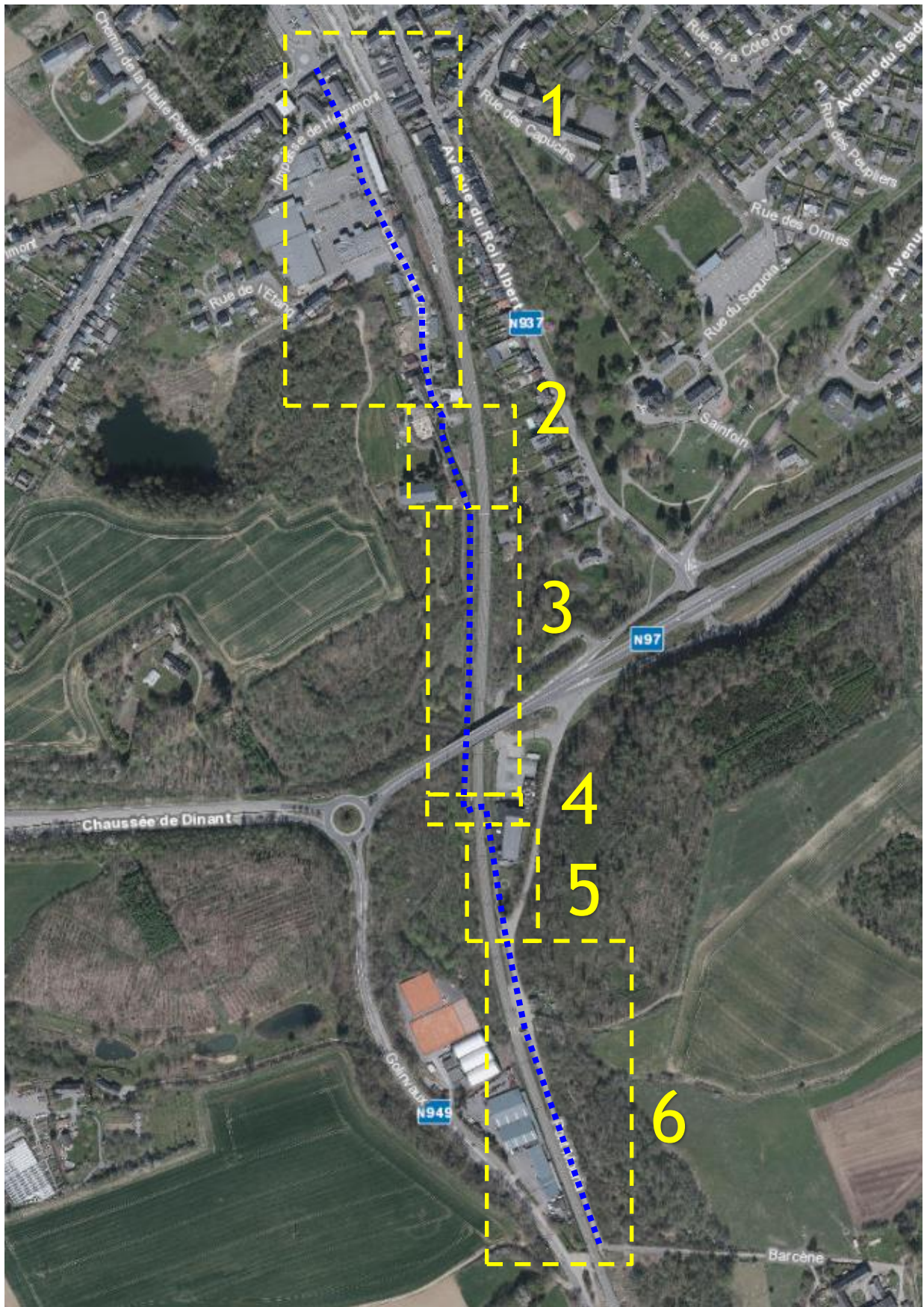
5 - Comme pour la partie 2, un cheminement piéton unidirectionnel D10 sera prévu afin de relier le passage sous voie au chemin de pont Mouria.



6 - Afin de créer la continuité sécurisée, une bande cyclable d'une largeur de 1,3 m sera implantée le long de la voirie via un raclage partiel de la couche hydrocarbonée, la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné et le marquage peinture au sol signalétique et sécuritaire de cette bande fraîchement réalisée.



Le schéma ci-dessous reprend les différents tronçons.



2. Justification du projet

Lors des réunions de consultation de la population et lors des groupes de travail organisés tout au long de l'Opération de Développement Rural, la mobilité active est un thème qui a souvent été mis en évidence pour sa dimension touristique et utilitaire. Elle joue un rôle important pour l'environnement et pour la convivialité dans le village. De plus, le manque d'infrastructures et d'équipements adaptés et sécurisés est souvent avancé comme l'obstacle majeur au développement des déplacements autres que motorisés. La liaison participera à la mise en place d'un réseau alternatif convivial de mobilité

La réhabilitation, le réaménagement et/ou la création de liaisons actives revêtent de nombreux avantages justifiant totalement le projet. L'aménagement de liaisons pour les modes actifs constitue :

- Un moteur pour favoriser l'intermodalité notamment via les arrêts de bus et le vélo
- Une opportunité de rapprocher les villages et les hameaux entre eux et de les connecter plus directement aux différents centres villageois
- Un moyen sécurisé de se rendre à l'école
- Une nouvelle façon de découvrir son village et offrir une approche différente des paysages
- Autant de possibilités de promenades et d'itinéraires à parcourir pour les loisirs

Effets attendus

- Augmentation de la mobilité cyclable et piétonne
- Sécurisation et incitation aux déplacements actifs
- Promotion de l'usage du vélo
- Sécurisation et réduction de la vitesse aux entrées de village
- Réduction des émissions de CO₂
- Reconnexion entre les villages
- Réappropriation du territoire par les habitants
- « Rapprochement » des habitants des différents villages par la mise en place de connexions
- Augmentation de l'attractivité touristique des villages
- Augmentation de l'offre culturelle, de loisir et sportive
- Augmentation des rencontres intergénérationnelles

Lien avec d'autres fiches-projets

- 2.2 Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR)
- 2.6 Mise en place d'équipements et d'actions de promotion favorisant l'utilisation des modes de déplacement durables et l'intermodalité
- 3.1 Amélioration du réseau et des équipements des promenades balisées




Alternatives au projet



Il avait initialement été envisagé de créer la piste Avenue du Roi Albert mais le SPW avait rendu un avis défavorable car le projet était selon eux, trop dangereux au vu de l'étroitesse des lieux.

Réponse à l'objectif de sobriété

Les matériaux qui seront utilisés vont potentiellement libérer de l'énergie grise lors de la construction de la piste cyclo-piétonne. Cependant, l'impact sur le long terme d'une réduction de l'utilisation de la voiture est non négligeable. Le projet devrait engendrer davantage d'effets bénéfiques sur l'environnement que d'effets négatifs.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.1 | Mettre en place un réseau de voies lentes structurant, fonctionnel et sécurisé entre les villages de l'entité et vers les pôles voisins, de manière à renforcer l'usage de la mobilité active. |
| 2.2 | Améliorer l'offre en mobilité collective, la multimodalité et proposer des services de mobilité adaptés au milieu semi-rural. |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |

| | |
|---|---|
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.3 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Augmentation de la mobilité cyclable et piétonne | | x | |
| Sécurisation des déplacements actifs | | x | |
| Promotion de l'usage du vélo | x | | |
| Sécurisation et réduction des vitesses aux entrées de village | | x | |
| Réduction des émissions de CO ₂ | | x | |
| Reconnexion entre les villages | x | | |
| Réappropriation du territoire par les habitants | x | | |
| « Rapprochement » des habitants des différents villages par la mise en place de connexions | x | | |
| Augmentation de l'attractivité touristique des villages | x | x | |
| Augmentation de l'offre culturelle, de loisir et sportive | x | | |
| Augmentation des rencontres intergénérationnelles | x | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Chemin du Crahiat et sa prolongation jusque la piscine de Ciney. La piscine de Ciney se trouve le long de la rue Pont Mouria |
| Périmètre d'intervention | Voir annexe II |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle Lien utilitaire et sécurisé entre Ciney-centre et la piscine de Ciney</p> <p>Intégration architecturale et paysagère L'impact paysager sera négligeable au vu du type d'intervention (le long d'une voie de chemin de fer et très isolé visuellement)</p> <p>Intégration culturelle/économique/sociale Amélioration des interactions entre les villages</p> |
| Cadre légal | <p>Les zones d'affectation au plan de secteur Zone d'aménagement communal concerté, zone forestière, zone de service public et équipement communautaire, périmètre de réservation d'infrastructure principale Voir annexe II</p> <p>Outils du cadre juridique et documents d'orientation Schéma directeur du site du Crahiat (SOL) dans la partie nord (correspond au SAR « Fonderie et carrière Crahiat ». Aléa d'inondation faible</p> |
| Statut de propriété | Le périmètre projet s'étend sur propriété publique INFRABEL et SPW et sur propriété privée. Une procédure d'expropriation est en cours. Voir annexe II |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Consultations citoyennes CLDR Commission mobilité et groupe « sentiers » | <ul style="list-style-type: none"> L'administration communale de Ciney Propriétés privées concernées par le projet SPW Mobilité et Infrastructures Infrabel Pro Vélo Gracq | <ul style="list-style-type: none"> Commune de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidant | Libellés du subside |
|---|--|
| SPW Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement | Subsides octroyés par la direction du Développement Rural – <u>Tableau de répartition des subventions DR</u> |
| SPW Mobilité et Infrastructures | <ul style="list-style-type: none"> • FRIC : Fond régional pour les investissements communaux – <u>Dotations variables sur une période pour investissements publics</u> • Droit de tirage : enveloppe de 210 Mo pour la période 2022-2024 pour des aménagements cyclables, piétons ou de mobipôles. • Plan Piéton Wallon 2021 : Des subsides vont être débloqués pour le développement de la mobilité douce - <u>Taux à préciser</u> • Plan Wallonie Cyclable : Appel à projet - Travaux d'infrastructures en faveur des cyclistes – <u>Taux Max 80 %</u> |
| Divers | Partenariats publics privés, Fonds propres communaux, Appels à projets PIWACY |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - L'accord (via une convention) du SPW-MI et d'Infrabel devra être obtenu et leur intervention sera obligatoire sur les tronçons qui ne seront pas en site propre.
 - Une identification claire des parties d'aménagements pouvant faire l'objet du financement DR devra avoir lieu.
- État du dossier
 - Une piste cyclable est prévue dans le cadre du PIWACY entre la piscine et Leignon et est en cours de réalisation par la Province de Namur.
 - La liaison Ciney-Leignon pourrait être subsidee dans le cadre du PIWACY à hauteur d'un montant précis.
 - Un dossier d'expropriation est mené par le BEP pour les parties du tronçon en propriété privée.
- Programme des travaux
 - Installation du chantier
 - Préparation du terrain
 - Aménagement des pistes cyclo-piétonnes
- Planification

- Phase 1 : Finalisation du projet d'aménagement avec la CLDR et un auteur de projet
 - Phase 2 : Demande de permis
 - Phase 3 : Adjudication des travaux
 - Phase 4 : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles à réaliser ;
 - Phase 5 : Réalisation des travaux
 - Phase 6 : Communication et information autour du projet ;
 - Phase 7 : Suivi et surveillance
- Démarches administratives à réaliser
 - Démarche 1 : certaines parcelles doivent faire l'objet d'une procédure d'expropriation (en cours).
 - Démarche n°2 : Etude de faisabilité
 - Démarche n°3 : Demande d'autorisations et de convention avec le SPW et Infrabel (propriété régionale)
 - Démarche n°4 : Désignation d'un auteur de projet (l'éventuelle intervention du Développement Rural sera conditionnée à l'obtention préalable d'une convention accordant à la commune un droit réel sur le périmètre d'intervention)
 - Démarche n°5 : Obtention des autorisations et avis nécessaires
 - Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin
 - Enquête de satisfaction auprès des usagers et des riverains
 - Surveillance du site
 - Choix de matériaux durables dans le temps
 - Accord des riverains sur la localisation des poteaux/panneaux de signalisation

8. Estimation globale du coût

| Estimation globale du coût | | | |
|---|----------|----------------|--|
| Article | Quantité | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Intervention 1 - BCS | 377 m | 9000 € | 80 % DR 185.000 € + PIWACY - Enveloppe calculée pour la liaison totale Ciney - Leignon |
| Intervention 2 - cheminement unidirectionnel (190 €/ mc) | 80 m | 18.000 € | |
| Intervention 3 - piste cyclopiétonne bidirectionnelle (250 €/mc) + garde-corps sous pont | 370 m | 120.000 € | |
| Intervention 4 - passage passerelle et sous voie | 1 | 25.000 € | |

| | | | |
|--|-------|---------------|--|
| Intervention 5 - accès arrière piscine (190 €/ mc) | 94 m | 20.000 € | |
| Intervention 6 – Rue Mouria | 330 m | 23.000 € | |
| Etudes | | 18.000 € | |
| TOTAL | | +/- 230.000 € | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|--------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | 1 tronçon aménagé | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |
| Contrôle du collège communal | 1 liaison réalisée | Visite sur place du bourgmestre et des échevins à la réception provisoire |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|-----------------------|---|
| Nombre de cyclistes | 50 cyclistes par jour | Communication sur le site web de la commune |
| Taux de satisfaction | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier |
| Nombre de piétons | 80 piétons par jour | Communication sur le site web de la commune |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

- Eléments quantitatifs généraux du dossier :

- Superficie totale de la zone d'intervention : +/- 2500 m²
- Superficie initiale non bâtie sur la parcelle : +/- 2500 m²
- Superficie finale non bâtie sur la parcelle : +/- 2000 m²

- Dispositif de temporisation des eaux ruisselant des surfaces imperméabilisées :

La piste cyclo-piétonne longe un ruisseau et l'ensemble des eaux pluviales y seront directement connectés. Aucun système de temporisation n'est donc prévu. La partie dédiée aux piétons est constituée de terres semées et non pas de matériaux imperméables.

- Outil de dimensionnement disponible sur :
<https://inondations.wallonie.be/home/urbanisme/citoyens/gerer-les-eaux-de-pluie-sur-mon-terrain.html>
- Outil de cartographie à l'échelle communale des îlots de chaleur et espaces verts ou des espaces imperméabilisés disponible : « Adapte ta Commune »
<http://lampspw.wallonie.be/dgo4/conventiondesmaires/outil-adapte-ta-commune>
- Mesures envisagées :
Ex : Citernes tampons, noues et fossés d'infiltration, zone de rétention, ...

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Réduction de l'utilisation de la voiture via la mise en place de liens cyclo-piétons favorisant la mobilité alternative non consommatrice d'énergie.

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Les matériaux qui seront utilisés vont potentiellement libérer de l'énergie grise lors de la construction de la piste cyclo-piétonne. Cependant, l'impact sur le long terme d'une réduction de l'utilisation de la voiture est non négligeable. Le projet devrait engendrer davantage d'effets bénéfiques sur l'environnement que d'effets négatifs.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Passage de la liaison douce au sein d'une zone forestière longeant la ligne de chemin de fer.

- Identification des éléments d'intérêt écosystémiques sur le site (m ou m²) :

Zone végétalisée, friche herbacée : +/- 2000 m²
Zone d'aléa d'inondation faible
Ruisseau du Leignon traversant le site

- Quels sont les mesures prises pour leur protection ?

Le ruisseau est enjambé via une passerelle. L'impact sur les zones en friches est négligeable.

- Amélioration de la qualité biologique du site par des plantations ou des aménagements divers (m ou m²) :
Bande végétalisée semée longeant la piste cyclo-piétonne (700 m²)
- Améliorer la qualité biologique des surfaces mises en œuvre (Quantification des surfaces) :
 - Surfaces imperméables à l'air et à l'eau (revêtement béton, bitume, dallage avec couche de mortier, ...) : 1300 m²
 - Surfaces semi-perméables : perméable pour l'air et l'infiltration de l'eau de pluie (pavages/dallages à joints ouverts, dalles gazons, ...) : 0 m²

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Le projet est accessible pour les PMR, piétons, vélos, cavaliers. L'aménagement prévu est une piste cyclo piétonne lisse en béton.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

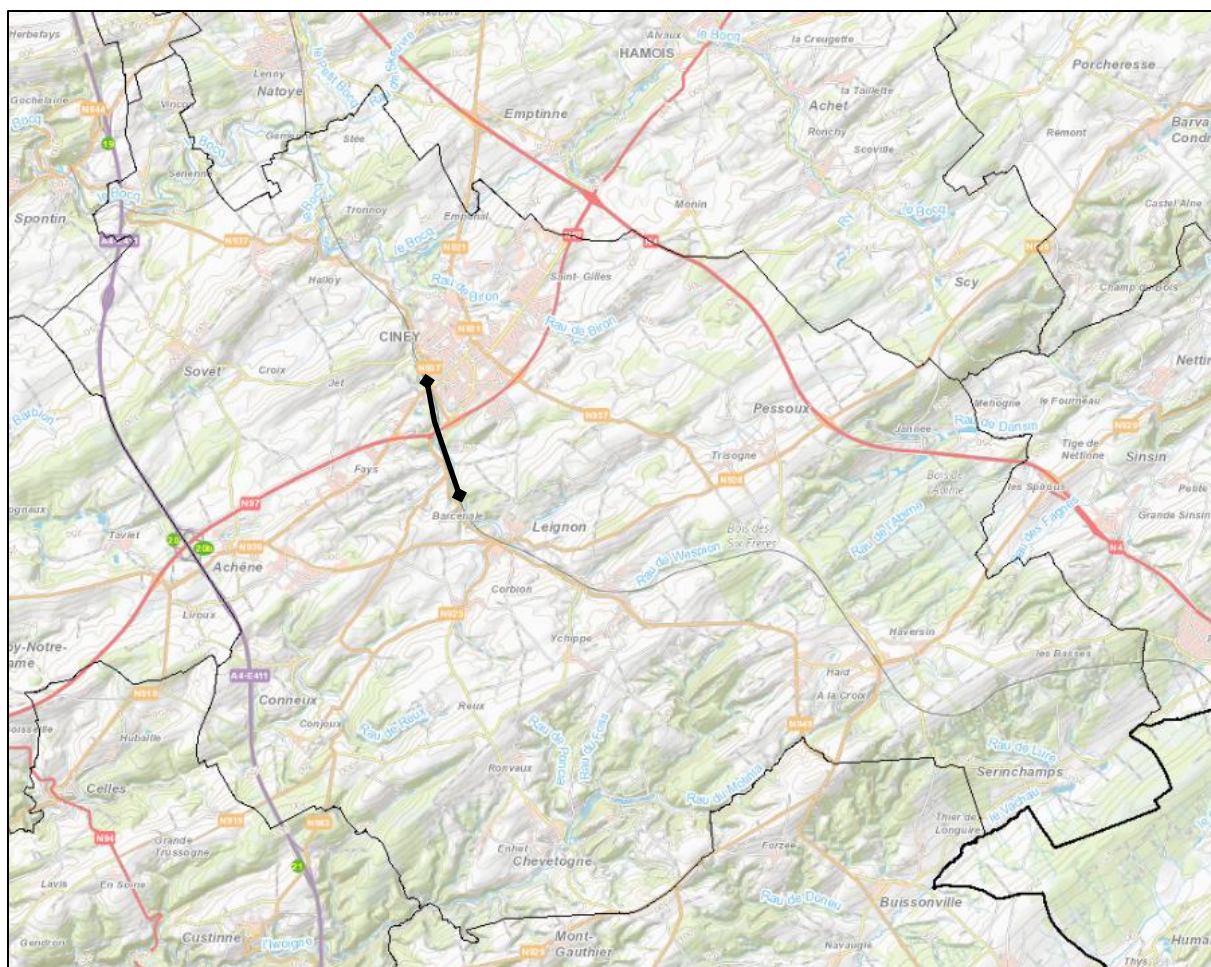
- /

H. Intégration du projet dans l'environnement :

L'impact paysager sera négligeable au vu du type d'intervention (le long d'une voie de chemin de fer et très isolé visuellement)

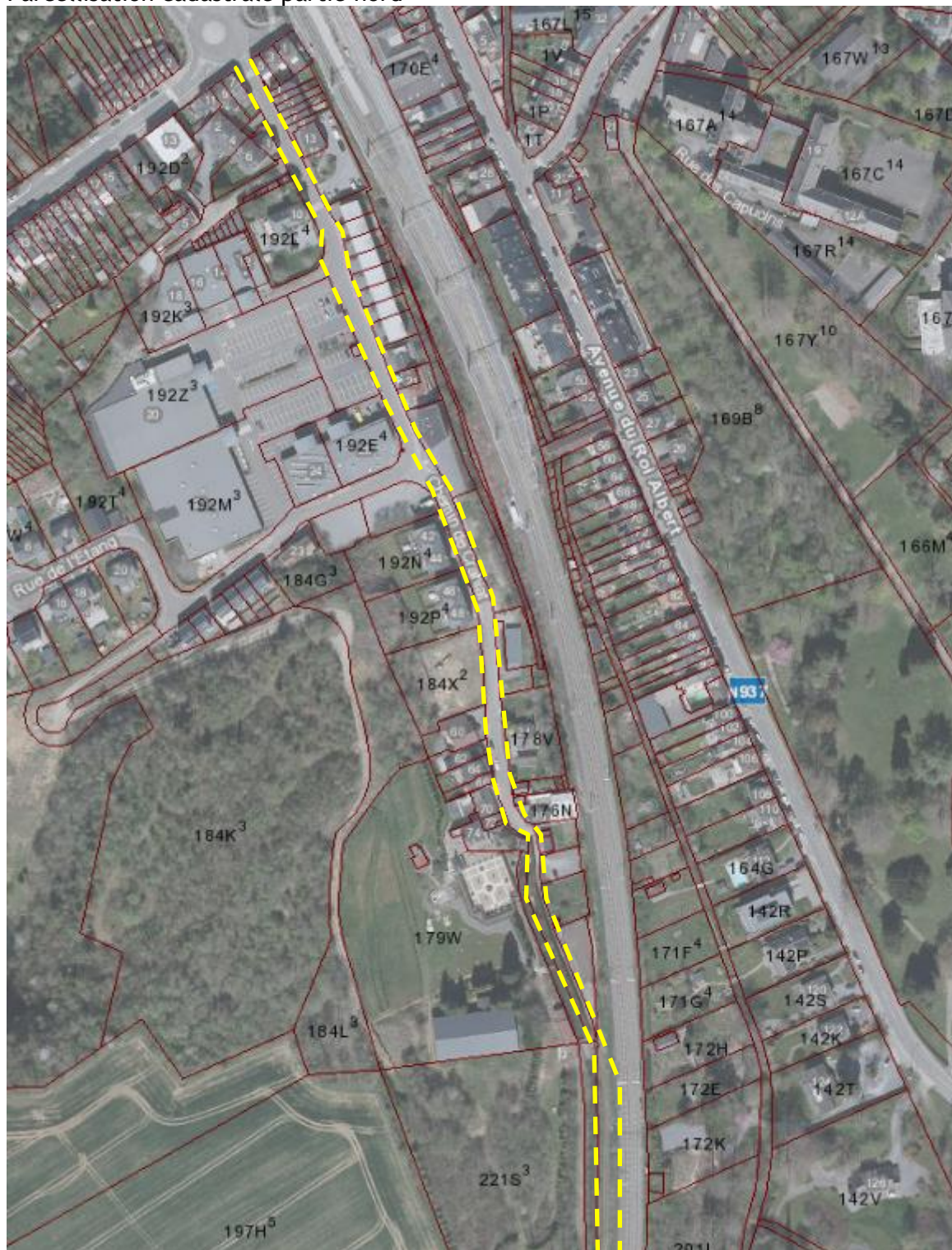
Annexes

Annexe 1 : Plan de situation



Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

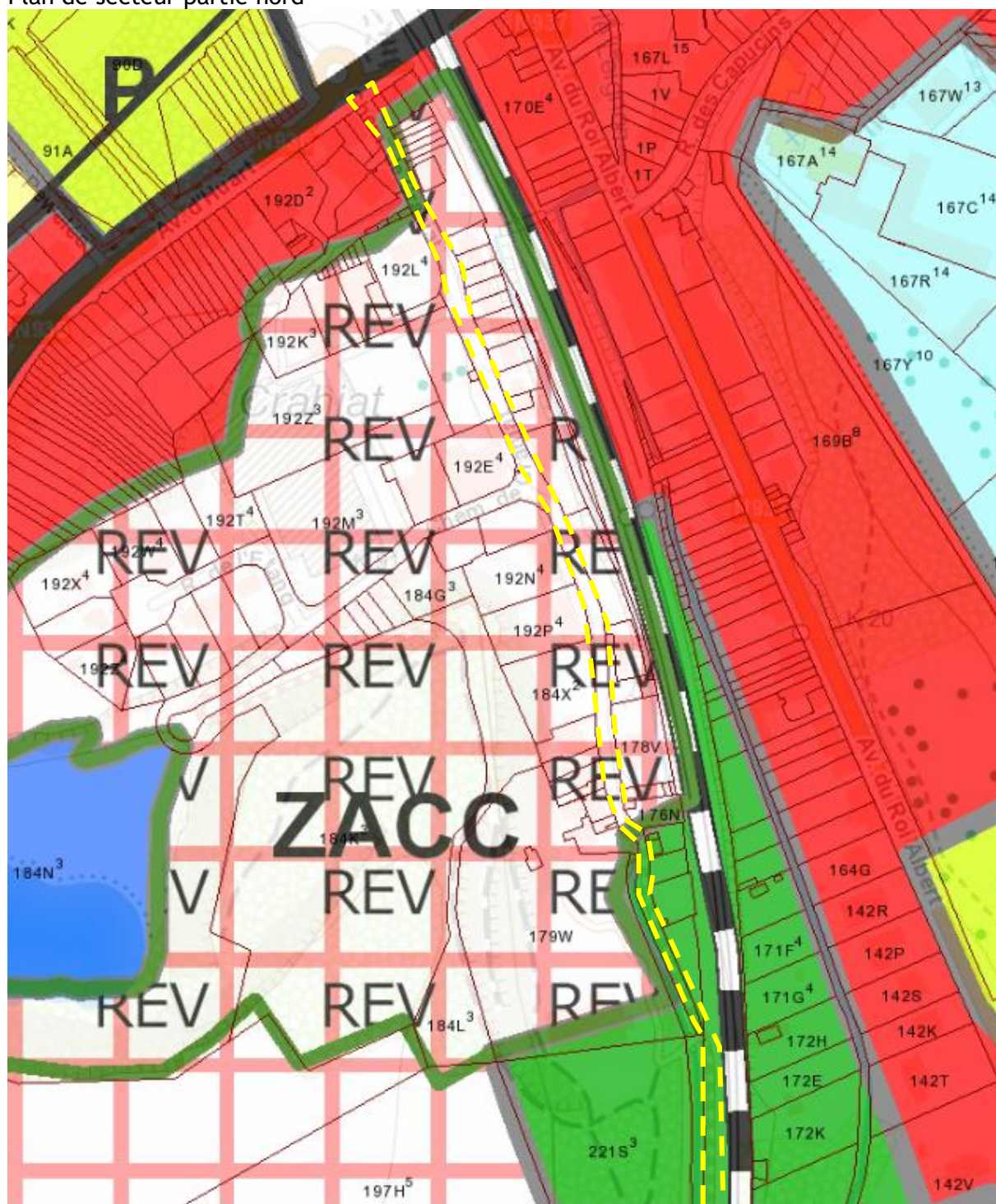
Parcellisation cadastrale partie nord



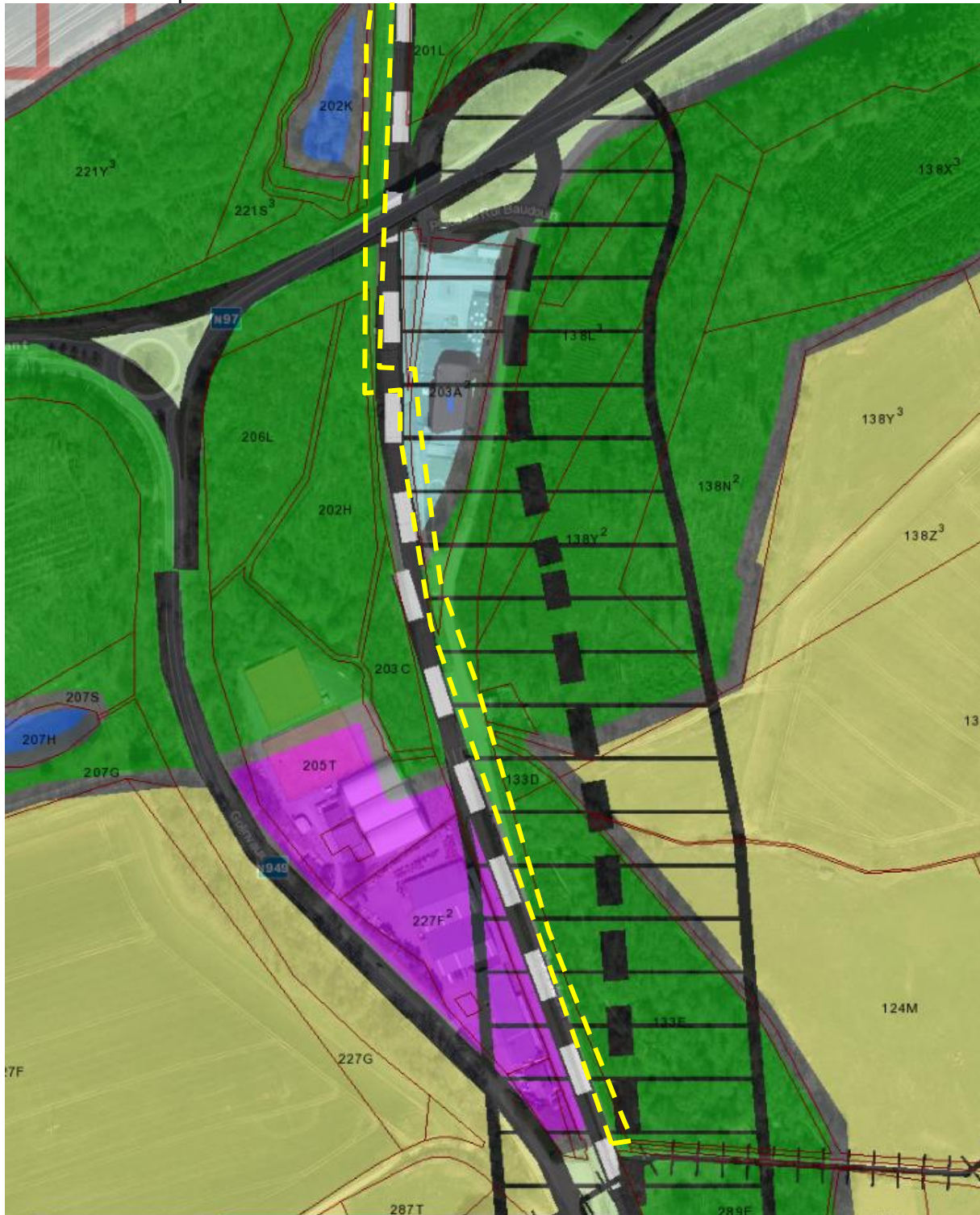
Parcellisation cadastrale partie sud



Plan de secteur partie nord



Plan de secteur partie sud



Annexe 3 : Dossier photographique



Entrée dans le chemin du Crahiat /// Avancée vers le Delhaize /// Avancée vers le chemin du Crahiat en cul de sac



Fin du chemin du Crahiat vue vers le nord /// Fin du chemin du Crahiat vue vers le sud ///
Chemin de terre gravier longeant des parcelles privées - fond de jardin



Zone enherbée le long du chemin de fer /// Passage sous nationale /// Vue depuis la nationale vers le nord



Vue sur la petite passerelle existante enjambant le ruisseau et sur la piscine /// Passage sous chemin de fer



Vues sur la rue Pont Mouria

Amélioration de la performance énergétique du théâtre

Fiche n° 1.4
Priorité : lot 1

1. Description du projet

Description du projet à réaliser

Le projet consiste en la rénovation énergétique du bâtiment du Théâtre communal de Ciney, localisé à Place du Roi Baudouin 1 - 5590 Ciney. Le bâtiment s'ouvre à plusieurs usages, mais la fiche-projet se concentre exclusivement sur la partie affectée au théâtre.

Un audit énergétique a déjà été réalisé (celui-ci est repris en Annexe 6).

Description du site dans son état actuel

Le site comprend le bâtiment de l'ancien Marché Couvert de Ciney, propriété de la Ville. Après sa désaffectation en 1985, le bâtiment fut divisé en plusieurs morceaux et dédié à différents usages : les ateliers communaux (service travaux), une salle polyvalente et un hall sportif, et le théâtre.

Le théâtre, géré par le Centre Culturel de Ciney, a vu le jour en 2004. Il est mis gratuitement à disposition du Centre Culturel par la Ville via une convention qui court jusque 2042.

La partie du bâtiment dédiée au théâtre comprend : la salle de spectacle « à l'italienne » en gradins de 466 sièges, un foyer avec mezzanine, une cafétéria avec réserve, des vestiaires et sanitaires ainsi que quatre loges aménagées sous la scène.



Figure 1 : Bâtiment communal abritant notamment le Théâtre (Photo : DR(EA)²M)

Description des travaux proposés

Selon les conclusions de l'audit énergétique réalisé par BE Energie en 2021, les actions suivantes sont les plus prioritaires à mettre en œuvre :

Isolation de l'enveloppe du bâtiment

Les façades sont les parois présentant le plus de pertes thermiques : 51% soit la moitié, contre 20% en toiture (isolée de 80mm de laine de roche), 15% en plancher et 14% au niveau des fenêtres. Bien qu'une première isolation soit présente, cette priorité sur le renforcement de l'isolation s'explique par l'impact que représente le chauffage sur l'ensemble des besoins énergétiques du bâtiment. En effet, tel que mentionné dans l'audit : « Le chauffage représente le coût d'exploitation le plus important avec environ 41% » et « l'isolation des façades permet de diminuer de pratiquement 25% les pertes du bâtiment ».

Pour ce poste, l'audit préconise la pose d'une isolation minimale de 18cm de Laine Minérale dans une structure bois. La surface totale des parois a été estimée à 686 m².

Isolation des conduites d'eau chaude sanitaire et optimisation de la régulation des systèmes de chauffage

Le chauffage des différentes parties du bâtiment du théâtre est assuré par deux chaudières gaz à condensation. Celles-ci sont jugées en bon état de performance par l'audit.

La première chaudière, située dans les ateliers communaux (à l'arrière du théâtre), alimente la salle de spectacle via air chaud. La chaudière alimente en réalité un échangeur de chaleur en eau chaude sanitaire qui permet de chauffer l'air par une CTA (centrale de traitement d'air). Cet air est ensuite envoyé vers la salle de spectacle.

La deuxième chaudière, située au niveau -1 du théâtre à côté des loges, alimente en eau chaude sanitaire les radiateurs des loges, couloirs et de la cafétaria.

Le principal problème pointé dans l'audit est l'isolation des conduites : « Les tuyauteries qui se trouvent dans la chaufferie du théâtre au niveau du collecteur ne sont pas calorifugées, tout comme les tuyauteries de chauffage qui sont installées au plafond du couloir des loges du théâtre (niveau -1). »

Dans un deuxième temps, la régulation du chauffage n'est pas jugée optimale. Le chauffage des loges/couloirs et cafétaria n'est régulé que via les vannes thermostatiques des radiateurs. Il semblerait que la chaudière du théâtre possède une horloge pour programmer les heures de fonctionnement mais celle-ci n'est vraisemblablement pas utilisée. Une expertise devra être réalisée avec un chauffagiste afin d'étudier les possibilités d'optimiser la régulation.

Selon les estimations de l'audit, l'isolation des conduites de chauffage dans les loges et l'amélioration de la régulation permettraient de diminuer de 10% la consommation en gaz liée au chauffage.

Relighting

L'éclairage constitue le troisième poste de consommation d'énergie du théâtre (~14.000 kWh/an) ; il est assuré par des néons, ampoules et spots halogènes. Le remplacement des luminaires d'ancienne génération par des LED permettrait une réduction de près de 50% de cette consommation, sans compter une plus grande durée de vie et donc des coûts d'entretien réduits.

Installation d'une comptabilité énergétique

Actuellement, les seuls relevés de compteurs ne donnent pas une idée précise des consommations du théâtre. En effet, la consommation d'électricité est suivie mais concerne le théâtre, la salle polyvalente voisine ainsi que le centre culturel, sans subdivision. Pour la chaufferie située dans les ateliers communaux, la situation est la même : la répartition de la consommation par bâtiment n'est pas connue.

L'audit suggère donc la mise en place de compteurs de gaz et d'électricité afin de suivre de plus près les consommations au cours du temps. Ce placement permettrait de gagner 5% supplémentaires de consommations superflues.

2. Justification du projet

Besoins de la Ville

En 2018, la Ville de Ciney a adhéré à la Convention des Maires. Dans ce cadre, elle s'est engagée à réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire à l'horizon 2030.

Parmi les mesures de son Plan Energie Climat¹, figure l'amélioration de la performance énergétique de ses bâtiments communaux. L'objectif étant de réduire les émissions liées aux bâtiments communaux de 40%.

Les citoyens aussi ont par ailleurs démontré leur volonté d'agir pour le climat et la transition énergétique. C'est ainsi que le diagnostic partagé du PCDR a mis en évidence l'enjeu d'agir localement pour les changements climatiques et la dépendance énergétique, et que les réflexions avec la CLDR ont abouti à un objectif précis en ce sens : « Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) ».

Suite au cadastre énergétique effectué sur une dizaine de bâtiments communaux, le bâtiment du théâtre a été identifié comme prioritaire : il s'agit en effet du bâtiment le plus énergivore par surface chauffée et n'ayant pas encore fait l'objet de rénovation énergétique.

¹ Réalisé à l'échelle de l'arrondissement de Dinant par le BEP en 2018

Effets attendus

- Réalisation d'économies d'énergie
- Diminution globale de l'empreinte carbone de la commune
- Augmentation de l'autonomie de la commune vis-à-vis des énergies fossiles
- Obtention d'un meilleur confort thermique et acoustique dans le théâtre

Liens avec d'autres fiches-projets

/

Alternatives au projet


D'autres bâtiments communaux pourraient également bénéficier d'une rénovation énergétique. Par exemple, les écoles communales (de Ciney, Leignon, Les Forges) qui ont également été identifiées parmi les bâtiments les plus énergivores après le Théâtre.

Réponse à l'objectif de sobriété

L'audit mentionne également la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment. Toutefois, nous posons le choix très fort dans le cadre de cette fiche-projet de se concentrer sur des choix d'amélioration de la performance énergétique, en d'autres termes sur des actes de sobriété et d'efficacité, plutôt que de compensation.

Selon la séquence « ERC » de plus en plus utilisée quand on parle de transition énergétique et plus largement de développement durable : il faut privilégier dans cet ordre « Eviter », puis « Réduire » puis « Compenser ». Les actes et travaux préconisés dans cette fiche-projet s'axent en effet sur ces deux premiers piliers d'éviter et de réduire les consommations énergétiques (et donc l'empreinte carbone directement associée) plutôt que de compenser en produisant une énergie verte.

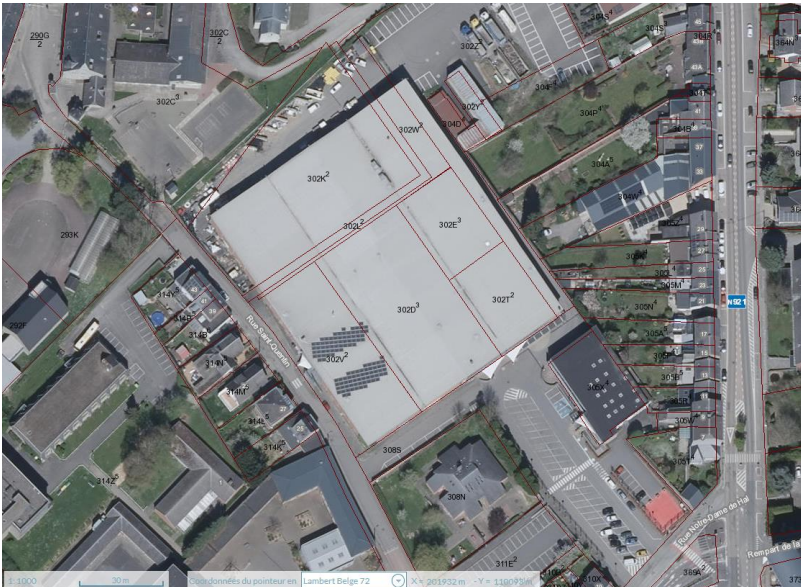
3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Réaliser des économies d'énergie | | | x |
| Diminuer globalement l'empreinte carbone de la commune | | x | |
| Augmenter l'autonomie de la commune vis-à-vis des énergies fossiles | | x | x |
| Obtenir un meilleur confort thermique et acoustique dans le théâtre | x | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|----------------------------|--|
| Nom et adresse | Théâtre communal de Ciney Place du Roi Baudoin 1 - 5590 Ciney Province de Namur - Région wallonne |
| Périmètre d'intervention | Partie du bâtiment de l'ancien marché couvert affectée au théâtre (ceci comprenant la salle de spectacle, le foyer d'accueil, la cafétéria, les vestiaires, sanitaires et loges) Parcelle cadastrale 302E ² et 302T ²  |

| | |
|--|---|
| Intégration du projet dans son environnement direct | Intégration fonctionnelle, architecturale et paysagère Le projet ne prévoit pas de modifier l'apparence du bâtiment. Intégration culturelle/économique/sociale Le projet doit permettre d'accueillir les activités socio-culturelles du théâtre dans de meilleures conditions de confort (thermique, acoustique, ...). |
| Cadre légal | Zones d'affectation au plan de secteur Services publics et équipements communautaires Outils du cadre juridique et documents d'orientation GCU (Enseignes et dispositifs de publicité) GRU (PMR et EDP) SDC Contraintes naturelles / |
| Statut de propriété | Propriété communale |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> CLDR Collège communal Cellule Energie-Environnement de la Ville (Service Cadre de Vie) | <ul style="list-style-type: none"> L'administration communale Le Centre Culturel de Ciney La CLDR | <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|---|
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT | DR // Subsidies octroyés par le Développement rural |
| SPW INFRASTRUCTURES | Plan de relance pour la Wallonie - Appel à projets pour la rénovation énergétique des bâtiments appartenant aux pouvoirs locaux (clôturé le 15.09.2022) Nouvel appel à projet prévu ? |
| SPW TERRITOIRE, LOGEMENT, PATRIMOINE, ENERGIE | Plan de relance pour la Wallonie - Programme permanent UREBA Ordinaire ou UREBA Exceptionnel - appel 2022-2024 - vague 3 // amélioration de l'enveloppe et amélioration du système de ventilation (introduction du dossier avant le 31.10.2023) Appels à projet POLLEC (Convention des Maires) dans le cadre du PAEDC |

| | |
|---------------------------------------|---|
| Fédération Wallonie-Bruxelles | Appel à projets pour la rénovation énergétique des infrastructures culturelles, dans le cadre du Plan de Relance européen (clôturé en juillet 2023) |
| Fonds propres communaux | |
| Eventuels partenariats publics-privés | |
| Divers | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Rénovation d'un bâtiment énergivore
 - Nouvelle étape dans l'objectif de réduction de l'empreinte carbone de la Ville et image exemplaire
 - Augmentation du confort pour les usagers du théâtre
- État du dossier

En mai 2018, le BEP s'est chargé de réaliser la première phase du Plan d'Actions Energie durable et Climat (PAEDC) pour plusieurs communes dont Ciney à l'échelle de l'arrondissement de Dinant. Néanmoins, celui-ci ne donne pas de diagnostic précis à l'échelle de Ciney.

Le service Energie de la Ville joue actuellement le rôle de relais dans le cadre de la Politique locale Energie Climat (pollec). Un audit énergétique a été effectué sur une dizaine de bâtiments communaux, ce qui permet à la Ville de répondre aux appels à projets de la Région wallonne. Par ce biais, le bâtiment du CPAS pourra être entièrement rénové.

Une personne chargée de la coordination Pollec a été récemment engagé au sein de la commune.

Le bâtiment du théâtre a d'abord fait l'objet d'un Quicksan, réalisé par WattElse en 2020 dans le cadre d'un marché lancé par le BEP dans l'élaboration du PAEDC. Ce premier aperçu de l'état du bâtiment a ensuite été complété par un audit en décembre 2021 par BE Energie qui a permis de définir les actions d'amélioration et techniques à mettre en œuvre (cf. *Description du projet*).

- Programme des travaux
 - Installation du chantier
 - Isolation des façades
 - Remplacement des luminaires d'ancienne génération
 - Placement de nouveaux compteurs de gaz et électricité
 - Isolation des conduits de chauffage au niveau du collecteur du sous-sol

Le relighting, l'isolation des gaines de chauffage dans les locaux techniques et sous-sol, ainsi que l'installation de compteurs pourront quant à eux être réalisés dans un ordre quelconque et sans nuire aux activités du théâtre. Ils ne nécessitent donc pas une programmation précise à ce stade.

▪ Planification

- Adjudication des travaux (pour l'isolation)
- Appel à ses ressources internes si autorisé pour les petites actions (relighting) -> vérifier les conditions de subventionnement en lien avec l'audit
- Désignation d'une entreprise
- Réalisation des travaux
- Communication et information autour du projet
- Suivi et surveillance

▪ Démarches administratives à réaliser

- Vérification des conditions de subventionnement, réalisation du dossier
- Obtention des autorisations nécessaires

▪ Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Contrôle de travaux en cours de réalisation et à la fin
- Choix de matériaux durables dans le temps
- La mise en place de la comptabilité énergétique poursuit cet objectif de suivre plus attentivement les consommations du bâtiment, et plus spécifiquement celle liée à l'activité du théâtre. Elle permettra de rapidement identifier une défaillance dans le système de chauffage ou de régulation, ou des évolutions dans les consommations d'énergie à surveiller.

8. Estimation globale du coût

Pour notre estimation de coût, nous avons choisi de revoir à la hausse les estimations de coûts d'investissement données par l'audit selon l'évolution du prix de la construction (+~15%)² et de prévoir également une marge de sécurité de 10%.

| Estimation globale du coût | | | |
|------------------------------------|----------|----------------|------------------------|
| Article | Quantité | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Isolation des façades | 1 | 175.000 | |
| Economie distribution & régulation | 1 | 12.500 | |
| Relighting | 1 | 32.500 | |
| Mise en place de compteurs | 1 | 9.500 | |
| Total | | 229.500 | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|-----------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune - isolation parois | Façades isolées | Compte-rendu au collège communal (reportage photo avant, pendant et après les travaux + avis technique) |
| Contrôle des services techniques de la commune - relighting | Eclairage LED complet | |

² Indice ABEX, consulté en ligne le 30/08/2023 sur : <https://www.abex.be/fr/indice-abex/>

Cet indice est tiré d'une moyenne nationale d'une compilation des observations des coûts de construction ; celui-ci couvre le prix des matériaux mais aussi le coût de la main d'œuvre.

| | | |
|--|--|---|
| Contrôle des services techniques de la commune - isolation et régulation des systèmes de chauffage | Conduits de chauffage de la chaudière en sous-sol isolés | |
| Contrôle des services techniques de la commune - comptabilité énergétique | Nouveaux compteurs gaz et électricité installés | |
| Contrôle final du collège communal | Ensemble des travaux prévus réalisés | Visite sur place du bourgmestre et des échevins à la réception provisoire |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|--|--|
| Augmentation de la performance énergétique du bâtiment | Meilleur PEB | Mise à jour du certificat PEB |
| Réduction de la consommation totale d'électricité | Diminution de 50% de la conso. électrique liée à l'éclairage | Mesures de consommation (cf. mise en place d'une comptabilité énergétique) |
| Réduction de la consommation totale de gaz | Diminution de 20% de la conso. totale de gaz | Mesures de consommation (cf. mise en place d'une comptabilité énergétique) |
| Bilan carbone | 16t/CO ₂ économisés par an | Calcul de réduction de l'empreinte carbone |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

Ce point fera l'objet d'une actualisation à chacune des étapes du projet de développement rural (demande de convention / avant-projet / projet). Le développement de ce point est à adapter au type de projet mené.

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5

Sans objet - aucun risque ni contrainte n'est identifié.

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

Sans objet- Le projet ne modifie ni l'emprise du bâtiment sur la parcelle, ni la nature des revêtements, ni le relief ni la perméabilité globale de la parcelle.

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

○ Utilisation des énergies renouvelables

Le choix s'est actuellement porté sur des mesures de réduction et d'évitement de certaines consommations énergétiques. L'installation de panneaux photovoltaïques par exemple, devra s'envisager dans un second temps, et ne fait donc pas l'objet de cette fiche (cf. **Réponse à l'objectif de sobriété**). Pour rappel, il est toujours possible de poser le choix d'acheter son énergie renouvelable 100% verte en faisant un choix de fournisseur en ce sens. Nous recommandons dès lors au porteur de projet d'envisager cette option.

○ Isolation des bâtiments

L'isolation des façades et parois constitue le premier aménagement à réaliser (préconisé par l'audit énergétique). Comme décrit dans l'audit, la toiture est déjà isolée avec 80mm de laine de roche ; ce qui la place en deuxième priorité après les façades (estimation de 20% des pertes énergétiques par la toiture contre 51% par les façades).

○ Energie grise, matériaux écologiques et durables

Les matériaux d'isolation pour les façades (et matériaux complémentaires nécessaires pour l'isolation) devront rencontrer le compromis suivant : être les plus locaux possibles (l'énergie grise du transport est bien souvent le facteur le plus impactant), et les moins transformés possibles. Quelques cas concrets :

Énergie grise de l'isolation thermique :

- fibres de lin 30 kWh/m²
- fibres de chanvre 40 kWh/m²
- cellulose de bois 50 kWh/m²
- laine de mouton 55 kWh/m²
- laine de roche 150 kWh/m²
- perlite 230 kWh/m²
- laine de verre 250 kWh/m²
- argile expansé 300 kWh/m²
- panneau de liège 450 kWh/m²
- polystyrène expansé 450 kWh/m²
- polyesters : 600 kWh/m²
- polystyrène extrudé 850 kWh/m² ;
- mousse de polyuréthane 1 000 à 1 200 kWh/m²
- panneau fibre de bois (tendre) 1 400 kWh/m²
- verre cellulaire : 700 à 1 300 kWh/m²

Figure 2 : Energie grise ou « cachée » des matériaux d'isolation (Source : ecoconso.be)

Nous recommandons donc de porter un choix vers les matériaux naturels tels que le lin, la fibre de bois, de chanvre ou laine de mouton.

Nous recommandons par ailleurs de privilégier le recours à des entreprises locales pour la réalisation des travaux, ce afin de diminuer les coûts énergétiques du transport.

○ Dispositifs pour minimiser la consommation des énergies fossiles, électrique (luminaire)

L'ensemble du projet amené par cette fiche vise la réduction des consommations énergétiques du bâtiment. Sont notamment prévus : le remplacement des luminaires d'ancienne génération par des LED ainsi que la mise en place de compteurs de gaz et d'électricité pour mieux maîtriser et suivre les consommations.

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

○ Coûts/m² : ~160 euros TVAC/m²

- Coûts/personnes impactées : sans objet
- Etudes de différentes alternatives : les alternatives seront étudiées dans le cadre de l'avant-projet
- Analyse coût/bénéfice du projet :

Le projet répond aux besoins identifiés dans le cadre de la stratégie du PCDR. Ils ont également fait l'objet d'une concertation avec la CLDR et les groupes de travail dans le cadre de la procédure du PCDR.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Sans objet - le projet ne prévoit pas de changement dans l'aménagement extérieur du site et n'a aucun impact sur le milieu biologique.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Sans objet - le projet ne prévoit pas de modification dans l'aménagement global du théâtre ni dans sa fonctionnalité.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

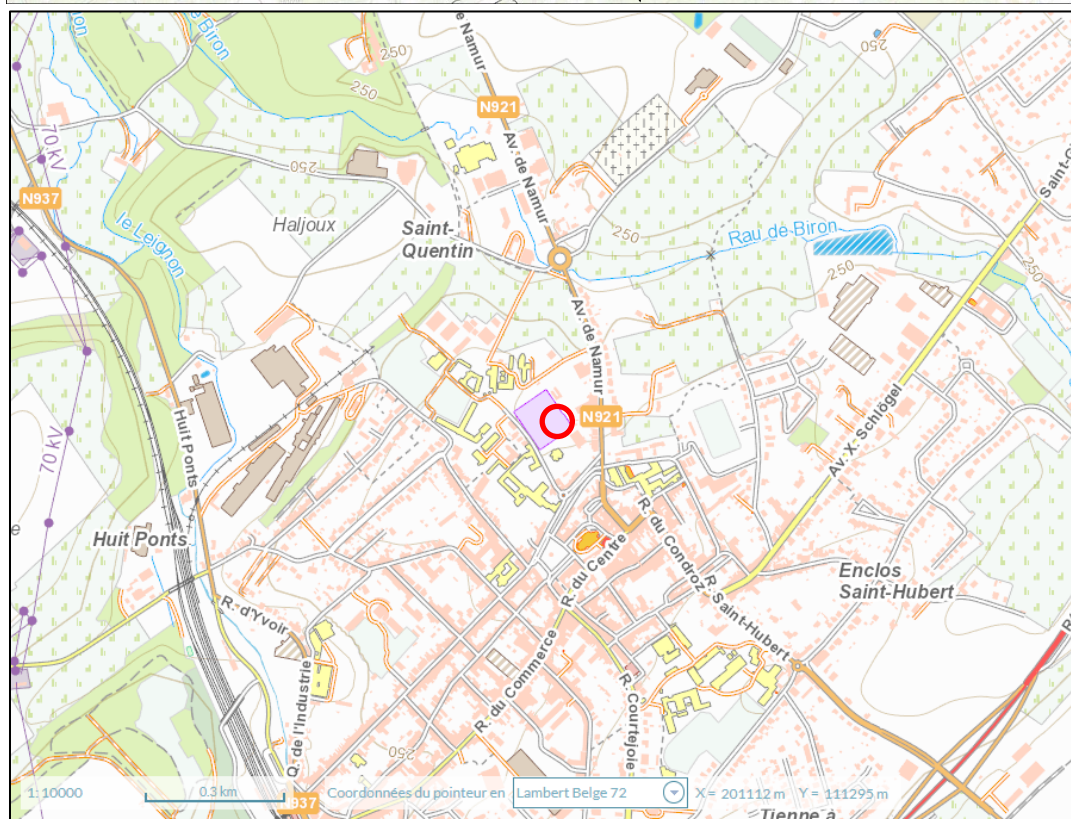
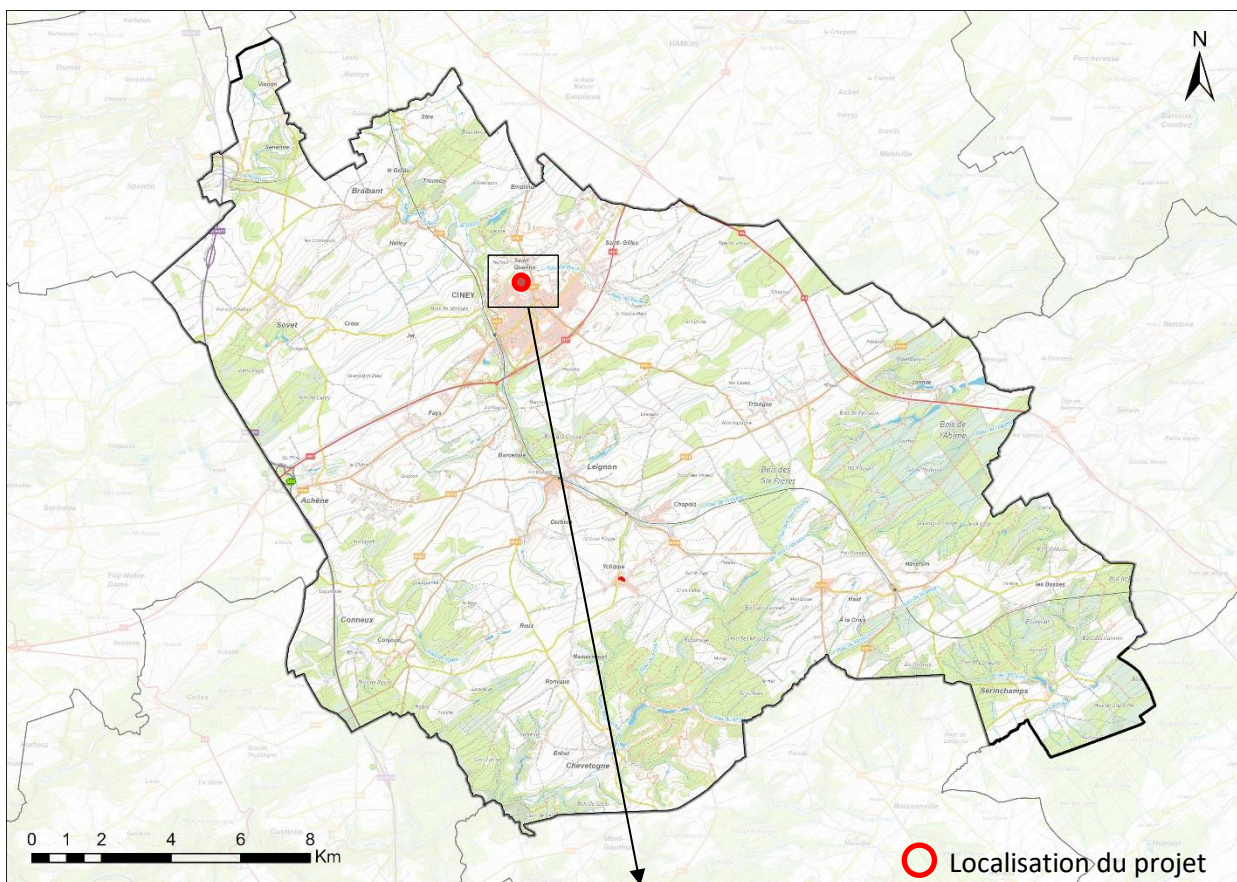
Le choix des entreprises lors de l'adjudication des travaux pourra se porter sur des entreprises locales favorisant la réinsertion sociale, et quand c'est possible, directement sur les ressources humaines du service travaux de la Ville.

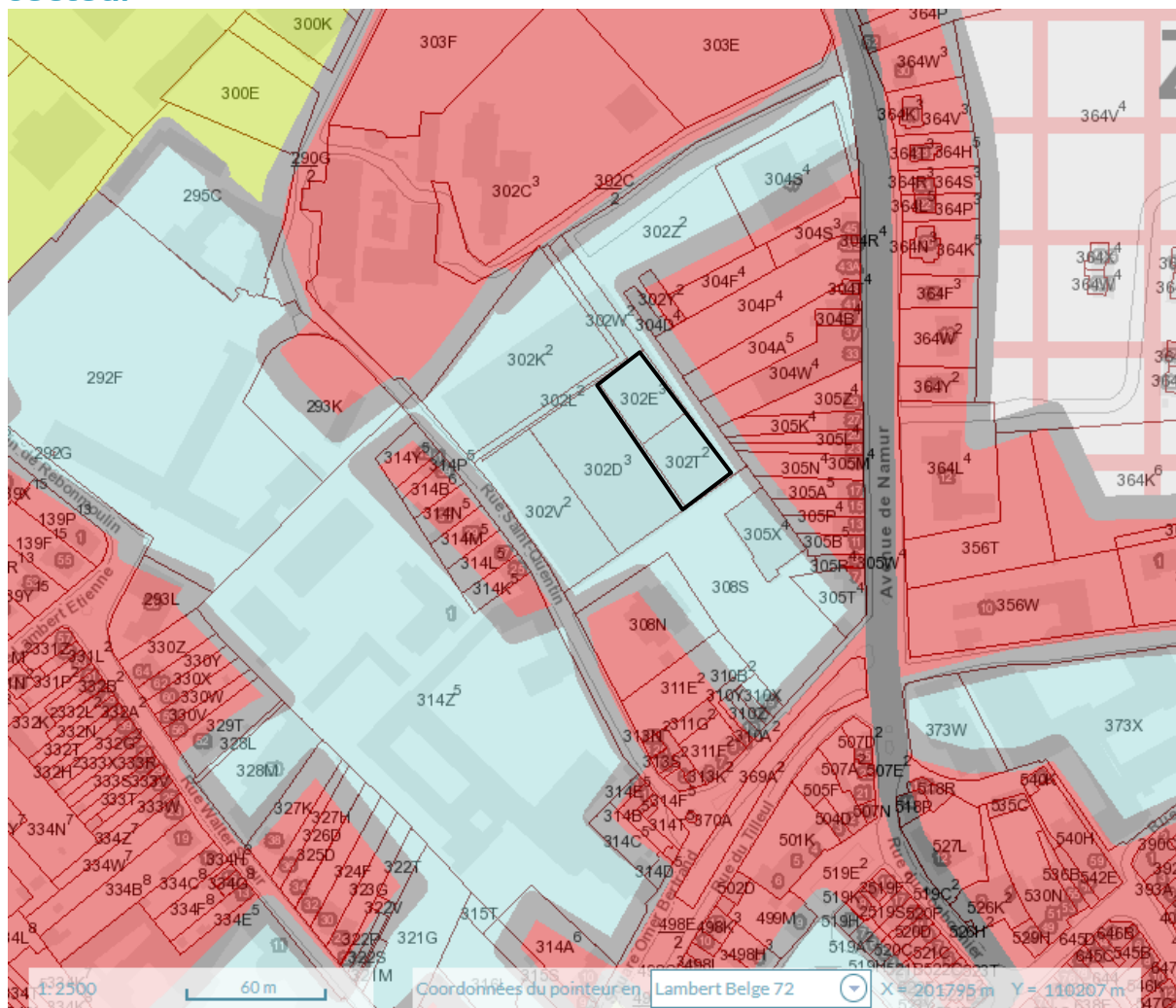
H. Intégration du projet dans l'environnement :

Le projet ne prévoit aucune modification de l'apparence extérieure du bâtiment et donc de son intégration dans l'environnement.

Annexes

Annexe 1 : Plan de situation





Actions d'amélioration de la propreté publique

Fiche n° 1.5

Priorité : lot 1

1. Description du projet

Le projet consiste, d'une part, à améliorer la propreté des lieux publics via des campagnes de sensibilisation destinées à tous, en responsabilisant notamment les citoyens et, plus particulièrement, les comités de quartiers, qui veilleront au respect des lieux. Et, d'autre part, à enseigner aux Cinaciens l'importance de préserver un environnement de qualité.

Dans un premier temps, le projet vise à sensibiliser les Cinaciens au respect de la propreté de la commune par le biais de larges communications sur le sujet ; signalement des dépôts clandestins (via l'application Fix My Street), promotion des « bons élèves » qui ramassent les déchets, campagne de communication visuelle percutante (notamment avec les agriculteurs, extrêmement touchés par les dépôts sauvages), communication sur la répression ; communication sur la présence des poubelles déjà existantes, ...

Dans un second temps, le projet permettra de :

- Mettre en place des caméras spéciales aux endroits les plus touchés par les dépôts clandestins ;
- Mettre des poubelles sélectives plus accessibles ;
- Proposer des articles de sensibilisation, mensuellement, via le bulletin communal et la page Facebook de la commune de Ciney ;
- Proposer un appareil ou plusieurs appareils de consignes de canettes ;
- Installer un mur dédié aux tags ;
- Créer une brochure d'informations pour les nouveaux habitants ;
- Développer une campagne d'embellissement, de végétalisation, de fleurissement ;
- Promouvoir le Zéro Déchet ;
- ...

Un groupe de travail composé de mandataires, d'agents communaux et de citoyens désireux de s'investir bénévolement en faveur de la propreté sera constitué afin de coordonner les différentes actions.

L'ensemble de ces démarches débouchera sur la création d'un Plan Local de Propreté.

2. Justification du projet

La propreté publique fait assurément partie des préoccupations qui reviennent spontanément dans la bouche des Cinaciens. C'est indéniable, la présence de déchets sauvages et de dépôts clandestins est une source de désagrément nuisant à l'image de marque la commune et au cadre de vie de ses citoyens. Partant de ce constat, on peut, sans hésiter, affirmer que le maintien de la propreté de l'espace public est un défi majeur, qui nous concerne TOUS.

Dans un objectif d'amélioration de la qualité de vie et de l'image de la commune de Ciney, il est nécessaire de sensibiliser la population à la préservation de ces patrimoines et de ces espaces collectifs et conviviaux.

Les Cinaciens sont très attachés à la réduction des déchets et à la lutte contre les dépôts sauvages. En témoigne le succès des campagnes, telles que BEWAPP, menées par la Clean Team. La commune est également une commune attentive au "Zéro déchets" depuis de nombreuses années. Cela signifie qu'elle mène plusieurs actions de sensibilisation pour produire de moins en moins de déchets (prime compost, prime langes, sensibilisation du personnel communal au gaspillage alimentaire, composts citoyens...).

Effets attendus

Le plan local de propreté permettra donc :

- D'amplifier les actions déjà menées.
- De mener d'autres actions concrètes en lien avec la propreté publique, le tout avec le soutien de la Wallonie.
- D'améliorer la cohésion sociale par la mise en œuvre d'actions de solidarité et de création de comportements vertueux dans l'espace public.
- De protéger la biodiversité et de favoriser la résilience du système écologique de la commune.
- D'évaluer les actions menées et de pérenniser celles qui fonctionnent le mieux.


Lien avec d'autres fiches-projets

- Fiche 36 : Actions de protection et de création d'habitats favorables aux espèces menacées.
- Fiche 41 : Actions de sensibilisation aux métiers et activités agricoles
- Fiche 43 : Création d'une Commission agricole
- Fiche 17 : Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics
- Fiche 12 : Actions d'amélioration de la gestion, de la qualité de l'eau et de son utilisation raisonnée
- Fiche 39 : Actions de valorisation et de promotion du bénévolat

Alternative au projet

/

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Le projet favorisera la participation active des habitants | X | X | X |
| Le projet aura des retombées positives sur le développement d'un tourisme vert et diffus et un soutien au développement de l'économie locale | | | X |
| Le projet aura un impact positif sur l'environnement et la biodiversité | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé des Cinaciens | X | | |
| Le projet aura un impact positif sur l'identité paysagère de la commune | | X | |
| Le projet contribuera au bien-être de la population en réduisant le sentiment d'insécurité | X | | |
| Le projet favorisera les liens entre habitants et développera une cohésion sociale forte | X | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---------------------|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - CLDR - Réunions villageoises de consultation - Service Environnement - La Clean Team | <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des habitants - Les mandataires communaux - La Clean Team - BeWapp - Maison des Jeunes - Ecoles - Scouts et mouvements de Jeunesse - Le Contrat de Rivière Haute Meuse - La zone de Police - Le BEP environnement | <ul style="list-style-type: none"> - La Ville de Ciney |

Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subsidie |
|---|------------------------------|
| SPW AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT | Appel à projets BiodiverCité |
| BeWapp asbl | Plan Local Propreté |

| | |
|-----------------|--|
| Fonds communaux | |
|-----------------|--|

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - L'urgence de la situation.
 - La volonté de la Wallonie de voir toutes les communes se doter d'un PLP.
 - La volonté de la CLDR de traiter cette problématique en lot 1.
 - Il est recommandé de s'assurer que le plan local de propreté s'articule harmonieusement avec les différents outils de gestion publique mis en place au sein de la commune, à commencer par le Programme Stratégique Transversal (PST), mais aussi le Plan Zéro déchet ou encore le Plan Communal de Développement Rural.
 - La création d'un PLP est un travail conséquent qui nécessite une forte mobilisation. En effet, cette mobilisation intervient à différents niveaux : la coopération entre les services communaux, le portage politique et l'implication importante de l'agent communal chargé du projet. Au printemps 2022, afin de soutenir les communes, Be WaPP a créé une plateforme d'accompagnement qui facilite le travail de construction d'un tel plan stratégique et offre un meilleur suivi interne pour Be WaPP et le SPW. Elle favorise également le partage d'informations entre communes et permet une vision plus précise de ce qui est véritablement mis en place dans le cadre des plans locaux de propreté.
- État du dossier

La Ville de Ciney a déjà mis en place plusieurs actions pour rendre la ville plus propre et plus attractive :

 - Poubelles intelligentes en centre-ville
 - Poubelles de tri en centre-ville
 - Distributeurs de sacs à déjections canines
 - Cendriers enterrés
 - Poubelles de tri à destination d'organismes d'événements
 - Gobelets réutilisables à destination d'organismes d'événements

Afin de lutter contre les nombreux déchets aux bords des routes et afin d'agir plus efficacement pour la propreté publique dans la commune, la Ville de Ciney a décidé de mettre sur pied une cellule citoyenne consacrée à la propreté publique. Elle est baptisée "The Clean Team".

Cette nouvelle cellule regroupe des citoyens prêts à s'investir pour la propreté publique en s'engageant à ramasser les déchets le long d'un tronçon de voirie sélectionné, au minimum 4 fois par an. Au total, 89 tronçons de route ont été désignés comme prioritaires sur l'ensemble du territoire communal reliant essentiellement les villages à la ville ou les villages entre eux. Plusieurs tronçons ont déjà trouvé preneurs.

- Programme des travaux

- Concernant le Plan Local de Propreté :

- Dans un premier temps, un dossier de demande de subvention sera introduit selon les modalités prévues par le service public de Wallonie.
 - Dans un second temps, il s'agira de déterminer au sein de la commune les personnes ressources pour l'élaboration d'un Plan local de propreté afin de constituer un groupe de réflexion dont la mission sera de définir un état des lieux de la propreté publique.
 - La commune mettra en œuvre les actions décrites dans le Plan orientées autour des cinq axes : engagements, répression, sensibilisation, condition de propreté et infrastructures.
 - La commune définira et recueillera les informations nécessaires à la définition des indicateurs permettant de définir si les objectifs fixés sont atteints (parmi ces indicateurs, on trouvera notamment les résultats des campagnes Clic 4 WaPP).

- Planification

- Mise en place du groupe de travail
 - Elaboration d'un programme d'actions
 - Dès que la mobilisation (citoyenne et du personnel communal) est suffisante, la démarche PLP sera initiée.

- Démarches administratives à réaliser

1. Depuis le 1er janvier 2023, c'est grâce à un Arrêté du gouvernement wallon que les communes peuvent entamer la création d'un plan local de propreté. Après avoir pris connaissance du document et de ses annexes, les communes qui le souhaitent notifient la Région de leur volonté d'entamer la rédaction d'un plan local de propreté.
2. La mise en œuvre des actions du PLP peut être soutenue financièrement via un appel à projets régional. Elle se déroule selon le planning mis en place lors de la rédaction du plan. Le suivi détaillé de chaque action concrétisée sur le terrain peut se faire via une plateforme. Cette démarche permet de générer les documents justificatifs octroyant les subsides régionaux via le guichet des pouvoirs locaux.
3. Afin de pouvoir bénéficier du soutien de la Région, il est nécessaire de lui fournir une série d'informations lui permettant de disposer des éléments probants permettant l'octroi du soutien financier prévu dans l'Arrêté du Gouvernement wallon.
4. En plus du suivi des actions mises en œuvre, il est également nécessaire de fournir une mise à jour des indicateurs globaux du plan local de propreté. Ce travail est déjà facilité dans la plateforme grâce à un formulaire électronique.

- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Une communication régulière via les différents outils à disposition de la Commune, de manière à assurer/maintenir une forte mobilisation des différents acteurs.
 - Une évaluation continue et des adaptations régulières de l'outil pour l'adapter aux réalités communales sans cesse en évolution.

8. Estimation globale du coût

| Estimation globale du coût | | |
|--|--------------------|------------------------|
| Article | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Communication et promotion | 1.000 € TTC | Commune / BEP |
| Achat et placement de matériel : panneaux de sensibilisation, poubelles de tri sélectif... | 12.500€ TTC | |
| TOTAL | 13.500€ TTC | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--------------|---|
| Nombre de réunions du groupe de travail | 3/an | Commune, via les comptes-rendus du groupe de travail |
| L'approbation du PLP | 1 | Délibération du Conseil communal approuvant le PLP |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---------------------------|------------------------------------|--|
| Nombre de dépôts sauvages | Une baisse de 25% à l'horizon 2030 | Statistiques de l'agent constatateur de la Zone de Police Statistiques communales |

| | | |
|-------------------------------|--|--|
| Satisfaction de la population | 90% de satisfaction (1 enquête tous les 3 ans) | Enquête en ligne |
| Satisfaction des agriculteurs | 75% de satisfaction (1 enquête tous les 3 ans) | Enquête en ligne ou via la Commission agricole |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

Sans objet à ce stade d'étude du projet.

Ce point fait l'objet d'une actualisation à chacune des étapes de la procédure de développement rural, à savoir (1) la demande de convention, (2) l'avant-projet et (3) le projet.

Le développement de ce point est adapté au type de projet mené et à son degré d'étude.

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5 (Localisation et statut)

Sans objet

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

Dans la lutte contre les déchets, la question de la propreté des cours d'eaux sera bien évidemment prise en compte, en y associant les Contrat de Rivière Lesse et Haute-Meuse.

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Sans objet

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Ce projet, aux nombreux effets rebonds, prévoit la mise en œuvre d'actions peu coûteuses.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

En maintenant un environnement propre et en empêchant la présence de déchets, on évite la pollution des sols, de l'eau et de l'air. Cette pollution peut avoir un impact négatif sur les écosystèmes, en réduisant la qualité des habitats naturels et en nuisant aux plantes, aux animaux et aux micro-organismes qui y vivent.

La propreté publique contribue également à préserver les habitats naturels en évitant l'accumulation de déchets qui pourraient détruire ou perturber les écosystèmes locaux.

En éliminant les déchets, on limite également les risques d'incendies, ce qui est essentiel pour la préservation des habitats naturels.

Une propreté publique améliorée peut aussi aider à préserver les espèces animales et végétales en réduisant les risques d'ingestion de déchets nocifs ou de piégeage dans des matériaux non naturels. Les déchets plastiques, par exemple, peuvent être confondus avec de la nourriture par les animaux, ce qui peut entraîner leur étouffement ou leur empoisonnement.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Ce projet sera accessible à tous les Cinaciens.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

Dans une démarche zéro déchets, la sensibilisation au réemploi sera mise en avant et des actions concrètes, dans l'esprit des donneries déjà actives sur le territoire, seront mises en place.

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Sans objet

Actions de protection et de création d'habitats favorables aux espèces menacées

Fiche n° 1.6
Priorité : lot 1

1. Description du projet

Le projet consiste en l'amplification du maillage écologique sur le territoire communal (et au-delà) par la restauration et la création d'habitats favorables aux espèces menacées, en vue de leur préservation et de leur développement sur le territoire.

Pour ce faire, le diagnostic de la biodiversité sur les parcelles appartenant à la commune à l'aide d'un outil d'analyse spécifique doit être réalisé. Cette étape préalable doit permettre de définir les éléments de la structure écologique principale (SEP) sur les parcelles communales ainsi que les enjeux et les pistes d'actions prioritaires à mettre en place pour conserver, préserver et développer la biodiversité et le maillage écologique sur ces parcelles.

En complément, la réalisation d'une étude du réseau écologique afin d'identifier les éléments de la SEP et les espèces sensibles présentes ou disparues dans l'ensemble du territoire communal et à proximité directe de celui-ci est à mettre en œuvre. En effet, dans la conservation de la nature, la réalité des communes limitrophes est également à prendre en compte : des espèces non présentes dans la commune peuvent être présentes sur le territoire d'une commune voisine et donc faire l'objet d'action pour favoriser leur retour. L'étude du réseau écologique doit donc également répondre à cet enjeu et compléter le diagnostic des parcelles communales.

Le projet se compose de plusieurs actions :

- Réaliser le diagnostic de la biodiversité des parcelles communales ;
- Réaliser une étude du maillage écologique ;
- Restaurer et créer des habitats en faveur des espèces sensibles du territoire communal ;
- Développer le maillage écologique du territoire communal (notamment entre les éléments de la structure écologique principale) ;
- Mise sous statut de protection des parcelles communales d'intérêt biologique (parcelles déjà reconnues en tant que Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB) ou dont le patrimoine naturel justifierait une protection)

Pour les points 3 et 4, plusieurs pistes d'actions se dégagent suite à l'analyse succincte des données « biodiversité » disponibles pour la commune de Ciney.

Mare et zones humides : les données « faune » du DEMNA mettent en avant la présence de 12 espèces d'amphibiens sur le territoire communal ou proximité directe : notamment l'alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*), le crapaud calamite (*Bufo calamita*), la salamandre (*Salamandra salamandra*), le triton crêté (*Triturus cristatus*) et la grenouille rousse (*Rana temporaria*). De nombreuses espèces d'odonates sont également présentes : dont la libellule fauve (*Libellula fulva*), l'agrion nain (*Ischnura pumilio*), le gomphe à pinces (*Onychogomphus*

forcipatus) ou encore Orthétrum brun (*Orthetrum brunneum*), pour citer quelques espèces présente sur la liste des espèces d'intérêts pour la désignation des Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB). La présence de Cigogne noire (*Ciconia nigra*) en souffrance en wallonie suite à la prédation du raton laveur, mais observées sur le territoire de la commune de Ciney bénéficierait aussi de la réhabilitation de ces zones humides.

- Il est donc utile de mettre en œuvre des actions de gestion ou de restauration des zones humides de la commune ainsi que de développer un réseau de mares (en partenariat avec Natagriwal/Natagora notamment pour convaincre les agriculteurs d'instaurer des mares sur leur territoire) ;
- Actions de gestions ou de protection contre les espèces exotiques envahissantes qui portent préjudice aux espèces des zones humides

Cours d'eau : en ce qui concerne les cours d'eau, les cours d'eau de gestion communale (cours d'eau non navigable de 3e catégorie) comporte encore de nombreux obstacles : 8, dont 5 sont difficilement franchissables par la faune piscicole. Nombre d'entre sont pourtant situées en tête du bassin hydrographie du Bocq, qui a fait l'objet de travaux de restauration hydromorphologique sur sa partie aval dans le cadre du Projet life Walphy.

- La poursuite des travaux de restauration de la continuité écologique hydromorphologique des cours d'eau communaux est donc à envisager et complèteraient le maillage bleu
- Pour compléter les connexions, les bordures de cours d'eau communaux pourraient faire l'aménagement de plantation pour favoriser la ripisylve (notamment sur les parcelles communales en bord de cours d'eau, toute catégorie confondue) et donc permettre de connexion entre les différents éléments de la structure écologique liées par les cours d'eau.

Trame verte

La reconnexion des éléments de la SEP et le développement du maillage écologique passe aussi par la reconstitution de la trame verte :

- Les chemins communaux (notamment sur des chemins enherbés qui pourraient être réhabilités afin d'allier mobilité douce et biodiversité), les parcelles communales, les espaces publics et pourraient faire l'objet de plantation
- Les milieux ouverts parcelles agricoles communale pourraient accueillir des plantations de haies pour recréer du bocage et des éléments de liaison écologique à travers la plaine agricole cinacienne
- L'entretien, la conservation et la valorisation des arbres remarquables est également à mettre en œuvre
- La plantation de verger pour maintenir et développer la population de chouette chevêche (*Athene noctua*)
- La présence de bois mort sur pied n'est pas non plus à négliger, notamment au sud de la commune, pour favoriser le lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*) présent à proximité du territoire communal et potentiellement sur la commune de Ciney.

Parmi les autres espèces observées sur le territoire communal ou à proximité directe :

- 19 espèces de chauves-souris, toutes présentes sur la liste des espèces d'intérêt communautaire : dont le grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*), le petit rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*), l'oreillard gris (*Plecotus austriacus*), l'oreillard roux (*Plecotus auritus*), Vespertilion de Daubenton (*Myotis daubentonii*)
- Supprimer les points d'éclairages pontentiellement superflus pour favoriser la faune nocturne
- Plusieurs espèces d'oiseaux : notamment le martinet noir (*Apus apus*), l'hirondelle des rivages (*Riparia riparia*), le cincle plongeur (*Cinclus cinclus*)
- Parmi les reptiles : le lézards des murailles (*Podarcis muralis*) présent sur la liste des espèces d'intérêt communautaire

Un groupe de travail composé de mandataires, d'agents communaux, du DNF et de citoyens désireux de s'investir bénévolement en faveur de la biodiversité sera constitué afin de coordonner les différentes actions. Des organismes comme Natagora, Faunes et Biotopes, le Contrat de Rivière, ... seront également intégrés à la recherche.

2. Justification du projet

Lors des consultations citoyennes, y compris celles des enfants et des jeunes, le souci de protection des espèces menacées ainsi que l'urgence de recréer des habitats favorables à la faune et à l'avifaune locales ont été largement plébiscités. Les Cinaciens jeunes et moins jeunes s'étonnent, par exemple, de ne pas voir plus d'aménagements en faveur de la biodiversité dans le poumon vert de la ville, le Parc St Roch.

Le constat actuel de l'érosion de la biodiversité nécessite en réaction une implication forte pour préserver les habitats, la faune et la flore locale. Agir sur ce plan sur le territoire de Ciney permettrait de renforcer son image, son attractivité et d'améliorer le cadre de vie de la population cinacienne tout en répondant à un défi majeur de notre époque.

La densification du maillage écologique et la création/restauration d'habitats écologiques spécifiques renforceront également les services écosystémiques tant sur le plan de la régulation (stockage de l'eau dans les zones humides et donc réduction du risque d'inondation, augmentation de la population d'insecte et donc de la pollinisation) que sur le plan socio-culturel (reconnexion de l'homme à son environnement, sensibilisation à la nature ordinaire et extraordinaire).

Effets attendus

- Renforcement du maillage écologique et augmentation de la biodiversité
- Augmentation de zones d'accueil de la faune et la flore locale
- Valorisation et protection de la nature et du paysage local


Lien avec d'autres fiches-projets

- FP 3.8 : Préservation, restauration et création de couloirs écologiques

Alternative au projet

/

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Le projet aura des impacts positifs sur la biodiversité | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur les habitats protégés ou restaurés | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la préservation sur les espèces menacées | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé des Cinaciens | X | | |
| Le projet aura un impact positif sur la qualité paysagère Cinacienne | X | X | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|--|--|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal Le Groupe de Travail se chargera d'identifier les périmètres d'actions le plus pertinents sur lesquels agir. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Les plantations et autres aménagements seront réalisés dans le respect des caractéristiques des milieux naturels existants et des espèces végétales et animales en présence. |
| Cadre légal | Sans objet |

| | |
|---------------------|------------------------------|
| Statut de propriété | Propriété publique communale |
|---------------------|------------------------------|

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> La Commune La CLDR Le DNF Le GT Biodiversité Le service communal de l'environnement Les jeunes, lors des consultations spécifiques Les habitants, lors des réunions villageoises de consultation | <ul style="list-style-type: none"> CLDR CCATM Le Groupe de Travail Biodiversité Le DNF Natagora Faunes et Biotopes Contrat de Rivière Lesse | <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|------------------------------|
| SPW - Agriculture, ressources naturelles et environnement | Appel à projets BiodiverCité |
| Fonds communaux | |

7. Programme de réalisation

▪ Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- Choix de la CLDR de mettre la fiche projet en Lot 1.
- Les opportunités de subsides offertes par l'appel à projet BiodiverCité.

▪ État du dossier

À demander au service environnement

▪ Programme des travaux

A définir en fonction de l'étude du réseau écologique.

▪ Planification

Le projet se réalisera en différentes phases :

- Mise en place d'un groupe de travail ;
- Réaliser le diagnostic de la biodiversité des parcelles communales ;
- Réaliser une étude du maillage écologique ;
- Restaurer et créer des habitats en faveur des espèces sensibles du territoire communal ;
- Développer le maillage écologique du territoire communal (notamment entre les éléments de la structure écologique principale) ;
- Mise sous statut de protection des parcelles communales d'intérêt biologique (parcelles déjà reconnues en tant que Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB) ou dont le patrimoine naturel justifierait une protection).

▪ Démarches administratives à réaliser

- Désignation d'un bureau d'étude pour la réalisation de l'étude du réseau écologique
 - Définition d'un programme d'action
 - Pour la mise en place d'SGIB :
 - **Identification du potentiel du site** : Cette étape consiste à identifier les zones présentant un intérêt biologique exceptionnel en termes de biodiversité. Une étude de terrain est généralement réalisée pour évaluer la richesse écologique du site.
 - **Proposition de classement** : Sur la base des résultats de l'étude de terrain, une proposition de classement en tant que SGIB est formulée. Cette proposition est généralement faite par les autorités compétentes en matière de protection de l'environnement.
 - **Consultation publique** : Avant de procéder au classement du site, une consultation publique est généralement organisée pour permettre aux parties intéressées de donner leur avis sur la proposition de classement.
 - **Classement officiel** : Après avoir pris en compte les avis du public, les autorités compétentes prennent la décision de classer respectivement le site en tant que SGIB. Cette décision est généralement publiée au Moniteur.
 - **Mise en place de mesures de protection** : Une fois le site classé, des mesures de protection spécifiques sont mises en place pour préserver et restaurer la biodiversité du site. Cela peut inclure des restrictions sur les activités humaines susceptibles de nuire à l'environnement.
 - **Suivi et évaluation** : Enfin, un suivi régulier est effectué pour évaluer l'efficacité des mesures de protection mises en place et pour s'assurer que le site conserve son intérêt biologique exceptionnel.
- ## ▪ Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

8. Estimation globale du coût

| Estimation globale du coût | | |
|----------------------------------|----------------|--|
| Article | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Etude du réseau écologique | 30 000 € TTC | Commune |
| Réalisation de projets | 25 000 € / an | Appel à projets BiodiverCité : 10 000 € Commune et partenaires : 15 000 € |
| Communication et sensibilisation | 1000 € | Commune et partenaires (Contrat de Rivière, GAL, futur Parc Naturel) |
| Total | 56 000€ | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--------------|---|
| Nombre de réunions du groupe de travail | 4/an | Commune, via les comptes-rendus du Groupe de Travail |
| Etude du réseau écologique | 1 | Approbation par le Conseil Communal |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|--------------|--|
| Nombre de mares/zones humides restaurées ou creusées | 4/an | Statistiques communales Fiche projets retenues dans la cadre de l'appel à projet BiodiverCité |

| | | |
|--|--|--|
| Nombre et qualité des espèces recensées | Hausse + 25% / an | Statistiques communales Etude du réseau écologique |
| Nombre de mètre de haies ou nombre d'arbres plantés | 1km de haie/ an A raison de 4 plants par mètre et 1 haute tige tous les 10 mètres | Statistiques communales Yes We Plant |
| Nombre de mares/zones humides restaurées ou creusées | 4/an | Statistiques communales Fiche projets retenues dans la cadre de l'appel à projet BiodiverCité |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5

Sans objet

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

Sans objet

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Sans objet

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Par des actions simples et efficaces, le projet visera à maximiser les impacts positifs en faveur de la biodiversité.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Le projet est entièrement consacré à la préservation, restauration et au développement de la biodiversité sur le territoire communal. Davantage de précisions seront disponibles une fois l'étude du réseau écologique réalisée.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Le projet permettra une participation de tous les habitants qui le souhaitent.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

Sans objet

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Sans objet

**Réaffectation et/ou utilisation de certains
éléments du patrimoine immobilier religieux pour
des activités socio-culturelles
Phase 1 : étude de faisabilité**

**Fiche n° 1.7
Priorité : lot 1**

1. Description du projet

La réflexion sur la réaffectation des églises doit être menée de manière respectueuse, inclusive et axée sur le dialogue.

C'est pourquoi, ce projet vise la mise en place d'un groupe de travail composé des différents acteurs concernés par la réaffectation ou l'utilisation des édifices religieux à des fins socio-culturelles (mandataires, autorités ecclésiastiques, fabriques d'églises, Centre culturel, représentants du secteur associatif...).

Ce groupe de travail sera chargé d'initier la réflexion de manière participative et de réaliser une étude de faisabilité sur la manière la plus appropriée de réaffecter ponctuellement ou de manière permanente, partiellement (l'église devient alors un espace partagé) ou dans leur entièreté ces édifices à des usages socio-culturels qui répondent aux besoins de la population.

Détails des possibilités envisagées pour permettre un usage plus large des églises :

Des ouvertures au public en dehors des heures d'offices :

Pour qu'une église continue d'exister, elle devrait être ouverte au public en dehors des offices mais, pour des raisons sécuritaires, ce n'est plus souvent le cas.

Diverses possibilités existent : intégrer le réseau « Eglises ouvertes asbl », surveiller les lieux de manière physique et ponctuelle (sacristain, étudiant, personne en réinsertion) ou virtuelle (placement d'un système vidéo surveillance).

Une utilisation multifonctionnelle :

Lorsque l'église est moins utilisée ou qu'elle est devenue trop grande pour la communauté des fidèles, des usages peuvent être recherchés en dehors du culte, tout en veillant à respecter celui-ci.

On peut parler de destinations secondaires dont la répartition se fait :

- Dans le temps (nécessité d'une approbation écrite du curé, du doyen) : l'église est ici utilisée en dehors des heures destinées aux activités religieuses. Il est ainsi possible d'y organiser un concert, une conférence, une rencontre... ou toute autre activité qui n'entre pas en contradiction avec la foi chrétienne (pas d'activité privée, politique, commerciale par exemple).
- Dans l'espace (nécessité d'une approbation écrite préalable de l'évêque) : il s'agit d'une utilisation permanente des lieux qui peut nécessiter une division de l'espace intérieur.

Il est possible de créer dans un bas-côté par exemple, un petit musée, une exposition permanente, une bibliothèque...

Selon les besoins, le volume intérieur peut être repensé de manière à créer un nouvel espace liturgique plus petit, le restant de l'église pouvant ainsi être dédié à d'autres activités. Une séparation entre l'espace liturgique et les autres espaces est à imaginer pour éviter toute gêne entre les différentes activités (cultuelles et culturelles) menées. Une désaffectation partielle de l'église peut également être envisagée.

Une désaffectation suivie d'une réaffectation :

La désaffectation est une démarche consistant à supprimer l'affectation comme lieu de culte. En général, trois raisons conduisent à la désaffectation d'une église :

- Le manque de moyens financiers pour entretenir le bâtiment ;
- La dégradation avancée du bâtiment empêchant toute fréquentation de celui-ci ;
- La désertion des fidèles.

Elle peut être partielle ou totale. Elle est indispensable à tout projet envisageant une autre destination que religieuse pour l'ensemble du bâtiment.

2. Justification du projet

Lors des différentes phases de consultation de la population, les Cinaciens ont montré tout l'intérêt et l'attachement qu'ils portent à leur patrimoine bâti. Force est pourtant de constater que, faute de moyens financiers suffisants et de fréquentation, nombre d'entre eux se dégradent.

C'est notamment le cas de nombreux édifices religieux tels que les églises qui, faute de fidèles et/ou d'officiants se vident progressivement. Tendance qui tend à s'accroître au fil du temps.

Dans le contexte économique et énergétique actuel, il devient de plus en plus difficile d'entretenir un bâtiment dont l'usage est souvent limité à quelques heures par semaine ou par mois.

Il semble dès lors urgent et essentiel de mener une réflexion quant à leur réaffectation en vue de sauvegarder ces éléments pourtant indissociables du patrimoine rural (structuration du village, repère visuel, témoin historique, etc.).

Les églises seront réaffectées pour répondre à des besoins non rencontrés à ce jour par la population. Elles pourront par exemple être transformées en centres communautaires, en bibliothèques, en musées, en salles de spectacle, en centres d'art, en espaces de co-working, etc. Ces réaffectations offriront aux Cinaciens un lieu de rencontre et de partage, contribuant ainsi au renforcement du tissu social.

Effets attendus

- Revalorisation du patrimoine
- Embellissement de la commune
- Accroissement de l'attractivité des citoyens pour les vestiges de leur commune
- Enrichissement de l'offre touristique

Lien avec d'autres fiches-projets

- Fiche 1.4 Actions d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments communaux
- Fiche 2.2 Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR)
- Fiche 3.17 Révision du Schéma de Développement Communal et création d'un Guide Communal d'Urbanisme
- Fiche 3.22 Actions d'information et de sensibilisation des citoyens aux économies d'énergie




Alternative au projet

Sans objet

Réponse à l'objectif de sobriété

Ce projet a pour vocation de redonner vie à des bâtiments de patrimoine religieux qui sont de moins en moins occupés et par la même occasion de réinvestir du bâti existant plutôt que de construire du bâti neuf et donc d'éviter l'énergie grise générée par les constructions neuves.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Le projet favorisera la cohésion des citoyens de l'entité | X | | |
| Le projet favorisera la culture par la découverte des lieux de culte sous un autre angle | X | | |
| Le projet évitera la construction de nouveaux bâtiments non indispensable (« upcycling » de bâtiments) | | X | X |
| Le projet mettra en valeur le patrimoine bâti | X | | X |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | L'étude de faisabilité déterminera les lieux de culte à réaffecter/utiliser pour des usages socio-culturels. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Chaque bâtiment religieux sera réaffecté dans le respect de ses caractéristiques architecturale, de son environnement et des éventuelles activités de culte |
| Cadre légal | À déterminer en fonction des lieux de culte choisis |
| Statut de propriété | Fabriques d'église ou publique |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> La CLDR Les habitants lors des réunions villageoises de consultation La Commune Les acteurs culturels en recherche de lieux de décentralisation | <ul style="list-style-type: none"> Le conseil communal Les autorités religieuses (Evêché, curé, doyenné...) Les fabriques d'Eglises Le centre culturel Les services régionaux compétents (AWAP par exemple) Les associations locales et les citoyens L'administration communale | <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subsidie |
|--------------------|--|
| SPW - AWAP | Subvention pour réaliser des actes et travaux sur un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement |
| Fabriques d'église | |
| Fonds communaux | |
| Crowdfunding | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - L'état de dégradation de certains édifices
 - Les besoins socio-culturels non rencontrés de la population
 - Les coûts énergétiques liés au fonctionnement de certaines églises
 - L'état des finances communales
- État du dossier

L'église des Capucins de Ciney a déjà fait l'objet de réflexion. Des événements socio-culturels s'y sont déjà déroulés, notamment dans le cadre de Féeries (marché de Noël consacré à l'artisanat).

- Programme des travaux

Sans objet à ce stade.

A définir ultérieurement en fonction des résultats de l'étude de faisabilité.

- Planification

Le groupe sera chargé de mener à bien les étapes de réflexion suivantes :

- Consulter les acteurs qui ont un intérêt direct dans la réaffectation des églises. Organisez des réunions de consultation pour discuter des différentes propositions et recueillir les opinions de chacun. Écoutez attentivement leurs préoccupations et suggestions.
- Évaluer les besoins des habitants : Il est important de comprendre les besoins spécifiques des habitants afin de déterminer la meilleure utilisation possible des églises réaffectées.
- Étudier des exemples de réussite : Faire des recherches sur d'autres cas de réaffectation réussie des églises, tant localement qu'à l'étranger. Étudiez les bonnes pratiques et les leçons apprises pour adapter les solutions au contexte local.
- Considérer les aspects patrimoniaux : Les églises sont souvent des bâtiments d'une valeur patrimoniale importante. Il est donc primordial de prendre en compte cette dimension lors de la réaffectation.
- Prendre en considération l'état des bâtiments concernés : stabilité, état phytosanitaire...
- Évaluer la viabilité financière : La réaffectation des églises peut être coûteuse. Effectuez une analyse financière approfondie pour évaluer la viabilité du projet à long terme. Identifiez les sources potentielles de financement, y compris les subventions publiques, les partenaires privés ou les campagnes de collecte de fonds communautaires.
- Favoriser l'acceptation sociale : La réaffectation des églises peut être un processus émotionnel pour de nombreuses personnes. Organiser des activités et des événements pour sensibiliser et informer les habitants sur les avantages et les opportunités associés à la réaffectation.

- Démarches administratives à réaliser

- Composition du groupe de travail et approbation par le Conseil communal
- Appel d'offres et désignation d'un bureau d'études

- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
- Evaluation continue par la CLDR

Développer des plans de gestion à long terme, c'est à-dire s'assurer que la réaffectation des églises est accompagnée d'un plan de gestion efficace pour garantir leur entretien continu et leur utilisation durable.

8. Estimation globale du coût

| Estimation globale du coût | | |
|---|----------------|------------------------|
| Article | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Mission d'expertise auprès d'un bureau d'études | 30.000€ TVAC | Commune |
| Total | 30.000€ TVAC | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--------------|---|
| Nombre de réunions du groupe de travail | 3/an | Commune, via les comptes-rendus du groupe de travail |
| Approbation des conclusions de l'étude de faisabilité | 1 | Délibération du Conseil communal |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|--------------|---|
| Nombre d'églises utilisées à des fins socio-culturelles (utilisation partagée) | 2/an | Statistiques tenues par le groupe de travail |

| | | |
|-------------------------------|-------------|--|
| Nombre d'églises désaffectées | 2 en 10 ans | Arrêtés de désaffectation du Gouvernement wallon |
|-------------------------------|-------------|--|

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

Sans objet à ce stade d'étude du projet.

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5 (Localisation et statut)

Les procédures légales liés à la désaffectation et à la réaffectation seront scrupuleusement respectées.

Vu le caractère sacré des bâtiments, la réflexion sur la réaffectation sera menée de manière respectueuse, inclusive et axée sur le dialogue.

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

Sans objet à ce stade mais une réflexion adéquate sera envisagée en cas de rénovation.

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Lors d'une éventuelle rénovation, les éléments suivants feront l'objet d'une attention particulière :

- le recours à des énergies renouvelables ;
- l'isolation ;
- le choix de matériaux durables et écologiques ;
- l'installation d'une citerne d'eau de pluie ;
- l'installation de dispositifs pour minimiser la consommation des énergies fossiles, électrique (Luminaires) ;
- l'utilisation de techniques innovantes.

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Sans objet à ce stade mais la réflexion veillera à maximiser les ressources mises en œuvre dans le projet. Le principe général sera « faire plus avec moins ».

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Sans objet.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Les rénovations seront 100% accessibles aux PMR.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

Les rénovations potentielles seront pilotées par des cahiers des charges qui prendront en compte le recours à des entreprises et à des matériaux locaux et/ou à des entreprises d'économie sociale.

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Les églises font partie intégrante du cadre paysager rural et condrusien. Les travaux envisagés veilleront donc à ne pas les dénaturer, d'autant plus que les habitants y sont très attachés.

Actions de sensibilisation aux métiers et activités agricoles

Fiche n° 1.8
Priorité : lot 1

1. Description du projet

Ce projet vise la sensibilisation aux métiers et activités agricoles.

C'est ainsi que les actions suivantes seront mises en œuvre, soit directement par la Commission agricole, soit par un groupe de travail spécifique :

- Organisation de visites de fermes et participation à la journée « Fermes ouvertes » : Inviter les écoles, les familles et les groupes à visiter des fermes pour découvrir les différentes activités agricoles et en apprendre davantage sur les métiers liés à l'agriculture. Ces visites permettront aux visiteurs de voir de près les animaux, les cultures et les équipements utilisés.
- Diffusion d'un calendrier agricole dans le bulletin communal, en y incluant des explications sur les raisons de cette temporalité spécifique et des contraintes liées.
- Développement de jardins pédagogiques : Mettre en place des jardins dans les écoles, les centres de loisirs ou les espaces publics, où les enfants et les adultes peuvent apprendre à planter, cultiver et récolter des légumes et des fruits. Cela permet de comprendre le processus de production alimentaire et le travail des agriculteurs.
- Organisation d'une foire agricole. Cet événement réunira les agriculteurs, les producteurs et le grand public. Des démonstrations, des ateliers, des dégustations de produits régionaux y seront organisés pour mettre en valeur les produits agricoles et sensibiliser à l'importance de l'agriculture.
- Création de programmes éducatifs en lien avec l'Echevinat de l'enseignement : Développer des programmes scolaires et des activités éducatives qui incluent des informations sur les métiers agricoles et les pratiques durables. Sensibiliser à l'importance de l'agriculture dans la sécurité alimentaire, la préservation de l'environnement et le développement économique.
- Utilisation des médias et des réseaux sociaux : Diffuser des capsules vidéo, des articles et des témoignages mettant en avant les métiers et les activités agricoles. Utiliser les réseaux sociaux pour partager des informations, des conseils et des histoires d'agriculteurs pour susciter l'intérêt et la curiosité.
- Organisation d'activités de sensibilisation en Centre-Ville : Organiser des animations en Centre-Ville pour sensibiliser à l'origine des aliments, à la saisonnalité des cultures et aux métiers agricoles. Proposer des ateliers de cuisine avec des produits locaux pour montrer comment les aliments sont préparés et utilisés.

- Valorisation de l'apprentissage pratique : Encourager les stages et les échanges entre les agriculteurs et les jeunes intéressés par les métiers agricoles. Permettre aux étudiants d'acquérir une expérience pratique sur le terrain pour mieux comprendre les enjeux et les réalités du secteur.
- Transposition de l'opération française « j'aime mes agriculteurs » qui vise à mieux faire connaître le monde agricole au sein des écoles primaires et secondaires.

2. Justification du projet

Sensibiliser aux métiers et aux activités agricoles est important pour plusieurs raisons :

- Importance économique : L'agriculture est un secteur clé de l'économie malgré une forte baisse du nombre d'exploitations ces dernières années. A Ciney, 118 exploitations agricoles étaient encore en activité en 2020. Sensibiliser aux métiers et activités agricoles permet donc de mettre en valeur l'importance économique de ce secteur et de susciter de l'intérêt pour les carrières agricoles, qui connaissent à Ciney, comme ailleurs en Wallonie un désintérêt majeur.
- Sécurité alimentaire : L'agriculture est essentielle pour assurer la sécurité alimentaire de la population. Il est crucial que les citoyens comprennent les défis auxquels font face les agriculteurs. Sensibiliser aux métiers agricoles permet de renforcer la compréhension de la production alimentaire et de l'importance de soutenir et de valoriser les agriculteurs.
- Développement durable : Sensibiliser aux métiers agricoles permet également de promouvoir des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement. Cela peut inclure l'utilisation de méthodes de culture biologique, la conservation des ressources naturelles et la promotion de l'agroécologie. En sensibilisant aux métiers agricoles, on encourage un développement agricole qui préserve la biodiversité et minimise l'impact sur l'environnement.
- Valorisation des métiers agricoles : Les métiers agricoles sont souvent perçus comme peu valorisés socialement, ce qui peut entraîner un manque d'intérêt pour ces carrières. En sensibilisant aux métiers agricoles, on peut promouvoir une meilleure reconnaissance de ces métiers et encourager les jeunes à s'orienter vers ces carrières. Cela est essentiel pour assurer la relève des agriculteurs et maintenir la pérennité du secteur.
- Réduction des conflits de voisinage liés aux pratiques agricoles.

Effets attendus

- Valorisation des métiers agricoles et création de vocation ;
- Développement du sentiment de fierté de travailler dans le secteur agricole ;
- Amélioration de la connaissance des travaux agricoles et des contraintes liées, par la population.
- Diminution des conflits liés aux pratiques agricoles ;

Lien avec d'autres fiches-projets

FP 1.10 Création d'une commission agricole




FP 2.12 Mise en place de mesures de soutien à l'économie locale

FP 2.14 Mise en œuvre d'actions de valorisation du rôle positif de l'agriculture dans la protection de la biodiversité

Alternative au projet

Sans objet

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Le projet diminuera les conflits liés aux pratiques agricoles entre agriculteurs et riverains | X | | |
| Le projet permettra une meilleure connaissance des impacts des activités des agriculteurs | X | X | |
| Le projet favorisera la communication et la collaboration entre les acteurs du monde rural | X | | X |
| Le projet encouragera le recours aux produits locaux | X | X | X |
| Le projet contribuera à une image dynamique et positive de l'agriculture | X | X | X |
| Le projet suscitera des vocations pour les métiers agricoles | | | X |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|------------|
| Nom et adresse | Sans objet |
| Périmètre d'intervention | Sans objet |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Sans objet |
| Cadre légal | Sans objet |
| Statut de propriété | Sans objet |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - La Commune - La CLDR - Le GT agriculture | <ul style="list-style-type: none"> • La Commission agricole • Le GT agriculture • La CLDR • Le GAL Cœur de Condroz • Le futur Parc Naturel | <ul style="list-style-type: none"> • La Ville de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--|--|
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT - Direction du Développement rural | Prestations relatives à la conception et à la création d'outils de promotion du milieu rural |
| Fonds FEADER (Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural) | |
| Fonds propres communaux | |

7. Programme de réalisation

Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- La mise en place de la Commission agricole

État du dossier

- Le GAL Condroz-Famenne a mené différentes actions de valorisation de l'agriculture lors des deux dernières programmations.
- Une Charte intitulée « Vivre harmonieusement la ruralité en Condroz et en Famenne » (partenariat entre les communes, les GAL et la FRW) a été rédigée en 2021 et 2022 et diffusée en toutes-boîtes à la population.

Programme des travaux

Sans objet

Planification

- Dans un premier temps, il s'agira de regrouper des représentants des publics-cibles afin de créer un groupe de travail. Ce groupe de travail aura pour objectif d'organiser des réunions dans le but de mettre en œuvre des actions concrètes.
- La planification dépendra ensuite de la priorisation des actions que le groupe de travail déterminera.

Démarches administratives à réaliser

Sans objet.

Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Une bonne communication autour de la dynamique du groupe de travail sera réalisée avec des liens étroits et réguliers vers la CLDR et la Commission agricole.

8. Estimation globale du coût

| Estimation globale du coût | | |
|----------------------------|----------------|--------------------------|
| Article | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Communication et promotion | 500€ annuels | Commune (50%) /GAL (50%) |
| Actions et projets | 500€ annuels | |
| Total (TFC) | 1000€ annuels | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

- Estimation détaillée

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|--------------|--|
| Le nombre d'actions de terrain (visites par exemple) organisées chaque année | 2 | Recensement via les comptes rendus des réunions du groupe de travail |

| | | |
|--|---|---|
| Le nombre d'actions de communication organisées chaque année | 4 | Recensement via les comptes rendus des réunions du groupe de travail et tables des matières des bulletins communaux |
|--|---|---|

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---|--|
| Plaintes reçues par la zone de Police Condroz-Famenne | Une baisse de 50% des plaintes reçues | Plaintes reçues par la Zone de Police Condroz-Famenne |
| Meilleure vision et compréhension de l'agriculture par les habitants | Une baisse de 50% des impressions négatives | Sondage d'avis des citoyens sur l'agriculture à réaliser avant le démarrage des actions et deux années plus tard |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5 (Localisation et statut)

Sans objet.

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

Ce projet, par les actions et bons exemples proposés, renforcera sans aucun doute la sensibilisation des agriculteurs en la matière.

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Sans objet.

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Ce projet repose sur des actions peu coûteuses mais riches en effets multiplicateurs.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Ce projet, par les actions et bons exemples proposés, renforcera sans aucun doute la sensibilisation des agriculteurs en la matière. Il devrait servir de points de départ à de nombreuses actions en faveur de la biodiversité.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Les actions initiées seront accessibles à tous.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

Sans objet.

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Sans objet.

Renforcement de la coordination de l'action sociale en faveur des publics fragilisés

Fiche n° 1.9
Priorité : lot 1

1. Description du projet

Ce projet comporte les actions suivantes qui ont été définies par les acteurs sociaux de la commune lors d'une table-ronde organisée à la Maison Citoyenne le 24 novembre 2022.

- a. Mettre en place un comité local de coordination sociale pour les services de première ligne. Ce comité, composé des participants à la table-ronde des acteurs de l'aide à la personne initiée dans le cadre de l'élaboration du PCDR, se réunira régulièrement pour échanger des informations, coordonner les actions et proposer des solutions communes. Il faudra notamment s'assurer que les parties prenantes puissent communiquer et échanger des informations entre elles. Cela peut se faire par le biais de réunions, de groupes de discussion en ligne.
- b. Mettre en place des réseaux de professionnels : Organiser des rencontres régulières entre les professionnels de différents secteurs (travail social, santé, logement, etc.) afin de favoriser le partage d'expériences, la coordination des actions et la mise en place de collaborations efficaces.
- c. Développer des protocoles d'action partenariale : Elaborer des protocoles d'action précis, par exemple pour la prise en charge des personnes sans domicile fixe, des personnes âgées isolées ou des familles en difficulté. Ces protocoles permettront de clarifier les rôles et les responsabilités de chaque partenaire impliqué et de favoriser une meilleure coordination.
- d. Renforcer la communication et l'information : promotion renforcée de la Maison citoyenne et de ses activités via différents canaux communaux, diffusion la plus large possible d'un répertoire actualisé et fonctionnel des acteurs sociaux et création d'un guichet unique d'information (une sorte de numéro vert).
- e. Favoriser la formation continue : Organiser des formations et des rencontres thématiques pour les professionnels travaillant avec les publics fragilisés, afin de développer leurs compétences, de partager les bonnes pratiques et de renforcer leur coordination.
- f. Créer des espaces de parole et de participation : organiser des forums ou des groupes de discussion pour permettre aux publics fragilisés de s'exprimer, de faire part de leurs besoins et de participer à la prise de décisions concernant les politiques sociales locales.
- g. Réfléchir sur la création à Ciney d'un restaurant social en lien avec l'asbl « A l'Ovradge » et la future Maison Rurale Polyvalente initiée dans le premier PCDR : Un

restaurant social est un établissement qui propose des repas à des personnes en situation de précarité sociale ou économique. Ils visent à fournir une alimentation équilibrée et de qualité aux personnes dans le besoin, tout en favorisant l'inclusion sociale et en créant un lieu de rencontre et d'échange.

2. Justification du projet

Les besoins sociaux sont de plus en plus nombreux et diversifiés à Ciney.

Les situations de précarité touchent une part de plus en plus grande de la population. Le nombre de bénéficiaires du RIS a ainsi doublé depuis 2012, notamment chez un nombre croissant d'étudiants et de familles monoparentales.

Par ailleurs, le vieillissement de la population se poursuit à Ciney comme partout ailleurs en Wallonie. Les situations d'isolement sont ainsi de plus en plus nombreuses.

Sans voir leurs effectifs augmenter de manière optimale, les acteurs sociaux doivent répondre présents. Il est donc primordial d'optimiser l'efficacité des différents services à destination des publics fragilisés.

La mise en place des actions citées ci-dessus aura donc les impacts positifs suivants :

- Une maximisation des ressources : En renforçant la coordination, les différents services sociaux pourront partager leurs ressources et leurs expertises pour répondre de manière plus efficace aux besoins des publics fragilisés. Cela permettra d'éviter les doublons et d'assurer une meilleure couverture des besoins.
- L'amélioration de l'accès aux services : une coordination renforcée facilite l'accès des publics fragilisés aux services sociaux. En regroupant les informations, les démarches administratives et les actions dans un même lieu ou en créant des collaborations entre les différents acteurs, les personnes fragilisées peuvent plus facilement obtenir de l'aide et l'accompagnement dont elles ont besoin.
- Un renforcement de l'intégration et de la cohésion sociale. En créant de synergies entre les différents acteurs sociaux, il est possible de mettre en place des actions concertées qui permettent de renforcer les liens sociaux, de favoriser la participation des personnes et de créer un sentiment de cohésion sociale.
- Une réponse holistique aux besoins des publics fragilisés : les personnes fragilisées peuvent avoir des besoins qui sont multiples et interdépendants. Il est donc essentiel de mettre en place une approche holistique qui prend en compte l'ensemble des besoins de la personne (logement, emploi, santé, éducation, etc.) et qui propose des solutions adaptées et cohérentes.
- Une optimisation de l'efficacité des interventions sociales : une coordination renforcée permet de développer des stratégies d'intervention conjointes et de

mettre en place des actions ciblées et efficaces pour les publics fragilisés. En travaillant de manière coordonnée, les acteurs sociaux peuvent partager leurs expériences, évaluer les pratiques, identifier les bonnes pratiques et ajuster leurs actions en fonction des besoins spécifiques des publics concernés.

Effets attendus

- Une meilleure coordination et coopération entre les acteurs locaux de secteur social ;
- Des services sociaux plus accessibles et plus dans l'action concrète
- Des actions mieux ciblées et plus efficaces en faveur des publics fragilisés ;
- Des rencontres plus nombreuses entre acteurs sociaux et personnes fragilisées ;

Lien avec d'autres fiches-projets

2.1 Création de places d'accueil de la Petite Enfance

3.20 Actions de valorisation et de promotion du bénévolat

Alternative au projet

/

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.2 | Veiller à une diversité de logements, adaptés aux évolutions des ménages et au vieillissement de la population |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Le projet favorisera l'inclusion et la cohésion sociale | X | | |
| Le projet œuvrera à la réduction des inégalités | X | | X |
| Le projet maximisera les ressources disponibles en matière d'aide à la personne | | | X |
| Le projet renforcera la résilience sociale des publics fragilisés | X | X | X |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---------------------|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Le Groupe de travail « acteurs de l'aide à la personne » - La Commune - Le CPAS - La Maison Citoyenne | <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Le Groupe de travail « acteurs de l'aide à la personne » - La Maison Citoyenne - L'asbl « A l'Ovradge » | <ul style="list-style-type: none"> - La Commune - Le CPAS |

| | | |
|--------------------------|--|--|
| - L'asbl « A l'Ovradge » | | |
|--------------------------|--|--|

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--------------------|---------------------|
| CPAS | |
| Fonds communaux | |
| | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - L'urgence de la situation liée à l'augmentation importante des publics fragilisés et des situations de précarité rencontrées, essentiellement dans le Centre-Ville.
- État du dossier
 - Créée en 2014, la Maison Citoyenne propose différents services :
 - Soutien social au quotidien
 - Formation
 - Espace citoyen
 - Aide aux aînés
 - En 2023, le répertoire des acteurs sociaux est en cours de refonte par l'asbl « A l'Ovradge ».
- Programme des travaux

Sans travaux
- Planification
 - Mise en place du Comité locale de coordination sociale
 - Définition d'un programme d'actions et d'une temporalité
 - Mise en œuvre
- Démarches administratives à réaliser

Sans objet

- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
Evaluer et améliorer régulièrement les dispositifs en place : Mettre en place des mécanismes d'évaluation réguliers pour mesurer l'efficacité des actions sociales mises en œuvre et les ajuster si nécessaire. Cette évaluation peut se faire en collaboration avec les publics fragilisés eux-mêmes, en recueillant leur feedback sur les dispositifs existants.

8. Estimation globale du coût

| Article | Montant (TVAC) | Sources de financement |
|-------------------------|----------------|------------------------|
| Frais de fonctionnement | 500€ annuels | CPAS |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|--------------|---|
| Nombre de réunions de coordination tenues entre les différents acteurs sociaux de la commune | 3/an | Comptes-rendus des réunions disponibles à la Maison Citoyenne |
| Pourcentage d'acteurs sociaux impliqués dans la coordination de l'action sociale | 80% | Comptes-rendus des réunions disponibles à la Maison Citoyenne |

| | | |
|---|------|--|
| Mise en place d'une plateforme ou d'un système de communication pour faciliter l'échange d'informations entre les acteurs sociaux | 1 | La plateforme est disponible en ligne |
| Développement de protocoles de collaboration entre les différents services sociaux de la commune | 2/an | Approbations du protocole par les conseils d'administration des services concernés |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|------------------------------------|--|
| Evaluation positive de la satisfaction des publics fragilisés vis-à-vis de l'actions sociale dans la commune | 75 % de satisfaction | Enquête menée tous les 2 ans par la Maison Citoyenne lors de ses permanences |
| Augmentation du taux de participation des publics fragilisés aux dispositifs d'aide sociale | Une hausse de 20% à l'horizon 2028 | Les statistiques de fréquentation des services sociaux |
| Amélioration de l'efficacité des interventions sociales grâce à une meilleure coordination | Un taux de satisfaction de 80% | Enquête de satisfaction menée tous les 2 ans auprès des services sociaux |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

Ce point fait l'objet d'une actualisation à chacune des étapes de la procédure de développement rural, à savoir (1) la demande de convention, (2) l'avant-projet et (3) le projet.

Le développement de ce point est adapté au type de projet mené et à son degré d'étude.

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5 (Localisation et statut)
Sans objet

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :
Sans objet

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

Sans objet

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Ce projet est une définition même de la sobriété puisqu'il vise l'optimisation des ressources disponibles en faveur de l'aide aux publics fragilisés.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Sans objet

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Ce projet vise l'implication dans la vie communale de toutes les personnes en situation de fragilité sociale ou économique, quel que soit leur sexe, leur âge, leur origine ethnique, leur handicap, leur orientation sexuelle, leur religion ou toute autre caractéristique personnelle.

Ce projet vise également à créer un environnement où chacun est respecté, valorisé et a accès aux mêmes opportunités, droits et avantages.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

Sans objet

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Sans objet

Création d'une Commission agricole

Fiche n° 1.10

Priorité : lot 1

1. Description du projet

Ce projet vise la création d'une Commission communale consultative de l'agriculture, dans le but de promouvoir et de favoriser le développement de l'agriculture sur le territoire communal. Elle est composée de représentants de différents acteurs du secteur agricole, tels que les agriculteurs, les producteurs, les éleveurs, les transformateurs, les consommateurs, les associations et les élus locaux.

La Commission communale consultative de l'agriculture a pour mission de formuler des avis et des recommandations sur les questions liées à l'agriculture dans la commune, d'évaluer les besoins et les opportunités de développement agricole, de proposer des mesures pour soutenir et améliorer les conditions de production agricole, et de favoriser les échanges et la coopération entre les différents acteurs du secteur.

Elle sera également chargée de sensibiliser la population locale aux enjeux de l'agriculture, de promouvoir des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement, et de participer à la mise en place de plans d'actions ou de projets spécifiques pour développer l'agriculture locale.

De manière plus concrète, ses missions consisteront à :

- Conseiller les autorités communales sur les questions relatives à l'agriculture et favoriser le développement de l'agriculture locale.
- Analyser et évaluer la situation agricole de la commune : La commission étudiera les spécificités agricoles de la commune, les potentialités et les contraintes liées à l'activité agricole locale.
- Proposer des mesures de soutien aux agriculteurs : La commission pourra recommander des mesures adaptées pour soutenir les agriculteurs locaux, comme des subventions, des formations professionnelles, des prêts, des infrastructures agricoles, etc.
- Favoriser le dialogue entre les agriculteurs et les autorités communales : La commission facilitera les échanges et la communication entre les agriculteurs et les élus locaux, afin de mieux comprendre les besoins et les attentes des agriculteurs, et de mettre en place des actions concrètes répondant à leurs besoins.
- Encourager les pratiques agricoles durables : La commission promouvra les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, telles que l'agriculture biologique ou raisonnée, la diversification des cultures, la gestion des déchets agricoles, etc.
- Sensibiliser la population à l'agriculture locale : La commission participera à des actions de sensibilisation pour informer et sensibiliser les habitants de la commune sur les enjeux de l'agriculture locale, l'importance de consommer des produits locaux, etc.
- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs : La commission œuvrera pour l'amélioration des infrastructures et services destinés aux agriculteurs (irrigation, routes agricoles, marché des producteurs, etc.), ainsi que pour la reconnaissance du statut de l'agriculteur en tant que profession à part entière.

2. Justification du projet

L'agriculture occupe une place centrale dans le développement de Ciney. En effet, elle représente toujours un secteur économique majeur avec ses 118 exploitations en activités, créant ainsi des emplois directs et indirects qui alimente ainsi la vitalité de la commune.

Les agriculteurs cinaciens œuvrent à la valorisation du territoire et de son patrimoine. Les paysages agricoles (la SAU représente 59% du territoire), les cultures et les élevages font partie intégrante de l'identité de la commune, attirant ainsi les touristes et contribuant à son attractivité économique.

Enfin, l'agriculture favorise également la cohésion sociale. Les exploitations agricoles familiales sont souvent des lieux de transmission de savoir-faire et de traditions. Elles sont des acteurs de la vie locale, participant à la vie associative et aux fêtes populaires.

La mise en place d'une commission consultative de l'agriculture destinée à faire entendre la voix du monde agricole cinacien est donc une évidence.

Cette Commission agricole présentera les avantages suivants :

- La commission permettra d'inclure les différents acteurs du secteur dans le processus décisionnel.
- La commission regroupera des experts de divers domaines liés à l'agriculture (agronomie, économie rurale, environnement, etc.). Leur participation permettra ainsi de bénéficier de connaissances spécialisées, d'avis techniques et de conseils éclairés dans l'élaboration des politiques agricoles.
- La commission offrira une plateforme de dialogue et de concertation entre les différents acteurs de l'agriculture. Elle permettra de favoriser les échanges, les débats et les compromis, et de trouver des solutions consensuelles aux problèmes et enjeux du secteur. Elle pourra également servir de médiateur en cas de conflit ou de désaccord.
- La commission consultative contribuera à renforcer la transparence dans la prise de décision en matière agricole. Les débats et décisions prises au sein de la commission seront publics, ce qui permettra aux citoyens de suivre le processus et d'exprimer leurs opinions. Cela favorisera également l'acceptation des décisions prises et les rendra plus légitimes.
- La commission consultative jouera un rôle essentiel dans l'adaptation des politiques agricoles aux enjeux et défis actuels et futurs. Elle permettra d'identifier les besoins, de proposer des orientations et des ajustements nécessaires, et de suivre l'évolution du secteur agricole afin de prendre des décisions informées et pertinentes.

Effets attendus

- Un meilleur dialogue entre les acteurs du secteur agricole ;
- Une plus grande contribution des agriculteurs cinaciens à la politique agricole locale ;
- Une meilleure compréhension des décisions du secteur agricole par les habitants.



Lien avec d'autres fiches-projets




- Fiche 1.1 : Mise en place d'actions de promotion et de valorisation des produits locaux
- Fiche 1.8 : Actions de sensibilisation aux métiers et activités agricoles
- Fiche 2.4 : Revalorisation/développement du site du marché couvert de Ciney
- Fiche 2.14 : Mise en œuvre d'actions de valorisation du rôle positif de l'agriculture dans la protection de la biodiversité
- Fiche 2.16 : Mesures de protection et de valorisation des paysages condrusiens
- Fiche 3.23 : Préservation/restauration et création de couloirs écologiques

Alternative au projet

/

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |

| | |
|---|--|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Le projet aura des impacts positifs sur la biodiversité | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur les habitats protégés ou restaurés | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la préservation sur les espèces menacées | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé des Gesvois | X | | |
| Le projet favorisera des relations harmonieuses entre agriculteurs et habitants et il renforce donc la cohésion sociale à l'échelle du territoire | X | | |
| Le projet aura des impacts sur la rémunération et les conditions de travail des agriculteurs | X | | X |
| Le projet favorisera les collaborations et la coopération entre les agriculteurs | X | X | X |
| Le projet favorisera la résilience alimentaire | X | X | X |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|------------|
| Nom et adresse | Sans objet |
| Périmètre d'intervention | Sans objet |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Sans objet |
| Cadre légal | Sans objet |
| Statut de propriété | Sans objet |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Le Groupe de travail agriculture - Les agriculteurs - La Commune | <ul style="list-style-type: none"> - Les agriculteurs - La CLDR - Les services communaux - Le GAL Condroz-Famenne - Les organismes de promotion de l'agriculture et d'éducation à l'environnement (ex : Faune et biotope, Natagora, Natagriwal...) - Le futur Parc Naturel - Le Contrat de Rivière Haute-Meuse | <ul style="list-style-type: none"> - La Commune |

Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--------------------|---------------------|
| Fonds communaux | |
| | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Les agriculteurs souffrent d'une mauvaise image de la profession et des conflits surgissent de plus en plus souvent, notamment à propos de l'utilisation des pesticides.
 - La place importante de l'agriculture dans le projet de territoire
- État du dossier
 - Depuis quelques années, la Commune organise des réunions d'informations à destination des agriculteurs.
 - En 2022, une réunion de groupe de travail « agriculture » a été organisée dans le cadre de l'élaboration du PCDR
- Programme des travaux
Sans objet.
- Planification
 - Mise en route de la Commission agricole
 - Définition d'un programme d'actions annuel
 - Mise en œuvre des actions
 - Quatre à 6 réunions annuelles seront programmées.
- Démarches administratives à réaliser
 - Lancement d'un appel à candidatures via les canaux de communication communaux
 - Approbation de la composition de la Commission par le Conseil communal
 - Organisation de 3 réunions annuelles.
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Evaluation continue par la CLDR

8. Estimation globale du coût

| Article | Montant (TVAC) | Sources de financement |
|--|--------------------|------------------------|
| Pour des frais de fonctionnement et de promotion ou l'organisation de petites actions. | 500 € annuellement | Commune |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|-------------------------------|---|
| Nombre de réunions de la commission communale de l'agriculture tenues | 3/an | Commune, via les comptes-rendus de la Commission |
| Nombre de membres présents à chaque réunion de la commission communale de l'agriculture. | Au moins 50% à chaque réunion | Commune, via les comptes-rendus de la Commission |
| Nombre de recommandations proposées par la commission communale de l'agriculture pour améliorer la politique agricole locale. | 3/an | Commune, via les comptes-rendus de la Commission |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--------------|---|
| Pourcentage de recommandations proposées par la commission communale de l'agriculture acceptées et mises en œuvre par les responsables politiques. | 2/an | Délibérations du Collège communal ou du Conseil communal |
| Nombre de partenariats établis entre la commission communale de l'agriculture et d'autres organisations publiques ou privées pour soutenir le développement agricole local. | 1/an | Commune, via les comptes-rendus de la Commission |
| Nombre de formations ou d'ateliers organisés par la commission communale de l'agriculture pour les agriculteurs locaux. | 2/an | Commune, via les comptes-rendus de la Commission |
| Nombre de projets agricoles ou initiatives locales soutenus par la commission communale de l'agriculture. | 2/an | Commune, via les comptes-rendus de la Commission |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

Ce point fait l'objet d'une actualisation à chacune des étapes de la procédure de développement rural, à savoir (1) la demande de convention, (2) l'avant-projet et (3) le projet.

Le développement de ce point est adapté au type de projet mené et à son degré d'étude.

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5 (Localisation et statut)
Sans objet

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :
Ce projet repose notamment sur la mise en œuvre d'actions concrètes et de réflexions relatives aux réalités et à l'avenir du monde agricole, qui favoriseront une meilleure gestion de la ressource « eau » sur le territoire communal, en partenariat direct avec les acteurs concernés que sont le Contrat de Rivière Haute-Meuse, le GAL Cœur de Condroz et le futur Parc Naturel.

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :
Sans objet

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

Ce projet vise la mise en œuvre de petits projets concrets et rapides qui mettent davantage en avant les ressources humaines et la bonne volonté que les moyens financiers.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Ce projet repose notamment sur la mise en œuvre d'actions concrètes et de réflexions sur l'avenir du monde agricole, qui favoriseront la biodiversité sur le territoire communal, en partenariat direct avec les acteurs concernés que sont le Contrat de Rivière Haute-Meuse, le GAL Cœur de Condroz et le futur Parc Naturel.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Sans objet

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

Sans objet

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Sans objet

Aménagement de la place de la Fontaine à Ychippe

Fiche n° 1.2

Priorité : lot 1

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

La Figure 1 montre que la place de la Fontaine (Ychippe) est bordée par la rue de Mivau au sud, et par des terrains privés et une exploitation de bois au nord. Deux arrêts de bus se situent à proximité et permettent d'emprunter la ligne 43/2 vers Ciney ou vers Mont-Gauthier. Le hameau est également équipé d'une boîte aux lettres Bpost. L'église et le cimetière se situent à 100m du site. Le hameau est constitué de maisons privées et d'infrastructures agricoles. Un fournisseur de containers est renseigné dans la rue de la Digue. Aucun autre commerce ne se situe à proximité directe de la place. Une fontaine d'eau potable a récemment (2022) été installée dans le sud de la rue d'Ychippe, à 3 minutes à pied de la place de la Fontaine.

A noter que les prairies situées au nord de la future place pourraient prochainement accueillir un projet de lotissement.

Le projet se situe en amont d'un cours d'eau non classé (Figure 2). Un aléa faible d'inondation par ruissellement est renseigné dans son périmètre, et un aléa par débordement est renseigné de part et d'autre du cours d'eau. Le PASH indique également le passage d'un égout gravitaire au sein du projet. Par ailleurs, la Carte du dépôt de Guerre (1865-1880) indique la présence d'un point d'eau au niveau de la place de la Fontaine (Figure 3). Cet espace est donc fortement lié à l'élément eau. Sa gestion sera un élément clé du projet.

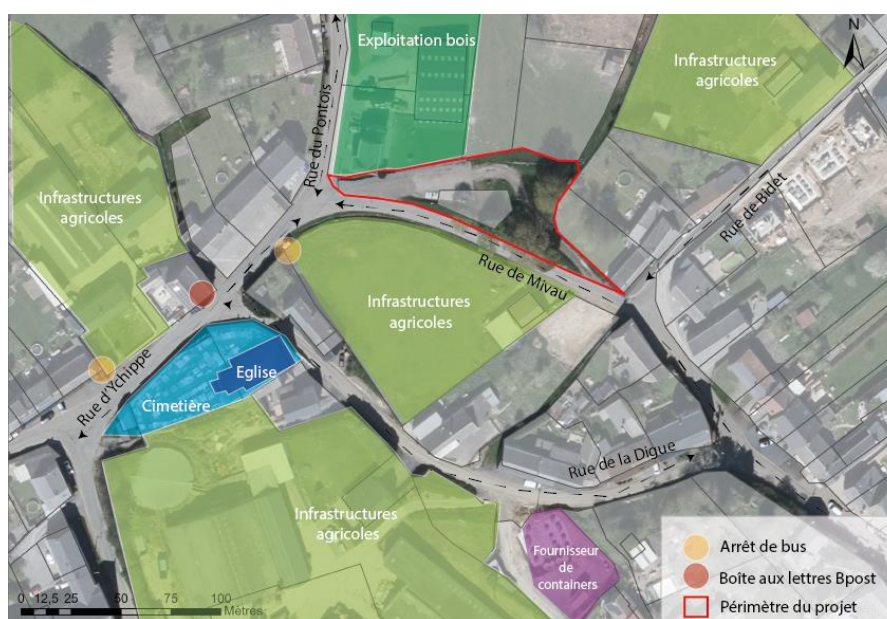


Figure 1 : Situation existante autour du projet
(Fond de plan : orthophoto 2022 - Source : SPW - Carto : DR(EA)²M, 2023)

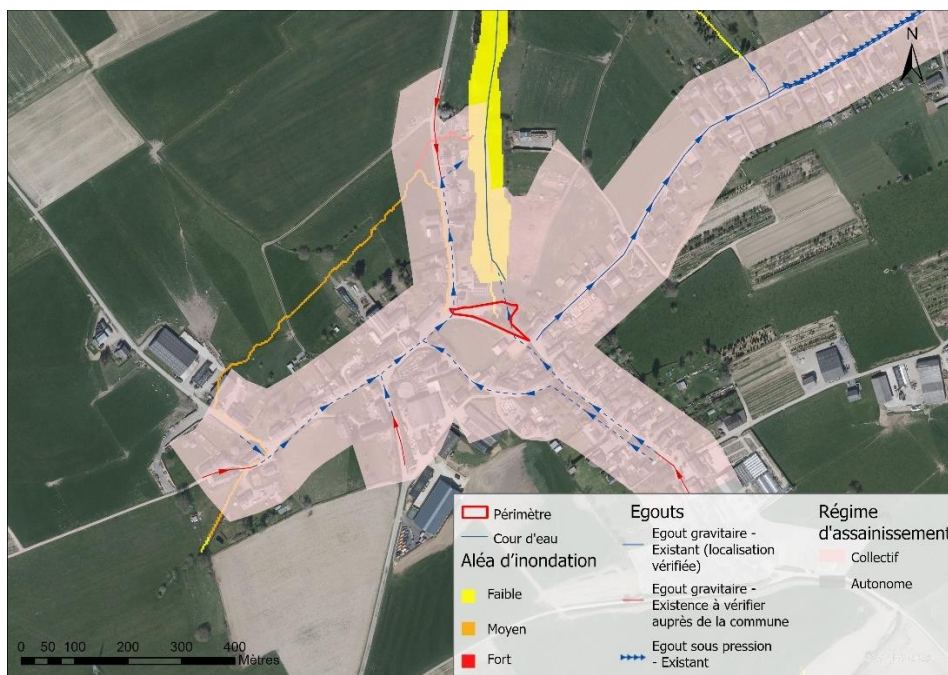


Figure 2 : Etat actuel de la gestion de l'eau dans et autour du projet
(Fond de plan : orthophoto 2022 - Source : SPW - Carto : DR(EA)²M, 2023)

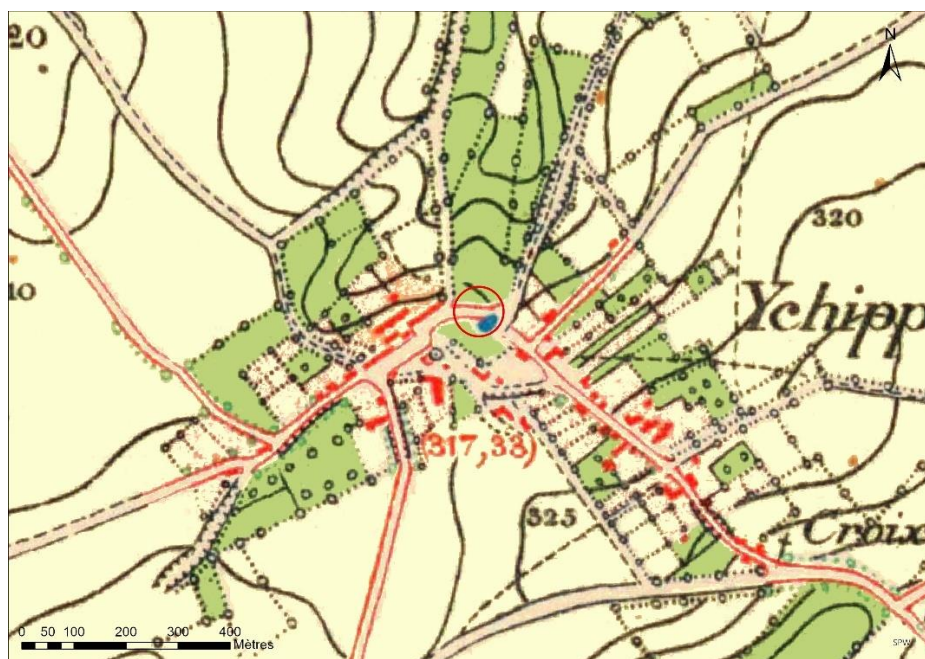


Figure 3 : Etat historique de la place de la Fontaine (entourée en rouge)
(Source : Carte du dépôt de Guerre, 1865-1880)

La place de la Fontaine (Ychippe) est actuellement isolée du reste du hameau par la présence d'arbres et par un dénivelé abrupt sur sa limite sud (Figure 4). Elle reste toutefois reliée à la rue de Mivau par le chemin qui la traverse d'est en ouest. L'espace est partiellement minéralisé. Le côté ouest est équipé d'une bulle à verre enterrée et est souvent occupé par du matériel agricole. Le côté est est composé d'arbres et d'une pelouse coupée en deux par un chemin en graviers. Deux bancs publics sont déjà présents sur le site, ainsi qu'une prise d'eau non inventoriée par le SPW, mais utilisée par les agriculteurs. A ceci s'ajoutent trois éléments surélevés en pierre (voir annexe 3). Les photos indiquent également la présence

d'une rigole dans la partie est du site et d'un panneau de signalisation C1 « Sens interdit pour tout conducteur ».

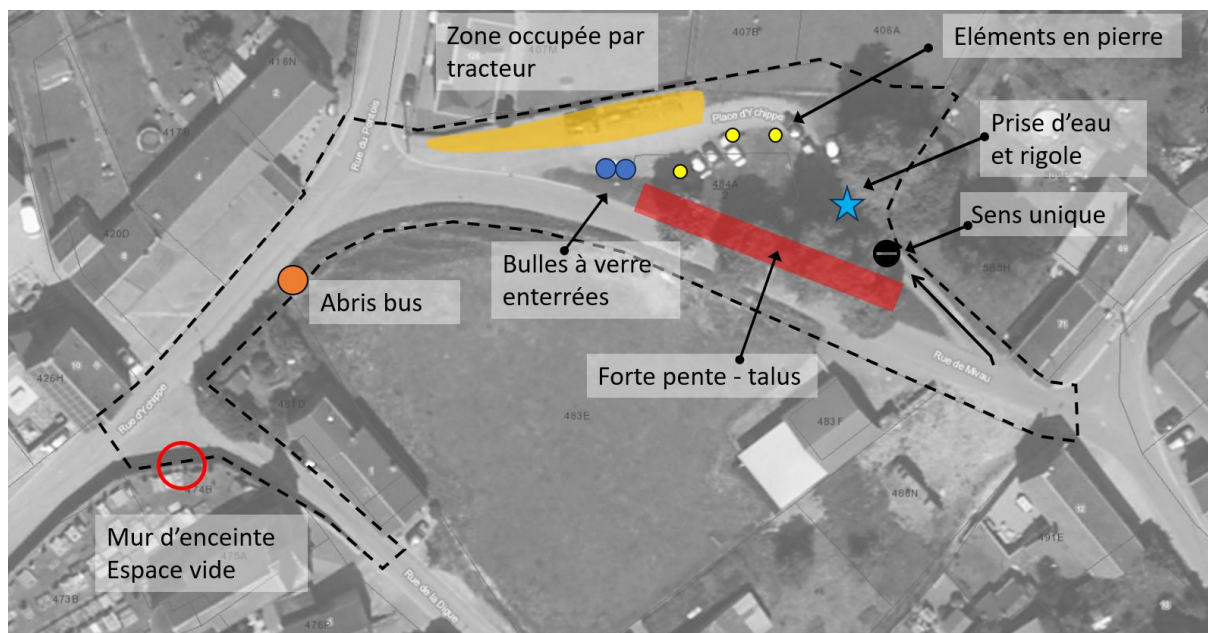


Figure 4 : Composition actuelle de la place de la Fontaine et abords
(Fond de plan : orthophoto 2022 - Carto : DR(EA)²M, 2023)

Description des aménagements proposés

L'objectif de ce projet est de transformer cet espace en un lieu de rencontres et de convivialité pour les habitants d'Ychippe et les visiteurs, en intégrant divers équipements publics tels qu'une plaine de jeux, un espace pique-nique et une aire de repos. Le projet sera conçu de manière à s'intégrer harmonieusement dans le tissu urbain existant, tout en prenant en considération les contraintes du terrain, notamment le relief et la gestion de l'eau, et en limitant l'imperméabilisation du site.

Le projet mettra également l'accent sur les échanges intergénérationnels en aménageant des espaces propices aux rencontres et aux interactions entre les enfants, les adultes et les personnes âgées.

Les abords du site seront aussi pris en compte et sécurisés afin de renforcer le lien entre la place et l'église.

À la suite de l'approbation du Collège communal, ce lieu sera officiellement baptisé "Place d'Ychippe", symbolisant ainsi sa transformation en un espace public accueillant et dynamique pour la communauté locale.

Mise en valeur générale de l'espace

L'aménagement de la nouvelle place d'Ychippe prendra en compte les contraintes de terrain telles que le relief et l'hydrographie. Le projet final s'intégrera harmonieusement dans le tissu urbain existant.

Nous profitons de la composition actuelle du site pour réaliser une place multifonctionnelle. La partie ouest restera minéralisée. Elle accueillera les équipements publics nécessaires pour instaurer un espace convivial. Ces équipements pourront être déplacés en cas d'événements de plus grande ampleur tels que des brocantes ou des fêtes de village.

À l'est, le chemin en graviers sera restauré pour permettre un accès facile à la place pour les piétons et les cyclistes, en incluant également des adaptations pour les personnes à mobilité réduite. La zone nord du site, dotée de végétation existante, sera préservée voire amplifiée pour créer un espace de détente équipé de sièges.

L'extrême sud du périmètre restera tel quel. Des bancs pourront y être ajoutés afin de valoriser la vue panoramique sur le village d'Ychippe et son église. Le dénivelé au sud du périmètre sera exploité pour aménager des bancs en surplomb, bordant l'aire de jeux.

Cette approche tire parti des contraintes du site pour créer un espace polyvalent et sécurisé à l'écart de la route. Conformément aux souhaits des habitants, l'accent ne sera pas mis sur la minéralisation excessive de l'espace, préservant ainsi son caractère. La prise d'eau située à l'est devra toutefois être régularisée ou déplacée.

Espace sécurisé et mobilité douce

Le périmètre sera principalement dédié aux piétons, avec une accessibilité prévue pour les déplacements doux. Un abris vélos sera également mis à disposition.

Il est fondamental de garantir un accès aisé à tous les espaces communs. C'est pourquoi toute la place sera conçue pour être aisément accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR)¹. Pour ce faire, les inclinaisons suivantes ne seront pas dépassées :

- 5% sur 10 m maximum,
- 7% sur 5 m maximum,
- 8% sur 2 m maximum,
- 12% sur 0,5 m maximum,
- 30% sur 0,30 m maximum².

Il faudra veiller à ce que le chemin d'accès respecte les limites prescrites.

¹ « Une personne à mobilité réduite est toute personne gênée dans ses mouvements et ses déplacements de manière provisoire ou permanente, que ce soit en raison de sa taille, son état (maladie, surpoids...), son âge, son handicap permanent ou temporaire, les objets ou personnes qu'elle transporte, les appareils ou instruments auxquels elle doit recourir pour se déplacer. » HandiNorme, 2018, *Qu'est-ce qu'une PMR ?*

² SPW, 2019, *Fiche Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite (détaillée)*.

Quelques places de stationnement pourront être situées à l'extrémité ouest du site afin de permettre de s'y garer pour profiter de la place ou pour décharger des vidanges dans les bulles à verre.

L'accès au cœur de la place sera réservé aux piétons et à la mobilité douce. Les véhicules agricoles pourront tout de même y accéder pour aller pomper de l'eau. Afin d'empêcher l'accès aux automobilistes mais de permettre tout de même l'accès aux véhicules agricoles, il est proposé d'installer des « écluses à tracteurs » aux deux entrées de la place. Il s'agit de dispositifs recommandés par le SPW pour les entrées de chemins agricoles (type F99C).



Figure 5 : Écluse à tracteur dissuasive pour les voitures
(Source : <https://securotheque.wallonie.be/>, consulté en décembre 2023).

Afin de sécuriser au mieux ce nouvel espace, le stationnement de machines agricoles ne sera plus possible. En effet, les manœuvres de tels engins ne sont pas compatibles avec la création d'un espace convivial intergénérationnel. Cependant, l'accès à l'eau pour ces derniers sera toujours possible.

L'aire de jeux sera aménagée conformément aux réglementations en vigueur, notamment le Code de droit économique relatif à la sécurité des produits et des services, l'arrêté du 28 mars 2001 relatif à la sécurité des équipements d'aires de jeux et l'arrêté royal du 28 mars 2001 relatif à l'exploitation des aires de jeux³. A titre d'information, le Manuel Sécurité des aires de jeux (2012) explique et précise les arrêtés royaux susmentionnés. Il décrit également les caractéristiques d'une bonne aire de jeux, répond aux questions fréquemment posées et propose des check-lists.

Chaque équipement d'aire de jeux se définit comme « un produit destiné à l'amusement ou à la détente, conçu pour ou manifestement destiné à être utilisé par des personnes qui n'ont pas encore atteint l'âge de dix-huit ans, où intervient exclusivement la pesanteur ou la force physique de l'être humain, et destiné à un usage collectif sur une aire de jeux temporaire ou permanente »⁴. Sont donc des équipements d'aires de jeux : balançoires, toboggans, bacs à sable, jeux à oscillation par ressort, planches à bascule, tourniquets, etc.

³ SPF Economie, Sécurité des aires de jeux et des équipements d'aires de jeux, dernière mise à jour : 24 avril 2023.

⁴ Arrêté royal du 28 mars 2001 relatif à l'exploitation des aires de jeux.

L'implantation choisie pour l'aire de jeux doit idéalement répondre aux critères suivants :

- La proximité par rapport au centre du village : en effet, il est inutile d'imposer aux jeunes et moins jeunes de parcourir à pied une grande distance pouvant, qui plus est, s'avérer dangereuse pour atteindre l'aire de jeux. L'espace doit de plus se trouver à la vue de tout un chacun afin d'avoir un contrôle social ;
- La disponibilité foncière : idéalement, la zone choisie devrait appartenir à la Commune ;
- La zone devrait se trouver dans un lieu relativement sécurisé par rapport à la circulation routière ;
- La localisation doit idéalement être éclairée de manière adaptée ou cet éclairage doit être prévu dans le projet ;
- La zone ne devrait pas se trouver à proximité d'un plan d'eau ou d'une rivière afin d'éviter les accidents pour les plus jeunes.

Située à une centaine de mètres de l'église, la place de la Fontaine (propriété communale) est idéale pour l'installation d'une aire de jeux. Le dénivelé existant au sud du périmètre et la végétation qui s'y trouve isolent la zone de la circulation routière. La zone ne comprend pas de rivière ou de plan d'eau. Elle est cependant traversée par une rigole dont le tracé sera prolongé jusqu'à la fontaine présente dans l'espace engazonné. L'espace n'est actuellement pas pourvu d'éclairage.

Espace de convivialité intergénérationnel

Soutenus par les idées des habitants d'Ychippe, nous proposons plusieurs éléments d'usage public qui créeront une atmosphère conviviale et accueillante, tant pour les plus jeunes que pour les aînés.

Espace pique-nique

Un espace pique-nique sera installé à l'ouest de la plaine de jeux, sur l'espace minéralisé. Il sera composé de bancs et de tables. Des poubelles de tri seront également mises à disposition, à côté des bulles à verre. Ces équipements seront modulables, ce qui permettra aux habitants de s'approprier entièrement la place. Cet espace pourra également accueillir les fêtes de villages et autres événements.

Espace détente

L'espace herbacé au nord du projet pourra être étendu pour devenir un espace de détente vert, accessible au public. Les arbres existants seront préservés et entretenus de sorte à offrir une zone ombragée. L'aménagement de cet espace pourrait inclure l'installation d'équipements publics tels que des bancs, des chaises ou même des hamacs, afin d'offrir aux passants un endroit confortable pour se détendre.



Figure 6 : ZANO, Hamac urbain Wave 02.916 (Source : zano.fr, consulté en août 2023).

Aire de jeux

L'aire de jeux sera bordée au sud par une grande marche, encastrée dans la pente naturelle du site. A la manière d'un amphithéâtre à ciel ouvert, cette marche fera office de siège pour les accompagnateurs. L'aire de jeux sera séparée de la route par cette marche, par la pente naturelle du sud du périmètre, et par la végétation dense déjà présente actuellement à l'extrême sud.



Figure 7 : Valpré, Amphithéâtre extérieur (Source : valpre.fr, consulté en août 2023).

Le revêtement du sol de l'aire de jeux doit être choisi avec précaution. Il doit être souple, anti dérapant et assez épais pour amortir les chutes et les glissades. Deux types de revêtement existent : naturel et synthétique. Afin de convenir au mieux au caractère bucolique du village, nous préconisons un revêtement naturel (gazon, copeaux de bois, sable ou graviers de 2 à 8 mm). L'espace réservé à l'aire de jeux est déjà couvert de gazon. Le sol pourrait donc rester tel quel pour accueillir les modules de jeux. A noter toutefois que les revêtements naturels demandent souvent un entretien plus fréquent.

Pour une bonne intégration de l'aire de jeu dans son environnement rural, certains matériaux comme le bois peuvent être privilégiés. La Figure donne quelques inspirations.



Figure 8 : Aire de jeux avec modules en bois

L'histoire de la place d'Ychippe est intimement liée à l'eau. Actuellement connue sous le nom de place de la Fontaine, elle abritait un point d'eau au XIX^e siècle. Elle est aujourd'hui traversée par une rigole qui alimente le cours d'eau en contrebas. Dès lors, il peut être intéressant de mettre cet élément en valeur. Une partie de la plaine pourrait être dédiée à des jeux d'eau adaptés à l'éveil des plus jeunes. Il pourrait s'agir de mécanismes à activer pour faire fonctionner des pompes à eau, de cheminements d'eau avec obstacles... Une fontaine pourrait également être placée dans la zone végétalisée, dans le prolongement du tracé de la rigole, en référence au passé historique de la place.

Végétalisation et gestion durable de l'eau

Le projet prend en considération les espaces végétalisés déjà présents. L'espace enherbé et les arbres du nord du périmètre constitueront une aire de repos entièrement végétalisée. Les arbres et la végétation bordant la rue de Mivau seront également conservés. Les espaces à minéraliser sont déjà en grande partie recouverts de béton ou de graviers. Le projet ne détériore donc pas la proportion de végétation du site.

Si des plantations doivent être ajoutées, le choix se portera sur des espèces à développement modéré, à entretien facile et d'aspect léger et aérien afin de ne pas « enfermer » visuellement l'espace et de garder une certaine transparence des lieux. Une attention particulière sera également apportée pour améliorer la biodiversité et faire participer la zone au maillage écologique.



Végétalisation de type bucolique :
Graminées (légèreté et transparence)



Végétalisation de type bucolique : Arbres en cépée (rappel verger, transparence)



Végétalisation de type bucolique :
Massifs fleuris monospécifique (facilité d'entretien)

Le projet peut également viser à intégrer une gestion durable des eaux de pluies. En effet, la gestion de l'eau à la parcelle permettrait de réduire le ruissellement vers le nord, et donc l'apport en eaux potentiellement polluées dans le cours d'eau en aval. Ceci permettrait également de réduire l'aléa d'inondation par débordement lié à ce cours d'eau.

Les espaces végétalisés prévus joueront un rôle important dans cette gestion de l'eau. Les plantations absorbent l'eau de pluie, l'infiltrent dans le sol et la rejettent par évapotranspiration. De plus, la végétation agit comme un obstacle au ruissellement. Elle ralentit le débit de l'eau, ce qui lui donne plus de temps pour être infiltrée sur la parcelle. Enfin, les plantes agissent comme des filtres naturels en capturant les polluants et les particules présentes dans l'eau de pluie qui s'écoule à travers leur système racinaire. Cela contribue à améliorer la qualité de l'eau qui atteint les nappes phréatiques et les cours d'eau.

Les espaces minéralisés peuvent également être mis à contribution. Des revêtements drainants pourraient contribuer à une infiltration plus rapide de l'eau dans le sol. Nous pouvons citer en exemple les pavés à larges joints ou le béton drainant.



Figure 9 : Pavements à larges joints (Source : MichaelGaida, 2019, Guide du Bâtiment Durable : Revêtements Perméables)



Figure 10 : Pavements et bétons perméables (Source : MabelAmber / pixabay.com, Guide du Bâtiment Durable : Revêtements Perméables)

Aménagement des abords de la placette et sécurisation jusqu'à l'église

L'idée est ici de continuer les aménagements prévus sur la placette aux abords de celle-ci et ce jusque l'église afin de sécuriser les usagers faibles via trottoirs et zones de matériaux différenciés. Le but est aussi d'intégrer, d'articuler la placette au sein du village et d'éviter l'effet d'isolement de celui-ci avec de trop forts contrastes aménagé/non aménagé.

Les aménagements d'effets ralentisseurs seront placés en entrées de voiries via de légers plateaux en pavés.

Enfin, un espace végétalisé de convivialité sera aménagé au nord de l'église afin de mettre en valeur l'édifice religieux et son mur d'enceinte abritant le cimetière.

Le schéma d'intention et l'esquisse indicative ci-dessous résument les propositions d'aménagement décrites :

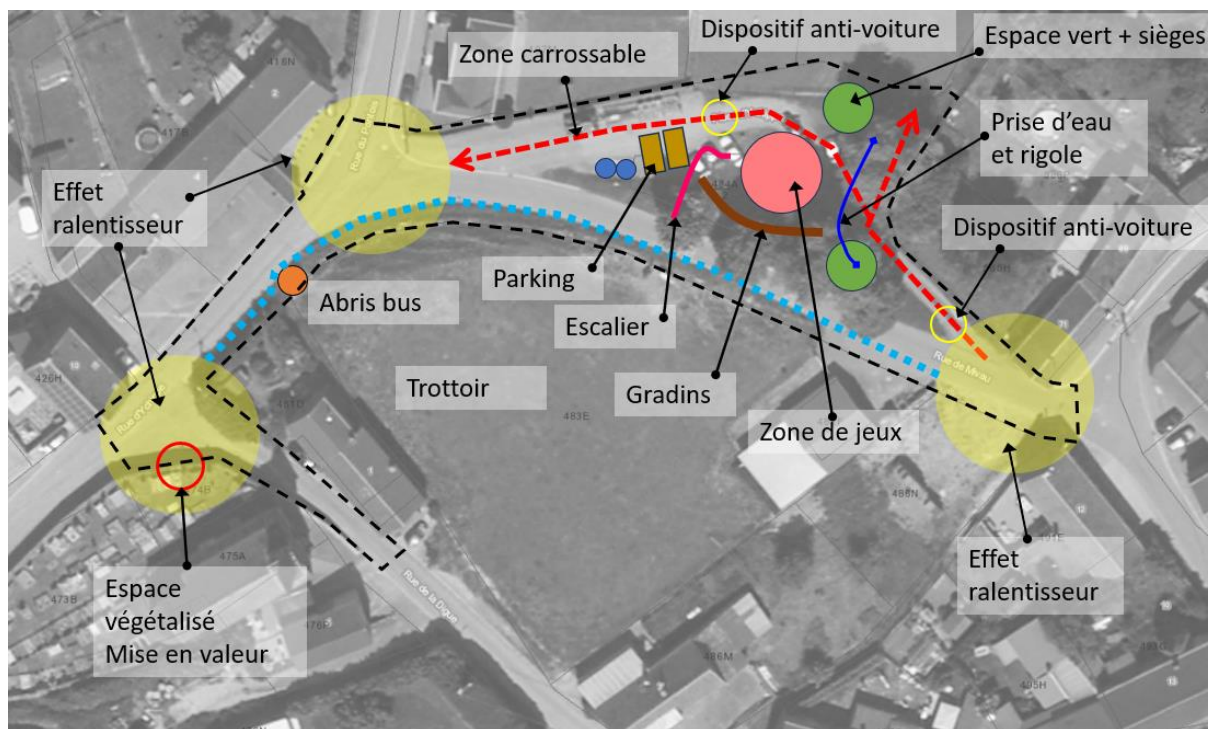


Figure 11 : Schéma des aménagements proposés (Fond de plan : orthophoto 2022 – Carto : DR(EA)²M, 2023)

Esquisse indicative des aménagements proposés

Notons que de nouvelles constructions pourraient s'élever au nord de la place. Les aménagements proposés ont été pensés afin de laisser de l'espace pour une voirie qui relierait ces nouvelles habitations au croisement de la rue de Mivau et de la rue du Pontois. Cependant, cette nouvelle voirie longerait le cœur de la place et réduirait sa taille. Il serait également possible de passer à l'arrière de l'espace végétalisé pour rejoindre le croisement rue de Mivau-rue de Bidet, mais ceci impliquerait une réduction de l'espace végétalisé et le déracinement des arbres qui s'y trouvent. Un arbitrage devra être fait lors de la création de ce nouveau quartier, en accord avec les objectifs et options d'aménagement.

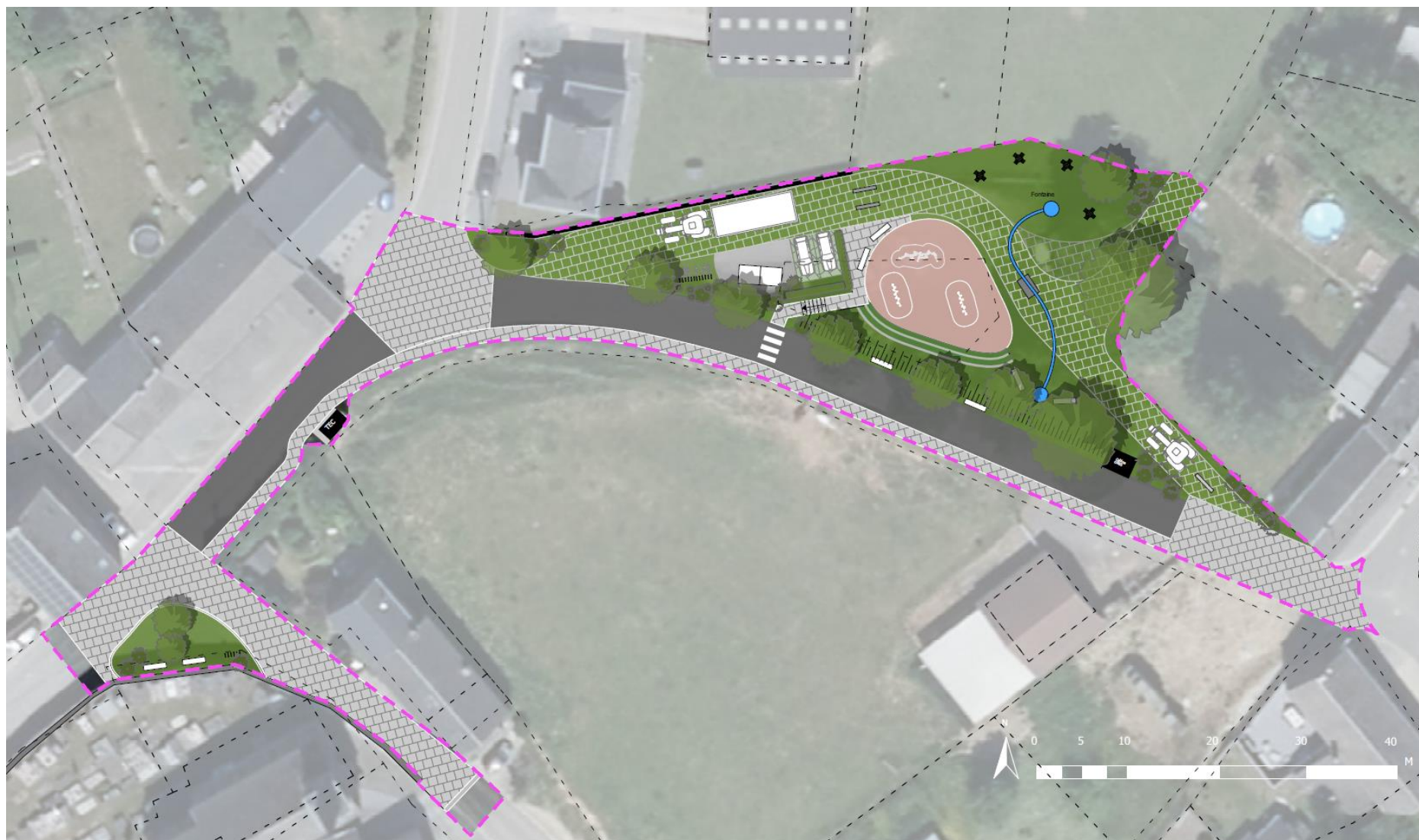


Figure 12 : Esquisse indicative des aménagements proposés (Fond de plan : orthophoto 2022 – Carto : DR(EA)²M, 2023)

2. Justification du projet

Besoins de la population

A l'heure actuelle, il n'existe pas d'espace public de rencontre dans le village d'Ychippe. Le diagnostic partagé indique également l'absence d'espaces de jeux pour les enfants dans plusieurs villages et hameaux, dont Ychippe. Cette situation entraîne des répercussions importantes sur la cohésion sociale, la dynamique économique et la qualité de vie locale. En effet, l'amélioration des espaces publics va au-delà de l'aspect esthétique. Elle favorise les interactions sociales, renforce le sentiment d'appartenance et incite à l'engagement communautaire. En parallèle, elle encourage les propriétaires privés à investir dans l'entretien de leurs bâtiments et contribue à améliorer le cadre de vie dans son ensemble.

La demande des habitants d'Ychippe témoigne du besoin de créer un espace commun qui favoriserait les échanges intergénérationnels et revitaliserait leur village. En résumé, l'aménagement de ces espaces répond non seulement aux besoins pratiques, mais contribue également à créer une atmosphère inclusive, dynamique et solidaire au sein de la communauté.

Une consultation des habitants du village d'Ychippe devra être organisée par la suite pour garantir que l'aménagement proposé corresponde bien aux besoins et attentes des futurs usagers de cet espace. Ce processus est également important par rapport à l'appropriation de cet espace et à sa future fréquentation. Idéalement le processus participatif sera organisé par le bureau d'étude désigné pour réaliser le projet d'aménagement.

Les effets attendus sont :

- Amélioration de la convivialité dans les cœurs de village
- Embellissement des cœurs de village
- Amélioration de l'attractivité des cœurs de village
- Accroissement de la cohésion sociale entre habitants
- Dynamisation des lieux de rencontre et augmentation des échanges

Lien avec d'autres fiches-projets

- 2.2 - Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR),
- 2.3 - Actions de protection de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics,
- 2.5 - Entretien, restauration et mise en valeur du PPPW,
- 3.1 - Amélioration du réseau et des équipements des promenades balisées,
- 3.9 - Création ou rénovation des équipements récréatifs dans les villages.

Alternatives au projet

Le projet a pour but de donner aux habitants d'Ychippe un lieu convivial où se réunir. La place de la Fontaine, lieu désigné par les habitants, est la seule option étant donné qu'elle est le seul espace disponible assez grand pour accueillir le projet au sein du hameau.

Réponse à l'objectif de sobriété

L'aménagement d'une place publique selon des principes de sobriété implique une approche qui favorise l'utilisation responsable des ressources naturelles, réduit l'impact environnemental et encourage une utilisation efficace de l'espace.

Une conception réfléchie de l'espace peut maximiser l'utilisation de la place publique sans demander de grandes surfaces. En favorisant une concentration d'activités, cette approche permet d'utiliser judicieusement l'espace urbanisable limité.




L'aménagement de la place tel que décrit ci-dessous met en valeur la végétation locale. Cette végétation peut aider à absorber le CO₂, à purifier l'air et à rendre l'environnement plus agréable. En outre, ces espaces combinés aux zones minéralisées drainantes facilitent l'infiltration naturelle de l'eau et limite les risques d'inondation.

La sobriété est également prise en compte dans la manière de se déplacer sur le site. Les modes de transport respectueux de l'environnement sont privilégiés, ce qui réduit les émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements motorisés du hameau.

Enfin, l'aménagement de la place est conçu pour être polyvalent et évolutif, minimisant ainsi les coûts de réaménagement futur.

La sobriété dans la gestion des déchets est également prise en compte. Des poubelles de tri sélectif seront mises à disposition des passants. Pour faire un pas de plus vers la sobriété, le projet pourrait limiter son empreinte écologique en choisissant du mobilier urbain fabriqué à partir de matériaux durables.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.2 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |

| | |
|-----|--|
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Amélioration de la convivialité dans les cœurs de villages | X | | |
| Amélioration de l'attractivité des cœurs de villages | X | | X |
| Accroissement de la cohésion sociale entre habitants | X | | |
| Dynamisation des lieux de rencontre et augmentation des échanges | X | | |
| Embellissement des villages | X | X | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Place de la Fontaine Rue de Mivau 5590 Ychippe - commune de Ciney Province de Namur - Région wallonne |
| Périmètre d'intervention | Localisé dans le centre du hameau d'Ychippe, le site comprend l'espace non cadastré entre le croisement rue du Pontois - rue de Mivau - rue du Bidet, ainsi que la parcelle 484A ² (située également entre ces deux croisements). |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Intégration fonctionnelle Le projet s'intègre dans le tissu bâti du hameau d'Ychippe, il veillera à assurer le lien avec les fonctions existantes et devra permettre de renforcer celles-ci. Intégration architecturale et paysagère |

| | |
|----------------------------|---|
| | <p>Les aménagements proposés seront en lien avec l’environnement proche du site et ne remettront pas en cause le caractère rural de la commune. Ils tendent également à ne pas dénaturer le caractère champêtre de la zone mais bien au contraire, ils veillent à valoriser l’ensemble du site et à favoriser son utilisation.</p> <p>Intégration culturelle/économique/sociale</p> <p>Ce projet vise le renforcement de l’attractivité et met à disposition un espace polyvalent et accueillant permettant de favoriser les rencontres et échanges de manière à améliorer la convivialité.</p> |
| Cadre légal | <p>Affectation au plan de secteur</p> <p>Le projet se localise dans une zone d’habitats à caractère rural</p> <p>Outils du cadre juridique et documents d’orientation</p> <p>Règlement régional d’urbanisme, Schéma de développement communal et guide communal d’urbanisme</p> <p>Contraintes</p> <p>La limite sud du site comprend une pente importante. Une prise d’eau utilisée par les agriculteurs est présente, elle doit être maintenue. Des bulles à verre enterrées et une cabine à haute tension seront également maintenues. Un accès vers les parcelles au nord de la place, situées en zone urbanisable, doit également être maintenu.</p> <p>Un axe de ruissellement d’aléa moyen est présent dans la rue du Pontois, à l’ouest de la nouvelle place. Un aléa d’inondation faible par débordement et ruissellement est également présent au nord. Il est lié à la présence d’un cours d’eau non classé qui prend sa source au nord du site et qui s’écoule parallèlement à la rue du Pontois.</p> |
| Statut de propriété | Propriété publique |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Habitants d'Ychippe | <ul style="list-style-type: none"> CLDR Habitants d'Ychippe | <ul style="list-style-type: none"> Commune de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|--|
| SPW MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURE - Département de la stratégie de mobilité et de l'intermodalité | Plan d'investissement communal (PIC) Fonds Régional pour les Investissements Communaux (FRIC) |
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT - Direction du Développement rural | Subsides octroyés par le développement rural |
| Wallonie Tourisme - Commissariat général du tourisme | Subventions attribuées pour le financement d'acquisitions et de travaux de construction, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement destinés à augmenter l'attrait d'une localité touristique |
| Fonds propres communaux | / |
| Eventuels partenariat publics-privés | / |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Manque d'infrastructure et d'espace adaptés à la cohésion sociale ;
 - Mauvaise organisation des espaces et des fonctions ;
 - Manque de convivialité ;
 - Manque global de mise en valeur de l'espace ;
 - Maitrise foncière par la commune ;
 - Amélioration de l'accessibilité pour tous ;
 - Amélioration de sécurité des différents usagers ;
 - Réduction de l'emprise de la voiture ;
 - Favorisation de la fonction « place ».
- État du dossier

Une réunion a déjà été organisée avec les habitants d'Ychippe pour réfléchir au futur aménagement de la place et défendre le projet auprès de la commune.

Le projet a été abordé et débattu lors des séances de groupe de travail organisées par la FRW.

- Programme des travaux

Le projet vise :

- Le réaménagement global de la place de la Fontaine dans une optique durable ;
- La création d'un espace de rencontre convivial, sécurisé et intergénérationnel.

- Planification

- **Phase 1** : Désignation d'un bureau d'étude pour établir les plans d'aménagements du site ;
- **Phase 2** : Consultation des habitants du quartier par le bureau d'étude
- **Phase 3** : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles ;
- **Phase 4** : Réalisation des aménagements et des travaux ;
- **Phase 5** : Communication et information autour du projet ;
- **Phase 6** : Suivi et entretien des aménagements.

- Démarches administratives à réaliser

- **Démarche n°1** : finalisation du projet d'aménagement avec la CLDR et un auteur de projet ;
- **Démarche n°2** : recherche de subsides ;
- **Démarche n°3** : désignation d'un auteur de projet ;
- **Démarche n°4** : obtention des autorisations et avis nécessaires ;

- Démarche n° 5 : instruction de la demande de permis.
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin ;
 - Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux ;
 - Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants afin d'assurer l'utilisation et la fréquentation des aménagements ;
 - Concertation avec les riverains et habitants du village.

8. Estimation globale du coût

| Estimation globale du coût | | | |
|--|----------|------------------|---|
| Article | Quantité | Montant (TVAC) | Sources de financement |
| Aménagement global de la Place de la Fontaine à Ychippe | | | SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement DGO3 – Développement Rural : - Catégorie de projet 2 : Espace publics dédiés à la convivialité, espaces partagés (80%) |
| Réaménagement de la place et abords | 1 | 405.000 € | |
| Total projet | | 405.000 € | |

Projet rémunérateur ☐ oui ☒ non (case à noircir ou pas en fonction du projet)

• Estimation détaillée

| FP 1.2 - Aménagement global de la Place de la Fontaine à Ychippe | | | | | | | |
|--|--|--------|--------|----------|-------------------|------------------|-------------------|
| N° | Description | Unités | PU (€) | Quantité | Prix (€) | Commune | Subside DR |
| 1 | Démolition revêtements | fft | | | 25.000,00 | | |
| 2 | Espace minéralisé (pavés à joints élargis) | m² | 150,00 | 530,00 | 79.500,00 | | |
| 3 | Zones d'entrée voirie / trottoirs (pavé béton) | m² | 150,00 | 800,00 | 120.000,00 | | |
| 4 | Stationnement (pavés à joint élargis) | m² | 120,00 | 25,00 | 3.000,00 | | |
| 5 | Espace végétalisé (engazonnement) | m² | 3,00 | 500,00 | 1.500,00 | | |
| 6 | Plantations | fft | | | 12.000,00 | | |
| 7 | Aire de jeux (jeux divers) | fft | | | 25.000,00 | | |
| 8 | Mobilier urbains (bancs, tables de pique-nique, gradins, bacs de plantations, abri vélo, poubelles, fontaine, écluses à tracteurs) | fft | | | 35.000,00 | | |
| 9 | Marquage au sol | fft | | | 1.000,00 | | |
| 10 | Etudes, honoraires, sécurité santé, installation chantier | | | 12% | 36.240,00 | | |
| | TOTAL HTVA | | | | 338.240,00 | | |
| | TVA | | | 20% | 67.648,00 | 20% | 80% |
| | TOTAL TVAC | | | | 405.888,00 | 81.177,60 | 324.710,40 |

9. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | État de réalisation des travaux | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |
| Contrôle du collège communal | État de réalisation des travaux | Visite sur place du bourgmestre et des échevins (Réception provisoire) |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---|--|
| Fréquentation de la place | Minimum 10 % de la population du hameau | Administration communale |
| Enquête de satisfaction des habitants et des acteurs du hameau (association, commerçants etc.) | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier, Communication sur le site internet de la commune |
| Nombre de plantations réalisées ou éléments de verdissement créés | Aménagement paysager | Recueil des observations, communiquer sur le site de la commune et/ou du suivi de chantier |
| Organisation d'activités | 2 activités minimums/an | Communication sur le site internet de la commune |
| Nombre d'accidents impliquant des automobilistes et des cyclopiétons | Tendre vers 0 | Statistiques communales et de la police locale |

10. Notice évolutive - Mesures en faveur de la résilience locale et de la transition

Ce point fera l'objet d'une actualisation à chacune des étapes du projet de développement rural (demande de convention / avant-projet / projet). Le développement de ce point est à adapter au type de projet mené.

A. Mesures pour répondre aux risques et contraintes identifiés au Point 5

La préservation de la végétation existante, l'extension de la partie végétalisée au nord et l'utilisation de matériaux drainants (par exemple des dalles à larges joints ou du béton perméable) permettront d'augmenter l'infiltration des eaux pluviales et donc de réduire le ruissellement.

La pente abrupte du sud du site est utilisée pour sécuriser l'aire de jeux en la séparant de la rue de Mivau.

La bulle à verre pourra être préservée. La prise d'eau devra être régularisée.

B. Mesures en faveur de la bonne gestion des eaux :

- Eléments quantitatifs généraux du dossier :

- Superficie totale de la parcelle : 3702m²
- Superficie initiale non artificialisée sur la parcelle : 2057 m²
- Superficie finale non artificialisée sur la parcelle : 2260 m²

- Dispositif de temporisation des eaux ruisselant des surfaces imperméabilisées :

- Outil de dimensionnement disponible sur :
<https://inondations.wallonie.be/home/urbanisme/citoyens/gerer-les-eaux-de-pluie-sur-mon-terrain.html>
- Outil de cartographie à l'échelle communale des îlots de chaleur et espaces verts ou des espaces imperméabilisés disponible : « Adapte ta Commune »
<http://lampspw.wallonie.be/dgo4/conventiondesmaires/outil-adapte-ta-commune>
- Mesures envisagées :
Ex : Citernes tampons, noues et fossés d'infiltration, zone de rétention, ...

Des systèmes de gestion de l'eau seront mis en place au niveau du nouvel espace créé : la place sera composée à plus de 60 % d'espaces végétalisés pour la rétention, l'infiltration et l'épuration des eaux de ruissellement. Le reste de la place sera couverte par des matériaux drainants.

C. Mesures en faveur de l'utilisation durable des ressources naturelles :

- *Utilisation des énergies renouvelables : Sans objet*
- *Isolation des bâtiments : Sans objet*
- *Energie grise et durabilité des matériaux : Réutilisation des matériaux de constructions dans le cadre d'autres projets communaux (aménagement de placettes, ...) et le choix des*

matériaux répond aux problématiques liées aux intempéries (gel, salage, forte pluviométrie, ...)

- *Citerne d'eau de pluie : Sans objet*
- *Dispositifs pour minimiser la consommation des énergies fossiles, électrique (luminaire) : On veillera à placer des systèmes d'éclairage économes en énergie (ex. Led) et respectueux de la nature (extinction durant la nuit, éclairage dirigé au sol, etc.)*
- *Mise en œuvre de matériaux écologiques : le choix des matériaux répondra aux problématiques liées aux intempéries impliquant une durabilité dans le temps de l'espace public proposé. Les matériaux choisis favoriseront une filière locale et des matériaux issus des filières de recyclage (anciens pavés, ...).*
- *Utilisation de techniques innovantes : le projet propose une gestion intégrée de l'eau de pluie sur la place publique via la mise en place d'espaces minéralisés drainant et d'espaces verts.*

D. Mesures en faveur de la sobriété du projet :

- Exemples de points d'attention :

- Coûts/m²
- Coûts/personnes impactées : sans objet
- Etudes de différentes alternatives : sans objet
- Analyse coût/bénéfice du projet : Le projet répond aux besoins identifiés dans le cadre de la stratégie du PCDR. Ils ont également fait l'objet d'une concertation avec la CLDR et les groupes de travail dans le cadre de la procédure du PCDR.

E. Mesures en faveur de la biodiversité :

Comment le projet crée-t-il un lien avec la nature ?

Quelle place le projet réserve-t-il à la biodiversité ?

Comment prend-il en compte le patrimoine naturel, sa protection et sa valorisation ?

La reconfiguration de l'espace offre l'opportunité et l'avantage de créer un espace de détente et de convivialité végétalisé au centre d'Ychippe. Cette végétalisation de l'espace renforce le caractère rural du lieu.

Les essences et diverses plantations seront préférentiellement choisies parmi les essences indigènes et mellifères.

Globalement la requalification de la zone permettra de préserver la végétation existante et de l'étoffer de quelques essences indigènes, ce qui apportera une plus-value paysagère et biologique.

- Identification des éléments d'intérêt écosystémiques sur le site (m ou m²) : Haies, alignement d'arbres, arbres ou arbustes isolés, verger haute tige, surface boisée, eaux dormantes, eaux courantes, zone inondée, prairie permanente humide, murs et murets en pierres sèches, arbre mort, fossés ou chemins creux, ...

➔ Actuellement, la zone présente deux espaces végétalisés comprenant des plantes herbacées et des arbres. La première se situe au sud du périmètre, et la deuxième

est au nord. Elles sont séparées par un chemin bétonné. Le projet vise à préserver ces zones, et à les agrandir.

- Quels sont les mesures prises pour leur protection ?

➔ Les éléments actuellement présents seront conservés.

- Amélioration de la qualité biologique du site par des plantations ou des aménagements divers (m ou m²) : Haies, alignement d'arbres, vergers, surface boisée d'espèces indigènes, fossés d'infiltration, nouvelles mares ou eau dormante, pré fleuri, lagunage,

...

➔ Le projet prévoit une végétalisation plus importante du site. Des bacs plantés seront installés à l'ouest du site, tandis que les zones déjà végétalisées pourront être enrichies si cela est jugé opportun. Les nouvelles plantations seront légères et aériennes afin de ne pas enfermer visuellement l'espace, permettre une certaine transparence des lieux et également apporter une ambiance naturelle à l'ensemble afin d'accentuer le caractère champêtre du lieu. Le projet prévoit la plantation d'essence indigène.

- Améliorer la qualité biologique des surfaces mises en œuvre (Quantification des surfaces) :

- Surfaces imperméables à l'air et l'eau (revêtement béton, bitume, dallage avec couche de mortier, ...),
Aucune surface ne sera totalement imperméable.

- Surfaces semi-perméables : perméable pour l'air et l'infiltration de l'eau de pluie (pavages/dallages à joints ouverts, dalles gazon, ...)
Le projet prévoit 1442 m² de surface artificialisée par accueillir l'espace pique-nique, le barbecue partagé et les cheminements mobilité douce. Ces surfaces seront cependant recouvertes de matériel drainant (béton perméable ou dalles à larges joints).

- Verdissement vertical sur les façades : Sans objet

- Toiture végétalisée : Sans objet

- Végétalisation : le projet prévoit l'installation de bacs de plantations et de végétation supplémentaires dans les espaces déjà verts si opportun.

F. Mesures en faveur de l'accessibilité et de l'inclusivité du projet :

Le projet est-il accessible par tous (PMR, piéton, vélo, ...) ?

Quels sont les aménagements prévus ?

Comment la mobilité autour du projet a-t-elle été pensée ?

Le projet a-t-il été analysé sous le prisme du genre ?

➔ Le projet a été dessiné de manière à permettre son accessibilité à tous. Pour cela les niveaux du site seront revus de manière à correspondre aux normes PMR. Le projet prévoit également une amélioration de la sécurité et favorisera la mobilité douce en créant un espace dédié à la mobilité douce et à la convivialité.

G. Mesures de transition vers l'économie locale et circulaire :

- Exemples de points d'attention :
 - Recours à des entreprises et matériaux locaux et/ou à des entreprises d'insertion sociale
 - Soutien aux activités locales, à la valorisation de ressources locales
 - Analyse économique du cycle de vie des bâtiments
 - ...
- ➔ Le projet favorisera le recyclage des matériaux dans le cadre de projets mise en œuvre à l'échelle communale. Le choix des entreprises lors de l'adjudication des travaux pourra se porter sur des entreprises locales favorisant la réinsertion sociale.

H. Intégration du projet dans l'environnement :

Impact (positif ou négatif) du projet sur le paysage ?

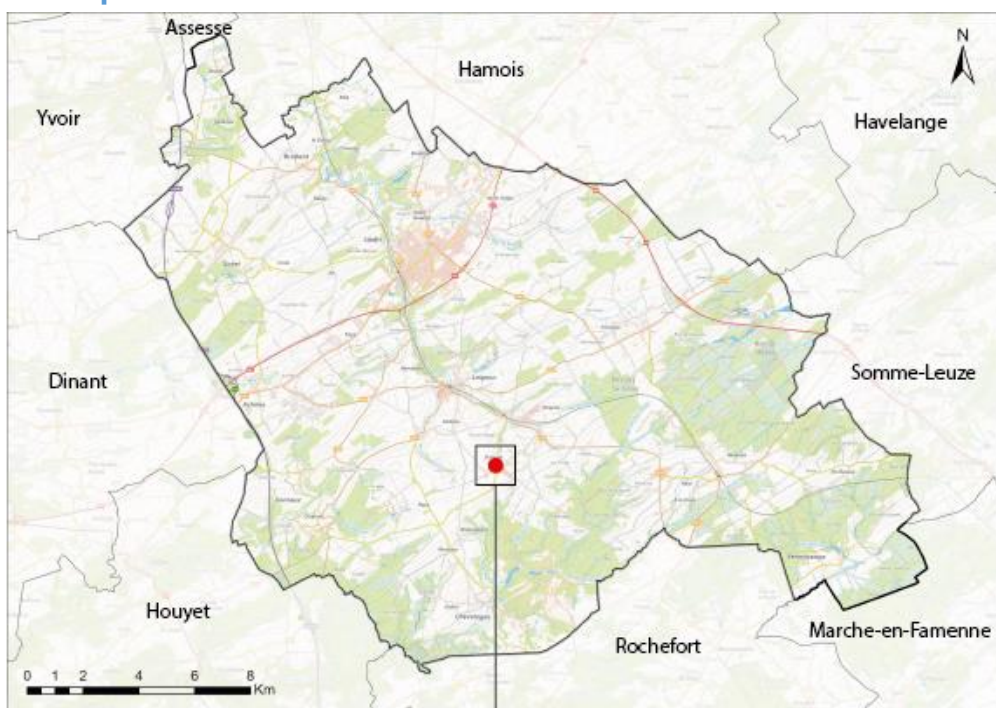
Impact sur le voisinage ?

Mesures envisagées ?

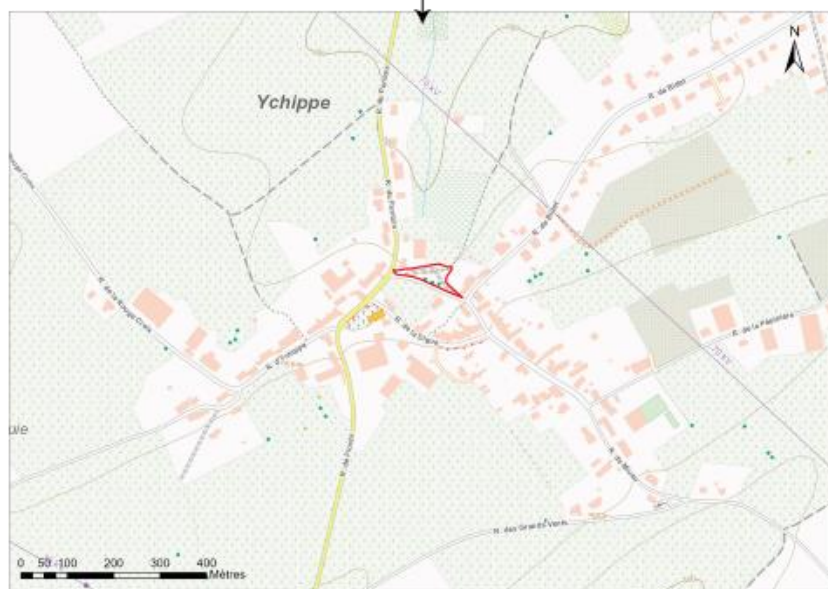
Le projet vise le réaménagement de la place de la Fontaine en un espace plus vert, convivial, intergénérationnel et multifonctionnel. L'objectif principal est de donner à cet espace la vocation de cœur de village attendue par les habitants du hameau. Il est en lien avec la volonté de créer une nouvelle dynamique de cohésion sociale accompagnée d'un renforcement infrastructurel et végétal. Le projet a été réfléchi de manière à s'inscrire complètement dans une démarche paysagère en lien avec son contexte environnement (Type de plantations adéquate, visibilité, ...).

Annexes

Annexe 1 : plan de situation



● Localisation du projet



□ Localisation du projet

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur



Annexe 3 : Dossier photographique



Figure 63 : Vue depuis l'entrée ouest (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 14 : Bulle à verre (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 15 : Vue du centre de la place de la Fontaine depuis le côté ouest (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 76 : Elément en pierre ((Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 17 : Vue sur le centre de la place depuis l'entrée est (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 18 : Prise d'eau (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 19 : Rigole (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 20 : Panneau de signalisation C1 sens interdit pour tout conducteur (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 21 : Banc 1, situé le long de la rue de Mivau (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 22 : Banc 2, situé à proximité de la rigole (Photo : DR(EA)²M, 2023)



Figure 23 : Vue du site depuis la rue de Mivau (Photo : DR(EA)²M, 2023)

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Construction d'une crèche rue d'Omalius

Fiche n° 2.1
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

L'objectif de cette fiche-projet est de construire une nouvelle crèche communale sur le territoire de Ciney afin d'augmenter le nombre de places d'accueil pour la petite enfance sur la commune. L'option privilégiée est de construire cette crèche rue d'Omalius (tel que développé dans cette fiche-projet), mais une telle infrastructure pourrait également prendre place dans les futurs nouveaux quartiers via des charges d'urbanisme imposés aux promoteurs immobiliers.

La parcelle qui sera idéalement dédiée à la crèche est située au nord de la commune, dans le centre-ville de Ciney. Elle est à proximité de la Seniorie d'Omalius et de son parking (maison de repos et de soins et centre de jour) (Figure 1).

Le souhait est de construire une crèche de 21 places sur une parcelle publique se situant à proximité du centre-ville, de commerces, d'écoles et de la gare (Figure 2). Il s'agit de la parcelle cadastrale 334L8 qui possède un sol artificialisé et des murs de délimitation. L'accès est artificialisé également (Figure 3 et Figure 4).

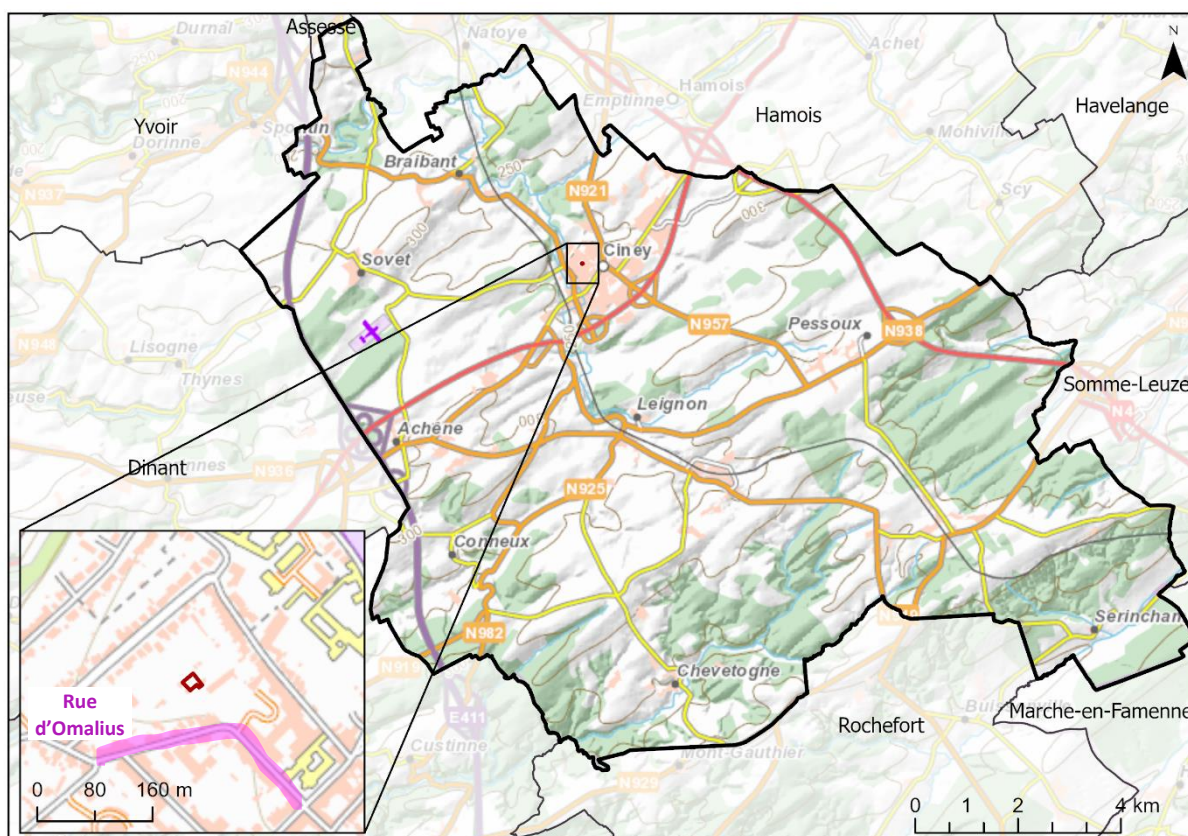


Figure 1 : Localisation du projet.

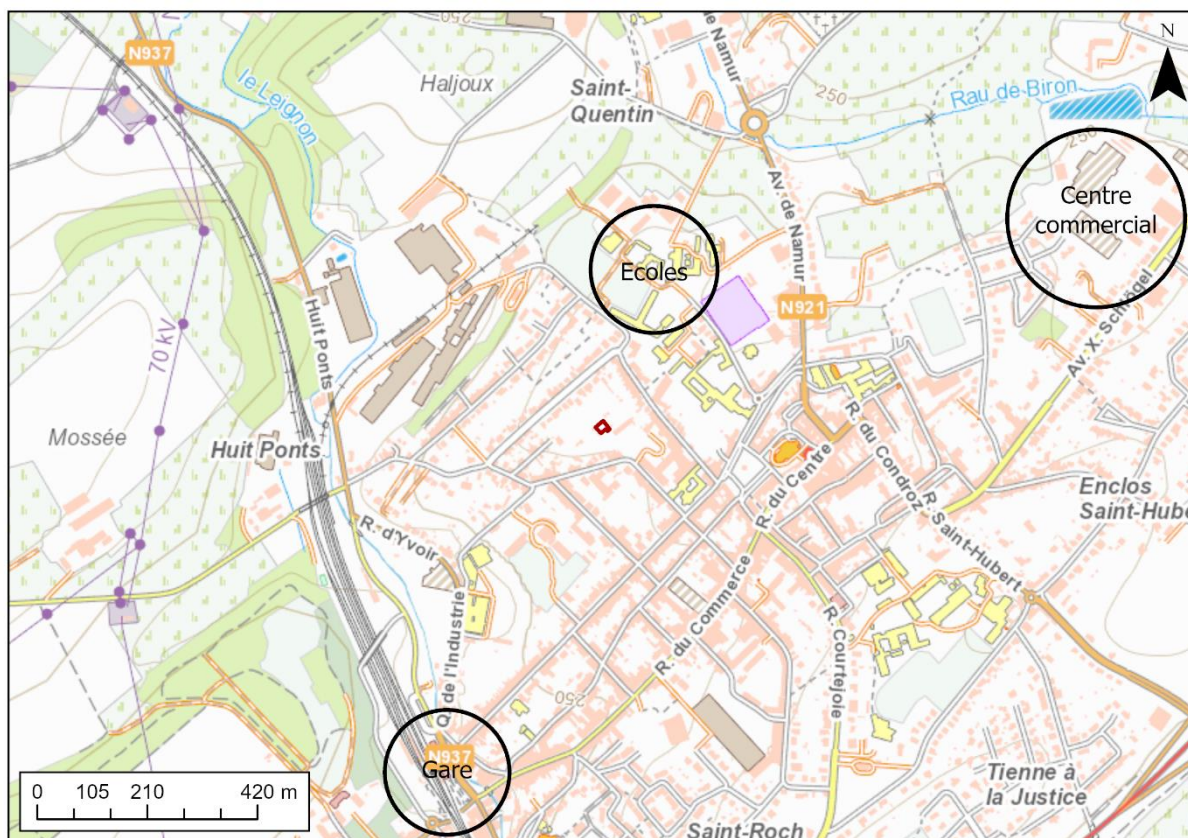


Figure 2 : Services à proximité du projet de crèche.

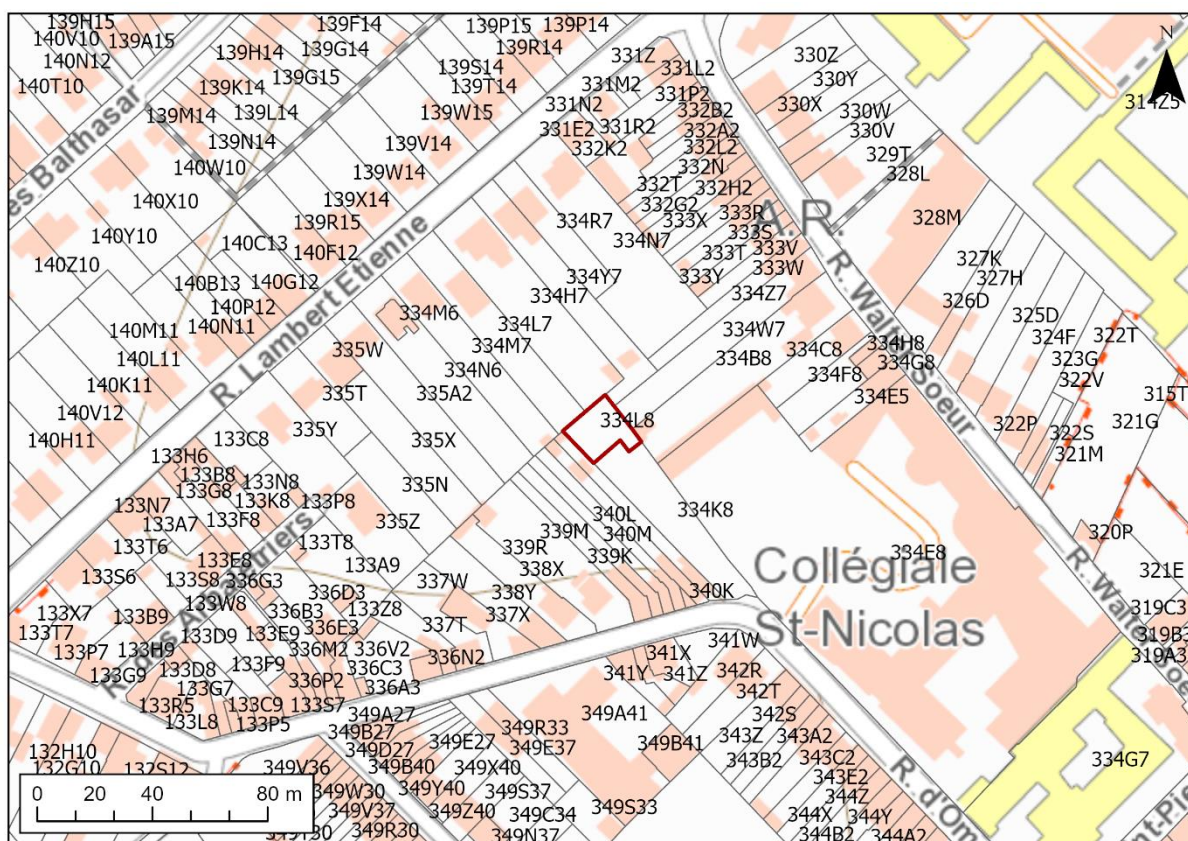


Figure 3 : Parcelle cadastrale dédiée au projet.



Figure 4 : Photos de la zone prises le 20 juillet 2023.

Description des aménagements proposés

La commune souhaite construire une infrastructure modulaire afin de garder une certaine flexibilité. La crèche posséderait plusieurs espaces de vie, dont une zone d'activités, des lits, une zone cuisine et une zone de change.

En plus des législations en la matière, la commune a l'intention de respecter les recommandations de l'ONE et les conditions de recevabilité de l'appel à projet « Plan cigogne +5200 ». La commune veut prendre ses responsabilités en ce qui concerne les objectifs du développement durable. A cette fin, des matériaux éco-responsables et des énergies renouvelables seront utilisés pour ce projet.

BÂTIMENT

Plusieurs modules, de l'ordre de six, seraient montés sur la parcelle cadastrale. Il y aurait : un hall d'entrée, un bureau, un local technique, une toilette, deux chambres, une zone cuisine, une zone de change, une zone d'activités et une zone extérieure. Le plan fourni par la commune illustre l'aménagement de la parcelle (Figure 5). Il s'agit cependant d'un plan voué à être modifié pour mieux correspondre aux recommandations de l'ONE.

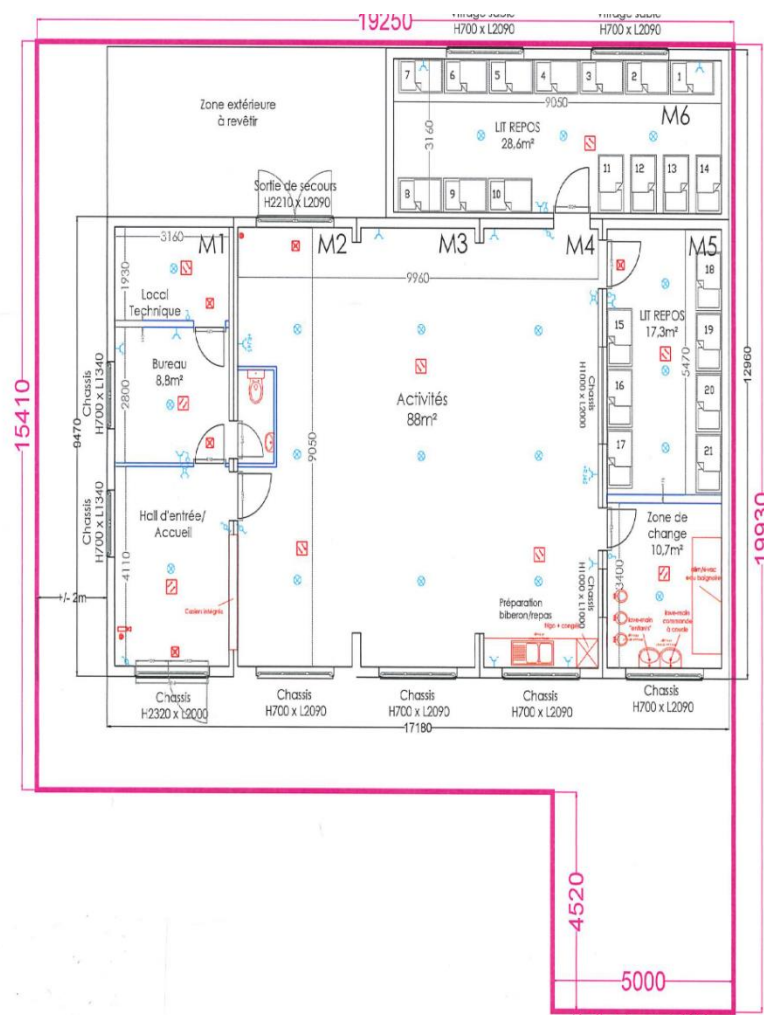


Figure 5 : Plan illustrant les aménagements possibles de la crèche (Source : Commune de Ciney).

ACCÈS

L'entrée de la crèche serait pourvue d'un arrêt et dépose-minute. Un parking de 2 à 3 voitures serait prévu, ainsi que des range-vélos.

A l'heure actuelle, la parcelle cadastrale donnant accès à la parcelle du projet est artificialisée, mais les travaux réalisés semblent incomplets. Il faudrait clairement définir la structure de la voirie.

MATÉRIAUX

Des isolants thermiques, acoustiques et anti-vibrations seraient posés. Les matériaux choisis seraient en grande partie éco-responsables, qu'il s'agisse des aménagements extérieurs ou intérieurs (Liège, fibre de bois, linoléum à base écologique, etc.)

ENERGIE

Pour répondre aux critères de PEB les plus exigeants permettant de construire un bâtiment à énergie positive, le type d'énergie consommée est important. En ce qui concerne le chauffage, une chaudière à condensation et à production instantanée serait choisie. Des panneaux photovoltaïques produiraient l'électricité nécessaire. Une ventilation de qualité

- Augmentation des rencontres intergénérationnelles

Lien avec d'autres projets :

- 1.4 Actions d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments communaux
- 1.9 Renforcement de la coordination de l'action sociale en faveur des publics fragilisés

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.2 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Création d'emplois locaux | x | | x |
| Augmentation de la couverture en structure d'accueil de la petite enfance | x | | |
| Réduction de l'isolement | x | | |

| | | | |
|---|---|--|--|
| Augmentation des rencontres intergénérationnelles | x | | |
|---|---|--|--|

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Crèche d'Omalus |
| Périmètre d'intervention | La crèche serait construite sur la parcelle 334L8 et son accès se ferait depuis la parcelle 334K8. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle Les projets devront s'intégrer dans leur contexte bâti et non bâti.</p> <p>Intégration architecturale et paysagère Les aménagements projetés resteront cohérents avec l'environnement proche et ne remettront pas en cause le caractère rural de la commune.</p> <p>Intégration culturelle/économique/sociale La nature même du projet revêt d'une dimension sociale et économique (ex. création d'emploi)</p> |
| Cadre légal | <ul style="list-style-type: none"> • Décret du 11-03-2021 modifiant le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française pour y intégrer un chapitre II/1 relatif au traitement des données à caractère personnel. • Gt du 17-05-2023 portant mesures d'urgence visant à assurer la continuité de l'accueil de la petite enfance. • 25 mai 2022 - Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne concernant la création de places d'accueil de la petite enfance. |
| Statut de propriété | Propriété publique |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|-----------------------|--|--|
| CLDR | <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Ciney • Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) • CPAS • Investisseurs privés | <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Ciney |

- Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--------------------------------------|--|
| SPW Mobilité et Infrastructures | Fond régional pour les investissements communaux (FRIC) et Plan d'investissement communal (PIC) |
| SPW Intérieur et action sociale | Subside accordé dans le cadre de la construction, l'agrandissement et la transformation d'institution intéressant la naissance et l'enfance. |
| Union Européenne | Plan Cigogne +5200 : appel à projets pour de nouvelles places subventionnées en crèche |
| Fonds propres communaux | |
| Eventuels partenariat publics-privés | |

7. Programme de réalisation

Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- Evolutions de la capacité d'accueil pour la petite enfance
- Accès du public à l'infrastructure
- Volonté d'utiliser des éco-matériaux, d'utiliser de l'énergie décarbonée et de suivre les objectifs énergétiques.
- Volonté de construire un bâtiment à énergie positive
- Respect des règles préconisées par l'ONE
- Respect des conditions de recevabilité de l'appel à projet « Plan cigogne +5200 »

État du dossier

Un projet a été rédigé. Il comprend un descriptif, des plans et une budgétisation.

Programme des travaux

- Études de sol (stabilité, percolation, etc.)
- Construction du bâtiment
- Aménagement des abords et de l'accès
- Aménagements de la crèche

Planification

- Phase 1 : Réalisation des études de sol
- Phase 2 : Sollicitation d'un architecte pour la réalisation des plans et le suivi du dossier
- Phase 3 : Réalisation des travaux extérieurs (terrassement, fondations, égouttage, abords, raccordement des impétrants, etc.)
- Phase 4 : Construction de la crèche (pose des modules, revêtement, châssis, etc.)
- Phase 5 : Aménagements intérieurs (parachèvements, mobiliers, etc.)

Démarches administratives à réaliser

- 1 : Appels d'offres pour les diverses études de sol
- 2 : Réalisation du dossier en fonction des exigences de l'appel à projet
- 3 : Demande des subsides
- 4 : Contrat avec un architecte
- 5 : Dépôt de permis pour le bâtiment

Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|--------------|---|
| Infrastructure présente | | Permis, rapport photographique, notes de frais |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

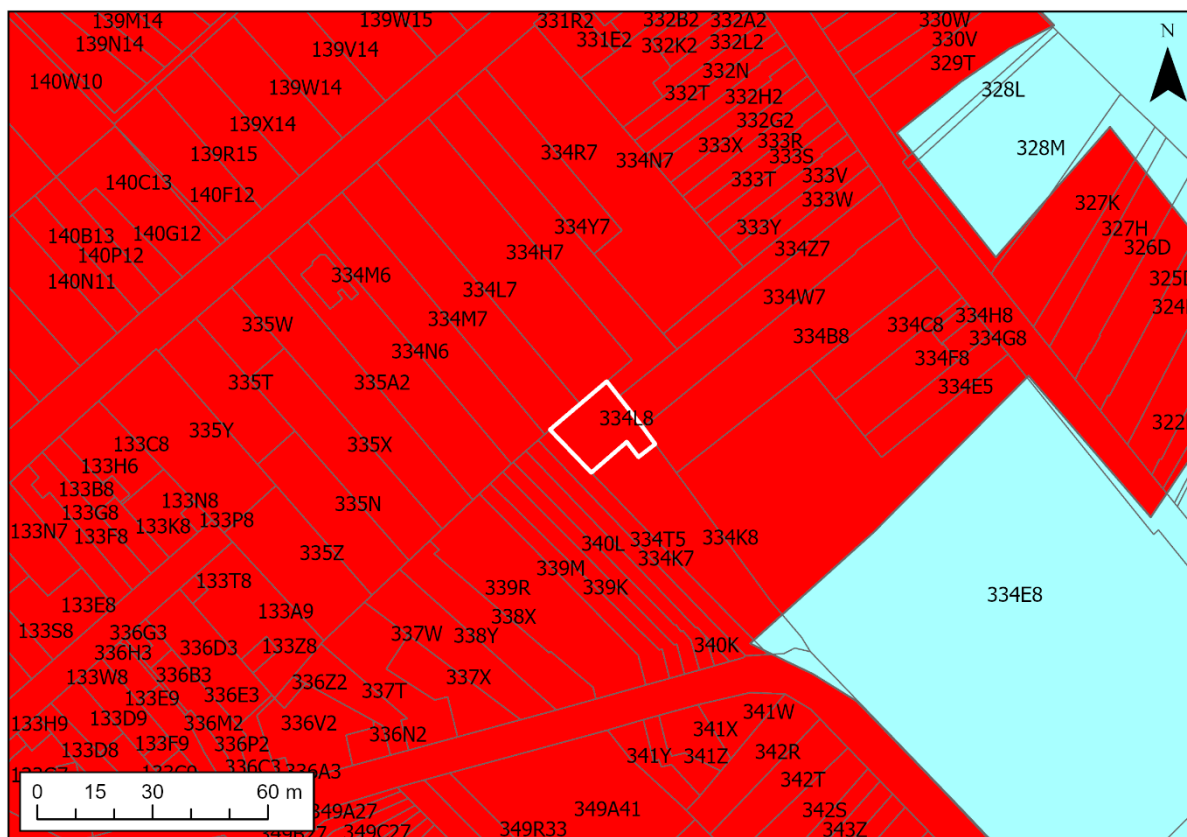
| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|-----------------------------------|--|---|
| Fréquentation | Nombre d'inscriptions | Registre |
| Amélioration de l'offre communale | Diminution du taux de refus des demandes | Données communales |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Le plan de situation est décrit au point 1 « Description du projet »

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur



Annexe 3 : Dossier photographique

Les photos sont présentées au point 1 « Description du projet »

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR)

Fiche n° 2.2
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Il est important pour une commune que l'ensemble des lieux publics soient accessibles à tous. Différents manquements ont été recensés par la Commission de la Personne Handicapée et par les citoyens dans le centre-ville de Ciney. Les espaces publics repris dans cette fiche découlent de nos prises de contact avec la Commission et les citoyens. Au moment de l'activation de cette fiche projet, il y aura lieu de réaliser un nouvel inventaire avec un organisme spécialisé afin de constater l'évolution de la situation et de mettre en évidence les aménagements qui devront être étudiés.

Pour rappel, « Une personne à mobilité réduite est toute personne gênée dans ses mouvements et ses déplacements de manière provisoire ou permanente, que ce soit en raison de :

- Sa taille
- Son état (maladie, surpoids...)
- Son âge
- Son handicap permanent ou temporaire
- Les objets ou personnes qu'elle transporte
- Les appareils ou instruments auxquels elle doit recourir pour se déplacer.

De nombreux facteurs peuvent donc intervenir : le handicap moteur, mais aussi la cécité, la surdité, la grossesse, une blessure, le transport d'un enfant à l'aide d'une poussette, l'utilisation d'une valise ou encore les difficultés de compréhension de la langue... »¹

Description du site dans son état actuel

Des demandes pour améliorer l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ont été répétées lors des réunions de consultation villageoise et par les membres de la CLDR. De plus, un entretien avec l'échevine en charge de la compétence du handicap et d'une représentante de la Commission handicap a permis d'identifier plusieurs lieux présentant des difficultés pour l'accessibilités des personnes à mobilité réduite. Ils sont décrits ci-dessous.

La place Monseu a été créée au XVI^e siècle et a abrité les célèbres foires de Ciney. C'est à partir de 1848 que cet espace revêt la forme que nous connaissons aujourd'hui. Ce lieu historique est reconnu comme site classé en Région wallonne et constitue aujourd'hui un point de rassemblement animé, entouré de bars et de restaurants, où les habitants de Ciney se retrouvent pour divers événements. Cependant, il existe un défi important pour les personnes à mobilité réduite (PMR) qui souhaitent profiter pleinement de ces installations.

¹ HandiNorme, 2018, *Qu'est-ce qu'une PMR ?*

En raison de la présence d'escaliers en différents endroits, un chemin spécifique marqué par de larges dalles avait été aménagé pour faciliter la circulation des personnes à mobilité réduite. Malheureusement, ce parcours est souvent envahi par les terrasses des cafés et restaurants environnants. Du matériel public est également placé sur ce revêtement, contraignant les utilisateurs à emprunter des allées à pavés plus étroits, ce qui est très inconfortable pour les fauteuils roulants².

De plus, la topographie historique du site et la structure des bâtiments avoisinants engendrent souvent des espaces intérieurs étroits, rendant l'accès aux toilettes difficile, voire impossibles à atteindre en raison de leur emplacement après des escaliers ou de leur taille réduite.



Figure 1 : Situation actuelle de la place Monseu (Source : orthophoto 2022 – Carto : DR(EA)²M)

² Détail de l'inconfort causé par les revêtements en pavés dans l'état actuel des trottoirs.



Figure 2 : exemple de passage à larges dalles inutilisable (Source : GoogleMaps, 2023)

Le centre culturel de Ciney possède deux salles de réunion, une salle d'exposition, une salle polyvalente plain-pied de 24x25m et une salle de théâtre à gradins pouvant accueillir 466 places.

Aucun obstacle n'est à déplorer pour accéder à cette salle de théâtre étant donné que le passage se fait de plain-pied. Les PMR ont facilement accès à la rangée A, et un espace devant cette première rangée a été créé pour accueillir les personnes en chaise roulante. La structure en gradin de la salle empêche toutefois les personnes dont la mobilité est la moins bonne d'accéder aux rangs supérieurs, les restreignant à ce premier rang parfois inconfortable ou insuffisant pour les personnes à besoins spécifiques.



Figure 3 : Vue d'ensemble et des infrastructures de la salle de théâtre (Source : Centre culturel Ciney, 2023, Fiche technique THEATRE)

Les trottoirs du centre peuvent également poser certaines difficultés, voire nuire gravement à l'autonomie des personnes à mobilité réduite. Les trottoirs en pavés possèdent une surface irrégulière avec des joints entre les pierres. Cette rugosité peut rendre la progression en béquille, avec une canne ou en fauteuil roulant difficile et inconfortable. Elle peut créer des vibrations très désagréables pour les usagers de fauteuils roulants ou de scooters électriques. Les espaces entre les pavés entraînent également un risque accru de

chutes pour les utilisateurs de fauteuils roulants et de déambulateurs (lorsque les petites roues butent contre les joints ou se coincent entre les pierres). Les pavés peuvent de surcroît devenir glissants par temps de pluie lorsque la surface est mouillée, ce qui peut accroître le risque de chute chez les personnes qui ont plus de mal à maintenir leur équilibre. Ensuite, un mauvais entretien des pavés peut facilement mener à la création d'obstacles supplémentaires à la progression des PMR (trous, pavés manquants, envahissement de la végétation dans les joints, ...). A ceci s'ajoute la présence de poteaux ou de matériel public en plein milieu des trottoirs, l'empiètement des terrasses sur l'espace public et les pentes de descente de trottoirs qui sont parfois trop abruptes.



Figure 4 : Exemple de trottoirs pavés peu larges – rue Tasiaux (Source : GoogleMaps, 2023)

Description des aménagements proposés

Place Monseu

Il est important de prévoir un cheminement sécurisé accessible à tous. Dès lors, il faudrait revoir l'aménagement de la place de sorte à laisser les chemins en dalles larges accessibles pour les PMR, et assez larges pour le passage des chaisards seuls³ ou assistés⁴.

³ Mobilite.wallonie.be – A pied – *Personnes à mobilité réduite*. Les chaisards seuls sont les personnes utilisant une chaise roulante électrique ou manuelle, les personnes de petite taille et les enfants.

⁴ Idem. Les chaisards assistés sont les personnes se déplaçant en chaise roulante avec un aidant, les personnes poussant un landau/poussette/caddie, les livreurs faisant usage d'un diable, les voyageurs munis d'une valise à roulette, les personnes se déplaçant à l'aide d'une tribune ou d'un rollator.

Une première action serait de s'assurer que les terrasses n'empiètent pas sur le cheminement piéton. Une deuxième consisterait à s'assurer que le passage sur les zones à dalles larges soit assez ample (minimum 1,50 m)⁵ pour accueillir les chaises roulantes. Ceci implique le déplacement du matériel urbain tel que des bacs plantés. Un élargissement des passages en dalles larges peut également être envisagé afin de construire un itinéraire praticable en toute occasion.

Il est également important de prendre en considération l'accessibilité des sanitaires dans les bars et restaurants pour les personnes à mobilité réduite. Modifier la structure des bâtiments existants peut être difficile et coûteux, mais l'installation de toilettes publiques accessibles est une solution viable pour améliorer l'accessibilité. L'emplacement de ce bloc sanitaire sera à déterminer en fonction de l'itinéraire que prendrait une PMR pour se rendre aux cafés et restaurants de la place. Il devra se trouver à une distance raisonnable des places de parking PMR, sur un cheminement facilement praticable. Ces toilettes doivent également se trouver à proximité des bars et cafés, et doivent être facilement identifiables. Elles devront également être bien entretenues et régulièrement nettoyées pour garantir leur utilisation continue par les PMR. A noter qu'une toilette publique existe déjà sur la place, mais est hors service depuis longtemps.

Salle de théâtre du centre culturel

Dans l'ensemble, le nombre de places PMR (maximum 14 chaises roulantes devant le premier rang) est suffisant par rapport au nombre de places dans la salle et par rapport à la demande. L'emplacement de ces espaces n'est toutefois pas très varié, ce qui peut causer un inconfort pour les personnes ayant des besoins spécifiques. En raison de la structure de la salle, il serait difficile de créer de nouvelles places dédiées aux PMR à des niveaux plus élevés. Cette démarche pourrait potentiellement poser des problèmes de sécurité lors d'une évacuation d'urgence de la salle. En effet, les PMR ont besoin de plus de temps pour se déplacer vers une zone sécurisée, ce qui prolonge leur temps d'évacuation. En raison de la structure de la salle, leurs sièges pourraient également obstruer les voies d'évacuation, entravant ainsi le déplacement des autres spectateurs et des secouristes. De plus, le choix de places PMR en hauteur dans cette salle ralentirait l'intervention des secouristes, la rendant moins efficace, et pourrait susciter un plus grand sentiment de panique chez ces personnes à mobilité plus lente.

Cependant, en cas de rénovation future de la salle, il serait judicieux d'intégrer la question de l'accessibilité pour les PMR dans la réflexion sur les nouveaux aménagements. Cette démarche devra être menée en consultation avec les pompiers de la zone de secours DINAPHI afin de garantir la sécurité de tous les occupants en cas d'urgence.

En attendant d'éventuelles rénovations, nous encourageons vivement le centre culturel à demeurer attentif aux besoins de chaque personne à mobilité réduite. De plus, nous recommandons de préserver les bonnes pratiques déjà en place, notamment la possibilité d'escorter les PMR jusqu'à leur siège dans la salle, ainsi que la politique d'un accompagnant

⁵ Largeur minimale réglementaire de trottoir. Précision : « Au droit d'un obstacle dont la longueur ne dépasse pas 0,50 m, la largeur minimale peut être réduite à 1,20 m, pour autant qu'aucun autre obstacle ne soit présent à moins de 1,50 m. » (Article 415/16 du GRU).

gratuit pouvant s'asseoir à proximité de la personne à mobilité réduite. Ces mesures contribuent à offrir une expérience positive aux visiteurs ayant des besoins spécifiques et à favoriser l'inclusion dans le cadre des activités culturelles proposées par le centre.

Cette approche proactive démontre l'engagement continu du centre culturel envers l'accessibilité et le bien-être de tous ses visiteurs, indépendamment de leurs capacités physiques.

Trottoirs du centre-ville

La mise à niveau des trottoirs se fera au cas par cas, en fonction des réaménagements de voiries futurs. De manière générale, plusieurs éléments devront attirer l'attention.

Tout d'abord, le choix des revêtements de trottoirs devrait se porter sur des matériaux lisses permettant une progression plus aisée. On peut citer en exemple le béton lissé, désactivé ou encore l'asphalte. D'autres matériaux comme les pavés autobloquants ou des trottoirs modulaires en caoutchouc ou en plastique recyclé sont assez planes et antidérapants pour être considérés. Des lignes de guidage tactiles peuvent être ajoutées sur le parcours pour aider les personnes aveugles ou malvoyantes à se déplacer en toute sécurité. Ces lignes fournissent des informations tactiles et auditives pour indiquer les directions à suivre.

Ensuite, il faudra veiller à respecter les prescriptions en matière de descente de trottoir et de pentes. Celles-ci sont régies par l'art. 415/1 du CWATUP. Le dévers transversal⁶ doit rester inférieur ou égal à 2 %. Si une pente en longueur est nécessaire, celle-ci doit être inférieure ou égale à 5 cm par mètre pour une longueur maximale de 10 mètres. Si ce ratio n'est techniquement pas faisable, les pentes suivantes sont tolérées :

- 7 % maximum pour une longueur maximale de 5 mètres ;
- 8 % maximum pour une longueur maximale de 2 mètres ;
- 12 % maximum pour une longueur maximale de 50 centimètres ;
- 30 % maximum pour une longueur maximale de 30 centimètres.

La bordure mesure minimum 5 cm de hauteur à partir du sol, du côté du vide. Cette hauteur est souvent montée à 10 cm dans la pratique, les bordures plus petites favorisant la montée des voitures sur le trottoir. Des trottoirs plains-pieds peuvent être envisagés si le lieu s'y prête, et seront plus facilement accessibles pour les chaisards. Les traversées peuvent s'organiser de différentes manières. Veillons toutefois à y inclure des dalles de repérage pour les personnes mal voyantes ainsi que des dispositifs sonores en cas de passage avec feux de signalisation.

Une attention particulière doit également être donnée à la largeur de trottoir. La dimension minimale préconisée est de 1,50 m. Cette largeur est toutefois conditionnée par la présence d'impétrants ou d'autres obstacles. Elle peut être descendue à 1,20 m si cela est justifié. En outre, il est conseillé d'élargir la voie au niveau des écoles et des zones où les flux sont tellement importants qu'ils incitent à marcher sur la chaussée. Un passage de 2 m est

⁶ Pente du trottoir qui va vers la route.

préconisé dans les centres urbains⁷. Le passage peut également être adapté au flux de piétons. A titre d'information, le Guide des bonnes pratiques pour l'aménagement de cheminements piétons accessibles à tous (2006), propose une formule créée par Transitec pour définir la largeur appropriée par rapport aux mouvements de piétons :

$$L = D/(d \times v)$$

Où

- L : largeur du trottoir (en m).
- D: débit de piétons (en piétons/seconde).
- v : vitesse moyenne de cheminement des piétons (en m/s). En moyenne, celle-ci est évaluée à 1 m/s.
- d: densité de piétons (en piétons/m²). Elle définit en fait la qualité de service souhaitée.

| Densité de piétons (piéton/m ²) | Qualité de service |
|---|---|
| < 0,3 | Trafic libre |
| 0,3 à 0,4 | Trafic moyen → dépassements possibles |
| 0,4 à 0,7 | Trafic moyen → conflits avec trafic adverse |
| 0,7 à 1,0 | Trafic dense → écoulement perturbé |
| 1,0 à 2,0 | Trafic très dense → nombreux conflits |

Afin de garantir un déplacement confortable, on prendra en général une densité de 0,3.

De plus, il faudra veiller à ce que la disposition des éléments publics ne nuise pas à la progression des utilisateurs, ni à leur visibilité. Ceci est valable pour les éléments fixes (panneaux de signalisation fixes, espaces plantés, ...) comme pour les éléments modulables (panneaux de signalisation de chantier, bacs plantés, bancs et autre matériel public). Au lieu de les placer en milieu de trottoir, il faudra veiller à les disposer en bordure de chaussée ou le long du front bâti. Il faudra également vérifier que la mise en place de ces éléments ne réduise pas excessivement la largeur du trottoir.

Enfin, un entretien régulier des trottoirs permettra de prévenir la formation d'irrégularités dans les trottoirs. C'est une manière de pérenniser les aménagements mis en place et de garantir leur efficacité à long terme.

A titre d'information, le Guide de bonnes pratiques pour l'aménagement de cheminements piétons accessibles à tous (2006) propose une série de fiches techniques relatives à la circulation des PMR dans l'espace public.

L'amélioration des cheminements piétons peut se faire sur base d'un itinéraire structurant reliant les pôles générateurs de déplacement du centre-ville. Les axes détériorés les plus souvent empruntés seront traités en priorité. D'autres tronçons pourront par la suite se greffer à l'itinéraire structurant afin de proposer à terme un réseau complet accessible à tous. La création d'un tel réseau permettra aux PMR de garder un maximum

⁷ Sécurothèque, 2022, les trottoirs.

d'autonomie, tout en réduisant au minimum les risques de chutes ou la nécessité de circuler sur la chaussée. Cet itinéraire rénové pourra également être marqué d'un symbole facilement reconnaissable (un logo, une ligne de couleur, une flèche, ...) afin d'indiquer clairement aux personnes à mobilité réduite les rues officiellement adaptées à leur usage. En parallèle, un document de suivi pourra être réalisé reprenant les recommandations ou points d'attention à prendre en compte lors des prochains travaux d'aménagements.

Plusieurs étapes sont nécessaires à la création d'un tel projet. Elles sont détaillées dans la partie Eléments théoriques du Guide de bonnes pratiques pour l'aménagement de cheminements piétons accessibles à tous (2006) :

- Déterminer l'itinéraire structurant (inventaire des pôles générateurs de flux piétons)
- Analyser l'itinéraire structurant (Estimation des flux piétons et analyse de la situation actuelle)
- Adapter le cheminement (application des normes d'accessibilité)
- Entretenir le cheminement
- Etendre l'itinéraire.

2. Justification du projet

Besoin de la population

En Wallonie comme dans le reste de la Belgique, 30 %⁸ de la population rencontre des difficultés à se déplacer. La catégorie des personnes à mobilité réduite (PMR) ne reprend pas uniquement les personnes handicapées. Un large spectre est couvert par cette dénomination : les personnes en chaise roulante, qui ont du mal à marcher (trouble de l'équilibre, personnes en béquille/canne, âgées, enceintes, personnes chargées, ...), qui présentent des difficultés de compréhension (déficience mentale, mauvaise connaissance de la langue, déscolarisation précoce, personnes facilement désorientées), ainsi que les personnes déficientes auditives et/ou visuelles. Ces personnes ont besoin d'aménagements spéciaux afin d'accéder aux différents services et lieux publics de la commune, comme la place Monseu et le centre culturel. Des aménagements doivent aussi être prévus afin de faciliter le cheminement des PMR vers ces pôles de rencontre et de service. C'est pourquoi le réaménagement des trottoirs revêt une grande importance.

L'installation de ces infrastructures permettra de garantir un maximum d'autonomie aux PMR et de leur offrir un service équivalent au reste de la population cinacienne. Ces aménagements permettront une meilleure intégration des PMR dans la commune, mais profiteront à tous. Car renforceront le sentiment d'appartenance à la commune et de bien-être.

Plusieurs institutions pour les personnes à mobilité réduite et des résidences pour les personnes âgées sont présentes sur le territoire, notamment la séniorie d'Omalus située

⁸ Portail de la mobilité en Wallonie – Personnes à mobilité réduite.

dans le centre-ville. Ce projet pourra être mené en collaboration avec elles et leurs résidents afin de s'assurer que les aménagements soient adaptés aux besoins.



Lien avec d'autres projets

- 1.2 - Aménagement global de la Place de la Fontaine à Ychippe
- 2.4 - Revalorisation/développement du site du marché couvert de Ciney
- 2.6 - Mise en place d'équipements et d'actions de promotion favorisant l'utilisation des modes de déplacement durables et l'intermodalité
- 2.8 - Aménagement global de la Place Monseu
- 2.11 - Création d'un circuit découverte nature accessible aux PMR aux étangs de Happe
- 3.10 - Aménagement d'un espace public à Conjoux
- 3.11 - Rénovation de la salle du Basket de Braibant en maison de village
- 3.12 - Aménagement du cœur de village d'Achêne
- 3.14 - Création d'un espace public convivial à Haversin
- 3.15 - Création d'un espace public aux abords de l'église de Pessoux
- 3.19 - Rénovation et extension de la salle paroissiale d'Haversin

Effets attendus

- Amélioration de la mobilité des personnes à mobilité réduite
- Amélioration de l'accès aux services et espaces publics
- Réduction du sentiment d'isolement des PMR
- Contribution au respect du droit fondamental à l'égalité des chances et à la non-discrimination⁹

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |

⁹ Art. 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.



V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public

| | |
|-----|--|
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Amélioration de la mobilité des personnes à mobilité réduite | x | x | x |
| Amélioration de l'accès aux services et espaces publics | x | | x |
| Réduction du sentiment d'isolement des PMR | x | | |
| Contribution au respect du droit fondamental à l'égalité des chances et à la non-discrimination ¹⁰ | x | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Centre-ville de Ciney |
| Périmètre d'intervention | Centre-ville de Ciney |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle Les projets devront s'intégrer dans leur contexte bâti et non bâti.</p> <p>Intégration architecturale et paysagère Les aménagements projetés resteront cohérents avec l'environnement proche et ne remettront pas en cause le caractère urbain du centre-ville.</p> |

¹⁰ Art. 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

| | |
|----------------------------|---|
| | Intégration culturelle/économique/sociale La nature même du projet revêt une dimension sociale (l'intégration des PMR) et économique ¹¹ . |
| Cadre légal | <ul style="list-style-type: none"> • Art. 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne relative à la non-discrimination • Art. 22ter de la Constitution • Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination • Réunions de la Commission de la Personne Handicapée de Ciney |
| Statut de propriété | Propriétés publiques |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • CLDR | <ul style="list-style-type: none"> • Service travaux • Commission communale de la personne handicapée | <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Ciney |

Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|--|
| SPW agriculture ressources naturelles et environnement | Subsides octroyés par la direction du Développement Rural |
| SPW mobilité et infrastructures | <ul style="list-style-type: none"> - Fond régional pour les investissements communaux (FRIC) - Plan d'investissement communal (PIC) - Plan Triennal (PT) pour les travaux de bâtiments publics et de voiries - Direction des Bâtiments et des Espaces publics (Variable en fonction de la programmation sur 3 ans) - Plan Piéton wallon 2021 |

¹¹ La réfection des trottoirs permettra indirectement un accès plus facile aux infrastructures commerciales du centre et donc l'arrivée d'une nouvelle clientèle.

| | |
|--|--|
| SPW territoire, logement, patrimoine et énergie | AWAP, subventions pour travaux sur biens classés |
| Fédération Wallonie-Bruxelles | Direction du Patrimoine Culturel - Aide pour l'acquisition d'équipements |
| Divers | <ul style="list-style-type: none"> - Partenariats publics privés - Fonds propres communaux - Appels à projets ponctuels - Crowdfunding via des plateformes thématiques |

7. Programme de réalisation

▪ Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- L'importance de la population concernée
- La nécessité d'une étude plus précise pour identifier les lieux à réaménager
- Volonté d'utiliser des éco-matériaux et de réduire l'empreinte carbone des travaux

▪ État du dossier

Le dossier a déjà fait l'objet de discussions au sein de la Commission de la Personne Handicapée.

▪ Programme des travaux

Le projet vise à l'amélioration de l'accessibilité aux espaces publics pour les PMR. Les différentes étapes du projet devront être réfléchies de sorte à créer un réseau structurant permettant aux PMR de se déplacer sans encombre dans le centre-ville de Ciney.

▪ Planification

- **Phase 1** : Désignation d'un bureau d'étude pour établir la stratégie d'aménagements et les sites prioritaires ;
- **Phase 2** : Consultation des habitants et des PMR habitant le centre-ville par le bureau d'étude ;
- **Phase 3** : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles ;
- **Phase 4** : Réalisation des aménagements et des travaux ;
- **Phase 5** : Communication et information autour du projet ;
- **Phase 6** : Suivi et entretien des aménagements.

▪ Démarches administratives à réaliser

- **Démarche n°1** : finalisation du projet d'aménagement avec la CLDR et un auteur de projet ;
- **Démarche n°2** : recherche de subsides ;

- Démarche n° 3 : désignation d'un auteur de projet ;
 - Démarche n° 4 : obtention des autorisations et avis nécessaires ;
 - Démarche n° 5 : instruction de la / des demande(s) de permis.
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin ;
 - Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux ;
 - Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants ;
 - Concertation avec les riverains et habitants du centre-ville.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | État de réalisation des travaux | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |
| Contrôle du collège communal | État de réalisation des travaux | Visite sur place du bourgmestre et des échevins (Réception provisoire) |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------|--|
| Enquête de satisfaction des habitants et des PMR ayant utilisé les nouvelles infrastructures | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier, Communication sur le site internet de la commune |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Sans objet

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

Sans objet

Annexe 3 : Dossier photographique

Voir « description du projet ».

Annexe 4 : Etat des lieux

L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics

Fiche n° 2.3
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Ciney dispose de nombreux espaces publics de nature et taille très variées. Ceux-ci constituent à la fois des places et placettes publiques, des parcs, des entrées d'écoles, des sentiers pédestres, des squares, plaines de jeux, des cimetières, etc. Ils possèdent un caractère multifonctionnel, permettent aux citoyens de s'y retrouver et dans certains cas, permettent l'émancipation de la biodiversité à travers une couverture végétalisée diversifiée.

Le diagnostic socioéconomique et territorial du PCDR de Ciney porte son attention sur les espaces publics structurants qui par leur taille et leurs aménagements permettent d'être mis en valeur pour les besoins de la population. Ils ont été recensés au nombre de 31 et la majorité d'entre eux ont fait l'objet d'un réaménagement relativement récent (ces 20 dernières années) bien que les équipements divergent (Figure 1).

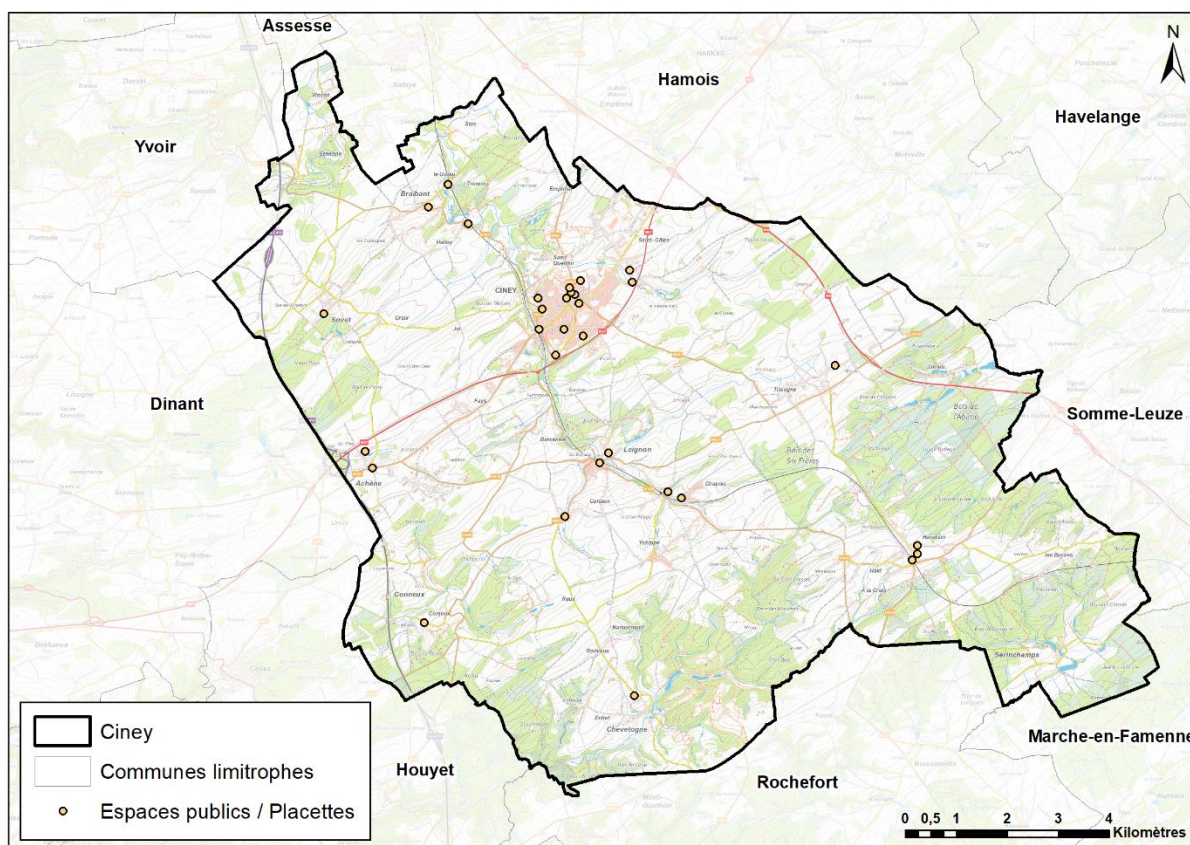


Figure 1 : Espaces publics structurants de Ciney
(Source : IGN/Observations de terrain - Carto : DR(EA)²M)

Par ailleurs, certains espaces publics recensés présentent une surface fortement artificialisée et mériteraient d'être végétalisés alors que d'autres, qualifiés de véritables espaces verts permettent, via leurs aménagements existants (prés fleuris, haies, arbustes, arbres et arbres fruitiers, etc.) de fournir à la population plusieurs services écosystémiques tels que :

- L'amélioration de la qualité de l'air
- La limitation des nuisances visuelles et sonores
- La création de zones d'ombre et de fraîcheur
- L'atténuation des phénomènes extrêmes tels que les inondations et l'érosion
- Le maintien des processus écologiques utiles (pollinisation, dispersion des graines et stockage du carbone dans l'air¹).

Description des aménagements proposés

Le projet tend à rendre les espaces publics plus attrayants pour les citoyens et la biodiversité. Les trottoirs pourraient être fleuris et les surfaces artificialisées de plus grandes surfaces pourraient accueillir des ligneux et une strate herbacée plus importante. Les citoyens de la commune ont émis un besoin de se rendre dans des espaces de rencontre de qualité. La végétalisation de ces derniers permettrait d'étendre le maillage vert et, par conséquent, faciliterait l'accueil et la circulation de la faune dans la commune. Les aménagements réalisés seront dépendants et adaptés à chaque site.

Premièrement, Il est proposé de végétaliser les espaces publics qui présentent une artificialisation importante. Le diagnostic socioéconomique et territorial du PCDR de Ciney² fournit les informations sur le revêtement et les aménagements dont ils disposent. Ceci permet de déterminer un degré de végétalisation de ces derniers et de définir des priorités d'actions. Ceux-ci sont :

- Place Emile Vandervelde (Ciney)
- Place Monseu et abords de la collégiale (Ciney)
- Place des Chasseurs Ardennais (Ciney)
- Place Roi Baudoin (Ciney)
- Intersection Chemin de l'Alloux et route de Véhir (Biron)
- Place du Baty (Biron)
- Place de Genay (Braibant)
- Gare de Braibant (Braibant)
- Balle pelote de Sovet (Sovet)
- Place accueillant le terrain de balle pelote (Conjoux)
- Espace à côté de la gare d'Haversin (Haversin)
- Rue du Fond (Eglise Saint-Martin) (Pessoux)
- Place de l'église (Chapois)
- Place communale de Leignon (Leignon)

¹Services écosystémiques Wallonie : <https://services-ecosystemiques.wallonie.be/fr/services.html?IDC=5735#:~:text=Les%20services%20%C3%A9cosyst%C3%A9miques%20sont%20d%C3%A9finis,%2D%C3%AAtre%20de%20l'humanit%C3%A9>.

² PCDR de Ciney – Partie 1 : Diagnostic socio-économique et territorial – pages 60-76.

Plusieurs choix techniques de végétalisation sont possibles en fonction du contexte local en agissant sur les différentes strates végétales (Figure 2).

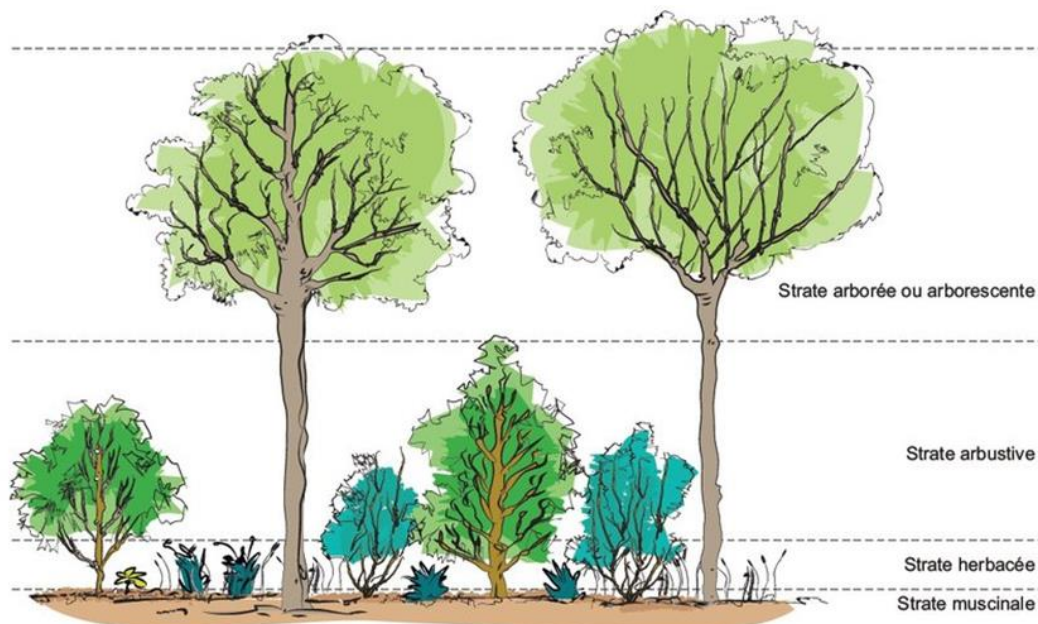


Figure 2 : Strates végétales (Source : Référentiel Trame verte Urbaine , mai 2013³)

1. L'IMPLANTATION D'ARBRES (STRATE ARBOREE)

Mise en place de feuillus, conifères ou fruitiers haute tige (>6m). L'investissement initial est non négligeable par pied d'arbre. Un entretien et une maintenance sont nécessaires pour élaguer les pieds tous les deux ans afin de prévenir leur croissance vers les façades. La suppression du bois mort et des branches tombées en cas d'intempéries sont également nécessaires. Par ailleurs, seul un arrosage la première année pendant les périodes sèches est nécessaire. Leur impact positif en termes de biodiversité, de rafraîchissement et de rétention d'eau est très bon.

³ ANR - Référentiel Trame Verte Urbaine (2013) : https://www.researchgate.net/publication/317590429_Strategie_de_mise_en_oeuvre

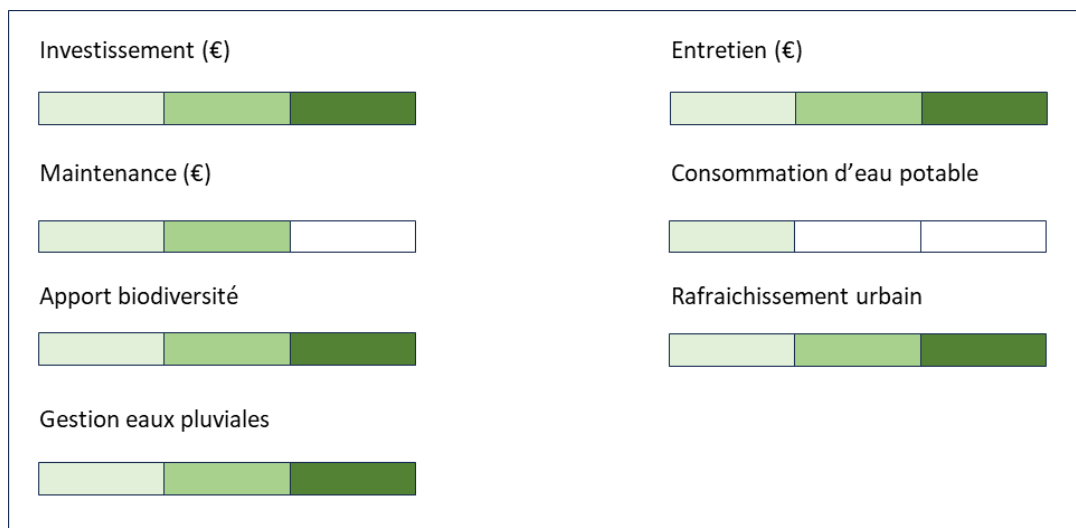


Figure 3 : Caractéristiques de l'arbre (DR(EA)²M).

2. L'IMPLANTATION D'ARBUSTES (STRATE ARBUSTIVE)

Il s'agit des arbustes et buissonnants de 1 à 3m de hauteur en haie ou isolés. La plantation d'arbustes présente un coût et un entretien moins importants que les arbres hautes tiges. Une taille plus ou moins régulière y est préconisée. Un arrosage la première année est conseillé pendant les périodes sèches. L'apport en termes de biodiversité et gestion de l'eau pluviale est très bon. Le rafraichissement urbain apporté est bon.

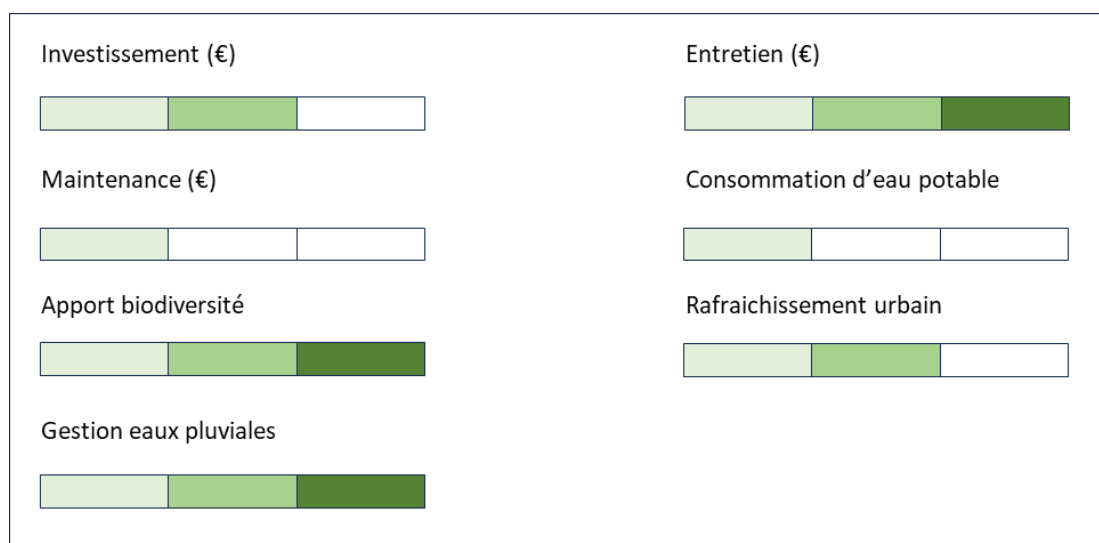


Figure 4 : Caractéristiques de l'arbuste (DR(EA)²M).

3. PRE FLEURI (STRATE HERBACEE)

La réalisation d'un pré fleuri impose le semi d'un mélange de plantes herbacées annuelle et/ou vivaces mellifères. Le coût d'investissement est plutôt faible. L'entretien et la maintenance sont également faible puisqu'un fauchage une à trois fois par an sont recommandés avec exportation de la matière organique en prévention d'une eutrophisation du milieu. Un semi tous les 3 à 5 ans est prescrit pour garantir la pérennité des espèces florales. Un arrosage pendant les périodes sèches la première année est recommandé.

L'impact sur la biodiversité est très bon, et bon sur la rétention des eaux pluviales et le rafraîchissement urbain.

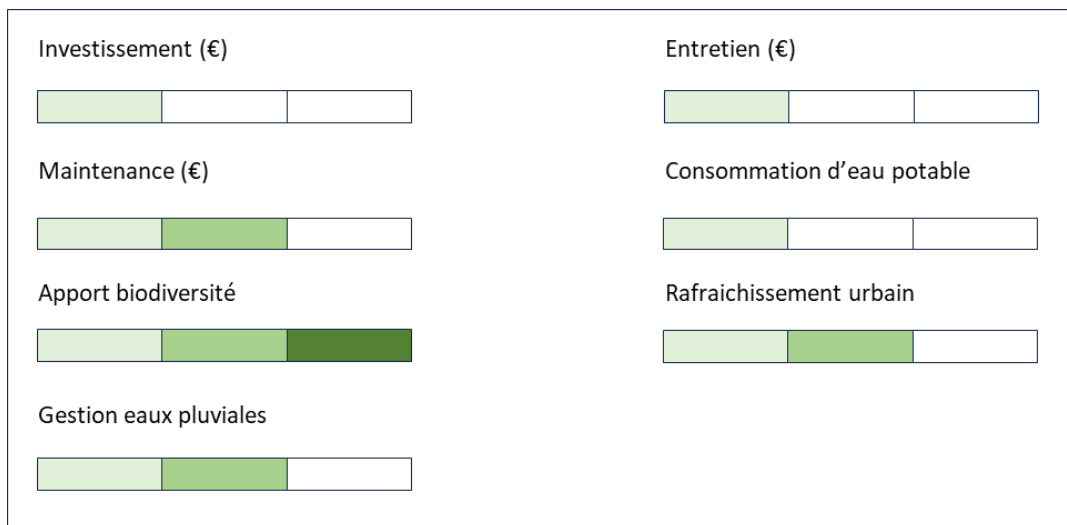


Figure 5 : Caractéristiques du pré fleuri (DR(EA)²M).

4. ENGAZONNEMENT (STRATE HERBACEE)

L'engazonnement consiste en un semis d'une espèce de graminée amenant à une pelouse monospécifique. L'investissement est faible et du même ordre que le pré-fleuri. Il nécessite plus d'entretien via une tonte de 5 à 10 fois par an. Un arrosage régulier est nécessaire pour garantir un gazon vert pendant les périodes sèches. L'apport en biodiversité est moins bon, tandis que le rafraîchissement urbain et la rétention des eau pluviales sont bons. Cette méthode peut être utilisée pour créer des parkings végétaux (dalle gazon).

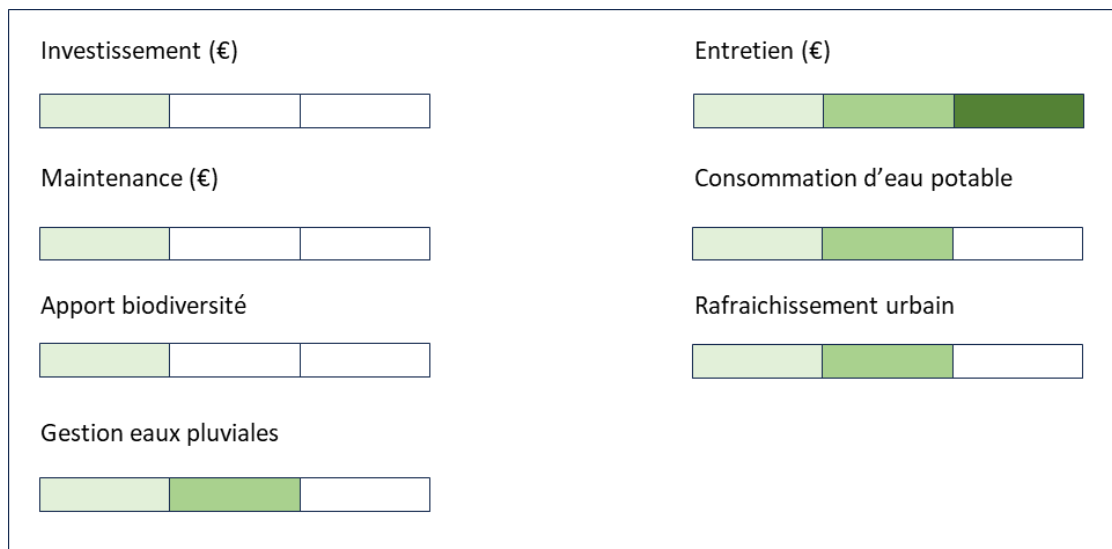


Figure 6 : Caractéristiques de l'engazonnement (DR(EA)²M)

5. VEGETALISATION DES PIEDS D'ARBRE (STRATE HERBACEE - ARBUSTIVE)

Semis de plantes herbacées et/ou plantation d'arbustes en pied d'arbre haute-tige. Les essences devront être choisies en fonction du système racinaire de l'arbre et du contexte. Le coût d'investissement est faible à moyen. L'entretien est moyen et se limite au désherbage et renouvellement de plantations. Une protection des pieds d'arbre est

recommandée afin d'éviter le piétinement et les déjections animales et assurer l'utilisation optimale de ceux-ci.

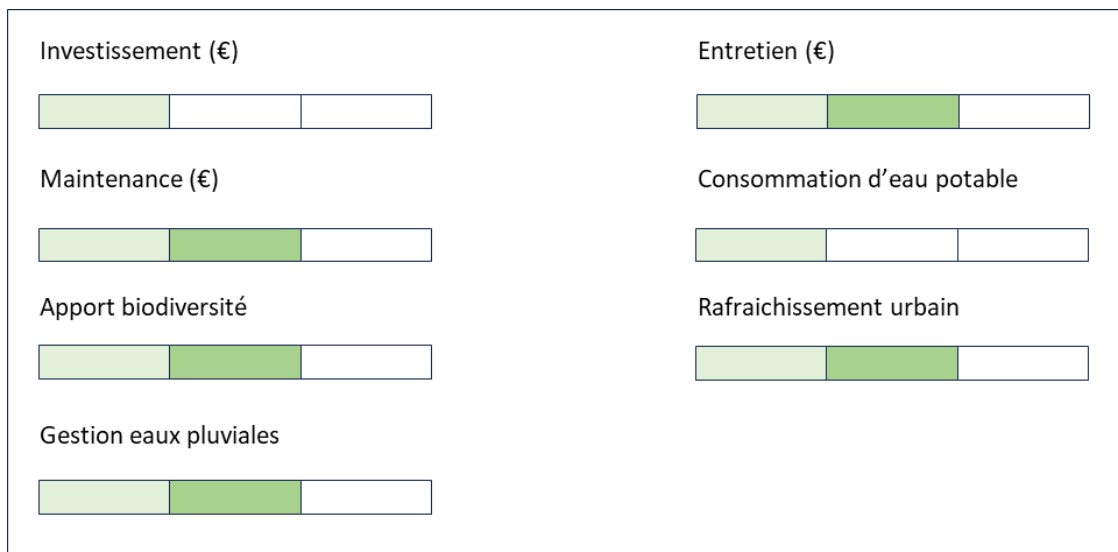


Figure 7 : Caractéristiques de la végétalisation des pieds d'arbres (DR(EA)²M).

6. VEGETATION HORS SOL (EN BAC OU POTS)

Les bac ou pots sont destinés à accueillir des petits arbres, arbustes et plantes herbacées. L'investissement est plus important puisqu'il nécessite l'achat de mobiliers accueillant la végétation. L'entretien est important via l'apport de matière organique d'une à deux fois par an. Les plants doivent être régulièrement remplacés et régulièrement arrosés. L'impact en termes de biodiversité est bon, tandis que la gestion des eaux pluviales et du rafraichissement urbain sont moyens.

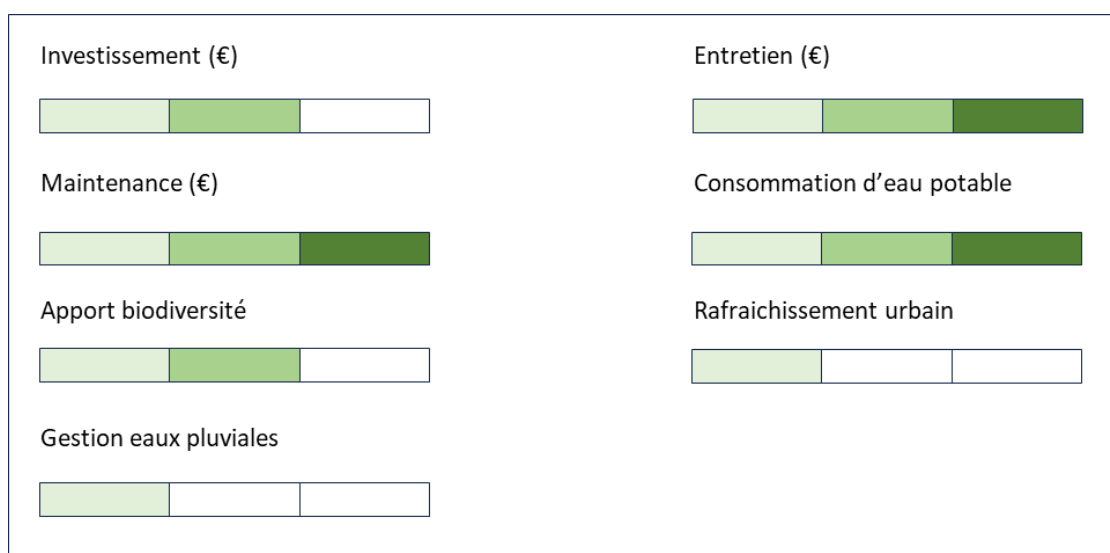


Figure 8 : Caractéristiques de la végétalisation hors sol (DR(EA)²M).

Les différentes techniques de végétalisation présentées ci-dessus ont chacune leurs caractéristiques propres et seront plus ou moins adaptées au contexte local de chaque espace rencontré. Lorsque cela est possible, il est encouragé de végétaliser à l'aide de plusieurs techniques afin de pouvoir associer les trois strates, arborée, arbustive et herbacée. Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres solutions peuvent être envisagées telles

que l'aménagement d'un plan d'eau, d'espaces de cultures partagés, la végétalisation des façades et toitures ou encore la pose de mobilier spécifique à l'accueil de la faune (hôtel à insecte, tas de bois/briques pour l'accueil des hérissons, etc.⁴).

Il est recommandé de sélectionner des essences indigènes et d'éviter au maximum la dispersion d'espèces invasives. Le portail environnement de Wallonie et biodiversité Wallonie fournissent des informations pertinentes et utiles à ce sujet.

Deuxièmement, la gestion des espaces publics végétalisés doit être repensée. En effet, des espaces verts plus naturels et sauvages demanderont un entretien et une gestion moins coûteuse et accueilleront une faune plus diversifiée que des espaces très planifiés et aménagés. Nous proposer d'intégrer une gestion différenciée/raisonnée de la végétation des espaces publics. Cette gestion implique de ne pas gérer tous les espaces verts de la même manière, mais bien d'appliquer la bonne gestion au bon endroit⁵. Celle-ci implique notamment :

- L'utilisation de méthodes préventives au désherbage en couvrant le sol (paillage organique/minéral, bâches, plantes rampantes) afin de diminuer la charge d'entretien.
- L'abandon des pesticides au profit de méthodes alternatives de désherbage (désherbage thermique, mécanique ou manuel). Le désherbage aux pesticides est interdit dans les espaces publics wallons depuis le 1^{er} juin 2019.
- L'abandon du fauchage intensif au profit du fauchage tardif en fonction de l'entretien souhaité des sites, des contraintes liées à la sécurité routière et les objectifs de conservation de la nature.
- L'instauration de régimes de tontes moins agressifs là où cela est possible.
- Le remplacement des gazons simples par des pré fleuris (mélanges de plantes annuelles/bisannuelles, vivaces et graminées).
- La mise en place de l'éco pâturage, à savoir l'entretien des espaces naturels par des animaux herbivores (chèvres, moutons, etc.) principalement pour les zones peu utilisées par les citoyens et où l'accès et l'entretien classique y sont difficiles.
- La pose de revêtements intégrant la végétation sur les espaces publics ne nécessitant plus de désherbage et augmentation la perméabilité du sol (ex : parkings végétalisés en dalle gazon).
- L'acceptation de la végétation spontanée. L'abandon des pesticides permet à la végétation locale de se redévelopper. Il faut réapprendre à cohabiter avec les adventices qui se redéveloppent et participe à l'émancipation de la biodiversité locale
- Appliquer une gestion efficace des espèces exotiques envahissantes qui présentent des impacts négatifs des points de vues sanitaire, économique , et écologique.
- Appliquer une communication qui sensibilise le citoyen sur le bienfondé d'une gestion raisonnée des espaces verts en termes de biodiversité et de santé humaine.

⁴ Direction Régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur – Fiche technique et méthodologique n°7, la végétation dans les espaces publics. Disponible à l'adresse suivante : https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/cout_global_07_fiches_techniques_vegetation.pdf

⁵ Adalia 2.0 - Guide : La gestion différenciée et les alternatives aux pesticides. <https://www.adalia.be/sites/default/files/media/resources/GuideGD.pdf>

En somme, chaque espace doit se voir attribuer une gestion unique, propre. Pour ce faire, l'ASLB ADALIA 2.0, née de la fusion d'Adalia, et du pôle wallon de la Gestion Différenciée, a mis au point un guide de gestion différenciée adapté à chaque espaces public (Parkings, friches, voiries, parcs, talus/bords de route, terrains de sport, etc.)⁶

2. Justification du projet

Besoins de la population

- Rendre les espaces publics plus « verts »
- Augmenter l'attractivité des espaces publics auprès de toutes les tranches d'âge
- Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique

Lien potentiel avec d'autres projets




- 1.2 Aménagement global de la Place de la Fontaine à Ychippe
- 1.6 Actions de protection et de création d'habitats favorables aux espèces menacées
- 2.7 Création d'ilots de fraîcheur en Centre-Ville
- 2.8 Aménagement global de la Place Monseu
- 2.9 Rénovation des abords de l'église de Chapois
- 2.10 Création d'aires multisports à Achêne et Braibant
- 2.14 Mise en œuvre d'actions de valorisation du rôle positif de l'agriculture dans la protection de la biodiversité
- 2.15 Création de potagers collectifs, de jardins-forêt et de vergers
- 2.16 Mesures de protection et de valorisation des paysages condrusiens
- 3.5 Rénovation énergétique de la salle Saint-Hubert de Sovet et aménagement de ses abords
- 3.10 Aménagement d'un espace public à Conjoux
- 3.12 Aménagement du cœur de village d'Achêne
- 3.14 Création d'un espace public convivial à Haversin
- 3.15 Création d'un espace public aux abords de l'église de Pessoux
- 3.18 Aménagement et verdurisation des zonings d'Achêne et de Biron
- 3.19 Rénovation et extension de la salle paroissiale d'Haversin
- 3.21 Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces privés
- 3.23 Préservation/restauration et création de couloirs écologiques

Effets attendus

- Renforcement du maillage écologique et augmentation de la biodiversité
- Augmentation de zones d'accueil de la faune et la flore locale
- Valorisation et protection de la nature et du paysage local
- Amélioration du cadre de vie
- Augmentation des échanges, de la convivialité et du bien-être
- Amélioration de l'attractivité et de la convivialité des cœurs de village

⁶ Adalia 2.0 – Gestion différenciée, type d'espaces. <https://www.adalia.be/la-gestion-differenciee>

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Renforcement du maillage écologique et augmentation de la biodiversité | | x | |
| Augmentation de zones d'accueil de la faune et la flore locale | | x | |
| Valorisation et protection de la nature et du paysage local | x | x | |
| Amélioration du cadre de vie | x | | |
| Augmentation des échanges, de la convivialité et du bien-être | x | | |
| Amélioration de l'attractivité et de la convivialité des cœurs de village | x | | x |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | Espaces publics répertoriés |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle Les aménagements concernent des sites qui sont tous en lien avec d'autres fonctions (places, écoles, cimetières, sentiers, RAVeL, ...) de telle manière à soutenir une dynamique globale de développement des villages et quartiers.</p> <p>Intégration architecturale et paysagère Les aménagements prévus sont principalement de la végétalisation dans le but de renforcer l'agrément paysager via des arbres, arbustes, prés fleuris et l'instauration d'une gestion différenciée. Du mobilier accueillant de la végétation peut éventuellement être proposé. Leur choix sera fait en fonction de leur intégration visuelle avec le quartier.</p> <p>Intégration culturelle/économique/sociale Les sites sélectionnés l'ont été pour toucher tous les villages et à des endroits favorisant la rencontre entre riverains.</p> |
| Cadre légal | Sans objet |
| Contraintes | Artificialisation des surfaces nécessitant des travaux de démolition afin de pouvoir végétaliser les sols sous-jacents et compaction du sol nécessitant une aération et potentiellement un amendement avant la plantation. |
| Statut de propriété | Propriétés publiques |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|-----------------------|--|-------------------|
| CLDR | <ul style="list-style-type: none"> • Parc naturel « cœur de Condroz » • GAL • Contrat de rivière Haute Meuse et Lesse • Services communaux • Riverains • DNF • La Clean Team • Nature et progrès | Commune de Ciney |

Partenaires potentiels

Ecowal, Natagora, Natagriwall, Conseil'Haies (Faune & Biotopes et PlantC), Adelia, etc.

- Pistes de financement

| Pouvoir subsidant | Libellés du subside |
|---|---|
| Direction de la Nature et des Espaces Verts | BiodiverCité (taux maximum : 12.000 €/an) |
| Yes We Plant | Subvention à la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres et entretiens des arbres têtards (taux maximum : 80%) |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Maîtrise foncière communale sur tous les sites identifiés
 - Aucuns réaménagements lourds à entreprendre, mais potentielle démolition des surfaces artificialisées
 - Aucun auteur de projet à désigner
 - Potentiellement expert à consulter
- État du dossier

Un inventaire des espaces publics de la commune a été réalisé lors du diagnostic de la commune. La gestion des espaces verts est déjà assurée par les services communaux.

De plus, la commune est déjà engagée dans des projets en matière de biodiversité à travers différents programmes :

- Les opérations « Bords de route - Fauchage tardif » depuis 2007 pour la création de zones de refuges
- Le plan Maya depuis 2012 pour la promotion des plantes mellifères
- La semaine de l'arbre afin d'inciter le citoyen à la plantation d'espèces indigènes gratuitement
- Les arbres de naissance visant à planter autant d'arbre dans la commune de que de nouveaux nés de l'année précédente
- La verdurisation des cimetières depuis 2019
- Les opérations coup de propre afin de sanctionner les infractions environnementales à travers des opérations de terrains
- Le contrat rivière Haute Meuse et Lesse pour la gestion des cours d'eau des abords
- Les mesures agro-environnementales pour récompenser les agriculteurs mettant en place techniques agricoles respectueuses de l'environnement

■ Programme des travaux

- Phase 1 : Achat du matériel, des plants et des semences
- Phase 2 : Pose des installations si nécessaires
- Phase 3 : plantations et semis
- Phase 4 : inaugurations

■ Planification

- Phase 1 : Réaliser un état des lieux de l'ensemble des actions à prévoir
- Phase 2 : Constituer une demande annuelle de subside dans le cadre du Plan BiodiverCité
- Phase 3 : Réalisation des aménagements (avec potentiellement de la participation citoyenne)

■ Démarches administratives à réaliser

- Démarche n°1 : Demande de devis auprès de fournisseurs de modules et mobiliers et du matériel lié à la gestion différenciée (désherbage mécanique, pavements perméables, couvre-sol ,etc.)
- Démarche n°2 : Sélection des modules, mobiliers et du matériel
- Démarche n°3 : Choix des essences et des types de plantations

■ Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Choix de matériaux durables dans le temps

- Choix d'essences indigènes
- Mise en place d'une gestion différenciée des espaces végétalisés
- Diffusion et communication régulières de l'information auprès des habitants
- Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin
- Evaluation des projets (ex. comptage faune et flore à l'échelle de la commune)

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|----------------------------------|---|---|
| Aménagements réalisés | Végétalisation des places publiques principales de la commune | Post Facebook sur la page de la commune, sur le site internet et dans la gazette locale |
| Cartographie d'occupation du sol | Diminution de surfaces artificialisées | Cartographie d'occupation des sols (SPW - Walonmap) |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|---|---|
| Comptages faune/flore | Augmentation des espèces et de leur nombre (indicatrices et cibles) | Rapport de comptages faune/flore |
| Nombre d'actions en faveur de l'environnement | Min 4 par an | Communication sur le site internet de commune |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Sans objet

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

Sans objet

Annexe 3 : Dossier photographique

Voir la partie 4.5 « espaces publics », de l'analyse contextuelle.

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Revalorisation du site du marché couvert

Fiche n° 2.4
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Anciennement situé dans le centre de Ciney, les autorités communales décident à la fin des années 70 d'implanter un nouveau marché couvert de grande capacité hors de la ville. Ce « nouveau » marché couvert est situé dans le parc industriel de Biron, sur un terrain de 26 ha comprenant notamment 9 ha de parking et voies d'accès.



Le site du marché couvert (photo : Dr(ea)²m)

La marché couvert de Ciney constitue un lieu de rencontre pour tout le secteur du bétail et de la viande et le lieu phare pour les marchands de bétail. Il est devenu le plus gros marché bovin de Belgique et l'un des plus importants d'Europe.

Les bâtiments et installations sont la propriété de la ville de Ciney, et la gestion de ce complexe est géré par l'association « Exploitation du marché couvert de Ciney - asbl ».

Description des aménagements proposés

Diversifier les activités

La Ville de Ciney, les GAL Condroz-Famenne et Pays des Tiges et Chavées et différents producteurs/transformateurs ont cherché ensemble des pistes de redynamisation du marché couvert, notamment dans le cadre de l'appel à projets « Relocalisation de l'alimentation » du SPW. Leur proposition de projet s'articule autour d'une vision : continuer à faire du site un haut lieu de l'agriculture et lui donner un rôle d'ambassadeur pour le secteur bovin, avec pourquoi pas une dimension « folklorique ».

L'objectif est avant tout de conserver l'identité existante tout en y incluant de nouvelles activités périphériques en lien avec la thématique agricole. Ciney est et doit rester un pôle important wallon au niveau de l'agriculture et de l'élevage avec notamment de nombreuses institutions tournées dans ce domaine important. La volonté est donc de conserver cette identité via une reconversion réussie de cette infrastructure emblématique qu'est le marché couvert.

Le redéploiement du marché couvert se fera via un partenariat entre la Ville et les agriculteurs du territoire. Déjà bien ancré au niveau du monde agricole, Ciney accueille sur son territoire de nombreux organismes agricoles tels que l'Ecole Provinciale d'Agronomie et des Sciences de Ciney (EPASC), l'Association wallonne de l'élevage (AWE), l'Association Régionale de santé et d'identification animale (ARSIA), l'Office Provincial Agricole (OPA), l'Haute école de la Province de namur (HEPN) ... qui centralisent toute une série de services à disposition des agriculteurs.

En tenant compte de la fonction historique du marché couvert, de l'ancrage agricole de la Ville, des besoins des producteurs et de la nécessité de redynamisation émis par la Ville de Ciney, le projet aura donc pour objectif de valider les pistes de réorientations émises pour le marché couvert :

- Promotion de la profession d'éleveur et garder la fonction historique du lieu - *partenariat à étudier avec des organismes actifs dans le secteur : l'AWE, l'ARSIA, l'OPA...*
- Création d'un musée / centre d'interprétation du monde rural / centre didactique de l'agriculture et l'alimentation
- Création de cellules de transformation -*partenariat à étudier avec Wama beef et AgriNew asbl*
- Création d'une halle des produits locaux

D'autres pistes de diversification pourraient aussi être envisagées :

- Formation à l'emploi (boucherie, horeca...) - *en partenariat avec l'Epasc, l'Ifapme ou le GAL Condroz-Famenne qui organise des formations découpe et préparation pour valoriser les colis de viande*
- Cuisine / service traiteur : plats à manger sur place ou à emporter - *à développer en partenariats avec le restaurants présent sur le site (le Blanc-bleu)*
- Préparation de colis de viandes ou de box/paniers de produits locaux (commande en ligne à développer pour booster le service) - *en partenariat avec la coopérative « Cocoricoop »*

Ces différents projets pourraient se faire en partenariat public-privé de manière à ouvrir les pistes d'investissement et ouvrir les sites à une plus grande variété d'acteurs. Il est par contre important que les acteurs qui se joignent au projet en partage également la philosophie.

Création d'un hall relais agricole « pôle viande bovine » ?

Les différentes activités présentées ci-dessus pourrait se développer dans une sorte de « pôle viande bovine » autour duquel graviterait les acteurs du secteur bovin. Le concept de hall relais agricole semble adapté à cet objectif. Plusieurs appels à projets à projets visant à soutenir la création de ce type d'infrastructure ont déjà été lancé par la Région wallonne, d'autres pourraient encore suivre.

Le Hall Relais Agricole (HRA) est juridiquement défini comme étant un immeuble destiné à accueillir des activités de stockage, de transformation, de conditionnement ou de commercialisation de produits agricoles, par des agriculteurs ou des SCTC (sociétés coopératives de transformation et de commercialisation), ainsi que l'équipement mobilier ou technique de ces immeubles destinés à développer des circuits courts de valorisation des produits agricoles (AGW 30/08/2018, Art 1er, 4°)

L'objectif d'une telle infrastructure est notamment de :

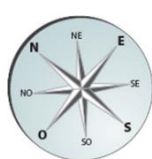
- développer des circuits courts alimentaires visant une agriculture familiale, nourricière et économiquement rentable.
- faciliter la rencontre entre l'offre et la demande de la production agricole à une échelle locale.

Cette philosophie étant déjà celle à l'œuvre au sein du marché couvert et que ce projet cherche à développer davantage par d'autres activités, le concept de hall relais agricole pourrait donc très bien se prêter au site et aux ambitions affichées.

Quelle localisation ?

Comme expliqué ci-dessus, le site du marché couvert est immense avec un bâtiment d'environ 20.000m², situé au milieu d'un site de près de 15 ha. Même si l'activité du marché aux bestiaux anime encore le site chaque semaine, elle n'a plus l'ampleur d'autrefois et la fréquentation des bestiaux et éleveurs diminue au fil des ans.

L'asbl Marché couvert, la Ville de Ciney et d'autres partenaires ont donc réfléchi à comment réinvestir les parties du marché couvert qui sont moins utilisées aujourd'hui. Ainsi, le bâtiment situé au nord du site (entouré en rouge ci-dessous) pourrait accueillir de nouvelles activités sans perturber l'activité du marché aux bestiaux. De plus, il est en connexion directe avec le hall principal et l'espace restaurant du site.



Plan du site du marché couvert (source : asbl le Marché couvert)

Zoom sur le bâtiment discuté

Le bâtiment en question fait près de 2000m² et pourrait sans problème accueillir les diverses activités présentées ci-dessus. Un réaménagement du hangar serait néanmoins nécessaire pour agencer l'espace de manière adaptée aux activités à y loger. Cette partie du site accueille déjà le « petit marché » et cela fait donc sens d'y développer les autres activités discutées.



Exemples de coopératives autour de la mise en valeurs des produits locaux et des acteurs du monde agricole

Wapicowp : atelier de découpe coopératif « par les éleveurs et pour les éleveurs »

La salle de découpe propose plusieurs services de découpe en fonction des besoins émis par les clients : découpe et désossage en PAT (prêt à trancher), découpe et transformation de la viande en vue de réaliser des colis, autres préparations de viande...



Hall relais agricole - ex : Agricovert Gembloux :

Agricovert est une coopérative agricole écologique qui rassemble différents producteurs de la région avec pour but principal de vendre leurs produits locaux à un prix juste et viable.



Plusieurs services sont rassemblés au sein des Ateliers de Gembloux de la coopérative :

- Boulangerie
- Cuisinerie : service traiteur
- Atelier Boucherie : disponible à la location et préparation chaque mois de colis de viande avec des viandes de producteurs locaux.

Halle de Han

Centre de compétences et espace citoyen et solidaire, la Halle de Han rassemble :

- Un marché fermier hebdomadaire ;
- Un service traiteur : plats à emporter ou à consommer sur place 1x / semaine ;
- Un service de « boîte repas locale » composée de produits locaux et prête à cuisiner ;
- Un espace public numérique et un studio graphique ;
- Des formations à l'emploi (horeca, métier de la vente, etc.)
- Un e-shop : commander en ligne ses produits locaux et venir retirer son colis le vendredi ;



2. Justification du projet

La ville de Ciney et sa région rassemblent une série d'acteurs économiques développant des activités qui sont liées plus ou moins étroitement à la filière viande. Comptant plusieurs opérateurs agro-industriels privés et publics, le territoire de Ciney peut être considéré comme un centre agro-alimentaire important. Le marché aux bestiaux constitue un lieu de rencontre par excellence pour tout le secteur du bétail et de la viande et le lieu phare pour les marchands de bétail. Il est devenu l'un des plus gros marchés bovin de Belgique.


Malheureusement, la tendance est aujourd'hui à la baisse notamment dû à l'évolution structurelle. Le marché couvert connaît des difficultés liées à une forte baisse de sa fréquentation constatée ces deux dernières décennies. Le marché couvert joue toujours le rôle de plaque tournante pour tout le secteur bovin de la région, mais son attrait a aujourd'hui diminué.

Après avoir connu des marchés avec plus de 4000 bêtes dans les années 80, la moyenne pour l'année 2022 est d'un peu plus de 1500 bestiaux. Les multiples crises connues dans le secteur, la diminution du cheptel en Belgique, les changements d'habitude alimentaire ou encore la diversification des habitudes commerciales sont les principales causes de cette érosion récurrente.

La rentabilité du marché est donc de plus en plus ténue et sa pérennisation remise en question.

Devant ce constat, l'ASBL Marché couvert, la Ville de Ciney et d'autres partenaires ont entamé une concertation et des analyses en vue de lutter contre cette baisse de fréquentation mais aussi en vue de redynamiser et de diversifier les activités de ce bel espace de développement économique en périphérie de la Ville de Ciney.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |



III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique

- | | |
|-----|--|
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |



VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs

- | | |
|-----|--|
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.2 | Mieux utiliser le potentiel économique des parcs d'activité économiques pour le développement du centre-ville. |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Pérenniser l'activité du site du marché couvert | x | | x |
| Poursuivre le rôle d'infrastructure de soutien au monde agricole | | | x |
| Donner de la visibilité aux agriculteurs et producteurs locaux | | | x |
| Faciliter et promouvoir les circuits courts | | x | x |
| Assurer la transition vers la diversification des activités agricoles et les changements des habitudes de consommation | x | x | x |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Marché couvert de Ciney |
| Périmètre d'intervention | Parcelle cadastrale 213V² |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle L'objectif du projet est de réinvestir une partie des bâtiments actuels du marché couvert. Les activités proposées devraient s'implanter dans la partie du site du marché couvert où se déroulent déjà actuellement le « petit marché ».</p> <p>Intégration architecturale et paysagère Ce projet vient s'implanter dans une partie des bâtiments existants du marché couvert, actuellement sous-occupé. L'enveloppe extérieur du bâtiment ne devrait pas être modifiée ou très peu.</p> <p>Intégration culturelle/économique/sociale Les nouvelles activités seront développées autour de la filière viandeuse de manière à compléter l'activité historique du site : le marché aux bestiaux. De plus, elles pourront aussi s'associer à l'offre horeca déjà existante sur le site avec les deux restaurants.</p> |
| Cadre légal | Le site est situé en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur. |
| Statut de propriété | Communale |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney Exploitation du marché couvert de Ciney - asbl GAL Condroz-Famenne et GAL Pays des Tiges et Chavées CLDR | <ul style="list-style-type: none"> GAL Condroz-Famenne, GAL Pays des Tiges et Chavées | <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney Exploitation du marché couvert de Ciney - asbl |

Partenaires potentiels : l'EPASC, l'AWE, l'ARSA, l'OPA, l'HEPN, IFAPME, Agrinew asbl, Wama beef, Cocoricoop, Pôle fromager de l'Epasc, l'APAQ-W...

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subsidy |
|---|--|
| Plan de relance de la Wallonie (financé par l'Union européenne) | « Relocaliser l'alimentation en wallonie » - appel à projets lancé en 2022 mais sera peut-être réitéré |
| Plan wallon d'investissement | Appel à projet « Hall relais agricole » |
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT - Direction du Développement rural | Subsides octroyés par le développement rural : « Atelier Rural » |
| Fonds propres communaux | |
| Eventuels partenariat publics-privés | |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Besoin de rénovation et réaménagement du bâtiment.
 - Maîtrise foncière de la commune.
- État du dossier

Le dossier a déjà fait l'objet d'une demande de subsides introduite pour l'appel à projets « Relocaliser l'alimentation en wallonie », sans être repris. Depuis la demande pour ce projet est revenue avec insistance de la part des acteurs du secteur.
- Programme des travaux
 - Analyse de l'état du bâtiment
 - Travaux de rénovation et de mises en conformité par rapport aux activités choisies.
 - Réaménagement de l'espace intérieur pour plus de fonctionnalité et de convivialité.
- Démarches administratives à réaliser
 - Démarche n° 1 : demande de subsides pour réaliser le projet ;
 - Démarche n° 2 : désignation d'un auteur de projet
 - Démarche n° 3 : obtention des autorisations et avis nécessaires
 - Démarche n° 4 : instruction de la demande de permis

- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin
 - Mise en place d'une structure ou organisme de gestion des activités
 - Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux
 - Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants afin d'assurer l'utilisation et la fréquentation des aménagements
 - Soutien les projets et activités accueillis afin de garantir son fonctionnement à long terme.
 - Etablissement d'un ROI

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

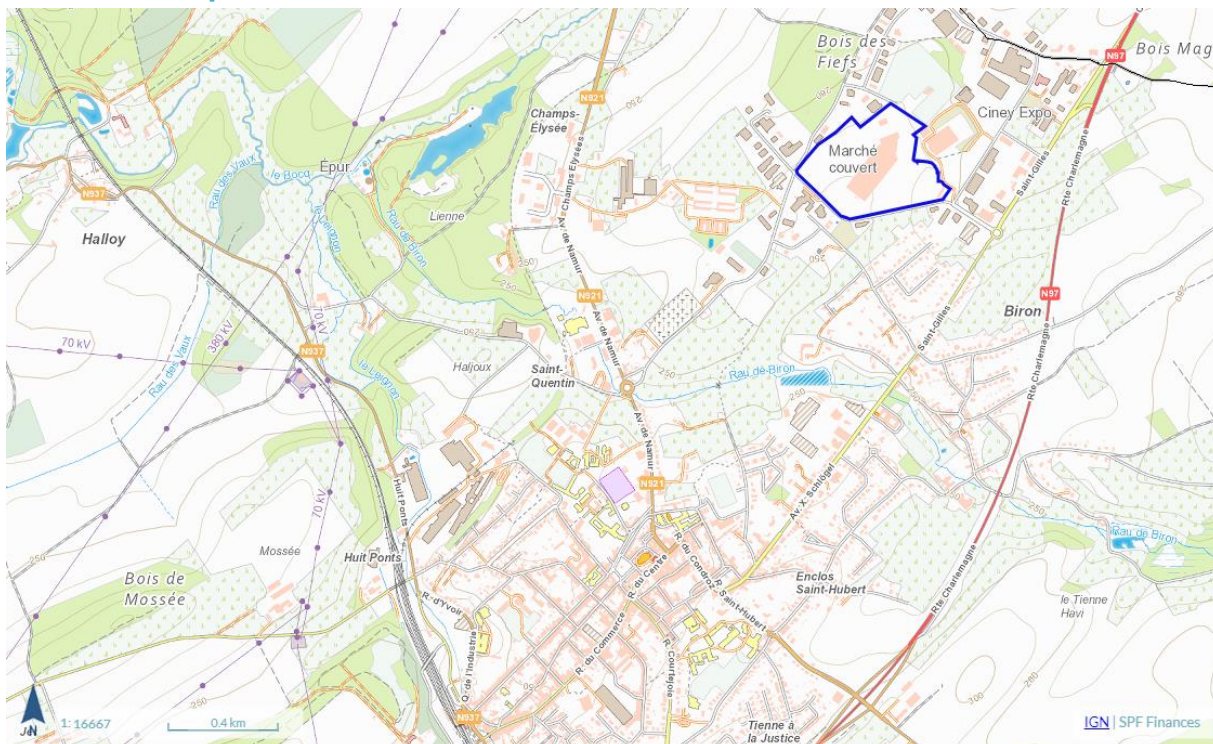
| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|---|---|
| Travaux réalisés et équipements installés | Halle de produit locaux aménagée | PV de réception provisoire |
| Travaux réalisés et équipements installés | Équipements pour accueillir d'autres activités autour de la filière viandeuse | PV de réception provisoire |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|---|---|
| Occupation de la halle | Au moins une activité par mois | Calendrier d'occupation |
| Fréquentation du site du marché couvert | Augmentation de 20% de sa fréquentation | Nombre de visiteurs (comptage aux entrées du site) |

9. Annexes

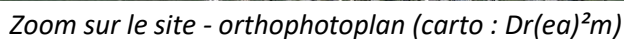
Annexe 1 : plan de situation



Zoom sur le site



Zoom sur le site - fond de plan IGN (carto : Dr(ea)²m)



Annexe 3 : Dossier photographique



Vue depuis l'ouest du bâtiment (photo : Dr(ea)²m)



Vue depuis l'est du bâtiment (photo : Dr(ea)²m)

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Annexe 5 : plan du site



Entretien, restauration et mise en valeur du petit patrimoine populaire wallon

Fiche n° 2.5
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Site de la commune

Le site de la commune accorde plusieurs pages au patrimoine de Ciney. Plusieurs sections définissent le Petit Patrimoine Populaire (PPP), décrivent les catégories de patrimoine, les types d'éléments et présentent de nombreux exemples et illustrations existants sur la commune.

Recensement sur l'AWaP

Suite à la sélection de la commune à l'appel à projets pour le recensement du petit patrimoine populaire, un groupe de travail a été créé. Les recherches et recensements ont abouti à 770 fiches descriptives disponibles sur le site de l'Agence Wallonne du Patrimoine (Figure 1).

Lors de ce recensement, les connaissances populaires ont été sollicitées. Le projet a été communiqué sur de nombreux canaux afin que les citoyens aient l'occasion de partager leurs connaissances sur le petit patrimoine.



Petit patrimoine - Appel à projet 2019 - Recensement

Identification de l'élément



Appellation courante : **Monument aux morts d'Achêne**

Catégorie principale selon l'AM du 21-05-2019 : **11. Patrimoine militaire et commémoration**

Catégorie secondaire selon l'AM du 21-05-2019 : **11.2 Les monuments aux morts**

Figure 1 : Extrait de l'une des fiches du recensement cinacien du projet de l'AWaP¹.

Brochure « Le petit patrimoine populaire de Ciney »

Grâce au recensement réalisé pour l'appel à projet de 2019 de l'AWaP, la commune a publié une brochure attractive qui vulgarise le petit patrimoine cinacien et en présente quelques éléments (Figure 2). Cette brochure a été distribuée à la population et se trouve à l'Hôtel de Ville, au Centre Culturel et à l'Office du Tourisme.



Figure 2 : Extrait de la brochure réalisée par la commune pour présenter et vulgariser le petit patrimoine populaire.

Panneaux explicatifs pour les croix

La commune a financé la réalisation de panneaux explicatifs pour les croix de Ciney (Figure 3). Grâce au travail de recherche et d'écriture réalisé par le Royal Cercle Historique de Ciney, 23 panneaux ont pu être installés en 2020.



¹ <https://lampspw.wallonie.be/dgo4/petit-patrimoine-recensement/assets/documents/pdf/communes/91030.pdf>



Figure 3 : Exemples des panneaux didactiques et des croix de Ciney (Photos : DR(EA)²M).

Exposition

En 2019, le centre culturel et l'office du tourisme ont organisé une exposition sur le petit patrimoine populaire de la commune. Elle s'est tenue de mi-juillet à fin septembre.

Brochure « Patrimoine Mémoriel »

La commune et plusieurs partenaires ont réalisé une brochure présentant le patrimoine mémoriel de Ciney. Des photos, descriptions et explications sont fournies (Figure 4). De plus, une carte localisant approximativement les éléments de ce patrimoine a été réalisée (Figure 5).

| | |
|---|---|
|  | <p>MONUMENT COMMÉMORATIF 14-18 40-45 - RUE DES CAPUCINS</p> <p>"PATRIOTE SOUVIENS-TOI DE NOS MORTS ET DE NOS MARTYRS - 14-18 - 40-45"</p> |
|  | <p>Les écoles aussi commémorent leurs morts...</p> <p>MONUMENT COMMÉMORATIF 14-18 40-45 - ARC - S.O. BERTRAND</p> <p>Monument érigé à la mémoire des professeurs, élèves et anciens élèves morts pour la Patrie. C'est l'oeuvre de MM. Mousny et Istat. Il a été inauguré le 21 juillet 1948.</p> <p>"1914-1918 / 1940-1945 - Parmi les plus beaux noms, leurs noms sont les plus beaux. La vix d'un peuple entier les berce en leur tombeau".</p> |

Figure 4 : Extrait de la brochure réalisée pour présenter le patrimoine mémoriel.

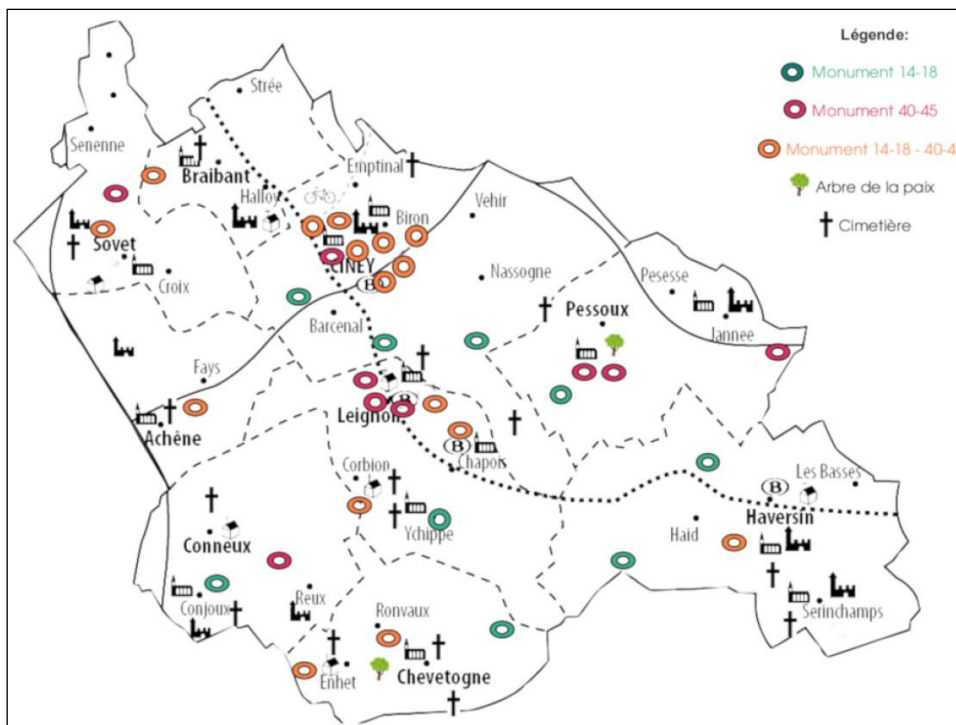


Figure 5 : Extrait de la carte réalisée pour le patrimoine mémoriel.

Description des aménagements proposés

Entretien et restauration des éléments du patrimoine en mauvais état

Les éléments du patrimoine de propriété publique, dont l'état est dégradé, seront rénovés, de manière à assurer leur conservation sur le long terme. Les bonnes pratiques à appliquer sont reprises en annexes. Le degré d'urgence sera le critère décisif dans les choix.

Site de la commune

Les informations présentes sur le site pourraient bénéficier d'une relecture. Les quelques fautes oubliées pourraient être corrigées et les informations pourraient être mises à jour. La forme du site et la présentation des différentes pages pourraient être rendues plus attractives.

Recensement sur l'AWaP

Une mise à jour des fiches pourrait être réalisée.

Brochure « Le petit patrimoine populaire de Ciney »

La brochure pourrait être rendue accessible en ligne, sur le site de la commune.

Panneaux explicatifs pour les croix

Les panneaux pourraient bénéficier d'un nettoyage. De plus, les croix disposant d'un panneau pourraient être nettoyées, voire restaurées si nécessaire. Les alentours pourraient être entretenus de manière à mettre en valeur ces éléments du patrimoine. Les croix pourraient être géoréférencées sur une carte interactive publique.

Exposition

Le centre culturel pourrait à nouveau créer une exposition sur le thème du petit patrimoine cinacien.

Brochure « Patrimoine Mémoriel »

La brochure pourrait être rendue accessible en ligne, sur le site de la commune. La carte réalisée pourrait être publiée en ligne sur un outil interactif. Les éléments du patrimoine mémoriel y seraient géoréférencés.

Balades

Un parcours de géocaching pourrait être créé par la commune et proposé sur le site communal et sur le site de l'office du tourisme. Des balades « patrimoine » pourraient être créées par le service du tourisme. Elles parcourraient notamment les croix, le patrimoine mémoriel, les éléments repris dans la brochure du petit patrimoine populaire. Les tracés seraient géoréférencés. Les supports créés pour les balades seraient faciles à prendre en main et à utiliser.

2. Justification du projet

Besoin de la population

Les citoyens relèvent un manque d'entretien et de mise en valeur du petit patrimoine populaire. De plus, des actes de vandalisme ont endommagé certains éléments. Les citoyens craignent une disparition des petits éléments patrimoniaux. La vision du territoire pour les 10 prochaines années est de faire contribuer le petit patrimoine populaire et le patrimoine classé à la renommée de Ciney.

Lien potentiel avec d'autres projets



- 1.3 Aménagement de liaisons douces utilitaires communales et transcommunales
- 1.7 Réflexion quant à la réaffectation et/ou l'utilisation de certains éléments du patrimoine immobilier religieux pour des activités socio-culturelles
- 1.9 Renforcement de la coordination de l'action sociale en faveur des publics fragilisés
- 2.12 Mise en place de mesures de soutien à l'économie locale
- 2.13 Organisation d'actions de promotion de la pratique du sport
- 3.12 Aménagement du cœur de village d'Achêne
- 3.16 Création d'un atelier rural et d'un espace de coworking

Effets attendus

- Revalorisation du patrimoine
- Embellissement de la commune
- Accroissement de l'attractivité des citoyens pour les vestiges de leur commune

- Enrichissement de l'offre touristique

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Revalorisation du patrimoine bâti | x | | |
| Embellissement de la commune | x | | |
| Accroissement de l'attractivité des citoyens pour les vestiges de leur commune | x | | |
| Enrichissement de l'offre touristique | x | | x |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|----------------------------|---------------------|
| Nom et adresse | Territoire communal |
| Périmètre d'intervention | / |

| | |
|--|--|
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration environnementale. Les nettoyages se feraient dans le respect de la biodiversité qui s'est installée.</p> <p>Intégration paysagère. Les mises en valeur amélioreraient les paysages des alentours sans les transformer.</p> <p>Intégration économique. Il pourrait y avoir des retombées touristiques due à l'attractivité accrue.</p> <p>Intégration sociale. Le sentiment d'appartenance au territoire serait renforcé, la cohésion sociale pourrait être améliorée et l'image du territoire serait améliorée.</p> <p>Intégration culturelle. Des témoins de l'histoire seraient revalorisés.</p> |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | Propriétés publiques, Fabrique d'Eglise |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|-----------------------|---|--|
| CLDR | <ul style="list-style-type: none"> • CLDR • ADL • Royal Cercle Historique Cinacien • Groupe des Sentiers • Petit patrimoine • Riverains • Commune • Service Tourisme • Professionnels extérieurs • Associations | <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subsidie |
|--|---|
| AwaP | Subvention pour les travaux de restauration ou de mise en valeur (max 7.500 €); Subvention pour les actions collectives de mise en valeur et de promotion (max 2.500 €) |
| Direction de la Nature et des Espaces verts du Service public de Wallonie (DNEV) | BiodiverCité |
| Direction des Attractions et des Infrastructures touristiques | Aide à l'équipement touristique |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
- Besoin d'experts pour les restaurations
- Besoin de professionnels pour la cartographie
- Besoin du centre culturel et d'autres partenaires pour l'exposition
- Mobilisation du personnel communal pour les balades (possibilité de participation citoyenne)

- État du dossier

De nombreuses actions de mise en valeur du petit patrimoine populaire ont été entreprises au fil des années.

- Programme des travaux
- Phase 1 : Nettoyage des panneaux explicatifs, restauration des croix et entretien des abords
- Phase 2 : Mise à jour du site internet, du recensement de l'AWaP et publication des brochures
- Phase 3 : Création des balades et de l'exposition

- Planification

Certaines actions peuvent être commencées simultanément :

- Croix
 1. Restauration ou nettoyage des croix par des professionnels du milieu
 2. Nettoyage des panneaux explications et entretien des abords
- Communication
 1. Mise à jour du site de la commune
 2. Publication des brochures
 3. Géoréférencement des éléments du patrimoine et cartographie
 4. Publication des cartes interactives
 5. Mise à jour du recensement de l'AWaP
- Balades
 1. Création des balades avec ou sans l'aide de la population
 2. Publication des tracés sur les cartes interactives
- Création de l'exposition
 1. Discussions avec les parties prenantes (commune, centre culturel et tous les acteurs de la sauvegarde du patrimoine)
 2. Organisation de l'exposition

- Démarches administratives à réaliser
- Appel d'offre pour les experts en restauration et entretien d'éléments patrimoniaux anciens
- Appel d'offre pour cartographe
- Pour la création des balades, participation citoyenne éventuelle à lancer
- Contact à prendre avec les acteurs du milieu pour l'organisation de l'exposition
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
- Entretien régulier des éléments restaurés et nettoyés
- Mises à jour ponctuelles des cartes, recensements et éléments interactifs.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--|---|
| Amélioration des articles du site de la commune | Augmentation du nombre de visites sur le site | Données statistiques |
| Éléments du patrimoine nettoyés et restaurés | Nettoyages et restaurations réalisés des 23 sites possédant des panneaux explicatifs | Photographies, factures, etc. |
| Brochures publiées | Présence des brochures sur les réseaux de communication | Supports existants sur les réseaux |
| Balades créées | 5 balades (patrimoine mémoriel, croix, autres) | Données interactives présentes sur les sites de communication de la commune |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|---|---|
| Durabilité | 100% des supports fonctionnels d'ici 10 ans | Etat des lieux |

| | | |
|-----------------------------|--------------|----------------------------------|
| Satisfaction des promeneurs | Amélioration | Enquête avant et après le projet |
|-----------------------------|--------------|----------------------------------|

Annexe 1 : ENTRETENIR, RESTAURER, AMÉNAGER UN ÉLÉMENT DU PETIT PATRIMOINE

Bonnes pratiques recommandées par l'Assistance Territoire et Patrimoine (Atepa) de la Fondation Rurale de Wallonie (FRW).

L'entretien

- vérifier la toiture d'un petit bâtiment (ardoises ou tuiles à remplacer, gouttière à nettoyer ou à changer, descente d'eau à vérifier, mousse à éliminer...) ;
- nettoyer les gouttières et descentes d'eau, les bassins, les fontaines, les abreuvoirs... ;
- tailler ou éliminer une végétation trop abondante qui pourrait endommager la couverture, la maçonnerie, un vitrail... ;
- enlever les mousses et lichens sur les éléments pierreux ;
- remettre en peinture des éléments de menuiserie et/ou de ferronnerie ;
- effectuer un traitement insecticide et fongicide d'éléments en bois ;
- remplacer une vitre brisée ;
- nettoyer et ramasser les débris ;
- débroussailler, enlever les mauvaises herbes ;
- enlever les tags et les graffiti ;
- maintenir si possible en fonction sinon conserver autant que possible les accessoires et mécanismes.

La restauration

En général

- dans la mesure du possible, ne pas déplacer l'élément et privilégier sa restauration sur place pour éviter le démontage... hasardeux et coûteux ;
- éviter la dépose de certains éléments endommagés, celle-ci pouvant engendrer d'autres dommages ;
- laisser les « cicatrices » du monument (éléments ajoutés pour stabiliser, petites fissures ne mettant pas en péril la stabilité, éléments disparus dont on ne connaît pas la forme...) : elles font partie de l'histoire du monument ;
- réparer plutôt que remplacer (exemple : menuiserie) ;
- sécuriser les éléments et objets de valeurs.

Les matériaux

- utiliser des techniques de nettoyage douces et non agressives (pas de sablage) ;
- ne chercher à réparer que les éléments qui menacent la stabilité ou posent des problèmes de sécurité publique ;

- conserver et remployer si possible les matériaux en place, des matériaux anciens de récupération peuvent également être utilisés ;
- si la restauration ne peut s'effectuer sans apport de matériaux neufs, ces derniers doivent avoir un aspect et des dimensions proches de ceux d'origine (format d'ardoise, de pierre, de brique...) ; il ne faut ajouter d'élément « moderne » en toiture comme une gouttière, des rives ardoisées... si ces éléments étaient inexistantes dès l'origine ;
- rejointoyer selon les techniques anciennes ;
- ne pas utiliser de ciment sur des mortiers à la chaux ;
- éviter le colmatage, très perceptible, des fissures. Celui-ci peut de plus entraîner un vieillissement différent des matériaux ;
- recoller à la résine si le délitement est important ;
- bannir l'hydrofuge, il n'est d'aucune utilité sur un monument non chauffé ;
- éviter d'enlever la patine saine par des techniques trop agressives comme le sablage ;
- si la salissure d'une statue le nécessite, utiliser la technique du microbillage qui consiste à nettoyer très progressivement les différentes parties jusqu'à atteindre la patine saine ;
- éviter de vernir les éléments en bronze. Si nécessaire, appliquer une cire respirante et mate à renouveler périodiquement ;
- utiliser des peintures non métallisées, non brillante et dans le respect des couleurs d'origine.

Les inscriptions

- éviter de regraver les lettres effacées dans la pierre (fragilisation du monument, aspect trop neuf...);
- pour redonner de la lisibilité aux inscriptions, envisager de redorer les lettres qui l'ont été autrefois ou, dans le cas de l'effacement de celles-ci, apposer une plaque de plexiglas sur le monument qui reprendra les textes dégradés.

L'aménagement des abords

Si l'aménagement se veut indispensable, il faudra :

- conserver le caractère rural du lieu et éviter tout artifice ;
- privilégier des revêtements de sol traditionnels et drainant ;
- entretenir les revêtements (démousser, balayer...) ;
- respecter le cadre paysager, réfléchir aux objectifs des plantations (mise en valeur intégration, masquage d'un élément disgracieux...), faire le choix de quelques plantations en accord avec le lieu et l'élément à valoriser ;
- éviter de placer les éléments de signalisation routière sur un élément du patrimoine ou à proximité immédiate ;
- protéger les accès des éléments liés à l'eau (sécurité).

Mise en place d'équipements et d'actions facilitant les déplacements durables et la multimodalité

Fiche n° 2.6
Priorité : lot 2

1. Description du projet

L'objectif de ce projet est de mener des actions de promotion et de sensibilisation autour des modes de déplacement durables et de la multimodalité.

- La *mobilité durable* vise à assurer l'accès aux territoires pour tous les citoyens tout en réduisant l'impact environnemental des déplacements. Pour cela il faut tenir compte des critères économiques, sociaux et environnementaux dans la mise en œuvre des politiques de mobilité. (« *La mobilité durable un boulevard vers l'avenir* » - *Espace-Environnement*, 2015)
- La *multimodalité*, c'est choisir ou pouvoir choisir le meilleur moyen de transport en fonction de la nature du déplacement à effectuer. En effet, l'utilisation systématique de sa voiture individuelle n'est pas toujours le moyen le plus pertinent. (« *La mobilité durable un boulevard vers l'avenir* » - *Espace-Environnement*, 2015)

Ces concepts concernent la mobilité piétonne, cyclable, les transports publics mais aussi les transports privés (automobile).

Plusieurs leviers d'action sont à disposition des communes qui veulent agir en faveur de la mobilité durable et de la multimodalité :

- l'information / sensibilisation / mobilisation : promotion des solutions de mobilité alternatives et innovantes (mobilité scolaire et professionnelle), de matériel (démonstration, test, primes à l'achat).
- l'aménagement de l'espace public : installation d'équipements, sécurisation des modes actifs, amélioration de l'accessibilité...
- l'exemplarité de l'administration communale (déplacement domiciles-travail, etc.);
- la concertation avec les autres acteurs de la mobilité (SNCB, SPW, TEC...).

Pour ce projet, il a été choisi de se concentrer sur les deux premiers leviers d'action.

Déplacements durables

Actions de promotion de la mobilité douce

Plusieurs types d'action sont envisageables pour faciliter et encourager la mobilité active.

Testing de vélos

L'organisme ProVelo propose plusieurs services pour encourager et faciliter la pratique du vélo, notamment la possibilité de tester des vélos électriques, vélos pliants, vélos Cargo ou encore vélos Longtail. Ces campagnes de test de vélos peut se faire directement en collaboration avec les communes demandeuses, durant une période donnée (généralement entre 1 et 3 mois). Ces formules de test sont payantes pour les usagers mais incluent un service d'accompagnement personnalisé, une formation à la conduite et présente un avantage économique si le testeur souhaite acheter un vélo en fin de test.

Cela permet aux personnes hésitantes de se tester et de sauter le pas si l'expérience est concluante !

Mon école à vélo

L'organisme ProVelo propose également de répondre aux besoins des établissements scolaires demandeurs et de les accompagner lors de trois grandes étapes :

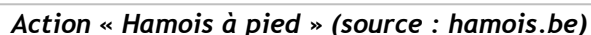
- l'apprentissage des compétences
- le développement d'une dynamique vélo dans et vers l'école
- l'autonomisation de nos partenaires pour pérenniser cette dynamique.

Au-delà des savoirs et des techniques, le vélo est utilisé comme clé de construction collective et d'épanouissement de chacun.

Il est ensuite possible de faire découler d'autres actions de cette campagne d'actions et de sensibilisation comme le VéloBus (un ramassage scolaire à vélo) ou le Rang vélo (une alternative aux transport en commune pour se rendre aux activités à vélos).

La carte de la ville à pied

La marche est un moyen de déplacement très efficace sur les courtes distances pour les déplacements de proximité, qu'ils soient utilitaires ou de loisir. Comme l'explique l'asbl Tous à pieds, « on s'imagine souvent être moins rapide à pied alors que sur des trajets courts, la vitesse est généralement de 12min pour 1km ». Tous à pied réalise pour les Villes et Communes des cartes permettant de mettre en évidence le temps de marche entre les pôles majeurs de leur territoire et/ou à partir du centre de la commune. Ces cartes peuvent ensuite être affichées sous forme de panneaux à certains endroits stratégiques dans la ville.



- Promouvoir l'utilisation du vélo pour aller travailler à mener auprès des travailleurs et des employeurs. Plusieurs challenges existent : le défi « tous vélos actifs » organisé par le SPW Mobilité, le programme *Bike to work ou encore la journée Wallonie Cyclable*. La Ville de Ciney pourrait se faire le relais de ces actions ou créer elle-même son propre challenge.
- Encourager les entreprises installées sur la commune à proposer des vélos d'entreprise à leurs employés (via leasing ou achat groupé par exemple)
- Promouvoir l'utilisation de la mobilité active pour faire la liaison entre le centre-Ville et le nouveau zoning via le futur boulevard urbain Avenue Schlögel (voir partie « justification »). Cet axe représente en effet une connexion géographique et symbolique forte dans le cœur de Ciney.

structurer autour d'une plateforme spécialisée aussi appelée " système de partage de voiture pour les particuliers ". Plusieurs plateformes existent actuellement, qu'il s'agisse d'une simple mise en relation de voisins souhaitant partager leur véhicule en créant un "groupe de partage", ou d'un système proposant la location de véhicules appartenant à des particuliers.

Quelques exemples de plateformes qui permettent d'avoir un support pour le partage de voitures entre particuliers : Cozywheels, Getaround, Wibee... Ou simplement les plateformes plus classiques et connues de covoiturage telles que Blablacar ou Carpool.

Autres actions de facilitation du covoiturage

- Maintien ou développement des services CAMBIO,
 - Mise en place de groupes de covoiturage dans les villages,
 - Mettre à profit les grands parkings de la ville pour faire du covoiturage ?
- Par exemple, le parking du marché couvert (propriété de la ville de Ciney) n'est pour le moment occupé que les vendredis, jours du marché aux bestiaux. De plus, il est sur le chemin des cinaciens du centre qui doivent aller emprunter la N4 et donc des navetteurs allant travailler vers Namur, Liège et Bruxelles.

Équipements

S'il est important de mener des actions pour sensibiliser et encourager les habitants et travailleurs de Ciney à la mobilité durable et la multimodalité, il est tout aussi important de fournir les moyens et équipements pour faciliter le recours à ces moyens de transports.

Ces équipements peuvent par exemple être installation de bornes de recharge électriques pour les autos et les vélos dans des endroits idéalement situés pour faciliter l'intermodalité (voir ci-dessous « pôle multimodal »)

Il peut aussi s'agir d'installer des parkings et abris vélos tel que les box vélos pour emplacement de stationnement sécurisé.

Ces box permettent par exemple d'entreposer son vélo électrique - plus coûteux - de manière sécurisée, en toute tranquillité. Ce type de solution de stationnement pourrait par exemple être installée dans une gare, sur un parking de covoiturage ou encore dans le centre-ville.



Exemple de Box vélo (source : abri-plus.com)

La ville de Ciney a déjà lancé un marché pour installer 3 ranges-vélos (2 boxes de 5 vélos sécurisés et un grand range-vélo). Les emplacements prévus sont la rue Piervenne (boxe), la rue du commerce (boxe) et le parking du hall sportif.

D'autres ranges-vélos pourraient néanmoins être installés à d'autres endroits de la commune à l'avenir en fonction des besoins ou des demandes.

Pôle multimodal

La logique du SPW Mobilité et Infrastructures est de développer des pôles multimodaux dans chaque commune afin d'en faire la plaque tournante de la commune où s'entrecroisent tous les modes de transport qui traversent le territoire. Ces pôles multimodaux (ou mobipôles) sont assez logiquement localisés à au niveau des gares pour les communes qui en possèdent une. Suivant cette logique, il serait donc intéressant de privilégier la gare de Ciney (ou l'une des autres) pour localiser les équipements favorisant la multimodalité. D'autant plus qu'à Ciney, il s'agit déjà d'une gare de trains et de bus et deux voitures Cambio y sont disponibles.

De plus, la SNCB a entamé fin 2022 les travaux du nouveau bâtiment de gare à Ciney. Le site de la gare de Ciney va devenir un véritable pôle multimodal avec trains, voitures partagées, vélos et les bus. Un parking vélo couvert et sécurisé sera aménagé avec 72 places pour les vélos classiques et 36 pour les vélos électriques.

2. Justification du projet

Un territoire propice à la multimodalité

Ciney dispose de nombreuses possibilités de déplacements multimodaux : gare de Ciney, la plupart des lignes TEC passent par la gare et voitures cambio. Sur base d'un abonnement, les usagers ont la possibilité d'utiliser les voitures partagées de la société Cambio. Les voitures sont disponibles au niveau de deux stations situées sur la place des Chasseurs Ardennais (1 voiture) et sur la place Emile Vandervelde (gare) (2 voitures).

Comme le soulignait le Plan cyclable de Ciney, la taille de la ville est idéale pour développer les déplacements vélos avec environ 10.000 habitants à proximité du centre-ville et la concentration des infrastructures commerciales, sportives, culturelles et des logements dans un rayon de 3km.

De nombreux établissements scolaires - allant de l'enseignement maternel au supérieur - sont également implantés à Ciney. Enfin, le zoning de Ciney-Biron - qui regroupe une centaine d'entreprises et près de 1000 emplois - est situé à proximité du centre, la liaison vers le centre se fait par l'Avenue Schlögel qui va être prochainement réaménagée en Boulevard urbain.

Plusieurs atouts existent déjà sur le territoire :

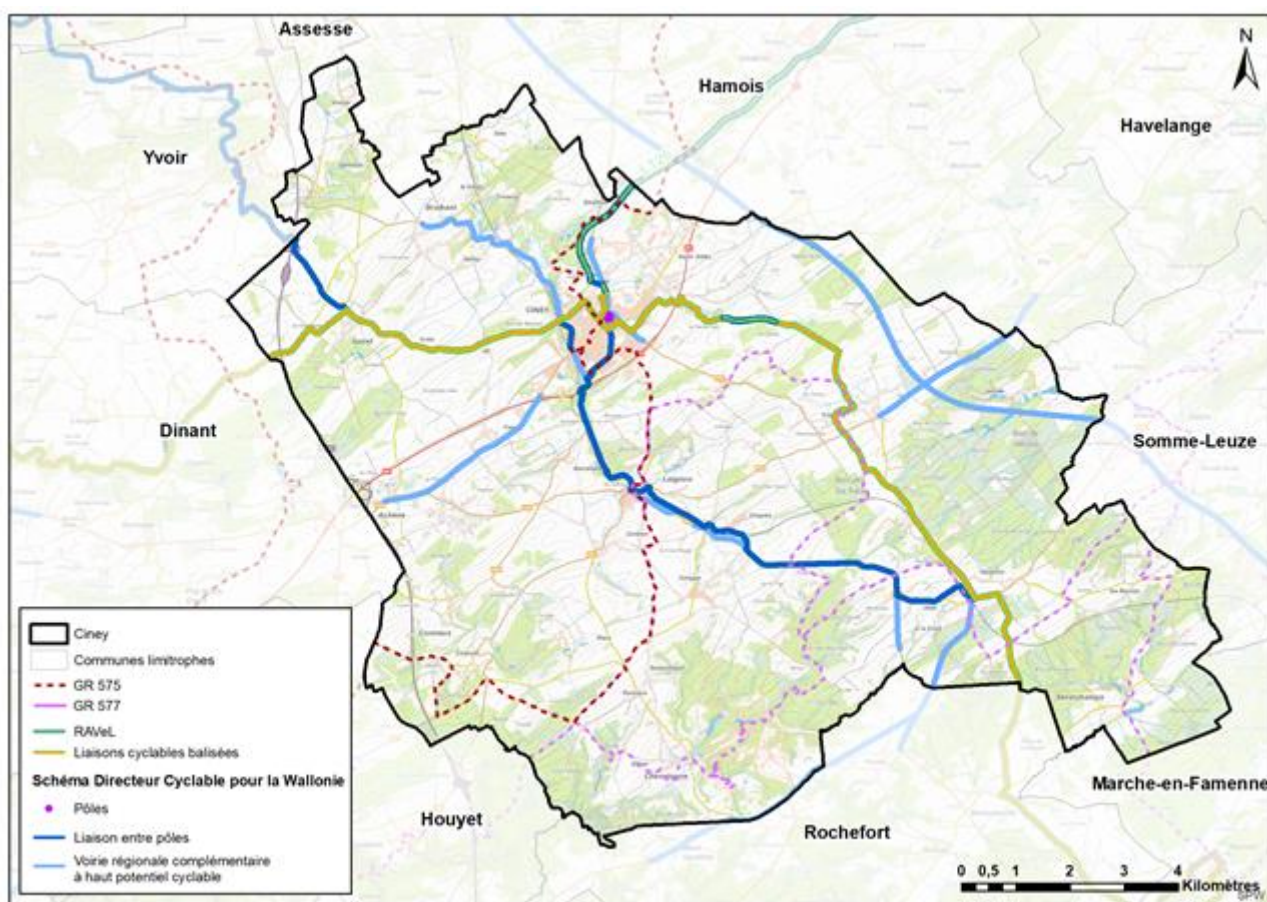
- Un tronçon de RAVeL, plusieurs segments balisés, GR 575 et GR 577 ;
- Maillage de liaisons douces complété par les sentiers d'art et sentiers vicinaux ;
- Existence d'une piste cyclable le long de la N936 entre Ciney et Achêne ;
- Existence d'une nouvelle liaison cyclable entre Chapois, Leignon et la piscine ;
- Existence d'une Commission Vélo depuis 2021
- Suppression des passages à niveau par Infrabel, au profit de ponts et tunnels → Amélioration de la sécurité des usagers de la route, voitures, cyclistes et piétons

Plusieurs solutions de transport collectif sont également disponibles sur le territoire :

- Nouveau réseau de lignes TEC express connectant Dinant à Havelange via Ciney et ses Parcs d'activités économiques ;
- Services de mobilité comme Cambio ou la navette sociale
- Démarche VADA : organisation de transports pour les aînés souhaitant se rendre à l'épicerie sociale de la Croix-Rouge
- Réflexion entre le GAL et le PCS d'Hamois afin de mettre en place du covoiturage

Il conviendra donc de faciliter l'accès aux transports en commun et aux solutions alternatives de déplacement collectif.

Ciney est aussi repris comme pôle au Schéma de Développement Cyclable pour la Wallonie et est le point de départ de plusieurs liaisons entre pôles (vers Dinant, Namur, Huy et Marche-en-Famenne).



Modes doux à Ciney (Source : SPW - Carto : DR(EA)²M)

L'objectif est donc de s'inscrire dans cette offre déjà existante et de la promouvoir de manière à encourager les cinaciens à parcourir leur territoire autrement.

Des plans et programmes qui vont dans ce sens

Dans le cadre du projet régional « Communes pilotes Wallonie Cyclable », un Plan Communal Cyclable (PCC) « 2011-2014 » a été élaboré sur le territoire de Ciney. Un de ses objectifs est de « développer significativement la pratique du vélo au quotidien ».

En décembre 2020, la Ville de Ciney rentrait une nouvelle candidature suite à un nouvel appel à projets. En mars 2021, Ciney était retenue avec 18 autres communes namuroises et se voyait octroyer un subside de 1.400.000€ destiné au développement de l'usage du vélo sur le territoire. En complément de l'attribution de ces subsides, Ciney a mis en place une Commission Vélo en 2021.

En 2021, un nouveau plan de stationnement est entré en vigueur dans le centre-ville, définissant trois zones distinctes en matière de stationnement avec l'objectif de désengorger le centre-ville de la voiture.

Des liens peuvent également être faits avec le GAL Condroz-Famenne et leur fiche « Mise en réseau et développement d'une offre multimodale, qui vise notamment à promouvoir et favoriser l'utilisation des modes de déplacement doux comme alternative à la voiture :

- Encourager l'usage du vélo comme mode de déplacement quotidien
- Au niveau du réseau : renforcer le maillage des sentiers piétons et vélos
- Au niveau de l'équipement : soutien ou développement de services de location, récupération vélos 2e main, restauration, formation à l'entretien du vélo, promotion de l'usage du vélo à assistance électrique, mise à disposition de VAE pour l'essai, installation de bornes de rechargement...

Des liens avec le tourisme et avec la Maison du Tourisme Condroz-Famenne sont également à faire, de manière à renforcer l'offre existante et faire découvrir davantage les atouts du territoire :

- Nombreux attraits touristiques : 164 km de balades, sentiers de Grande Randonnée, RAVeL, patrimoine, folklore, événements ;
- Sentiers d'Art et chasses au trésor, grottes de Conjoux, rallyes, château de Leignon, street art en ville (tourisme)
- Maison du Tourisme Condroz-Famenne à Ciney ;
- Activités du syndicat d'initiative
- 19 lieux d'hébergement touristique et 58 établissements de restauration (présence de gîtes et logements Airbnb dans les villages)

De plus, le PCM ayant été adopté il y a plus de 11 ans, la Ville de Ciney travaille actuellement à son actualisation.

Tous ces plans et programmes vont dans la même direction de diminuer l'usage de la voiture en faveur des autres modes de déplacement, ce que cette fiche-projet vise également à renforcer.

Le statut de « pôles de soutien » conféré par le Schéma de développement communal aux entités de Leignon et Haversin permet aussi de développer un niveau « intermédiaire » de services de transport, entre centre-ville et villages. Ces deux entités disposent déjà de plusieurs services de qualité (commerces, pharmacie, gare, école)

Des projets qui commencent à sortir de terre

Déjà envisagée dans le cadre de son PCC de 2011, la création d'une piste de mobilité douce entre Ciney et Leignon est le premier projet à voir le jour, dans la continuité de la

suppression du passage à niveau de Leignon. Les travaux ont débuté pendant l'été 2023. A terme, il pourrait également être possible pour la Ville de se doter d'une liaison entre Halloy et Ciney (déjà évoquée au sein du PCM), entre Chevetogne et Leignon et entre le RAVeL et la gare de Ciney.



*Illustration du réaménagement de l'Avenue Schlögel en Boulevard urbain
(source : Dr(ea)²m, 2023)*

Outre l'aménagement de l'Avenue Schlögel, de nombreux aménagements sont déjà prévus via le PIMACI :

- Aménagement d'une liaison cyclable entre Leignon et la piscine de Ciney (voir FP 1.3);
- Réaménagement du Quai de l'Industrie pour créer un espace partagé entre piétons, cyclistes et automobilistes ;
- Aménagement d'un parking de covoiturage à Achêne

Cette fiche pourrait donc principalement cibler des actions (voir partenaires comme le GRACQ, Tous à Pied...).

Les effets attendus sont :

- Diminution des voitures dans le centre-ville et les centres des villages ;
- Diminution des problèmes de stationnement ;
- Amélioration de l'accès au centre aux heures de pointe
- Amélioration de la sécurité routière.

Liens avec d'autres fiches-projets :

- FP 1.3 : « Aménagement de liaisons douces utilitaires communales et transcommunales » ;
- FP 2.2 : « Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR) »
- FP 3.6 : « Sécurisation des points noirs en matière de sécurité routière » ;
- FP 3.13 : « Organisation d'actions de promotion de la pratique du sport »

- FP 3.22 : « Actions d'information et de sensibilisation des citoyens aux économies d'énergie »

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.1 | Mettre en place un réseau de voies lentes structurant, fonctionnel et sécurisé entre les villages de l'entité et vers les pôles voisins, de manière à renforcer l'usage de la mobilité active. |
| 2.2 | Améliorer l'offre en mobilité collective, la multimodalité et proposer des services de mobilité adaptés au milieu semi-rural. |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.3 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Augmentation de la mobilité active | | x | |
| Augmentation du covoiturage | x | x | |
| Diminution de la présence de la voiture (centre-ville) | x | x | x |
| Augmentation de la fréquentation du centre-ville à pied ou à vélo | x | | x |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | Equipements à localiser en fonction des besoins et opportunités |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | L'intégration des différents équipements seront à étudier au cas par cas et devra se faire d'un point de vue fonctionnelle (emplacement stratégique pour la multimodalité notamment), socio-économique (répartition en fonction des besoins de la population et des principaux lieux d'activité) et paysagère de manière à se fondre dans le contexte existant. |
| Cadre légal | Sans objet |
| Statut de propriété | Propriétés communales ou autres propriétés publiques (ex : Infrabel) |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|-------------------------------|---|---|
| CLDR GAL Condroz - Famenne | <ul style="list-style-type: none"> • CLDR, CCATM, Commission mobilité • Maison du Tourisme Condroz-Famenne • Icedd (PCM) • Infrabel • SPW Mobilité et Infrastructures • BEP • Gracq • Tous à Pied • Pro-Velo | <ul style="list-style-type: none"> • Commune |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|--|
| SPW Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement | Subsides octroyés par la direction du Développement Rural - <u>Tableau de répartition des subventions DR</u> |
| SPW Mobilité et Infrastructures | <ul style="list-style-type: none"> • FRIC : Fond régional pour les investissements communaux - <u>Dotation variable sur une période pour investissements publics</u> • Droit de tirage : enveloppe de 210 Mo pour la période 2022-2024 pour des aménagements cyclables, piétons ou de mobipôles. • Plan Piéton Wallon 2021 : Des subsides vont être débloqués pour le développement de la mobilité douce - <u>Taux à préciser</u> • Plan Wallonie Cyclable : Appel à projet - Travaux d'infrastructures en faveur des cyclistes - <u>Taux Max 80 %</u> |
| Divers | Partenariats publics privés, Fonds propres communaux, Appels à projets PIWACY |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Maîtrise foncière communale des emplacements choisis pour l'implantation des équipements.
 - Une identification claire des parties d'aménagements pouvant faire l'objet du financement DR devra avoir lieu.
- État du dossier
 - Plusieurs acteurs à coordonner en fonction des plans et programmes en cours. Il sera probablement intéressant d'attendre les conclusions du Plan communal de mobilité qui est en cours de révision.
 - Déterminer les actions et équipements prioritaires, en fonction des autres plans et programmes, investissements (ex : gare, Avenue Schlögel, liaison cyclables), opportunités et actualités.
- Programme des travaux
 - À définir en fonction du choix des équipements.
- Planification
 - Déterminer les actions et équipements prioritaires.
 - Contacter les acteurs en lien avec la thématique pour coordonner les actions.
 - Définir les localisation des équipements (privilégier ceux où il y a une maîtrise foncière).
- Démarches administratives à réaliser
 - Répondre aux éventuels appels à projets en lien avec la thématique.
 - Dossier de demandes de subsides.
 - Appels d'offre pour achat matériel ou équipements.
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Communication sur les actions et équipements mis en place.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|-----------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | 1 équipement installé | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|-------------------------|--|
| Diminution du nombre de voitures dans le centre-ville | Diminution de 10% | Comptage |
| Nombre de covoitureurs | Augmentation de 20% | Enquêtes auprès des habitants / travailleurs de Ciney |
| Parkings vélos | Remplissage de 50% | Location d'emplacements dans les box vélos |
| Vélos électriques | 1 action tous les 2 ans | Actions de mise à disposition de vélos électriques (ou de promotion d'un autre engin de déplacement décarboné) |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Sans objet. Localisation des équipements à définir.

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

Sans objet. Localisation des équipements à définir.

Annexe 3 : Dossier photographique

Exemple d'emplacement où les équipements pourront être installés.



Parking de la gare de Ciney (source : Dr(ea)²m)

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Création d'îlots de fraîcheur en Centre-ville

Fiche n° 2.7
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Le projet a pour but de créer des îlots de fraîcheur dans le centre-ville de Ciney afin de contrer les effets d'îlots de chaleur déjà ressentis en périodes de canicules et/ou qui risquent d'être de plus en plus observés avec les effets du changement climatique.

Un îlot de chaleur se traduit par un échauffement plus important d'un espace urbain (qui subit une hausse de température plus importante en période de chaleur que les zones rurales/vertes alentours) en raison de son imperméabilisation, de son manque d'ombrage, de végétation et d'humidité ambiante¹.

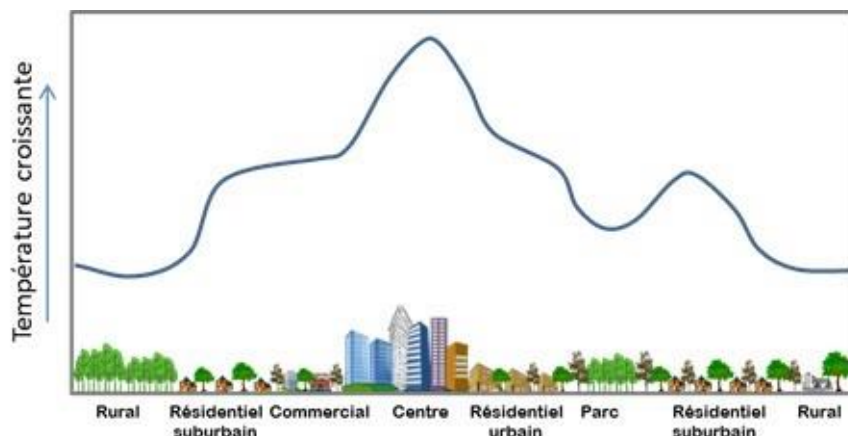


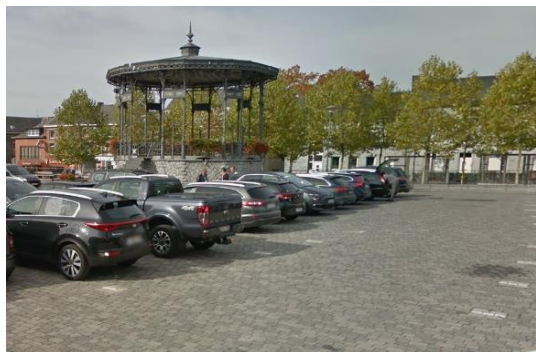
Figure 1 : Principe d'îlot de chaleur urbain (Source : Agence wallonne de l'Air et du Climat)

Les îlots de chaleur sont largement préjudiciables pour la santé publique et influent sur la qualité de vie en ville ; c'est pourquoi ils sont de plus en plus étudiés et intégrés dans le cadre des projets d'aménagements publics. Cette fiche-projet poursuit donc cet objectif précis : intégrer les principes d'îlots de fraîcheur dans ses futurs projets d'aménagements. Ces principes sont détaillés dans les paragraphes qui suivent.

Description du site dans son état actuel

La ville de Ciney ne dispose pas (à notre connaissance) d'outil lui permettant d'identifier les zones les plus critiques vis-à-vis des effets d'îlots de chaleur. Notamment, une analyse cartographique (thermographie aérienne par exemple) pourrait s'avérer utile. Mais à défaut, l'inventaire des espaces publics de la ville peut suffire à identifier les zones d'enjeux.

¹ AWAC : http://leswallonssadaptent.be/les_mesures/test-2 (consulté le 10/08/2023)



Place Monseu



Parking de l'Athénée



Complexe commercial Av. Schlögel



Parking de la gare (arrière)



Rue du centre



Place Roi Baudouin

Figure 2 : Identification de quelques zones à enjeux en centre-ville (Photos : DR(EA)²M)

Un premier inventaire de ces espaces publics et parkings privés à usage public en centre-ville a été réalisé et est fourni en annexe 4 comme base de réflexion future pour la Ville. Toutefois, celui-ci ne se veut pas exhaustif et pourra être complété sur base de l'expérience de terrain.

La fiche-projet donne un cadre de référence aux autorités communales de Ciney pour le développement à moyen-terme d'îlots de fraîcheur dans les espaces urbains d'usage public ; elle ne localise pas d'aménagements précis :

- Soit la Ville pourra décider d'intégrer simplement ces « bonnes pratiques » dans ses futurs aménagements sans programmation précise ;
- Soit elle pourra établir un Plan (son « Plan Fraîcheur », par exemple) pour privilégier l'intégration de ces principes dans des lieux stratégiques : tels que les lieux les plus fréquentés du centre ou considérant les itinéraires les plus empruntés des citoyens cinaciens (ex : gare -> Place Monseu -> lieux de commerce, de travail, divertissement). Un système d'incitants (ou de charges d'urbanisme pour les projets

futurs) pourra être également mis en place pour que ces interventions se prennent place sur des parkings privés.

Description des aménagements proposés

Les principes-clefs pouvant être intégrés dans les aménagements urbanistiques et paysagers sont les suivants :

- ✓ Végétaliser
- ✓ Déminéraliser
- ✓ Eclaircir
- ✓ Ombrager
- ✓ Humidifier
- ✓ Penser la convivialité

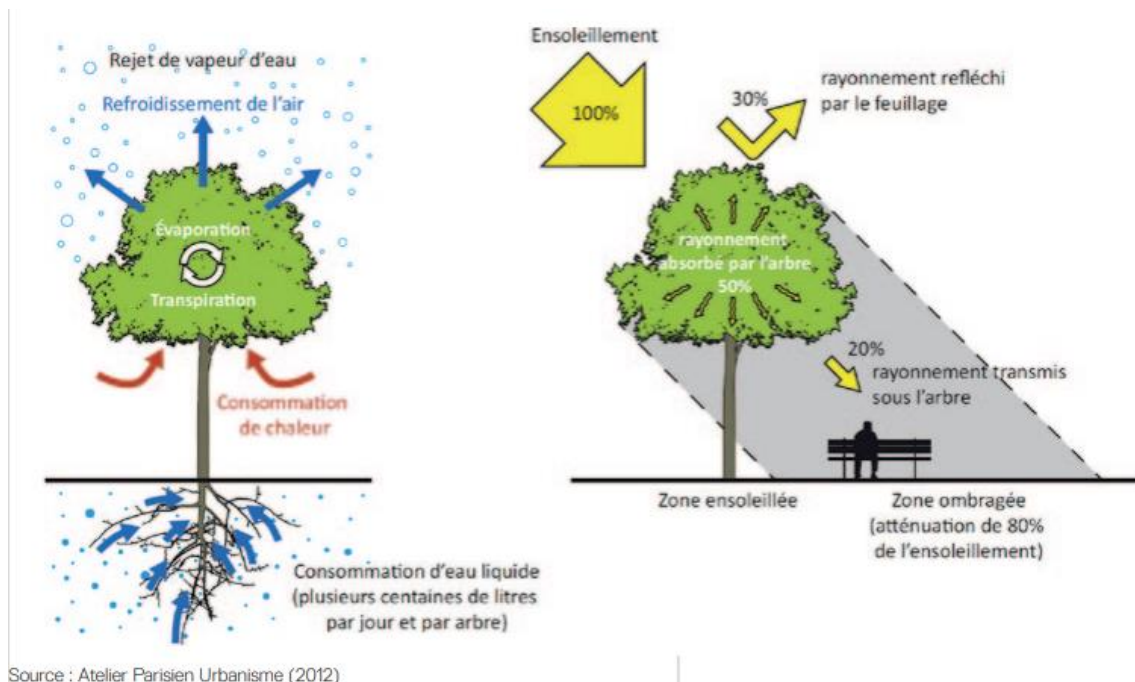


Figure 3 : Rôle du végétal dans le confort estival en ville (Source : ADEUS, repris de l'Atelier Parisien Urbanisme 2012)

Végétaliser

La plantation d'arbres, d'arbustes ou de toute autre strate est l'élément clé de voûte de l'îlot de fraîcheur. Les végétaux permettent en effet de créer de l'ombre et de maintenir une ambiance fraîche via le processus de transpiration végétale.

Déminéraliser

Les surfaces bétonnées ou asphaltées ont tendance à absorber les rayons lumineux et à rayonner ensuite de la chaleur. Au contraire, les revêtements (semi-)perméables permettent l'infiltration de l'eau mais aussi son évaporation, ce qui a pour effet de refroidir la surface mais aussi d'humidifier l'air ambiant. Deux phénomènes jouent donc simultanément : l'absorption de la lumière / stockage de chaleur (qui dépend de l'albédo, cf. point suivant), et l'évaporation de l'eau.



Figure 4 : Végétaliser/déminéraliser les parkings joue aussi le rôle d'îlot de fraîcheur (Source : actu-environnement.com)

Eclaircir

Privilégier des revêtements clairs permet d'augmenter l'albédo de la surface : c'est-à-dire sa capacité à refléter les rayons lumineux. Il existe des matériaux à fort pouvoir réfléchissant, qui réduisent le stockage de chaleur.

Ombrager

Installer des éléments d'ombrage (toiles en terrasse, ombrières de parking, arbres...) permet de stopper les rayons lumineux, diminuer l'ensoleillement et par conséquent réduire la température. Ces éléments créent des espaces propices à se protéger du soleil.



Figure 5 : Projet des Basses Promenades de Reims, intégrant tous les principes d'îlot de fraîcheur (Source : Journal L'Union)

En zone de parking, les ombrières peuvent apporter une solution pertinente quand la plantation d'arbres n'est pas envisageable. Quand elle l'est, le choix des essences d'arbres a son importance (éviter le bois cassant, les gros fruits, enracinement, miellat...)².



Figure 6 : Ombrières en zones de parking (Sources : gauche, BDIR ; droite : Colibri Solar)

Humidifier

Une source d'humidité locale améliore le ressenti thermique. On peut ainsi envisager la création d'un point d'eau, la mise à ciel ouvert d'un cours d'eau anciennement canalisé, l'arrosage/irrigation/la brumisation (même si l'usage de l'eau à cette fin doit se faire de manière consciente et durable, de préférence issue d'un réseau d'eau non potable).

Penser la convivialité

Enfin, l'îlot de fraîcheur jouera pleinement son rôle s'il invite le passant à s'y arrêter et profiter de cette zone fraîche en pleine vague de chaleur. Le mobilier urbain et les aménagements de convivialité rendent l'endroit agréable à visiter et se détendre - on pensera notamment aux personnes âgées ou autres publics fragilisés qui y trouveront un havre confortable pour échapper à la chaleur estivale.



Figure 7 : Illustration d'un îlot de fraîcheur urbain intégrant les principes généraux (Source : Ville de La Grande Motte)

² Guide de bonnes pratiques d'aménagement urbain, Le Nid (Ville de Namur)

2. Justification du projet

Besoins de la population

Avec le changement climatique, les événements climatiques extrêmes (dont les vagues de chaleur) risquent de voir leur fréquence augmentée. C'est face à ces enjeux globaux, et une conscientisation générale progressive, que la population cinacienne a abouti (à travers les différentes phases de ce PCDR) à l'élaboration d'objectifs clairs en la matière pour s'adapter aux risques naturels.

Sachant que les périodes de canicules et fortes chaleurs sont souvent responsables de décès, les phénomènes d'îlots de chaleur constituent un enjeu de santé public majeur.

En réponse à ces enjeux cruciaux, la mise en œuvre de cette fiche et la création d'îlots de fraîcheur permettra d'augmenter la résilience au changement climatique des cinaciens.

Effets attendus

- Résilience augmentée face au changement climatique et aux événements extrêmes ;
- Renforcement du maillage écologique urbain ;
- Plantation d'arbres et séquestration de carbone (empreinte globale de la ville réduite) ;
- Augmentation de la convivialité dans les espaces publics urbains ;
- Espaces urbains repensés avec un prisme pour les piétons ;
- Limitation du recours à la climatisation et donc des consommations énergétiques estivales³

Lien avec d'autres fiches-projets

- 2.3 : Actions de protection de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics
- 2.8 : Aménagement de la Place Monseu : Les principes d'îlots de fraîcheur détaillés ici pourront directement entrer en considération dans les réflexions d'aménagement de la Place Monseu.
- 3.21 Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces privés
- 3.23 Préservation/restauration et création de couloirs écologiques

Alternatives au projet

Plusieurs espaces publics de Ciney pourront être sélectionnés pour faire l'objet d'aménagements d'îlots de fraîcheur. Il peut s'agir de places ou esplanades publiques, de zones de parking à l'usage du public (définir des mécanismes d'incitants pour les privés), mais aussi de voiries du centre-ville de sorte par exemple à créer tout un itinéraire de fraîcheur.




Réponse à l'objectif de sobriété

³ Réduire l'effet d'îlot de chaleur urbain, AWAC (consulté le 10/08/2023)

Les principes d'aménagement d'îlot de fraîcheur ne doivent pas être systématiquement tous implémentés pour déjà rencontrer l'objectif poursuivi. Selon les caractéristiques de la zone, les choix d'aménagements pourront être faits en toute sobriété et pesés selon leur impact (par exemple, la plantation d'arbres aura un impact positif très élevé, alors que détruire une dalle béton ou un revêtement asphalté pour déminéraliser nécessitera beaucoup d'énergie et des émissions de CO₂...).

Cette évaluation d'impact des aménagements à effectuer pourra être faite au cas par cas, selon la situation et le contexte local.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Résilience augmentée face au changement climatique et aux événements extrêmes (enjeu de santé publique) | | x | x |
| Renforcement du maillage écologique urbain | | x | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Plantation d'arbres et séquestration de carbone (empreinte globale de la ville réduite) | | x | |
| Augmentation de la convivialité dans les espaces publics urbains | x | | |
| Espaces urbains repensés avec un prisme pour les piétons | x | | |
| Limitation du recours à la climatisation et donc des consommations énergétiques estivales | | x | x |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | Ville de Ciney |
| Périmètre d'intervention | Les périmètres d'intervention pourront être définis ultérieurement. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle, paysagère et sociale La création d'îlots de fraîcheur permettra d'offrir aux cinaciens des espaces publics de meilleure qualité, végétalisés et confortables permettant de les accueillir en toute convivialité.</p> <p>Intégration économique Les retombées économiques seront indirectes mais bien présentes : santé publique, adaptation face au changement climatique et attractivité/bien-vivre en centre-ville.</p> |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | Propriétés communales ou privées |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|-----------------------|--|--|
| CLDR | <ul style="list-style-type: none"> CLDR Ville de Ciney Propriétaires d'espaces ouverts au public (parkings commerciaux, écoles, Infrabel...) BEP | <ul style="list-style-type: none"> Administration communale |

- Pistes de financement

| Pouvoir subsidant | Libellés du subside |
|--|--|
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT | DR // Subsidés octroyés par le Développement rural BiodiverCité |

| | |
|---|---|
| | Espaces Verts |
| SPW INFRASTRUCTURES | Plan de relance pour la Wallonie - Appel à projet « cœur de village » |
| Fonds propres de la Ville de Ciney | |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Sélection des espaces à réaménager et programmation par les autorités communales
- État du dossier
 - Le projet a fait l'objet de réflexions au niveau de la CLDR ;
 - Des initiatives de plantations sont en cours et menées par la commune ;
 - BiodiverCité

- Programme des travaux

Le(s) projet(s) de création d'îlot(s) de fraîcheur comprendront :

- La déminéralisation / (re)végétalisation de certaines zones ;
- Des plantations et aménagements paysagers ;
- La création éventuelle de points d'eau, fontaines, ... ;
- La pose de mobilier urbain.

- Planification

- Phase 1 : Programmation par les autorités communales / élaboration d'un Plan
- Phase 2 : Réalisation des projets d'aménagements avec la CLDR et un/des auteur(s) de projet
- Phase 3 : Demande de permis
- Phase 4 : Adjudication des travaux
- Phase 5 : Réalisation des travaux

- Démarches administratives à réaliser

- Démarche 1 : recherche de subsides
- Démarche 2 : désignation d'auteur(s) de projet(s)
- Démarche 3 : obtention des autorisations et avis nécessaires
- Démarche n°4 : instruction de la demande de permis
- Démarche n°5 : sélection d'une entreprise pour les travaux

- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin ;
 - Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux ;
 - Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants afin d'assurer l'utilisation et la fréquentation des aménagements.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------------------|---|
| Etat de réalisation des travaux - Contrôle des services techniques de la commune | Travaux effectués | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) à la réception provisoire |
| Nombre d'arbres plantés | En fonction du projet | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) à la réception provisoire |
| Contrôle du collège communal | État de réalisation des travaux | Visite sur place du bourgmestre et des échevins à la réception provisoire |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|---------------------|--|
| Fréquentation de la zone de convivialité en période estivale (comparaison avant/après et comparaison été / hiver) | + 50% | Observation par l'administration communale |
| Enquête de satisfaction des habitants et des acteurs de la commune (écoles, association, commerçants etc.) | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier, Communication sur le site internet de la commune |
| Diminution des pics de température estivale | - 10% | Mesures de températures à différents moments de la journée |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Sans objet

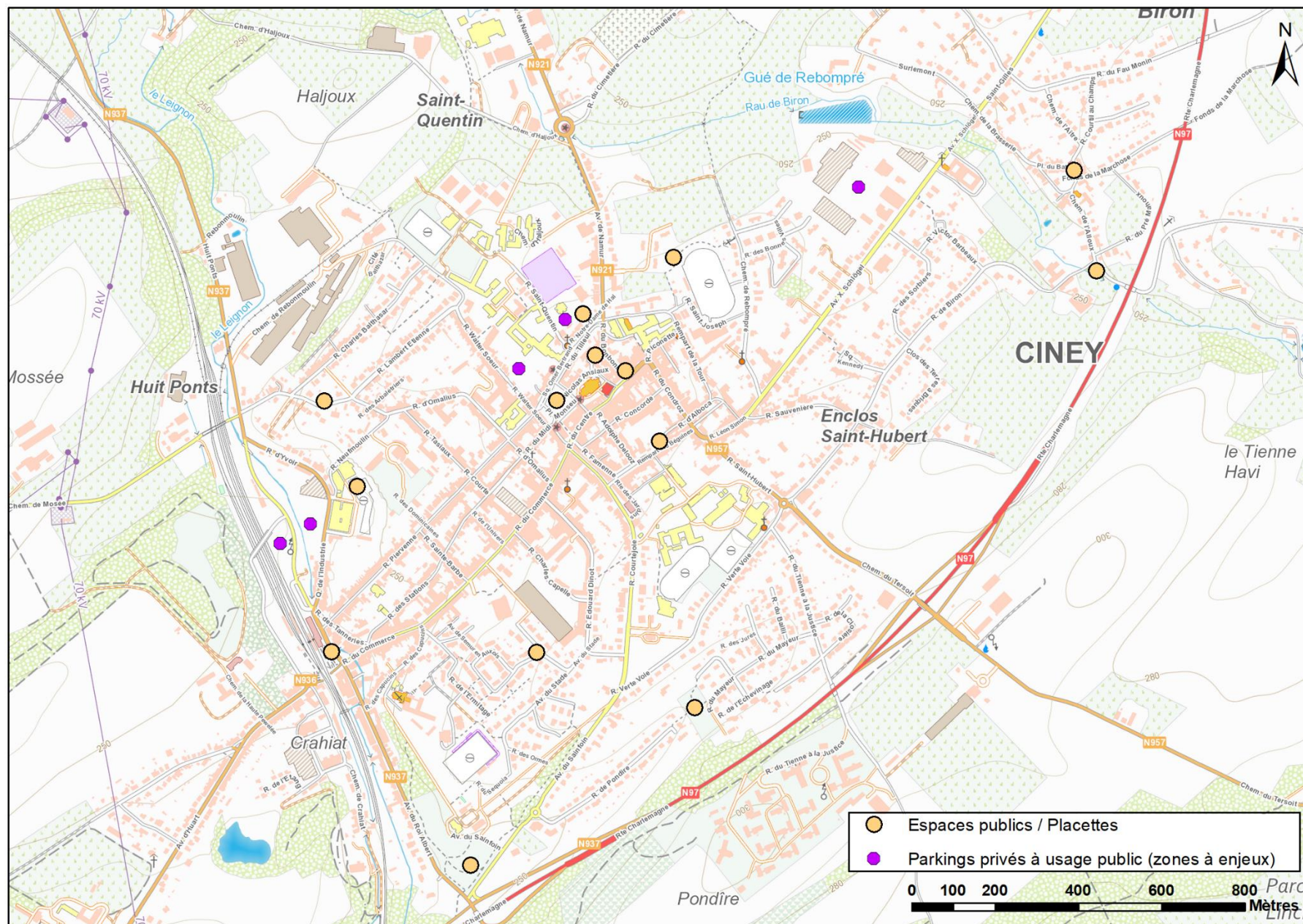
Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

Sans objet

Annexe 3 : Dossier photographique

Voir point 1 « Description du projet »

Annexe 4 : Etat des lieux



Aménagement de la place Monseu

Fiche n° 2.8

Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Le centre de Ciney se présente sous la forme d'un espace fortement minéralisé où l'on retrouve une collégiale excentrée, deux écoles (communale et un athénée), de nombreux commerces /restaurants /cafés.

On note également la présence d'un monument situé à l'entrée de la collégiale Saint-Nicolas de Ciney, une seconde placette (la place Léopold II) située à l'arrière de la collégiale et enfin, un centre culturel avec un hall sportif et un théâtre se retrouvant également à proximité.

En termes d'aménagements, le périmètre manque d'homogénéité et de cohérence. Les matériaux utilisés peuvent être très variables en fonction des zones (asphalte, pavés béton de différentes couleurs, pavés de pierre naturelle de divers types). On constate également un réel manque d'aménagements et de surfaces allouées à la rencontre et à la convivialité. L'essentiel de la zone étant assignée aux fonctions de circulation et de stationnement de véhicules.

Bien que l'espace soit principalement minéralisé, de la végétation est également présente sur cette place. Cependant, celle-ci se limite entre autres à une haie séparant l'espace parking de la rue, des bacs à fleurs et quelques arbres. La place possède également déjà quelques aménagements de convivialité. On y retrouve en effet des bancs publics, des poubelles et des terrasses. Enfin, un élément du petit patrimoine est situé sur la place. Il s'agit du kiosque ; celui-ci se retrouve bloqué entre l'arrêt de bus et les zones de stationnements.

De manière générale, bien que plusieurs aménagements y soient déjà présents, la place manque de convivialité au vu de la grande zone minéralisée en son centre et sa fonction principale, ce qui en diminue le sentiment de sécurité et de convivialité.

L'objectif serait de redynamiser l'espace, le rendre accueillant et convivial tout en conservant certaines fonctions existantes (commerces, parkings, voirie...).

Une attention sera également donnée sur l'identité du site et son caractère passé (notion de l'eau, valorisation du patrimoine et mise à nu des anciens remparts)

Le schéma ci-dessous indique la situation existante :



Figure 1 : Situation existante (carto : Dr(ea)²m)

Description des aménagements proposés

Le projet vise le réaménagement de la place Monseu en un espace plus vert, convivial et multifonctionnel.

Le projet se divise en plusieurs thématiques dont les aménagements sont décrits ci-après.

Réaffectation de la place

Afin de créer une véritable place, l'ensemble de la zone sera unifié par l'homogénéisation des matériaux et l'aménagement de l'ensemble de la zone sera pensé en zone résidentielle et de rencontre selon le concept de l'espace partagé.

Le projet veillera également à créer de nouveaux espaces de plantations, ces îlots de fraîcheurs composées principalement de plantations basses à mi- haute seront dédiées à la biodiversité et à la protection de l'environnement.

La réorganisation des espaces et des accès permettra de redynamiser l'ensemble de la zone, d'améliorer son attractivité, sa visibilité et d'y développer de nouvelles fonctions.



Figure 2 : Exemple de place urbaine végétalisée et polyvalente

Création d'un espace central polyvalent

La délocalisation du parking offre une opportunité de développer un espace central polyvalent plus convivial pour les habitants. Celui-ci pourra être réaménagé à la manière d'un petit parc où la végétation sera plus importante et participera à l'amélioration du cadre de vie (ilots de fraîcheurs, zones de détente, petits bosquets,). À cet endroit, du mobilier urbain pourra être prévu afin d'offrir des zones de rencontre et de cohésion sociale.

Notons également l'importance de garder des zones minérales en suffisance pour les activités qui le demanderaient.

Mise en valeur générale de l'espace et du patrimoine

Afin d'améliorer l'image du centre et de créer une véritable place, les différents espaces seront réorganisés et les fonctions préexistantes renforcées ex :

- Mise en valeur du Parvis de la collégiale et du kiosque notamment avec le rappel de la forme arrondie du kiosque ; Cela pourrait-être avec une trame minérale, du mobilier urbain ou des plantations disposées de manière organique.
- Sécurisation de l'ensemble avec la mise en place d'un espace partagé.
- Délimitation du stationnement sur la partie nord de la place.
- Visibilité sur la seconde place en marquant son entrée à l'aide notamment de plantation et de changement de matériaux.
- La redécouverte des Rempart qui pourrait également s'intégrer dans la trame tout en courbe de l'ensemble.
- Le rappel à l'eau avec l'aide de petites dépressions récoltant les eaux de pluies et suivant un tracé sinueux.

- Dans son ensemble, l'espace sera ponctué de zones de rencontres entourées d'îlots de plantations et du mobilier urbain le tout avec un tracé organique apportant du dynamisme, différents points de vues, de la convivialité et favorisant la cohésion sociale.

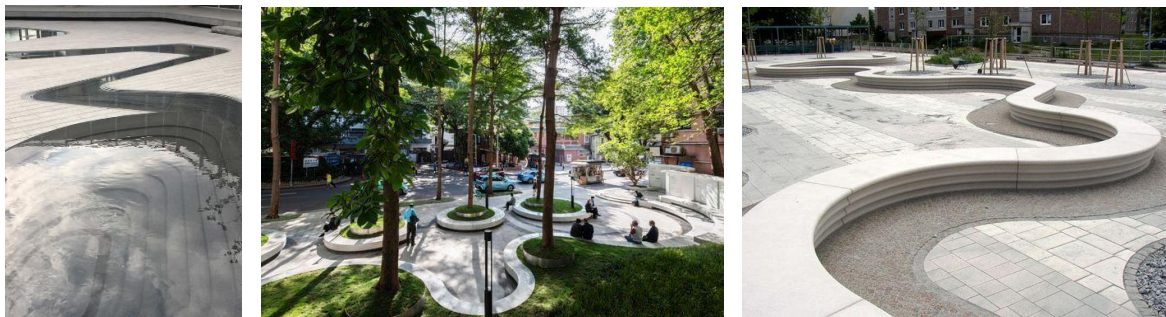


Figure 3 : Exemple de place urbaine végétalisée et polyvalente

Organisation du stationnement

A l'heure actuelle, le stationnement se fait majoritairement sur la place.

Le projet vise donc une réorganisation des espaces de stationnement afin de diminuer leur emprise.

De manière générale, le stationnement ne sera plus autorisé au niveau de l'espace central polyvalent, ce qui permettra de garantir une sécurité et une convivialité de ce dernier. Il prendra place à l'entrée de la rue des Héros.

Notons également la présence de différentes zones de stationnement à proximité et pouvant pallier la suppression du stationnement sur la place Monseu.

Le schéma ci-dessous indique les parkings existants de proximité :

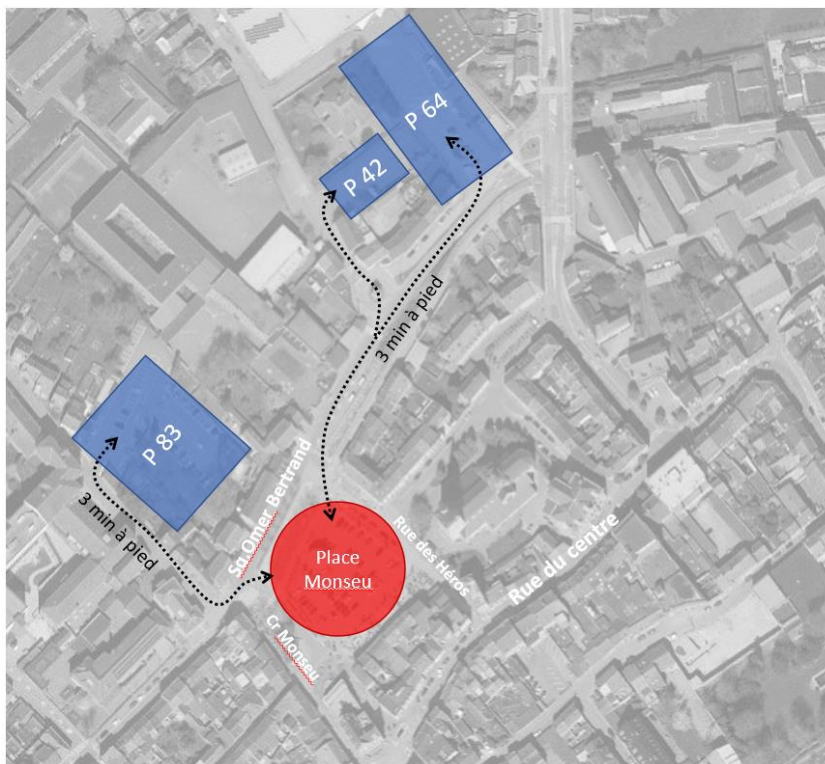


Figure 4 : Localisation des zones de stationnement (carto : Dr(ea)²m)

Mobilité

Comme signalé ci-dessus l'ensemble de la zone sera aménagé en zone résidentielle et de rencontre. Les principes généraux réglementant ce type de zone sont repris ci-dessous (article 22 bis du Code de la Route) :

- 1° Les piétons peuvent utiliser toute la largeur de la voie publique ; les jeux y sont également autorisés ;
- 2° Les conducteurs ne peuvent mettre les piétons en danger ni les gêner ; au besoin, ils doivent s'arrêter. Ils doivent en outre redoubler de prudence en présence d'enfants. Les piétons ne peuvent entraver la circulation sans nécessité ;
- 3° La vitesse est limitée à 20 km/h ;
- 4°

a) Le stationnement est interdit sauf :

- aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lequel est reproduite la lettre « P » ;
- aux endroits où un signal routier l'autorise ;

b) Les véhicules à l'arrêt ou en stationnement peuvent être rangés à droite comme à gauche par rapport au sens de la marche. Les entrées et sortie des zones résidentielles et de rencontre sont délimitées par les panneaux F12a et F12b.



L'aménagement de la place sera également réalisé selon le concept de l'espace partagé. Dans ce type d'aménagement, la priorité est donnée aux usagers faibles. L'ensemble est réalisé de plain-pied avec peu de différenciation de niveau et de matériau même si certains éléments peuvent être placés afin de mieux délimiter les espaces (filets, modification de teinte et de matériau, etc.).

La Ville de Ciney est en train de mettre à jour son Plan Communal de Mobilité (PCM). La mobilité autour de la place Monseu fera l'objet d'une analyse plus poussée dans le cadre de celui-ci. Les résultats de cette analyse seront intégrés dans le projet lorsque le nouveau PCM sera réalisé.

Le schéma d'intention ci-dessous résume les propositions d'aménagement décrites ci-dessus :

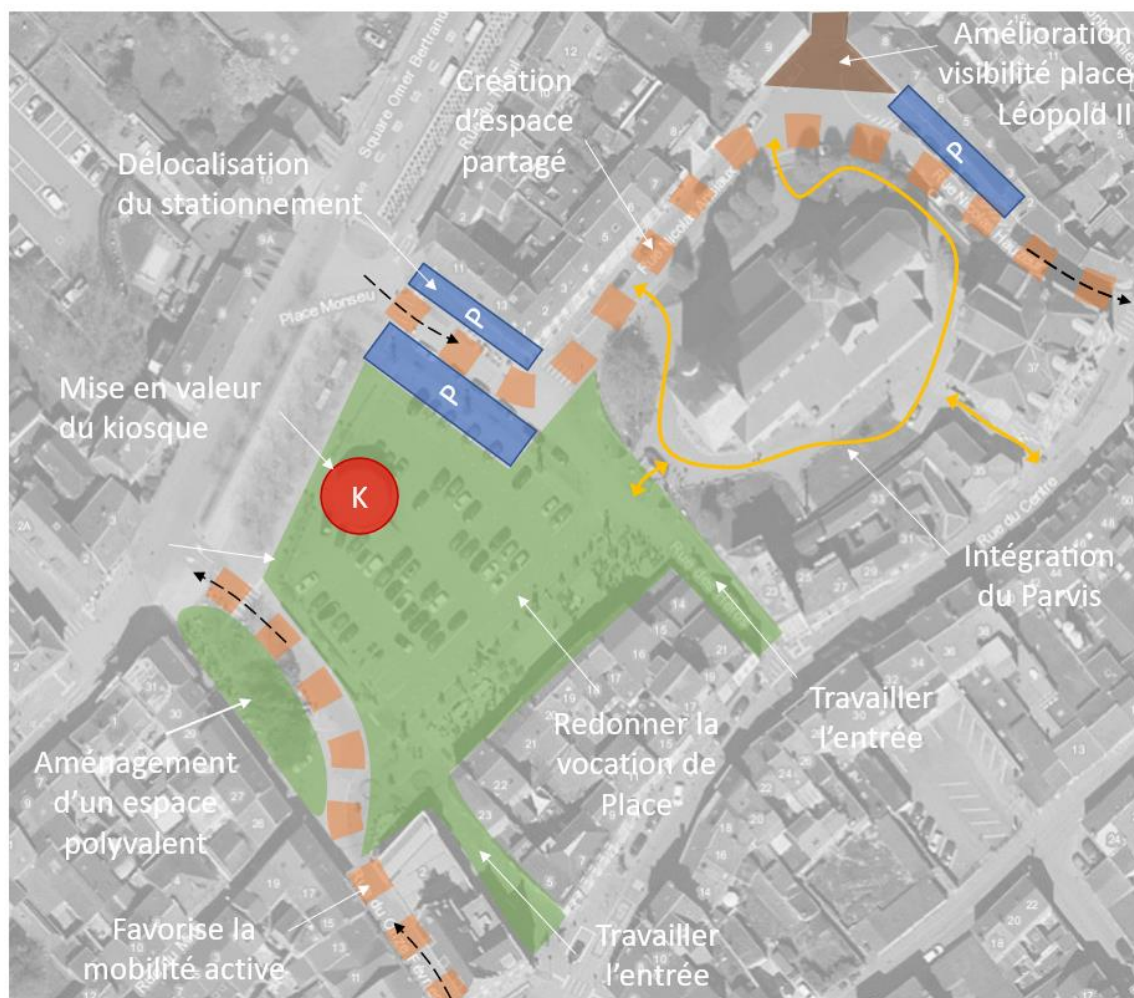


Figure 5 : Schéma d'intentions (carto : Dr(ea)²m)

Ces intentions sont mises en forme dans la proposition d'esquisse ci-dessous :

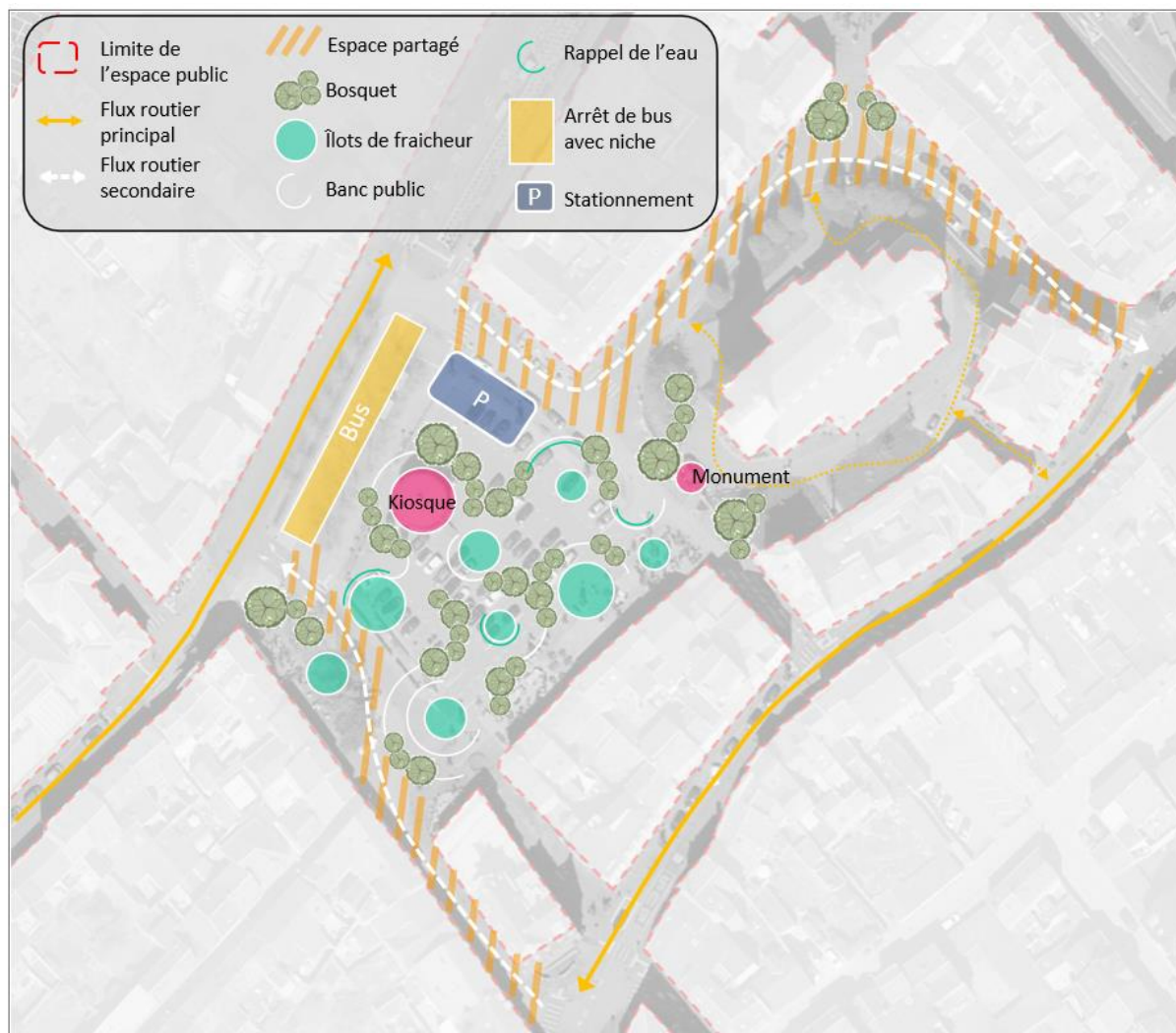


Figure 6 : Proposition d'esquisse (carto : Dr(ea)²m)

Ilot de fraîcheur

Les îlots de fraîcheur ont comme objectif de lutter contre les pics de température provoqués par les périodes de fortes chaleur et accentués dans les espaces urbains en raison de leur imperméabilisation, de leur manque d'ombrage, de végétation et d'humidité ambiante.

Ils fonctionnent grâce à une combinaison de principes d'aménagements suivants :

- Végétaliser
- Déminéraliser
- Eclaircir
- Ombrager
- Humidifier
- Penser la convivialité

Voir la fiche-projet 2.7 pour davantage d'explications.

2. Justification du projet

Le diagnostic a mis en évidence un manque d'espaces de convivialité et de valorisation du site ainsi qu'une gestion non optimale des espaces dans le sens où actuellement, la vocation initiale de l'espace à laisser sa place à un immense parking, les éléments identitaires tel que le kiosque, le parvis, les remparts... sont camouflés par d'autres infrastructures viaires.

Valoriser les différents espaces au potentiel d'interaction tels que la place, la collégiale, les terrasses, le kiosque, l'entrée de la place Léopold II ainsi que les connexions vers la rue commerçante répond en partie à cet objectif.

Dans la ville de Ciney, il est regrettable que le centre ne soit pas équipé pour les interactions sociales et que la place soit juste un parking.

Les espaces publics devraient pourtant être des lieux de rencontre en plein air permettant de renforcer la cohésion des habitants.


Les effets attendus sont :



- Amélioration de la convivialité dans les cœurs de village
- Embellissement des cœurs de village
- Amélioration de l'attractivité des cœurs de village
- Accroissement de la cohésion sociale entre habitants
- Dynamisation des lieux de rencontre et augmentation des échanges
- Sécurisation des déplacements lents
- Amélioration de l'accessibilité piétonne et cyclable des commerces et services existants
- Amélioration de la sécurité dans les cœurs de village
- Diminution des effets des îlots de chaleur

Lien avec d'autres fiche-projets :

- Fiche projet 2.2 : Facilitation de l'accès aux lieux publics pour PMR
- Fiche projet 2.3 : Actions en faveur de la biodiversité dans les espaces publics
- Fiche-projet 2.5 : Entretien, restauration et mise en valeur du PPPW
- Fiche projet 2.7 : Ilots de fraîcheur en centre-ville

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |

| | |
|---|--|
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Amélioration de la convivialité | X | | |
| Embellissement du cœur de la ville | X | X | |
| Amélioration de l'attractivité | X | | X |
| Accroissement de la cohésion sociale entre habitants | X | | |
| Dynamisation des lieux de rencontre et augmentation des échanges | X | | |
| Sécurisation des déplacements lents | X | X | |
| Amélioration de l'accessibilité piétonne et cyclable des commerces et services existants | X | X | X |
| Amélioration de la sécurité | X | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | Place Monseu Place Monseu/Cr.Monseu/rue des Héros/Sq.Omer Bertrand 5590 Ciney Province de Namur - Région wallonne |
| Périmètre d'intervention | Le site englobe la place Monseu et les rues adjacentes comme notamment ; la rue des Héros, la rue Saint-Elois, Cr.Monseu et Square Omer Bertrand. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Intégration fonctionnelle Le projet s'intègre dans le tissu bâti de la ville de Ciney, il veillera à assurer le lien avec les fonctions existantes et devra permettre de renforcer celles-ci. Intégration architecturale et paysagère Les aménagements proposés seront en lien avec l'environnement proche du site et ne remettront pas en cause le caractère rural de la commune. Intégration culturelle/économique/sociale Ce projet vise le renforcement de l'attractivité et met à disposition un espace polyvalent et accueillant permettant de favoriser les rencontres et échanges de manière à améliorer la convivialité. |
| Cadre légal | Affectation au plan de secteur Le projet se localise dans une zone d'espace vert entouré de services publics et d'équipements communautaires ainsi que de l'habitat. Site classé L'ensemble formé par la place Monseu et l'église (également appelé « Cour Monseu » est classé depuis 1976. Une autorisation préalable à toute intervention devra être obtenue conformément à l'article 6 de la loi du 7 août 1931 modifiée par le décret du 28 juin 1976. |
| Statut de propriété | Propriété publique et privée |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> CLDR | <ul style="list-style-type: none"> Les riverains CCATM, commission mobilité, commission handicap | <ul style="list-style-type: none"> Ville de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subsidy |
|--|--|
| SPW MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURE - Département de la stratégie de mobilité et de l'intermodalité | Plan d'investissement communal (PIC) Fonds Régional pour les Investissements Communaux (FRIC) |
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT - Direction du Développement rural | Subsides octroyés par le développement rural |
| Wallonie Tourisme - Commissariat général du tourisme | Subventions attribuées pour le financement d'acquisitions et de travaux de construction, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement destinés à augmenter l'attrait d'une localité touristique |
| Fonds propres communaux | |
| Eventuels partenariat publics-privés | |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

▪ Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- Manque d'infrastructure et d'espace adaptés à la cohésion sociale
- Mauvaise organisation des espaces et des fonctions
- Manque de convivialité
- Manque global de mise en valeur de l'espace et du bâti (kiosque + collégiale)
- Manque de verdurisation
- Maitrise foncière par la commune

- Amélioration de l'accessibilité pour tous
- Amélioration de sécurité des différents usagers
- Réduction de l'emprise de la voiture
- Favorisation de la fonction « place »

▪ État du dossier

Le projet est à l'état de fiche-projet, pas inscrit dans d'autre plan, programme ou appel à projet.

▪ Programme des travaux

Le projet vise :

- Le réaménagement global de la place Monseu dans une optique durable ;
- La création d'un espace central polyvalent et verdurisé.

▪ Planification

- Phase 1 : Désignation d'un bureau d'étude pour établir les plans d'aménagements du site
- Phase 2 : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles ;
- Phase 3 : demande des autorisations requises pour effectuer les travaux (notamment sur un site classé)
- Phase 4 : Réalisation des aménagements et des travaux ;
- Phase 5 : Communication et information autour du projet ;
- Phase 6 : Suivi et entretien des aménagements.

▪ Démarches administratives à réaliser

- **Démarche n° 1** : finalisation du projet d'aménagement avec la CLDR et un auteur de projet
- **Démarche n° 2** : recherche de subsides
- **Démarche n° 3** : désignation d'un auteur de projet
- **Démarche n° 4** : obtention des autorisations et avis nécessaires
- **Démarche n° 5** : instruction de la demande de permis

▪ Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin ;
- Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux ;
- Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants afin d'assurer l'utilisation et la fréquentation des aménagements ;
- Concertation avec les riverains et habitants du village.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | État de réalisation des travaux | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |
| Contrôle du collège communal | État de réalisation des travaux | Visite sur place du bourgmestre et des échevins (Réception provisoire) |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|------------------------------------|--|
| Fréquentation de la place | Minimum 100 personnes par activité | Administration communale |
| Enquête de satisfaction des habitants et des acteurs de la commune (écoles, association, commerçants etc.) | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier, Communication sur le site internet de la commune |
| Nombre de plantations réalisées ou éléments de verdissement créés | Aménagement paysager | Recueil des observations, communiquer sur le site de la commune et/ou du suivi de chantier |
| Nombre d'accidents impliquant des automobilistes et des cyclo-piétons | Tendre vers 0 | Statistiques communales et de la police locale |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation



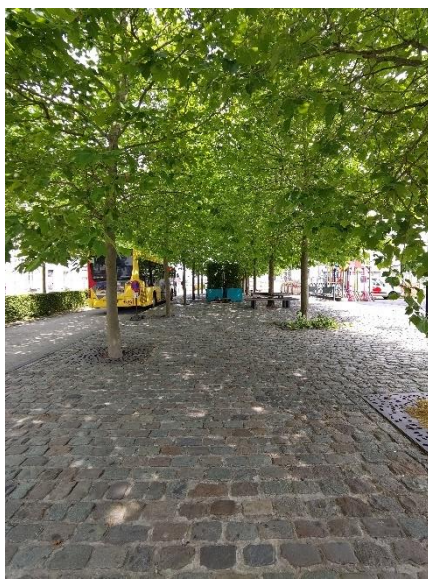
Annexe 2 : Monuments et sites classés



Annexe 3 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur



Annexe 3 : Dossier photographique





Annexe 4 : Etat des lieux

L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Rénovation des abords de l'église de Chapois

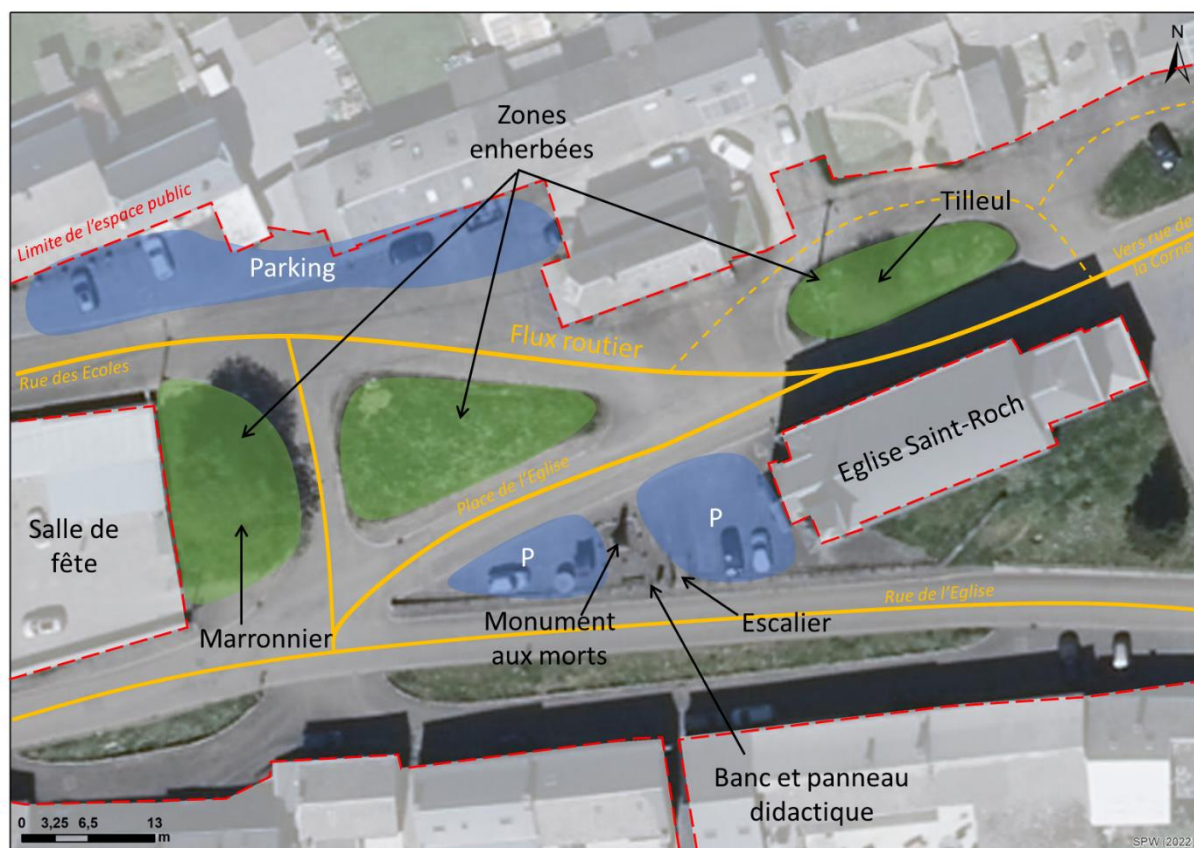
Fiche n° 2.9

Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Les abords de l'église de Chapois sont constitués de la place de l'Eglise, située juste devant celle-ci, laquelle est connectée, au nord-ouest, à la rue des Ecoles, au nord-est, à la rue de la Corne, et au sud, à la rue de l'Eglise. Cette dernière constitue la rue principale du village, l'église et ses abords étant situés à un niveau différent.



Le relief est en effet assez important à cet endroit, la rue de l'Eglise se trouve donc en contrebas, tandis que la place de l'Eglise est légèrement en surplomb par rapport à celle-ci. Une rambarde les sépare d'ailleurs et un petit escalier permet aux piétons de passer de l'une à l'autre.



Vue depuis le croisement rue de l'Eglise/Place de l'Eglise (Google Street View 2020)

Au-dessus de ces escaliers, on retrouve l'entrée de l'église, un monument aux morts, ainsi qu'un peu de mobilier urbain (banc et panneau explicatif de promenade).



Escalier et monument aux morts (Photo DR(EA)²M)



Mobilier urbain (Photo DR(EA)²M)

Au niveau de la végétation, on retrouve plusieurs zones enherbées aux abords de l'église. Le centre de la place est composé d'une de ces zones. À l'ouest, devant la salle de fête, on retrouve un grand marronnier qui, au vu de sa taille, pourrait être classé comme arbre remarquable. Une petite bande de gazon est également présente au nord de l'église, sur laquelle a été planté un tilleul.



Marronnier et tilleul (Photo DR(EA)²M)

Enfin, on retrouve des petites poches de stationnement (sans marquage spécifique) autour de la place : soit devant l'église, soit devant les quelques maisons bordant le nord de la place.

Une particularité de la place et des abords de l'église est le croisement de plusieurs voiries dans un espace assez restreint. La place est traversée par des voiries depuis et vers la rue des écoles à l'ouest, la rue de la Corne à l'est, et la rue de l'église au sud. Celles-ci divisent la place sous forme de triangle. Des petites voiries permettent également aux riverains du nord-est d'accéder à leurs habitations.

Description des aménagements proposés

Le projet vise le réaménagement des abords de l'église de Chapois sous la forme d'un espace convivial, vert, et comportant des jeux pour enfants. L'objectif est de créer ici un véritable cœur de village dans lequel s'inscrit une nouvelle dynamique de cohésion sociale accompagnée d'un renforcement infrastructurel. Le projet se divise en plusieurs thématiques dont les aménagements sont succinctement décrits ci-après.

Mise en valeur générale de l'espace

Afin de créer une véritable place de village, l'ensemble de la zone sera unifié par l'homogénéisation des matériaux et l'aménagement de l'ensemble de la zone sera pensé en zone résidentielle et de rencontre selon le concept de l'espace partagé.

Le caractère rural sera donné par l'utilisation de matériaux et d'une végétalisation appropriés (pavés, béton désactivé, cépées, graminées...). Ainsi, le projet veillera à créer de nouveaux espaces de plantations dédiés à la biodiversité et à la protection de l'environnement.

La réorganisation des espaces et des accès permettra de redynamiser l'ensemble de la zone, d'améliorer son attractivité, sa visibilité et d'y développer de nouvelles fonctions.



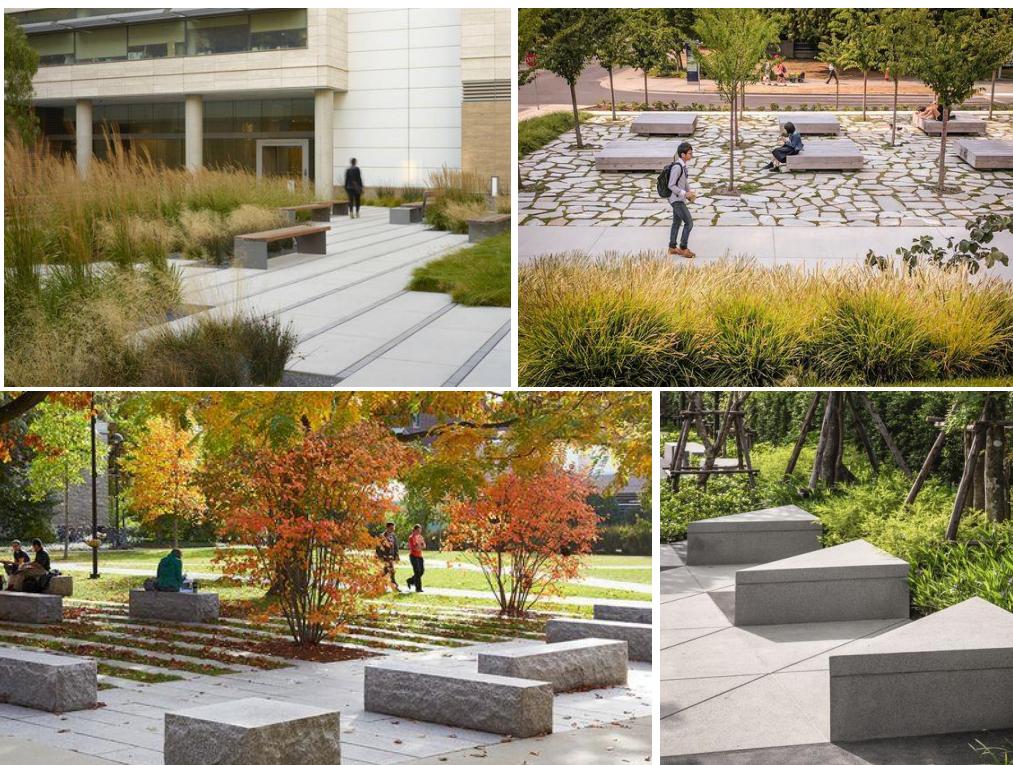
Exemple de matériaux et ambiance champêtre à créer

Création d'un espace central polyvalent

Le projet propose la création d'un espace central polyvalent. En effet, le réaménagement de la place et des voiries (voir ci-dessous) offrent l'opportunité de créer un espace central de détente et de rencontre végétalisé au centre de celle-ci. Le dénivelé existant sur la place sera pris en compte dans le projet d'aménagement pour structurer l'espace, le sécuriser et organiser la circulation.

L'ensemble du site sera agrémenté par le placement de mobilier urbain et la réalisation de nouveaux îlots de verdure et de plantations.

L'aménagement devra également permettre de continuer à organiser la kermesse qui se tient annuellement sur la place. Quelques forains doivent pouvoir s'y installer.



Exemples d'aménagement d'espace de détente végétalisé

Création d'une zone verte de détente

En plus de l'espace central polyvalent, le projet propose qu'une partie des abords de l'église soit dédié à une zone verte de détente. Celle-ci pourra, comme la zone centrale, proposer du mobilier urbain tel que des bancs et des tables.

Une plaine de jeux sera ajoutée à cet espace. Sont des équipements d'aires de jeux : balançoires, toboggans, bacs à sable, jeux à oscillation par ressort, planches à bascule, tourniquets, etc. De plus, une attention particulière pourra être prêtée à la végétalisation de cet espace, ce qui en renforcera la convivialité tout en apportant une plus-value au milieu naturel. Des matériaux naturels tel que le bois pourront être utilisés afin de renforcer le caractère rural de la place.



Aire de jeux avec modules en bois

Végétalisation

Afin d'apporter un caractère champêtre à la place, diverses plantations et îlots de verdure seront réalisés notamment au cœur de la place. Le marronnier sera conservé, ainsi que le tilleul dans la mesure du possible.

Le choix des plantations se portera sur des espèces à développement modéré, à entretien facile et d'aspect léger et aérien afin de ne pas « enfermer » visuellement l'espace et de garder une certaine transparence des lieux. Une attention particulière sera également apportée pour améliorer la biodiversité et faire participer la zone au maillage écologique.



*Végétalisation de type bucolique :
Graminées (légèreté et
transparence)*



*Végétalisation de type bucolique : Arbres en cépée (rappel
verger, transparence)*



*Végétalisation de type bucolique :
Massifs fleuris monospécifiques
(facilité d'entretien)*

Mobilité douce / sécurisation

Afin de dégager une zone centrale propice à un aménagement plus convivial, de réduire l'emprise de la voiture à cet endroit, et de sécuriser les abords de l'église pour les usagers faibles, les voiries seront réorganisées. Deux propositions peuvent ici être formulées (et sont schématisées ci-dessous) :

- Proposition 1 : L'ensemble de la rue des écoles est réaménagé en zone résidentielle. La jonction à celle-ci depuis la rue de l'église se réalise par une voirie située à l'ouest de la place. Une jonction vers l'est et la rue de la Corne prend place (toujours en zone résidentielle) au nord de la place. L'ensemble de la partie nord de l'espace public est donc réalisé sous la forme d'un espace partagé, permettant aux résidents de se garer devant chez eux.
- Proposition 2 : les mêmes principes que ceux de la proposition 1 sont repris. La seule différence vient du fait que la jonction vers la rue de la Corne est supprimée du nord de la place, ce qui permet d'agrandir l'espace central. Les accès aux habitations du nord-ouest se font depuis la rue des Ecoles et la rue de l'Eglise, et les habitations du nord-est sont accessibles depuis la rue de la Corne et la rue de l'Eglise.

Comme signalé ci-dessus l'ensemble de la zone sera aménagé en zone résidentielle et de rencontre. Les principes généraux réglementant ce type de zone sont repris ci-dessous (article 22 bis du Code de la Route) :

1° Les piétons peuvent utiliser toute la largeur de la voie publique ; les jeux y sont également autorisés ;

2° Les conducteurs ne peuvent mettre les piétons en danger ni les gêner ; au besoin, ils doivent s'arrêter. Ils doivent en outre redoubler de prudence en présence d'enfants. Les piétons ne peuvent entraver la circulation sans nécessité ;

3° La vitesse est limitée à 20 km/h ;

4°

a) Le stationnement est interdit sauf :

- aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lequel est reproduite la lettre « P » ;

- aux endroits où un signal routier l'autorise ;

b) Les véhicules à l'arrêt ou en stationnement peuvent être rangés à droite comme à gauche par rapport au sens de la marche. Les entrées et sortie des zones résidentielles et de rencontre sont délimitées par les panneaux F12a et F12b.



L'aménagement de la place sera également réalisé selon le concept de l'espace partagé. Dans ce type d'aménagement, la priorité est donnée aux usagers faibles. L'ensemble est réalisé de plain-pied avec peu de différenciation de niveau et de matériau même si certains éléments peuvent être placés afin de mieux délimiter les espaces (filets, modification de teinte et de matériau, dispositif surélevé, etc.).

Les schémas d'intention ci-dessous résument les propositions d'aménagement décrites ci-dessus :



Proposition 1 : Avec voirie traversante



Proposition 2 : Sans voirie traversante

2. Justification du projet

Cet espace représente le cœur de village de Chapois. L'espace représente un beau potentiel avec une belle superficie et une articulation intéressante entre l'entrée de l'église et la salle de village mais actuellement il manque de convivialité. De plus, les voiries entrecoupent cet espace qui est dès lors peu accueillant. L'idée est donc de réorganiser la circulation et l'espace public afin de recréer un réel espace de rencontre convivial que les habitants de Chapois pourront s'approprier. Le projet permettra aussi de verdurer davantage cet espace où la végétation actuelle se résume à un marronnier, un tilleul et de la pelouse.



Les effets attendus sont :

- Amélioration de la convivialité dans les cœurs de village
- Embellissement des cœurs de village
- Amélioration de l'attractivité des cœurs de village
- Accroissement de la cohésion sociale entre habitants
- Dynamisation des lieux de rencontre et augmentation des échanges
- Sécurisation des déplacements lents
- Amélioration de l'accessibilité piétonne et cyclable des commerces et services existants
- Amélioration de la sécurité dans les cœurs de village

Lien avec d'autres fiches-projets :

- Fiche 1.2 : Aménagement global de la Place de la Fontaine à Ychippe
- Fiche 2.2 : Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR)
- Fiche 2.3 : Actions de protection de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics
- Fiche 2.6 : Mise en place d'équipements et d'actions de promotion favorisant l'utilisation des modes de déplacement durables et l'intermodalité
- Fiche 2.7 : Création d'ilots de fraîcheur en Centre-Ville
- Fiche 2.8 : Aménagement global de la Place Monseu

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Amélioration de la convivialité dans les cœurs de villages | X | | |
| Embellissement des villages | X | X | |
| Amélioration de l'attractivité des cœurs de villages | X | | X |
| Accroissement de la cohésion sociale entre habitants | X | | |
| Dynamisation des lieux de rencontre et augmentation des échanges | X | | |
| Sécurisation des déplacements lents | X | X | |
| Amélioration de l'accessibilité piétonne et cyclable des commerces et services existants | X | X | X |
| Amélioration de la sécurité dans les cœurs de village | X | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Abords de l'église de Chapois Place de l'église 5590 Chapois - Commune de Ciney Province de Namur - Région wallonne |
| Périmètre d'intervention | Le site englobe la place e l'Eglise et les abords de l'église Saint-Roch à Chapois |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Intégration fonctionnelle Le projet s'intègre dans le tissu bâti du village de Chapois, il veillera à assurer le lien avec les fonctions existantes et devra permettre de renforcer celles-ci. Intégration architecturale et paysagère Les aménagements proposés seront en lien avec l'environnement proche du site et ne remettront pas en cause le caractère rural de la commune. Intégration culturelle/économique/sociale Ce projet vise le renforcement de l'attractivité et met à disposition un espace polyvalent et accueillant permettant de favoriser les rencontres et échanges de manière à améliorer la convivialité. |
| Cadre légal | Affectation au plan de secteur Le projet se localise dans une zone d'habitats à caractère rural Outils du cadre juridique et documents d'orientation GCU Contraintes naturelles / |
| Statut de propriété | Propriété publique |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> CLDR | <ul style="list-style-type: none"> CLDR, CCATM, commission mobilité, commission handicap Comité des fêtes de Chapois, Habitants de Chapois Fabrique d'église | <ul style="list-style-type: none"> Commune de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--|--|
| SPW MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURE - Département de la stratégie de mobilité et de l'intermodalité | Plan d'investissement communal (PIC) Fonds Régional pour les Investissements Communaux (FRIC) |
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT - Direction du Développement rural | Subsides octroyés par le développement rural |
| Wallonie Tourisme - Commissariat général du tourisme | Subventions attribuées pour le financement d'acquisitions et de travaux de construction, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement destinés à augmenter l'attrait d'une localité touristique |
| Fonds propres communaux | |
| Eventuels partenariat publics-privés | |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

▪ Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- Manque d'infrastructure et d'espace adaptés à la cohésion sociale
- Mauvaise organisation des espaces et des fonctions
- Manque de convivialité
- Manque global de mise en valeur de l'espace et du bâti
- Manque de verdurisation
- Maitrise foncière par la commune
- Amélioration de l'accessibilité pour tous
- Amélioration de sécurité des différents usagers
- Réduction de l'emprise de la voiture

▪ État du dossier

Le projet est à l'état de fiche-projet reprise dans le PCDR, il n'est pas inscrit dans d'autre plan, programme ou appel à projet.

▪ Programme des travaux

Le projet vise :

- Le réaménagement global des abords de l'église de Chapois dans une optique durable ;
- La création d'un espace central polyvalent et verdurisé, en lien direct avec l'entrée de l'église et avec la salle de village.

■ Planification

- Phase 1 : Désignation d'un bureau d'étude pour établir les plans d'aménagements du site
- Phase 2 : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles ;
- Phase 3 : Réalisation des aménagements et des travaux ;
- Phase 4 : Communication et information autour du projet ;
- Phase 5 : Suivi et entretien des aménagements.

■ Démarches administratives à réaliser

- **Démarche n° 1** : finalisation du projet d'aménagement avec la CLDR et un auteur de projet
- **Démarche n° 2** : recherche de subsides
- **Démarche n° 3** : désignation d'un auteur de projet
- **Démarche n° 4** : obtention des autorisations et avis nécessaires
- **Démarche n° 5** : instruction de la demande de permis

■ Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin ;
- Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux ;
- Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants afin d'assurer l'utilisation et la fréquentation des aménagements ;
- Concertation avec les riverains et habitants du village.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

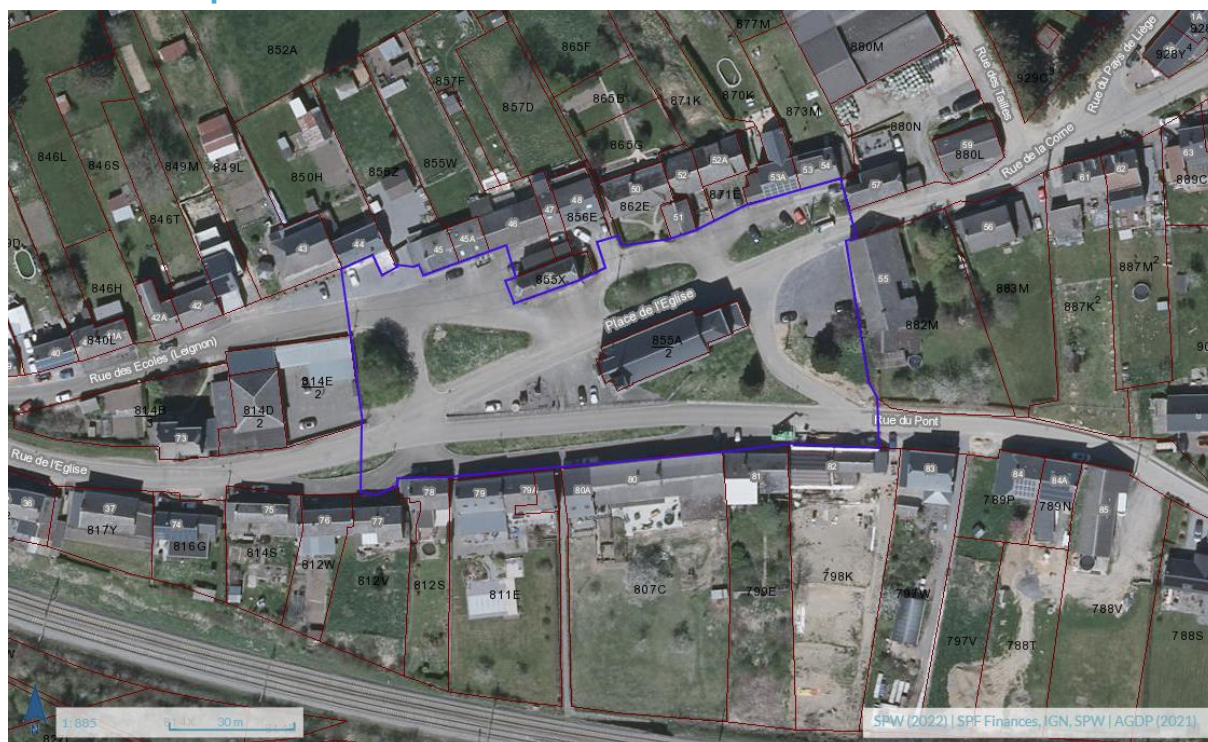
| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | État de réalisation des travaux | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |
| Contrôle du collège communal | État de réalisation des travaux | Visite sur place du bourgmestre et des échevins (Réception provisoire) |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

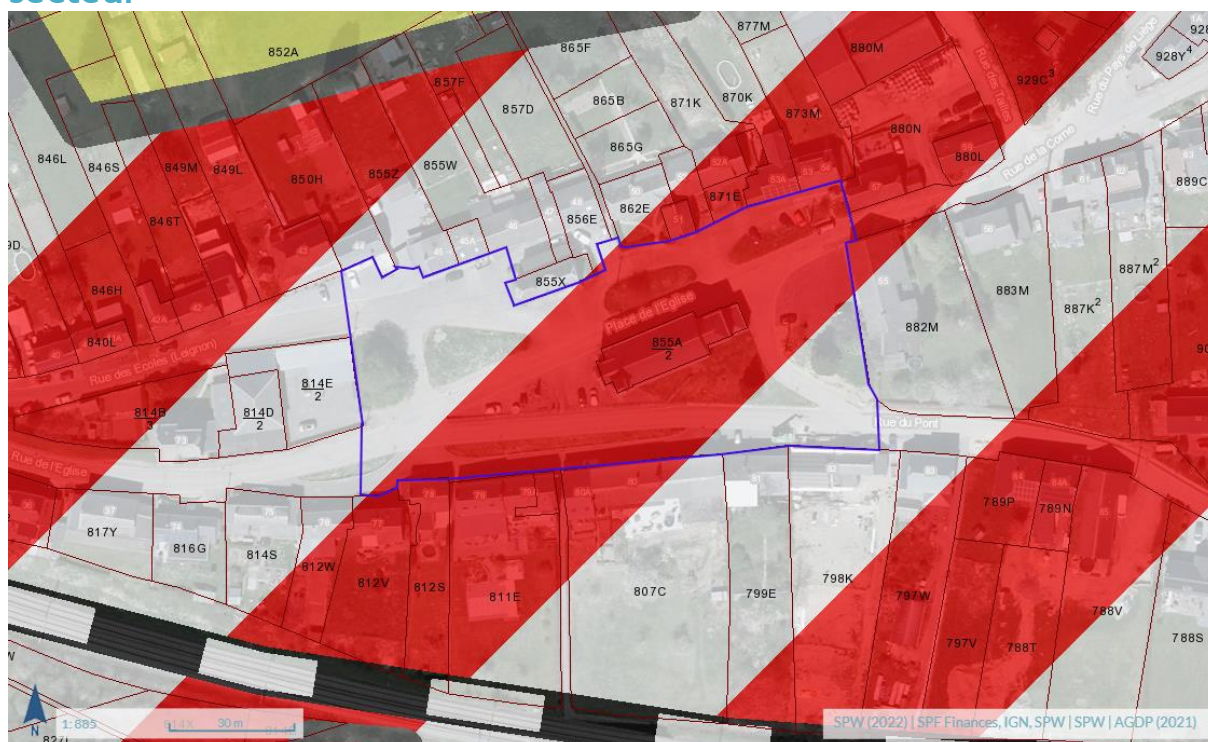
| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|----------------------|--|
| Enquête de satisfaction des habitants et des acteurs de la commune (écoles, association, commerçants etc.) | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier, Communication sur le site internet de la commune |
| Nombre de plantations réalisées ou éléments de verdissement créés | Aménagement paysager | Recueil des observations, communiquer sur le site de la commune et/ou du suivi de chantier |
| Nombre d'accidents impliquant des automobilistes et des cyclo-piétons | Tendre vers 0 | Statistiques communales et de la police locale |

1. Annexes

Annexe 1 : plan de situation



Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur



Annexe 3 : Dossier photographique



Annexe 4 : Etat des lieux

L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Création d'aire multisports à Achêne et Braibant

Fiche n° 2.10
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Ce projet vise à aménager des aires multisports de type « Petite Infrastructure Sportive de Quartier » (PISQ) dans les villages d'Achêne et de Braibant.

Une aire de multisports est un espace de rencontre offrant la possibilité pour un quartier, une école ou un club sportif, de pratiquer différentes disciplines sportives.

Ces aires multisports pourront être accompagnées de modules de jeux de type plaines de jeux afin de faire des aménagements globaux, dans un esprit de rencontre et de convivialité intergénérationnel, comme le projet ci-dessous.

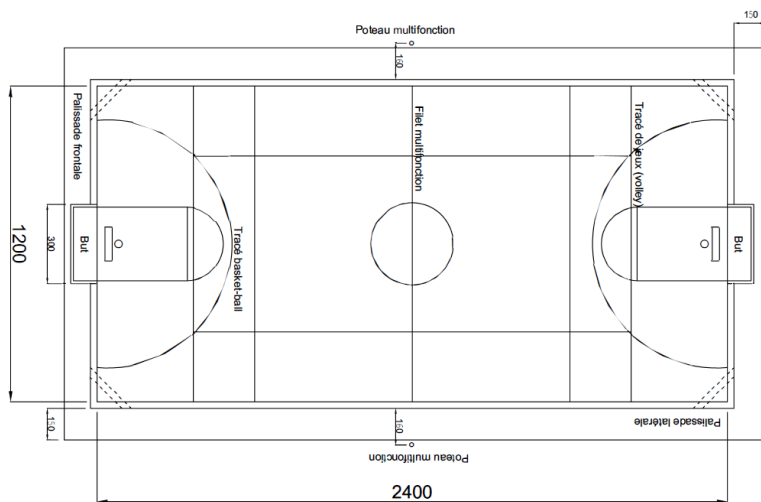


Aire multisport d'Oneux (Comblain-au-pont) (source : idema.com)

Indications techniques

Un espace multisports de type « sport de rue » tel que prévu par Infraspport doit faire entre 24m et 40m de long et entre 12m et 20m de large, la longueur faisant le double de la largeur. D'autres indications techniques sont prévues dans la fiche « sport de rue » d'infraspport tel que les revêtements de sols, les palissades, etc.

Ce type d'infrastructure permet la pratique du volley, du badminton, du basket, du mini-foot ou encore du hockey. Enfin, l'aménagement d'un accès vers l'espace multisports aux personnes à mobilité réduite doit être prévu.



Tracé et dimensions d'un espace multisports 12x24m
(source : fiche « sports de rue » - Infrasport, 2019)

Exemple d'air multisport prévue à Sovet

Un projet de petite infrastructure sportive (PISQ) devrait voir le jour en 2023 à Pessoux et à Sovet. Pour ce dernier, un terrain multisports, des engins de fitness et deux terrains de pétanque seront créés. Le projet a notamment été choisi car il est bien situé, au centre du village et à proximité des écoles.



Plan d'aménagement de l'aire multisports de Sovet (source : nove architecture)



Infrasport incite de plus en plus à ce que les infrastructures sportives puissent bénéficier au plus grand nombre : établissements scolaires, clubs sportifs, etc.

C'est pourquoi les principaux lieux d'intérêt et services existants ont été répertoriés dans les villages de Braibant et Achêne, afin de déterminer les options de localisation les plus intéressantes pour que ces équipements puissent bénéficier au plus grand nombre.

Localisations potentielles à Achêne et Braibant

Braibant

Un choix de localisation est proposé dans le centre du village de Braibant : il s'agit d'une prairie située à côté de la salle de fête l'Union.

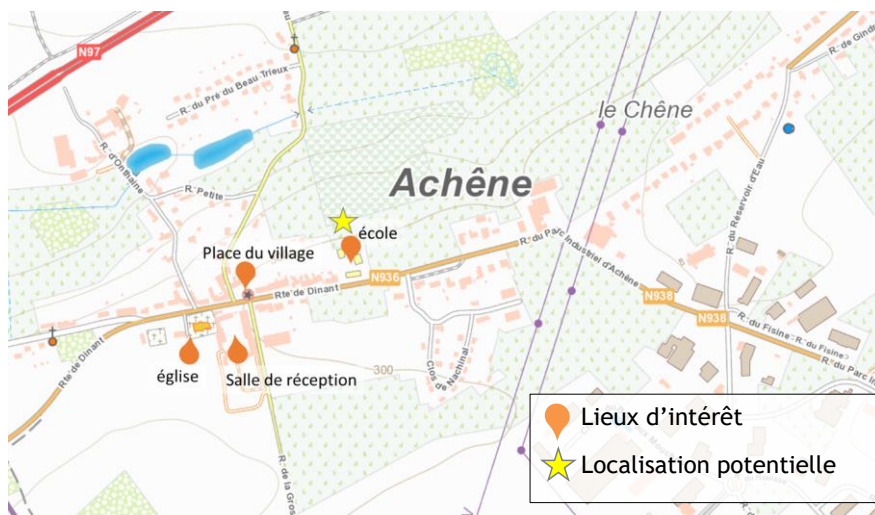
Cette option permet que l'aire multisport puisse vivre en relation directe avec la salle de village mais également avec l'école qu'il est possible de relier par l'arrière de la parcelle (50m à vol d'oiseau). Cette localisation a l'avantage d'être située au centre du village et sécurisée car relativement éloignée de la route.



Centre de Braibant (fond de carte IGN, 2023)

Achêne

Une localisation potentielle est également proposée pour le village d'Achêne, à proximité du centre du village. Peu de terrains sont encore disponibles dans le centre du village en zone constructible. L'option proposée est un terrain situé à l'arrière de l'école du village. Cela permettra aux élèves d'en profiter après les heures d'écoles et la localisation au cœur du village permettra d'y accéder facilement. Ce terrain se situe en zone d'équipement communautaire (voir annexe 2) au plan de secteur et est donc tout adapté pour accueillir ce type d'infrastructures. Il ne jouira pas d'une bonne visibilité depuis la voie publique mais cela permettra au moins d'être sécurisé, étant éloigné de toute voirie.



Centre d'Achêne (fond de carte IGN, 2023)

Les deux localisations décrites ci-dessus ne sont que des propositions. Les emplacements définitifs devront être analysés de manière plus précise sur base des contraintes techniques des sites choisis, de l'équipement à installer et des opportunités d'acquisition foncière pour la commune.

2. Justification du projet

Plusieurs constats issus du diagnostic-partagé mettaient en évidence le souhait de la population pour davantage d'infrastructures sportives et d'espaces de rencontre :

- Offre en infrastructures sportives limitée dans certains villages mais aussi en ville
- Difficulté à trouver les installations sportives, parfois trop vétustes

En complément, certaines faiblesses étaient également pointées concernant les espaces publics :

- Les villages ne disposent pas tous d'un lieu de rencontre



- Espaces publics de petite taille et peu fonctionnels au sein des villages (manque d'espace et d'équipements)
- Absence d'un centre villageois bien marqué dans plusieurs villages (absence de véritable espace public fonctionnel et où peuvent se rencontrer les habitants)

Le choix des villages où localiser ces aires multisport s'est principalement fait sur base de l'offre existante.

Des équipements multisports existent déjà dans 2 villages de la commune :

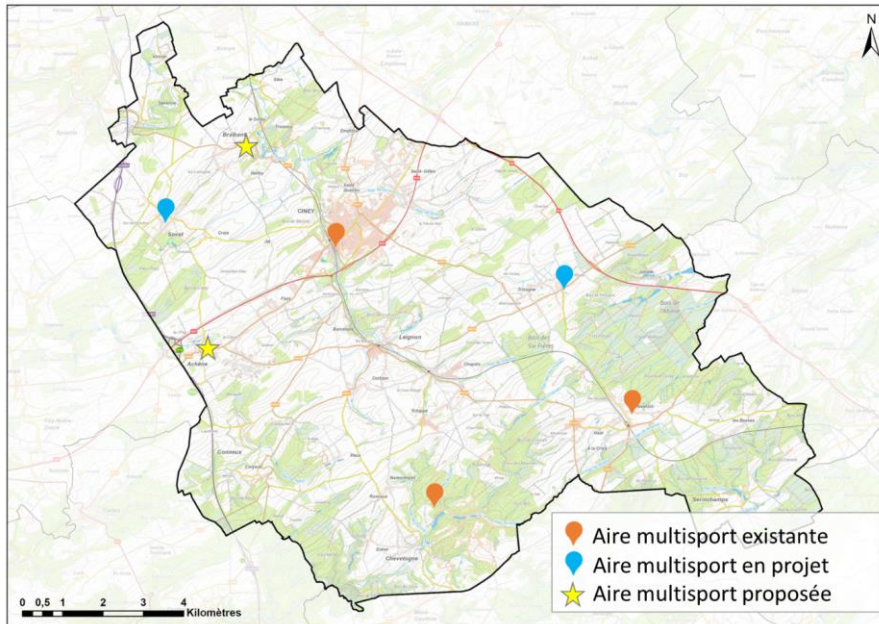
- Ciney (Les Forges) : un terrain de mini-foot en synthétique, un terrain de basket en synthétique et un terrain de tennis.
- Haversin : un terrain multisport (mini-foot, volley, basket...) et un terrain de pétanque.

2 nouveaux terrains multisports sont également prévus, une à Pessoux et une à Sovet, dans le courant de l'année 2023 :

- À Pessoux, un terrain multisports et une aire de jeux vont être aménagés pour une valeur de 87.000€.
- À Sovet, un terrain multisports, des engins de fitness et deux terrains de pétanques vont être créés.

Leignon - 2^{ème} village en nombre d'habitants - ne possède pas non plus d'infrastructures multisports mais va être relié à Ciney via une liaison cyclable.

Actuellement (en retirant Leignon), seuls les villages d'Achêne, Braibant, Chevetogne et Conneux ne disposent pas encore d'équipement sportifs. Conneux (230 habitants) et Chevetogne (600 habitants) sont moins peuplés et ce sont donc les villages d'Achêne et de Braibant qui ont été privilégiés comme localisation pour les deux prochaines infrastructures multisports sur la commune.



Localisation des aires multisports existantes, en projet et proposées (carto : Dr(ea)²m)

De plus, la pratique du sport permet de favoriser les rencontres et la convivialité dans les cœurs de villages. Des terrains multisports offrent aux habitants d'un quartier une infrastructure sportive mais également un espace de rencontre intergénérationnel pour échanger et discuter, d'autant plus s'il est accompagné de modules de jeux et de bancs.

Effets attendus :

- Renforcement de la cohésion sociale
- Augmentation des rencontres intergénérationnelles
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens
- Dynamisation du secteur associatif lié au sport

Lien avec d'autres projets :

- 1.3 Aménagement de liaisons douces utilitaires communales et transcommunales
- 2.2 Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR)
- 2.13 Organisation d'actions de promotion de la pratique du sport
- 3.9 Création ou rénovation des équipements récréatifs dans les villages



3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|-----|---|
| | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.3 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
| | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Augmentation des rencontres, de la convivialité, du bien être | X | | |
| Renforcement de l'offre en équipements de loisirs | X | | X |
| Amélioration de l'attractivité et de la convivialité des cœurs de village | X | | X |
| Amélioration du cadre de vie | X | X | |
| Amélioration de la cohésion sociale | x | | |



5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | Localisations identifiées au point 1 |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | <p>Intégration fonctionnelle Les aménagements concernent des sites qui sont en lien avec d'autres fonctions (places, écoles, salles de villages...) de telle manière à soutenir une dynamique globale de développement des villages et des quartiers.</p> <p>Intégration architecturale et paysagère Le choix des matériaux pour les infrastructures sportives et les abords sera fait en fonction de l'intégration visuelle au sein du quartier. Des plantations et de la végétalisation sont aussi envisagées.</p> <p>Intégration culturelle/économique/sociale Les sites sélectionnés l'ont été pour communiquer au mieux avec les lieux d'intérêt déjà présents dans les villages, tout en veillant à l'aspect sécurité et accessibilité.</p> |
| Cadre légal | Sans objet |
| Statut de propriété | À vérifier en fonction de l'emplacement choisi |

Commenté [CS1]: À vérifier avec la commune

6. Parties prenantes, porteurs de projet

Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">CLDR | <ul style="list-style-type: none">InfrasportRégie Communale Autonome des Sports et Loisirs du CondrozHabitants des quartiers | <ul style="list-style-type: none">CommuneRégie communale autonome de Ciney (RCA) |

Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|---------------------|
| Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments | « Sport de rue » |



| | |
|---|----------------------------|
| Département des Infrastructures subsidées Direction des Infrastructures sportives (Infrasports) | |
| Fonds propres communaux | |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Maîtrise foncière communale : à déterminer.
 - Réaménagements lourds à entreprendre : à préciser.
- État du dossier

Le dossier a déjà fait l'objet de discussions au sein de la CLDR. Déterminer dans un premier temps l'implantation des infrastructures dans chacun des villages.
- Programme des travaux
 - Phase 1 : Achat du matériel
 - Phase 2 : installation des équipements
 - Phase 3 : plantations
 - Phase 4 : entretien annuel
- Planification
 - Phase 1 : Désignation d'un bureau d'étude en vue de la réalisation des plans d'aménagements
 - Phase 2 : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles à réaliser ;
 - Phase 2 : Réalisation des aménagements ;
 - Phase 3 : Communication et information autour du projet ;
 - Phase 4 : Suivi et entretien des aménagements.
- Démarches administratives à réaliser
 - Démarche n°1 : Démarches pour obtenir les accords de subventions (Infrasports, appels à projets...)
 - Démarche n°2 : Passage de convention avec le propriétaire des lieux si implantation sur un terrain non communal
 - Démarche n°3 : Organisation des marchés d'auteur de projet dans le cadre de la réglementation des marchés publics en vigueur
 - Démarche n°4 : Obtention des éventuelles autorisations nécessaires auprès des instances décisionnelles (permis).
 - Démarche n°5 : Organisation du marché public de travaux



- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
- Choix de matériaux durables dans le temps
- Accord des riverains et des autres acteurs locaux (écoles, comités de villages, etc.) sur la localisation des équipements

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|------------------------------|---|
| Travaux réalisés | 1 espace aménagé par village | PV de réception provisoire |
| Equipements installés | 1 équipement par village | PV de visite sur site |

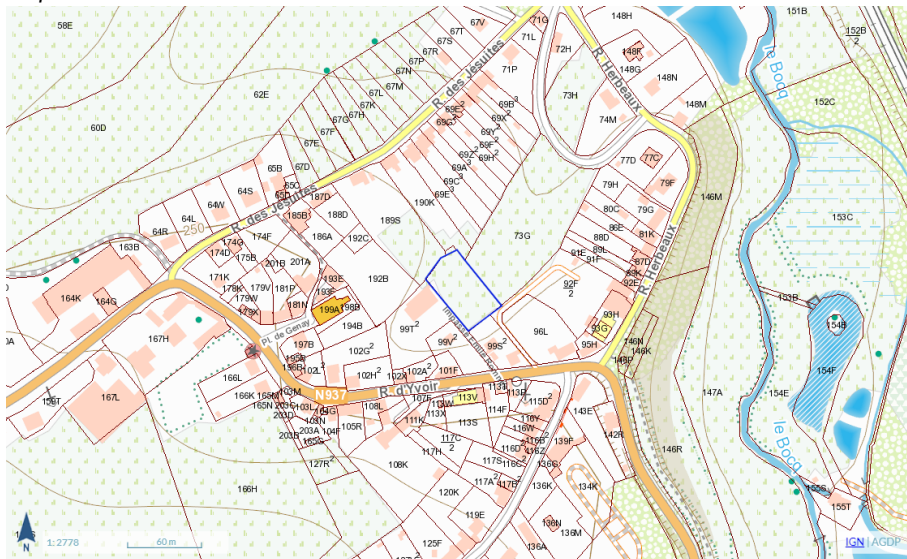
- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|-------------------------------|--|---|
| Satisfaction des utilisateurs | 80% des personnes interrogées | Enquête de satisfaction auprès des usagers et visiteurs |
| Utilisation du site | 10 enfants minimum utilisant l'espace après les heures d'école avec météo clémente | Comptages |

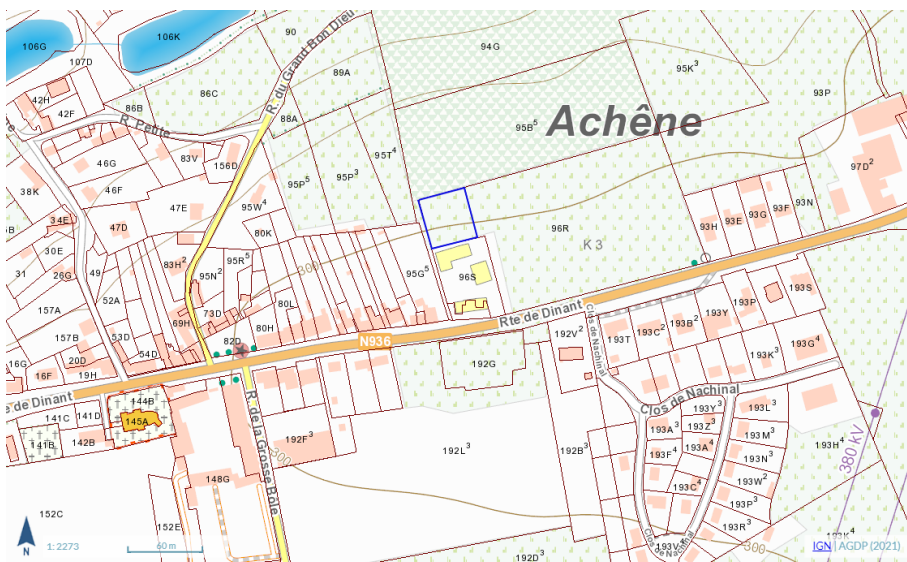
9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Propositions de localisation à Braibant



Localisations potentielles à Braibant - fond IGN (carto : Dr(ea)²m)



Localisations potentielles à Achène - fond IGN (carto : Dr(ea)²m)





Annexe 3 : Dossier photographique



Vue de la proposition de localisation 1 (source : google street view)

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Création d'un circuit découverte nature accessible aux PMR aux étangs de Happe

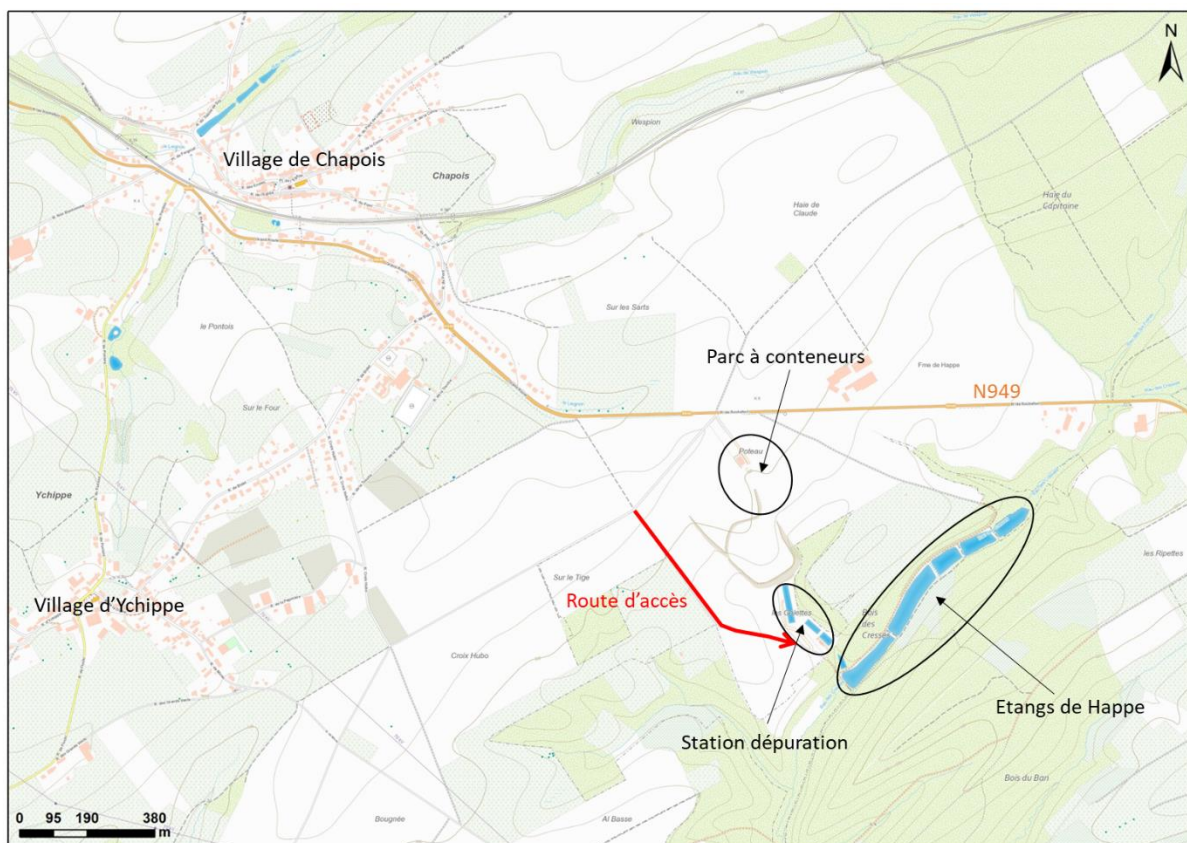
Fiche n° 2.11
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Description du site dans son état actuel

Les étangs de Happe sont situés au sud-est du village de Chapois, au sein du bois des Cresses. Les étangs sont alimentés par le ruisseau des Cresses (cours d'eau non navigable de 2^{ème} catégorie).

Ils sont accessibles depuis la N949 en se dirigeant vers le parc de conteneurs de Ciney, puis vers la station d'épuration dit « les Golettes ».



Après être arrivé par le chemin d'accès menant à la station, dont l'état est assez dégradé, les promeneurs ont la possibilité de se garer à proximité de celle-ci. Ces emplacements ne sont cependant pas officiels et aucun aménagement n'est présent.



Figure 1 : Chemin d'accès et début de la promenade (Photo DR(EA)²M)

De là, une promenade est possible sur les berges Ouest des étangs. Cette partie est en effet la plus praticable, bien que le revêtement ne soit pas en dur et donc difficilement accessible aux PMR.



Figure 2 : Chemin du côté ouest des étangs (Photo DR(EA)²M)

Cette partie de chemin fait d'ailleurs partie de la « Promenade des Etangs de Happe » promue par la Maison du tourisme Condroz-Famenne. Des bancs et table sont présents pour se poser à proximité des étangs lors de cette promenade.



Figure 3 : Promenade des Etangs de Happe (Source : cirkwi)

La partie Est des étangs est également accessible pour se promener. Des liaisons existent entre les partie Ouest et Est via des chemins entre les étangs. Cette partie est par contre beaucoup moins praticable.



Figure 4 : Chemin entre les étangs 1 et 2 (gauche) et 2 et 3 (droite) (Photo DR(EA)²M)

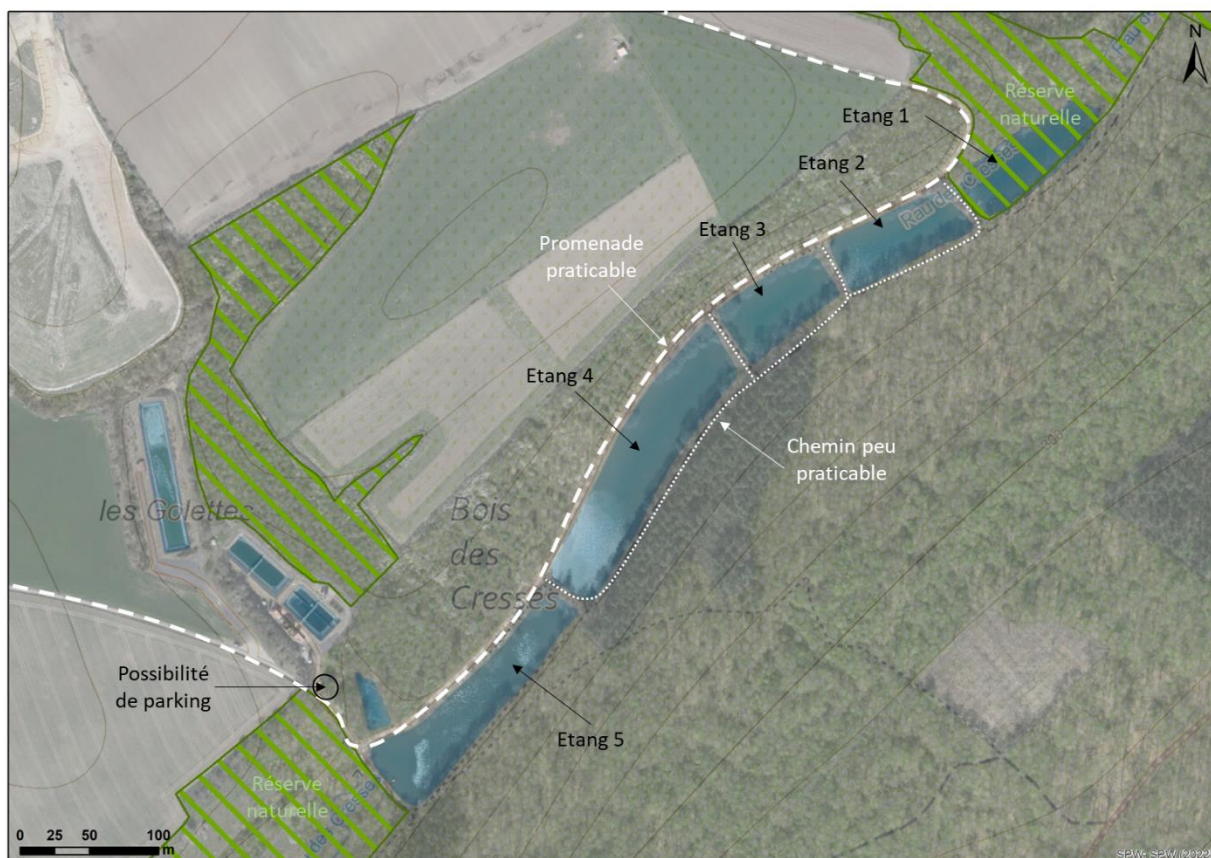


Figure 5 : Abords de l'étang n°2 (Photo DR(EA)²M)

A noter que l'étang n°1 est compris dans la réserve naturelle domaniale « Plaine d'Ychippe », et qu'une autre réserve naturelle domaniale « Marie Mouchon à Leignon » est également présente au sud de l'étang n°5.



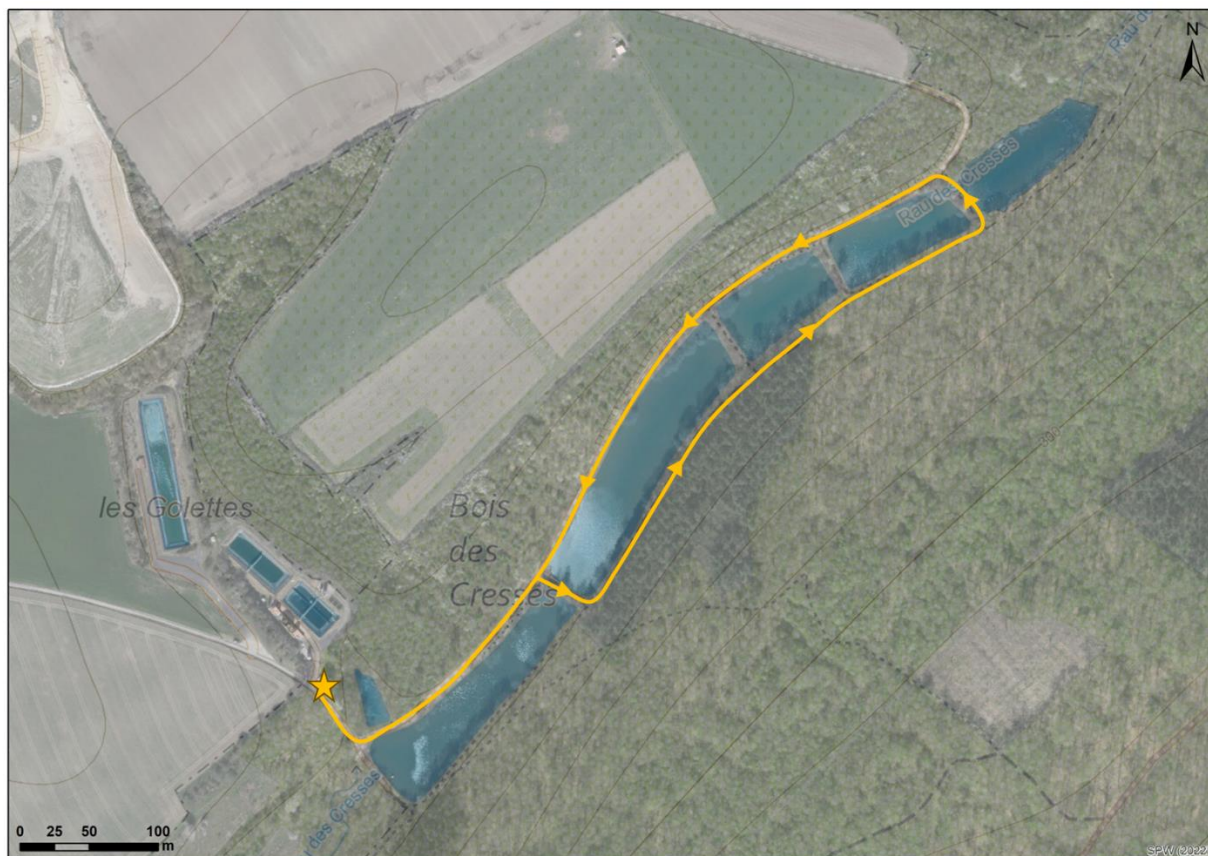
Figure 6 : Panneau didactique de la réserve naturelle et mobilier urbain (Photo DR(EA)²M)



Description des aménagements proposés

Le projet vise la création d'une promenade autour des étangs qui sera accessible aux personnes à mobilité réduite. Celle-ci visera également toutes personnes cherchant une promenade courte dans un environnement naturel, tel que les familles avec enfants en bas âge ou les aînés.

Le tracé ci-dessous a été proposé et représente un parcours d'environ 1,4 km :



De manière concrète, le projet prévoira les aménagements suivants :

- L'aménagement de places de parking à proximité de l'entrée du site de manière à ce que les personnes à mobilité réduite puissent accéder au site sans difficultés. Cela devra se faire avec l'accord du DNF, actuellement seuls les véhicules des pêcheurs autorisés ont le droit d'accéder au site.
- Aménagement du chemin avec décaissement, géotextile, enrochement sous-fondations, et revêtement de 5cm de dolomie.
- Des aménagements de mise en valeur de la faune et de la flore présentes sur le site pourront également être installés : panneaux didactiques, postes d'observation, etc.
- Du mobilier pourra être installé en complément de celui déjà présents et aux endroits stratégiques pour permettre aux promeneurs à mobilité réduite de faire des pauses lors de leur balade : bancs, bancs de pique-nique, etc.

Afin de réaliser ces aménagements dans une optique de développement durable, un maximum de matériaux naturels seront utilisés.

2. Justification du projet

A l'heure actuelle, il n'existe pas de promenade PMR permanente dans la commune de Ciney. Or, on constate une forte demande pour ce type de promenade, pour preuve le succès des balades organisées par la CCCA.




Les effets attendus sont :

- Réappropriation du territoire par les habitants
- Augmentation de la mobilité douce
- Augmentation de l'attractivité touristique
- Promotion de la marche à pied

Lien avec d'autres fiches-projets :

- Fiche 1.3 : Aménagement de liaisons douces utilitaires communales et transcommunales
- Fiche 2.2 : Aménagements facilitant l'accès aux lieux publics pour les personnes à mobilité réduite (PMR)

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.1 | Mettre en place un réseau de voies lentes structurant, fonctionnel et sécurisé entre les villages de l'entité et vers les pôles voisins, de manière à renforcer l'usage de la mobilité active. |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |

| | |
|-----|--|
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Réappropriation du territoire par les habitants | x | | |
| Augmentation de la mobilité douce | x | x | X |
| Augmentation de l'attractivité touristique | x | | x |
| Promotion de la marche à pied | x | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---|
| Nom et adresse | Etangs de Happe Commune de Ciney Province de Namur - Région wallonne |
| Périmètre d'intervention | Le périmètre couvre les sentiers présents autour des étangs |
| Intégration du projet dans son environnement direct | Le projet concerne des opérations de réaménagement d'un tronçon de sentier déjà existant. Un maximum de matériaux naturels seront utilisés et une attention particulière sera apportée à la protection de l'environnement |
| Cadre légal | Zone forestière et de plan d'eau, périmètre d'intérêt paysager |
| Statut de propriété | Sentier Ouest dans le domaine public Sentier Est et étangs propriété communale |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Conseil consultatif communal des aînés (CCCA) | <ul style="list-style-type: none"> Groupe Chemin et Sentiers Commission Communale de la Personne Handicapée Services Travaux de la Ville de Ciney Maison du Tourisme Condroz - Famenne Département Nature et Forêt La Maison Citoyenne CCCA | <ul style="list-style-type: none"> Commune de Ciney |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|--|
| SPW MOBILITÉ ET INFRASTRUCTURE - Département de la stratégie de mobilité et de l'intermodalité | Plan d'investissement communal (PIC) |
| SPW AGRICULTURE RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT – Direction du Développement rural | Subsides octroyés par le développement rural |
| Fonds propres communaux | |
| Divers | Appels à projets ponctuels |

7. Programme de réalisation

▪ Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- Pas de promenade PMR au sein de la commune
- Maîtrise foncière par la commune
- Phasage du projet et budget déjà estimé

▪ État du dossier

- Le projet a fait l'objet de présentation par le CCCA et a été proposé pour le budget participatif de la Province de Namur

■ Programme des travaux

- Travaux préparatoires
- Décapage de la surface
- Travaux de sous fondation
- Revêtement en dolomie

■ Planification

- Phase 1 : Désignation d'une entreprise de travaux en vue de la réalisation des opérations matérielles à réaliser ;
- Phase 2 : Réalisation des aménagements ;
- Phase 3 : Communication et information autour du projet ;
- Phase 4 : Suivi et entretien des aménagements.

■ Démarches administratives à réaliser

- Démarche n°1 : Démarches pour obtenir les accords de subvention (Développement Rural)
- Démarche n°2 : Organisation des marchés d'auteur de projet dans le cadre de la réglementation des marchés publics en vigueur
- Démarche n°3 : Obtention des éventuelles autorisations nécessaires auprès des instances décisionnelles (permis).
- Démarche n°4 : Organisation du marché public de travaux

■ Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

- Choix de matériaux durables dans le temps
- Contrôle des travaux en cours de réalisation et à la fin
- Suivi et entretien des aménagements réalisés par les services communaux
- Diffusion et communication régulière de l'information auprès des habitants afin d'assurer l'utilisation et la fréquentation des aménagements

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------------------|---|
| Contrôle des services techniques de la commune | État de réalisation des travaux | Compte-rendu au collège communal (reportage photographique et avis technique) |

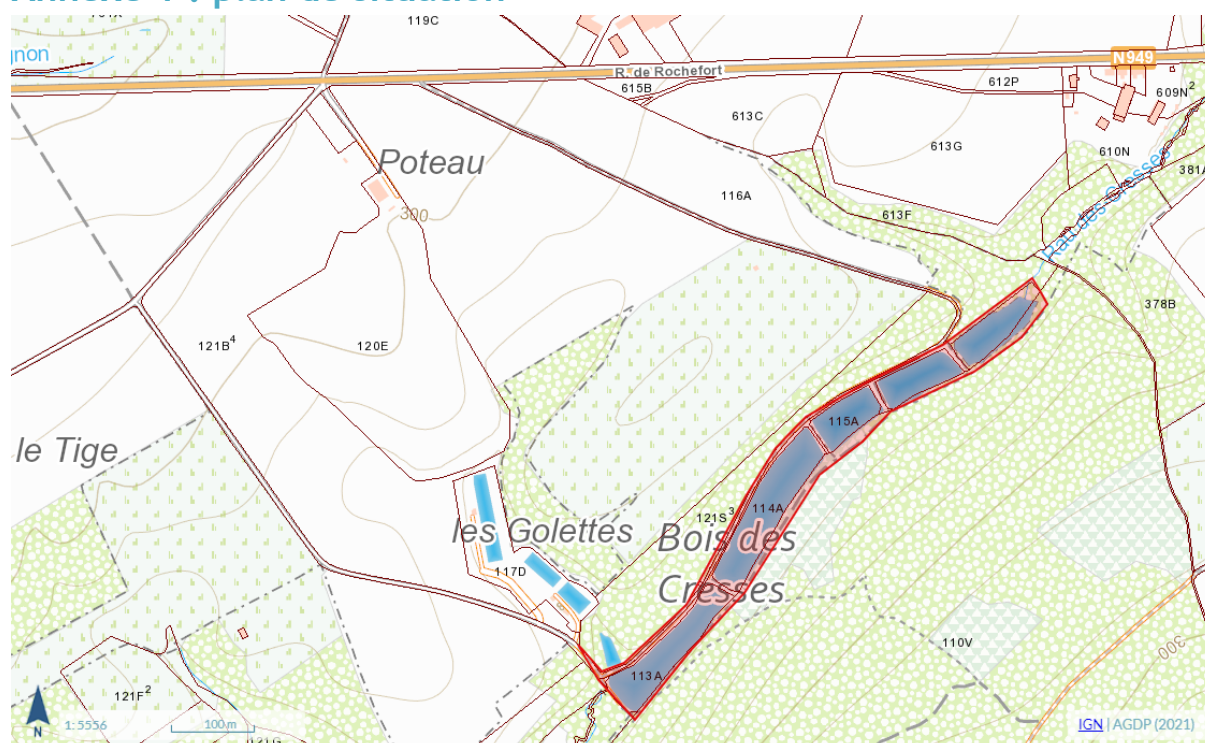
| | | |
|------------------------------|---------------------------------|---|
| Contrôle du collège communal | État de réalisation des travaux | Visite sur place du bourgmestre et des échevins à la réception provisoire |
|------------------------------|---------------------------------|---|

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

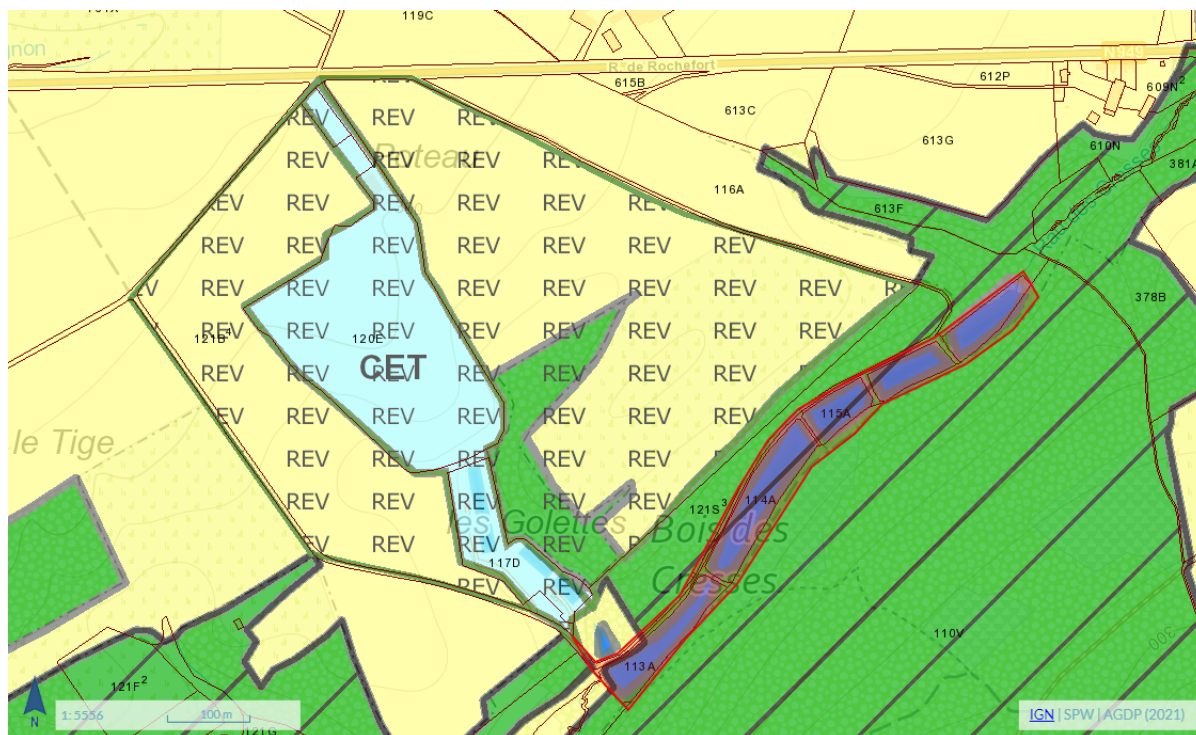
| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|---|---|
| Fréquentation du chemin | Nombre d'utilisateurs du réseau (50 personnes/sem.) | Administration communale Placement ponctuel de compteurs de passage et analyse des résultats |
| Enquête de satisfaction des habitants et des acteurs de la commune (écoles, association etc.) | 80% de satisfaction | Sondage en ligne ou papier, Communication sur le site internet de la commune |

1. Annexes

Annexe 1 : plan de situation



Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur



Annexe 3 : Dossier photographique





Annexe 4 : Etat des lieux

L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Mise en place de mesures de soutien à l'économie locale

Fiche n° 2.12
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Lors des réunions villageoises et de la Commission Locale de Développement Rural, différentes actions et mesures ont été proposées en soutien à l'économie locale.

1. MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS ADAPTES POUR LES COMMERCES AMBULANTS DANS TOUS LES VILLAGES DE L'ENTITE

Ce projet consiste à aménager des espaces publics dans les villages de l'entité où existent un intérêt commercial (clientèle) et des besoins spécifiques chez les habitants (par exemple en termes de mobilité) et ce, de telle sorte que ces endroits disposent de l'équipement nécessaire pour accueillir dans de bonnes conditions les commerces ambulants, à savoir :

- Bornes électriques,
- Point d'eau,
- Parking,
- Équipements sanitaires,
- Bancs,
- ...

De manière plus générale, ces infrastructures serviront également lors des différentes manifestations locales.

Afin de répondre au mieux aux besoins de la population et des commerçants ambulants, une étude préalable sera réalisée afin d'établir :

- La liste des commerçants ambulants actuels et potentiels, ainsi que l'horaire souhaité,
- Les critères de choix des sites,
- Les attentes exactes des habitants.

Ensuite, quand les emplacements auront été définis et aménagés, et quand la liste des commerçants ainsi que l'emplacement et l'horaire pour chacun d'entre eux auront été établis, il y aura lieu de sensibiliser et d'informer la population par l'intermédiaire d'un toutes-boîtes, et/ou par un affichage, et/ou par une annonce sur le site internet de la commune, ...

En fonction de la demande, ces aménagements pourront accueillir l'un ou l'autre petit marché, notamment de produits locaux.

2. CRÉATION D'UN SERVICE DE LIVRAISON DU CENTRE-VILLE VERS LES ZONINGS

L'objectif de ce nouveau service sera de faciliter la livraison des biens et des marchandises entre le centre-ville et les zones d'activités économiques périphériques de manière efficace et rapide.

Ce projet se base sur un modèle de livraison collaboratif qui regroupe différents commerçants et entreprises présents tant dans le centre-ville que dans les zones d'activités économiques. En rassemblant les demandes de livraison de chacun, le nombre de trajets est optimisé et les coûts de livraison sont réduits pour tous les participants.

Un véhicule électrique équipé d'un système de suivi GPS sera mis en place, ce qui permettra de gérer efficacement les itinéraires et de minimiser le temps de livraison.

Une interface numérique conviviale permettra aux commerçants et aux entreprises de passer leurs commandes en ligne. Ils pourront également suivre l'état et la progression de leurs livraisons en temps réel, ce qui leur permettra de gérer leurs stocks et leur logistique de manière plus efficace.

Les horaires de livraison seront flexibles pour s'adapter aux besoins des clients, que ce soit tôt le matin, en fin de journée ou même pendant les heures de pause des employés des entreprises. En offrant cette flexibilité, le service permettra aux clients de recevoir leurs commandes à des moments qui leur conviennent le mieux.

3. REDYNAMISATION DU MARCHÉ DE CINEY

Le marché du lundi existe depuis de nombreuses années et s'il reste un événement incontournable pour bon nombre de Cinaciens, son image pourrait être modernisée et dynamisée.

Différentes pistes de réflexion sont envisagées :

- Organiser des événements spéciaux : Proposer des événements spéciaux sur le marché, tels que des dégustations, des ateliers culinaires ou des démonstrations de recettes mettant en valeur les produits locaux. Cela attirera plus de visiteurs et les incitera à acheter auprès des producteurs locaux.
- Mener une réflexion sur le choix du jour et de l'heure du marché.
- Mener une réflexion sur la place à accorder aux producteurs et artisans locaux au sein de ce marché.
- Créer des partenariats : Collaborer avec d'autres acteurs locaux, tels que des restaurants ou des magasins spécialisés, pour promouvoir les produits locaux. Par exemple, proposer des menus spéciaux dans les restaurants à base de produits du marché ou organiser des promotions conjointes.
- Communiquer et promouvoir : Mettre en place une stratégie de communication efficace et moderne pour promouvoir le marché et les produits des producteurs locaux. Utiliser les réseaux sociaux, les affiches et flyers, les annonces dans les journaux locaux, etc. pour attirer l'attention du public.
- Créer une atmosphère agréable : Améliorer l'expérience client en créant une ambiance agréable sur le marché. Organiser des animations musicales, mettre en place des tables et des chaises pour permettre aux visiteurs de se reposer et de profiter de l'atmosphère, et s'assurer que les stands des commerçants sont bien présentés.
- Organiser des concours et des jeux : Organiser des concours ou des jeux autour des produits locaux pour attirer l'attention du public et créer une atmosphère ludique. Par exemple, proposer un concours de recettes utilisant des produits du marché ou un jeu de quiz sur les producteurs locaux.

4. RENFORCEMENT DE LA PROMOTION DES INITIATIVES LOCALES

Différentes initiatives existent déjà. Elles méritent d'être plus connues et mieux valorisées. Il s'agit principalement des trois initiatives suivantes :

- Le « Volti ». Le Voltî (volontiers en wallon) est le nom donné à la monnaie locale complémentaire à l'Euro qui circule dans les communes de Ciney, Hamois, Havelange, Marche-en-Famenne, Nassogne, Rochefort, Somme-Leuze et alentours. Plus de 200 partenaires ont signé la charte du Volti. Ils adhèrent à ses principes et acceptent les paiements en Voltî.
- Les chèques-commerces. Ces chèques, d'une valeur de 5€ et 15€ et d'une validité d'un an, peuvent être achetés par les particuliers, les entreprises, les commerçants, les indépendants... Le détenteur d'un chèque commerce peut alors se rendre dans l'un des commerces affiliés au système et y réaliser ses achats. Cette initiative a pour objectif de booster le chiffre d'affaires des commerçants cinaciens.
- La poursuite, voire le renforcement, de la promotion des nouveaux commerces.

2. Justification du projet

Le nombre et la diversification des commerces dans le village de Ciney permettent de répondre globalement aux besoins de la population. Toutefois, la disparition progressive des cafés et commerces de proximité dans plusieurs villages inquiète la population, qui considère ces lieux comme moteur de l'intégration.

En compensation, les habitants se tournent vers d'autres services de proximité que sont les commerces ambulants et le marché local, mais :

- L'existence de commerces ambulants rend en effet de nombreux services à la population, mais ils ne sont pas présents dans tous les villages. En outre, les commerçants ambulants estiment qu'ils reçoivent peu de soutien en général, par manque de valorisation de leur profession.
- Le marché local reste une référence du commerce cinacien mais les habitants ont pointé un essoufflement progressif et un manque de dynamisation qui pourrait nuire à sa survie.

Ciney dispose par ailleurs d'une production de produits locaux et du terroir estimée de bonne qualité. La promotion des artisans et producteurs locaux est une préoccupation de la population qui estime que la dynamisation du marché du lundi permettrait de promouvoir davantage les produits locaux et, indirectement, le développement de filières courtes en leur y accordant une place plus importante.

Effets attendus

De manière générale, le projet permettra de :




- Maintenir ou réintroduire l'activité commerciale de proximité au sein des différents villages de l'entité, le commerce ambulant étant un secteur adapté aux réalités du monde rural avec un réel potentiel de développement ;
- Sensibiliser aux déplacements lents / Tenter de diminuer le recours à la voiture ;
- Recréer du lien social dans les villages ;
- Soutenir et diversifier les activités commerciales et artisanales dans les villages ;
- Susciter la communication/les lieux de rencontre entre commerçants et producteurs, mais également entre ceux-ci et le public.

Lien avec d'autres fiches-projets

Fiche 1.1 Mise en place d'actions de promotion et de valorisation des produits locaux

Fiche 2.8 Aménagement global de la Place Monseu

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.2 | Veiller à une diversité de logements, adaptés aux évolutions des ménages et au vieillissement de la population |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |



VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs

| | |
|-----|--|
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.2 | Mieux utiliser le potentiel économique des parcs d'activité économiques pour le développement du centre-ville. |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |
| 6.4 | Soutenir le développement de commerces et services dans les villages de l'entité et principalement à Leignon et Haversin. |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Le projet favorisera la cohésion sociale | X | | |
| Le projet interviendra comme soutien à l'économie locale de proximité | | | X |
| Le projet favorisera le recours aux modes de déplacements doux | | X | X |
| Le projet contribuera à la préservation de la culture et des traditions | X | | X |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---------------------|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> La CLDR Les habitants lors des réunions villageoises de consultation La Commune L'ADL | <ul style="list-style-type: none"> CLDR Club d'entreprises L'association des commerçants cinaciens Commerçants ambulants Producteurs locaux Maraichers | <ul style="list-style-type: none"> ADL |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|-----------------------------|--|
| Fonds FEADER | GAL Condroz-Famenne Mission : « Dynamisation économique du territoire » |
| Partenariats publics-privés | |
| Fonds communaux | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Le choix de la priorité par le CLDR.
 - L'avancée des travaux d'extension du zoning de Biron pour la mise en place du service de livraison
 - La disparition des commerces de proximité dans les villages
- État du dossier
 - Ciney dispose d'une ADL qui cherche à défendre le rôle que la ville joue en tant que pôle économique et commercial, mais aussi à améliorer l'attractivité de son territoire.
 - Les chèques-commerces sont lancés. Une septantaine de commerçants participent à l'action.
- Programme des travaux
 - Analyse des besoins d'équipements pour les commerces ambulants
 - Placement des bornes d'accueil et autres équipements de convivialité

- Planification
 - Analyse des besoins d'équipements pour les commerces ambulants
 - Etude marché sur la dynamisation du marché du lundi, en y faisant participer activement les commerçants, l'ADL et les organisateurs.
 - Lancement de diverses actions de promotion et de marketing.
 - Programmation des actions avec l'ADL
 - Mise en œuvre des actions
- Démarches administratives à réaliser
Sans objet
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Une évaluation continue des actions et de leur adéquation avec les besoins de la population sera organisée en partenariat avec l'ADL.
 - Une communication efficace et récurrente devra être mise en place autour des actions.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|-------------------|---|
| Nombre de bornes placées pour les commerces ambulants | 3/an | ADL, factures |
| Navette de livraison entre le centre-Ville et les zonings | 1 | ADL, facture |
| Le nombre d'exposants/commerçants présents sur le marché du lundi | Une hausse de 20% | ADL, via la redevance communale |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|--------------|---|
|--------------------------|--------------|---|

| | | |
|---|----------------------------|---|
| Le nombre de commerçants ambulants présents sur le territoire | Une hausse de 20% en 5 ans | ADL, statistiques Délivrance des cartes de commerce ambulant auprès des guichets d'entreprises agréés. |
| Le nombre de chèques-commerces utilisés | Une hausse de 15% en 2 ans | ADL, statistiques (nombre de chèques vendus). |
| Le nombre de commerces acceptant le Volti | Une hausse de 15% en 2 ans | Recensement sur le site Levolti.be |
| La satisfaction des Cinaciens sur le marché du lundi | 80% | Enquête réalisée sur le marché 3 lundis consécutifs. |

9. Annexes

Annexe 1 : plan de situation

Annexe 2 : Périmètre d'intervention sur fond cadastral et sur plan de secteur

Annexe 3 : Dossier photographique

Annexe 4 : Etat des lieux

Sans objet : L'état des lieux est décrit au point 1 « Description du projet »

Organisation d'actions de promotion de la pratique du sport

Fiche n° 2.13
Priorité : lot 2

1. Description du projet

1. Adhésion à l'opération « Sport sur Ordonnance ».

Le Sport sur Ordonnance est un dispositif dans lequel les médecins généralistes ont la possibilité de prescrire de l'activité physique aux personnes ayant une affection de longue durée (diabète, hypertension artérielle, lombalgie, ostéoporose, cancer...).

Ce dispositif innovant permet une meilleure intégration de l'activité physique dans le traitement de pathologies chroniques. Les patients, provenant des structures hospitalières et médicales avoisinantes, pourront réaliser une activité physique régulière sous supervision d'un moniteur certifié et dans le respect des guidelines de l'Exercise Medicine.

2. Action de communication via un hashtag sur les réseaux sociaux

De manière à mettre en avant les associations sportives et clubs du territoire, la Ville de Ciney, déjà bien présente sur les réseaux sociaux, lancera du contenu spécifiquement consacré à la pratique sportive. A terme, cela permettra aux clubs et associations sportives de recruter de nouveaux licenciés et adhérents, de trouver des partenaires et sponsors et de trouver un relai auprès des médias pour les sports sous-médiatisés.

Concrètement, un hashtag comme #CineyVilledeSport sera lancé, ce qui permettra de partager régulièrement sur les réseaux sociaux des initiatives intéressantes des clubs et associations sportives cinaciennes. De même les clubs de Ciney pourront se saisir de cet hashtag pour partager leurs contenus et toucher un maximum de monde puisque le hashtag sera médiatisé.

3. Promotion des aides disponibles pour les familles à faible revenu, pour rendre la pratique du sport plus accessible financièrement.

Il s'agira de faire davantage connaître les aides disponibles auprès du CPAS pour les bénéficiaires d'allocations sociales mais aussi des aides disponibles auprès des mutualités pour permettre l'accès aux clubs sportifs à tous.

Une réflexion devra également être menée sur la manière de rendre également accessibles les équipements nécessaires à la pratique du sport.

4. Actions dans les écoles pour intégrer des activités physiques régulières dans les programmes scolaires et encourager les élèves à s'affilier dans des clubs sportifs.

Des actions de différentes natures, à définir avec le corps enseignant, seront mises en place par l'Echevinat de l'enseignement. Il s'agira d'animations sportives (durant les temps de midi par exemple), de challenges inter-écoles, de séances d'information sur les bienfaits de la pratique du sport, de découvertes de sport méconnus ou nouveaux...

5. Collaborer avec des entreprises locales pour organiser des défis sportifs entre les employés, afin de promouvoir une culture d'activité physique en milieu de travail.

Pour favoriser le sport au sein des entreprises, la Commune mettra en places les actions suivantes :

- Organisation de compétitions sportives inter-entreprises, des tournois ou des manifestations sportives. Cela favorisera la participation des employés des entreprises et créera un esprit de compétition sain et motivant.
- Création de partenariats avec des associations sportives ou des clubs locaux mais aussi avec des coaches sportifs : La commune peut collaborer avec des clubs sportifs ou des associations locales pour proposer des activités sportives adaptées aux entreprises. Ces partenariats pourront offrir aux employés des possibilités d'engagement sportif à proximité de leur lieu de travail et parfois même durant les heures de midi.
- Sensibilisation des responsables d'entreprises à l'importance du sport : La commune peut organiser des séances d'information pour sensibiliser les entreprises sur les bienfaits du sport pour la santé physique et mentale des employés. Elle peut également fournir des ressources et des conseils pour les aider à mettre en place des programmes sportifs en interne.
- Sensibilisation au covoiturage ou à l'utilisation des transports actifs : La commune peut promouvoir le covoiturage ou les modes de transport actifs tels que la marche ou le vélo pour se rendre au travail. Cela permettra d'inciter les employés à pratiquer une activité physique régulière tout en favorisant leur mobilité durable.
- Soutien aux entreprises qui souhaitent intégrer des aménagements sportifs dans les espaces de travail : La commune peut encourager les entreprises à intégrer des aménagements sportifs dans leurs locaux, tels que des salles de sport, des terrains de basket ou des espaces dédiés à la pratique d'activités physiques. Cela facilitera l'accès aux activités sportives pour les employés.

2. Justification du projet

Promouvoir la pratique du sport présente de nombreux avantages pour les individus et la société dans son ensemble. Voici quelques raisons :

- Le sport favorise une meilleure santé physique ;
- Le sport contribue également à une meilleure santé mentale ;
- La pratique du sport offre aux individus l'opportunité de nouer des liens sociaux, de rencontrer de nouvelles personnes et de développer des relations amicales. Les équipes sportives permettent également de créer un sentiment d'appartenance et de renforcer la cohésion sociale ;
- L'apprentissage des valeurs : Le sport enseigne des valeurs importantes telles que le fair-play, le respect des règles et des adversaires, la discipline, l'esprit d'équipe et la persévérance. Ces valeurs sont transférables dans de nombreux aspects de la vie quotidienne et professionnelle ;
- Le développement personnel : La pratique régulière d'une activité sportive permet de se fixer des objectifs, de se challenger, de développer la discipline et la

motivation personnelle. Cela favorise le développement personnel et aide à développer la confiance en soi et la gestion du stress ;


- La prévention de la délinquance juvénile : Le sport offre aux jeunes une activité constructive et saine qui peut les éloigner des mauvaises influences et de la délinquance ;
- Performance académique : Des études ont montré que la pratique régulière d'une activité sportive peut améliorer les performances académiques. L'exercice physique stimule le cerveau, améliorant ainsi la concentration, la mémoire et les capacités d'apprentissage.

C'est pour l'ensemble de ces raisons, qui méritent d'être répétées et véhiculées le plus largement possible, que la promotion de la pratique du sport doit faire l'objet de nombreuses actions. Ciney dispose de très belles infrastructures sportives. La Ville doit désormais mettre en place des véritables campagnes de promotion de manière à développer une réelle image sportive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire.

Lien avec d'autres fiches-projets

- Fiche 2.11 Création d'un circuit découverte nature accessible aux PMR aux étangs de Happe
- Fiche 3.1 Amélioration du réseau et des équipements des promenades balisées

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|--|--|
|  V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public | |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Le projet favorisera la participation active des habitants | X | X | X |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé et le bien-être des Cinaciens | X | | |
| Le projet favorisera les liens entre habitants et développera une cohésion sociale forte | X | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---------------------|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

- Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> La CLDR Les habitants lors des réunions villageoises de consultation La Commune | <ul style="list-style-type: none"> La RCA des Sports de Ciney Les directions des établissements scolaires Le CPAS Les entreprises locales (via le club d'entreprises) La Cellule Communication de la Ville de Ciney | <ul style="list-style-type: none"> La Commune et l'Echevinat des Sports |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|---|
| SPW Mobilité et Infrastructures Infrasport | Subsides pour l'organisation d'une manifestation sportive |
| Partenariats publics-privés | |
| Fonds communaux | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - L'importance du Sport sur la santé et le bien-être
 - La volonté des entreprises et des directions d'écoles
- État du dossier
 - La Commune est déjà fort active en matière sportive, en participant notamment aux campagnes « Je cours pour ma forme » et « je roule pour ma forme ».
 - La Commune a beaucoup investi dans les infrastructures sportives : PISQ, hall des Sports, Piscine, piste d'athlétisme, salle de gym...
- Programme des travaux
Sans objet
- Planification
 - Elaboration d'un programme d'actions avec l'Echevinat des Sports
 - Programmation dans le temps
 - Organisation de rencontres avec les partenaires : directions d'écoles, chefs d'entreprises...
 - Mise en œuvre des actions
 - Adhésion à la campagne « sport sur ordonnance »
- Démarches administratives à réaliser
 - Délibération du Conseil communal sur l'adhésion à la campagne « Sport sur Ordonnance ».
 - Inscription d'un article budgétaire consacré à la promotion du Sport
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Une communication régulière via les différents outils à disposition de la Commune, de manière à assurer/maintenir une forte mobilisation des différents acteurs.

- Une évaluation continue et des adaptations régulières des actions menées pour les adapter aux réalités communales sans cesse en évolution.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--|--|
| La participation active de la commune à la démarche Sport sur Ordonnance | 1 | Délibération du Conseil communal approuvant l'adhésion à la démarche |
| Le nombre d'utilisation de l'hashtag créé par la Cellule communication | 500 après un an | Statistiques des réseaux sociaux fournies par la Cellule Communication |
| Le montant des investissements financiers attribués à la promotion du sport local | 1000 € annuellement | Budget communal - voir article budgétaire spécifique |
| Le nombre d'employés participant régulièrement à des activités sportives proposées par l'entreprise | 10% des employés des entreprises participantes | Statistiques de participation, Service RH de l'entreprise |
| Le taux de participation des élèves aux activités sportives proposées | 80% des enfants | Statistiques, Directions d'écoles |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|--------------|---|
|--------------------------|--------------|---|

| | | |
|---|----------------|--|
| Évolution du nombre de licenciés sportifs dans la commune | +10 % en 3 ans | Enquête à réaliser en deux temps auprès des clubs sportifs |
|---|----------------|--|

Mise en œuvre d'actions de valorisation du rôle positif de l'agriculture dans la protection de la biodiversité

Fiche n° 2.14
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Le projet repose sur la réalisation d'actions visant à valoriser les réussites et les bonnes pratiques agricoles en matière de conservation et/ou de développement de la biodiversité, en espérant susciter un effet « boule de neige » dans le monde agricole.

Les actions prévues sont :

- Travailler avec les agriculteurs au niveau de la plantation de haies d'espèces variées,
- Organiser des séances d'information sur la manière de faire progresser la pratique (Exemples : réduction de l'érosion et du labour, amélioration de la fertilité des sols, attirer la biodiversité, permaculture, etc.) ;
- Organiser des tables-rondes pour que les agriculteurs se rencontrent et partagent leur expérience ;
- Former les agriculteurs à communiquer autour de la biodiversité ;
- Créer des mares en zones agricoles ;
- Promouvoir les mesures agro-environnementales ;
- Informer les citoyens sur les réalités du métier et les difficultés auxquelles les agriculteurs sont confrontés, en organisant, par exemple, des journées « fermes ouvertes » ou encore des « Journées de la ruralité » ;
- Organiser des rencontres entre agriculteurs et citoyens ;
- Travailler avec les agriculteurs pour rechercher des méthodes de production alternatives afin de réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, l'irrigation et l'érosion des sols ;
- Visiter des fermes alternatives ou agroécologiques ;
- ...

Toutes ces démarches seront reprises dans un programme de communication destiné aux citoyens afin d'améliorer l'image du secteur.

La Commission agricole se chargera de la coordination du projet.

2. Justification du projet

Deux objectifs ressortent dans ce projet :

1. L'amélioration des pratiques agricoles en faveur de l'environnement.
2. La promotion de ces pratiques favorables auprès des habitants pour déconstruire l'image négative et les préjugés sur le secteur. En effet, les citoyens ont tendance à penser que l'agriculteur utilise des pratiques polluantes aussi bien pour la santé que

l'environnement. Le but de cette communication est de développer une meilleure entente entre le citoyen et l'agriculteur.

Le secteur agricole a pour défi de nourrir une population croissante tout en limitant son empreinte écologique et en préservant les ressources naturelles pour les générations futures. L'agriculture peut avoir un impact important sur l'environnement. Les impacts négatifs comprennent la pollution et la dégradation des sols, de la qualité de l'eau et de l'air, mais il existe également des impacts positifs. Par exemple, les cultures et les sols absorbent les gaz à effet de serre et certaines pratiques agricoles favorisent la biodiversité.

Ces dernières années, le secteur agricole a considérablement amélioré sa pratique en faveur de l'environnement d'une part par l'utilisation et la gestion des nutriments, des pesticides, de l'énergie et de l'eau et d'autre part en favorisant la conservation des sols, en optant pour de meilleures techniques de stockage du fumier ou encore en ayant recours à des analyses de sol.


Il reste des actions à mettre en place pour améliorer considérablement les pratiques et l'image renvoyée par le secteur. Les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer auprès des agriculteurs et des différents acteurs de la chaîne agroalimentaire.

Pour en revenir aux cinaciens, les rencontres des citoyens via des consultations et tables-rondes ont appuyé ces considérations. Il est en effet important pour eux d'améliorer l'image des agriculteurs et de communiquer autour des bonnes pratiques. Les membres de la CLDR ont de leur côté émis le souhait d'une part d'une agriculture plus durable sur le territoire mais également une agriculture plus éthique et d'autre part d'un renforcement de l'image agricole de la commune de Ciney.

Lien avec d'autres fiches-projets

- 1.8 Actions de sensibilisation aux métiers et activités agricoles
- 1.10 Création d'une Commission agricole
- 2.3 Actions de protection de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics
- 2.15 Création de potagers collectifs, de jardins-forêt et de vergers
- 3.2 Actions d'amélioration de la gestion, de la qualité de l'eau et de son utilisation raisonnée
- 3.21 Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces privés
- 3.23 Préservation/restauration et création de couloirs écologiques

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Le projet aura des impacts positifs sur la biodiversité | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur les habitats protégés ou restaurés | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la préservation sur les espèces menacées | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé des Cinaciens | X | | |
| Le projet favorisera des relations harmonieuses entre agriculteurs et habitants et il renforce donc la cohésion sociale à l'échelle du territoire | X | | |
| Le projet aura des impacts sur la rémunération et les conditions de travail des agriculteurs | X | | X |
| Le projet favorisera les collaborations et la coopération entre les agriculteurs | X | X | X |
| Le projet favorisera la résilience alimentaire | X | X | X |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|--|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Sur l'ensemble du territoire communal mais les visites et échanges pourraient aussi être organisés sur le territoire du GAL ou du Parc Naturel, de manière à pouvoir diversifier les pratiques abordées. |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Les habitants lors des réunions villageoises de consultation - La Commune | <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Le GAL Condroz-Famenne - Les organismes de promotion de l'agriculture et d'éducation à l'environnement (tels que Faune et Biotope, Natagora, Natagriwal, ...) - Le futur Parc Naturel - Le Contrat de Rivière | <ul style="list-style-type: none"> - La Commune - Les agriculteurs et la Commission agricole |

Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|---|--|
| SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement | Yes we plant, BiodiverCité |
| FEADER | GAL Condroz-Famenne et GAL Pays des Tiges et Chavées « Mission Biodiversité » et « Communication » |
| Fonds communaux | |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - Les agriculteurs souffrent d'une mauvaise image de la profession et des conflits surgissent de plus en plus souvent, notamment à propos de l'utilisation des pesticides.
 - Le GAL a entamé un travail avec les agriculteurs dans le cadre du projet « Je protège l'eau de Wallonie »
- État du dossier
 - Le GAL Condroz-Famenne a réalisé de nombreuses actions lors de ses précédentes programmations, notamment des actions de protection des berges.
- Programme des travaux
Des plantations de haies avec les agriculteurs seront programmées en 2025-2026.
- Planification
Ce projet se réalisera chaque année sur la période de validité du PCDR. Un groupe de travail sera chargé de suivre ce projet. Il sera composé de représentants de la Commune et de la CLDR, d'agriculteurs et d'acteurs œuvrant à l'amélioration de la biodiversité Natagriwal, Natagora, Contrat de Rivière Haute-Meuse, etc....). Ce groupe de travail définira un programme annuel d'actions et procèdera à son évaluation. Le futur Parc naturel sera associé à ce projet.
- Démarches administratives à réaliser
Sans objet
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Evaluation continue par la CLDR
 - Mise en œuvre d'un plan de communication annuel à destination des habitants.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--------------------------|----------------|---|
| Visites d'exploitations | 2 chaque année | Compte-rendu de la visite rédigé par le coordinateur du groupe de travail |

| | | |
|--|----------------|--|
| Séances d'échanges entre agriculteurs | 2 chaque année | Compte-rendu de la séance d'échange rédigé par le coordinateur du groupe de travail. |
| Séances d'information sur la façon d'améliorer les pratiques | 2 chaque année | Compte-rendu de la séance d'information rédigé par le coordinateur du groupe de travail. |
| Actions de communication à destination des citoyens | 2 chaque année | Publications dans le bulletin communal, sur facebook, sur le site internet communal, ... |
| Agriculteurs participant aux journées fermes ouvertes | 5 chaque année | Publication officielle des « fermes ouvertes » |

▪ Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---------------------|---|
| Agriculteurs ayant adopté de nouvelles pratiques | 10 en 3 ans | Visites de terrain et contacts avec les agriculteurs |
| Agriculture : bilan azoté Diminution des apports d'engrais azotés totaux | -20% en 5 ans | Analyses de terres |
| Agriculteurs adhérant aux MAE | +20% en 5 ans | SPW, via les dossiers rentrés par les agriculteurs |
| Indice d'abondance des populations d'oiseaux des champs (indice agrégé d'estimations démographiques pour 15 espèces d'oiseaux des champs avec 1990 comme année de référence (1990 = 100)). | 50 à l'horizon 2030 | Relevés ornithologiques effectués par le groupe « nature et biodiversité ». |
| Participants aux journées fermes ouvertes | 300 chaque année | Comptages effectués sur les différents sites participants |

Création de potagers collectifs, de jardins-forêts et de vergers

Fiche n° 2.15
Priorité : lot 2

1. Description du projet

La création de potagers collectifs, de jardins-forêts et de vergers permet de mettre à disposition des habitants d'un quartier, d'un village et d'une commune des petits espaces de terres cultivables par tous et pour tous, au cœur des villages. Les aménagements proposés dépendront de la nature de l'espace. Les lopins de terres cultivables directement seront favorisés, mais si le « pleine terre » n'est pas possible, des bacs potagers pourront être réalisés.

Ces espaces verts communautaires seront des parcelles entièrement gérées de manière commune par des groupements d'habitants, des associations, des comités de quartier ou encore des organismes socioprofessionnels. Ce type d'aménagements verts permettant de répondre à des besoins sociaux, environnementaux ou encore économiques pour les habitants d'un quartier, d'un village ou d'une commune.

Un groupe de travail composé de mandataires, d'agents communaux et de citoyens désireux de s'investir bénévolement en faveur d'espaces verts partagés sera constitué afin de coordonner les différentes actions.

2. Justification du projet

Lors des différentes consultations citoyennes et groupes de travail, les citoyens ont identifié différents besoins :

- Le besoin de réduire l'impact environnemental de l'aménagement du territoire et de l'urbanisation ; lutter contre le ruissellement, les coulées de boue, les îlots de chaleur, ... Ces espaces verts partagés sont également l'opportunité de développer une meilleure gestion des ressources et des déchets par la construction de compostage collectif pour les personnes qui ne pourraient en avoir chez eux. De plus, c'est également l'occasion de sensibiliser les citoyens quant à l'utilisation rationnelle de l'eau en valorisant l'eau de pluie.
- Le besoin de poursuivre les démarches de transition en passant, notamment par une plus grande sensibilisation de la population, à la nécessité de consommer mieux (qualité) et en s'approvisionnant moins loin (proximité).
- Le besoin de se retrouver entre voisins, association, groupements, ... après une crise qui a divisé la population. Retrouver une véritable cohésion sociale comme elle existait auparavant afin de lutter contre l'isolement social et encourager la création de nouveaux liens entre les habitants ainsi que la convivialité villageoise. La mise en place de jardins partagés permet de répondre à ces besoins sociaux.



- Le besoin de redynamiser les cœurs de village en se réappropriant l'espace public de manière collective tout en repensant à l'utilisation rationnelle de l'espace. Ces espaces verts partagés permettent d'améliorer le paysage, de réhabiliter des terrains vagues ou encore des friches.
- Le besoin de soutenir la biodiversité tout en sensibilisant les habitants à l'importance de la protection de celle-ci. En améliorant le réseau écologique local en préservant ou construisant des petites réserves de biodiversité en zones parfois urbaines.

La végétalisation des espaces publics est en accord avec le développement rural puisqu'elle permet non seulement de créer du lien entre les citoyens mais aussi d'améliorer leur cadre de vie. Ce type d'aménagement permet également d'accueillir la biodiversité et favorise la lutte contre les changements climatiques. La démarche se montre collective et participative.

Lien avec d'autres fiches-projets

- 1.8 Actions de sensibilisation aux métiers et activités agricoles
- 2.3 Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces publics
- 2.14 Mise en œuvre d'actions de valorisation du rôle positif de l'agriculture dans la protection de la biodiversité
- 3.20 Actions de promotion et de valorisation du bénévolat

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|---|--------------------|---------------|------------|
| Amélioration de la qualité du cadre de vie et de la qualité paysagère des cœurs de villages | X | X | |
| Sensibilisation des citoyens à une alimentation durable et autonome | X | X | X |
| Sensibilisation des citoyens à la gestion différenciée des espaces verts | X | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé des Cinaciens | X | | |
| Le projet favorisera la résilience alimentaire | X | X | X |
| Développement de la gestion différenciée de petits espaces verts publics | X | X | X |
| Création de lien social et d'une dynamique intergénérationnelle, principalement à l'échelle du quartier | X | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|------------------------------------|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | À définir par le Groupe de travail |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | Public ou privé |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Les habitants lors des réunions villageoises de consultation - Les membres du GT Biodiversité - La Commune | <ul style="list-style-type: none"> - Les comités de quartiers - La CLDR | <ul style="list-style-type: none"> - Commune - Les citoyens |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--|------------------------------|
| SPW - Agriculture, ressources naturelles et environnement | Appel à projets BiodiverCité |
| Fonds communaux | Budget Participatif |

7. Programme de réalisation

- Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche
 - La mise en place de comité de gestion
 - L'importance de la localisation permettant un accès aisé pour tous, un espace de stockage possible pour le matériel, une bonne visibilité, ...
- État du dossier
Néant
- Programme des travaux
Sans objet
- Planification
 - Création de groupe / comité avec les riverains des différents quartiers / villages
 - Inventaire des sites et terrains exploitables pour le projet
 - Communication autour du projet
 - Réalisation de chantiers participatifs
 - Animations conviviales

- Démarches administratives à réaliser
 - Permis de végétaliser
 - Convention commune / riverain pour la mise à disposition de l'espace public
- Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé
 - Communication autour des groupements citoyens et de leur projet
 - Une charte du bon usage
 - La liste des entretiens impératifs à réaliser par le groupe
 - La mobilisation du groupe de citoyens porteurs est une condition de réussite sur le long terme

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|-----------------------------------|------------------|---|
| Nombre d'espaces publics aménagés | 1/ an | Rapport de l'administration communale |
| Nombre d'animations organisées | 2/espace aménagé | Rapport de l'administration communale |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|------------------|---|
| Nombre de riverains impliqués | 5/espace | Rapport de l'administration communale |
| Nombre de participants aux animations | 15/séance | Rapport de l'administration communale |
| Nombre d'animations publiques organisées dans chaque potager | 2/an par potager | Rapport de l'administration communale |

Mesures de protection et de valorisation des paysages condruziens

Fiche n° 2.16
Priorité : lot 2

1. Description du projet

Le projet comprend la réalisation d'une série d'actions et de mesures pour préserver et mettre en valeur les éléments paysagers significatifs de la région du Condruz.

Le projet doit, dans un premier temps, définir des périmètres d'action et de protection. En parallèle, un code de bonne conduite visant à préserver la qualité des paysages sera réalisé. C'est sur ce code que se basera la seconde étape du projet qui est de sensibiliser la population tant cinacienne que des autres communes à l'importance de préserver les atouts paysagers de la commune.

D'un point de vue pratique, un groupe de travail sera chargé de coordonner et orchestrer les différents volets du projet. Ce Groupe de Travail, piloté par les membres de la CCATm, sera constitué de mandataires, d'agents communaux mais surtout de citoyens cinaciens désireux de s'engager bénévolement dans la réflexion et l'action.

1. Élaboration d'un code de bonne conduite

En premier lieu, le groupe de travail identifiera les zones qui présentent d'importants atouts paysagers et nécessitent une attention particulière en termes de protection. Pour chaque zone repérée, le groupe de travail émettra des règles urbanistiques destinées aux futures constructions ou aux travaux de rénovation. Ces différentes normes et recommandations seront rassemblées dans un code de bonne conduite qui sera largement diffusé auprès des citoyens. L'administration communale sera également mise à contribution pour l'élaboration de ce guide.

Des prescriptions spécifiques peuvent y figurer pour des points/lignes de vue remarquables afin de les préserver et conserver leur qualité.

2. Sensibilisation des Cinaciens à la qualité des paysages

Le groupe de travail étudiera les différentes options pour permettre de sensibiliser les citoyens à la qualité du paysage de leur région. Des expositions à thèmes variés peuvent être organisées dans les différents villages de la commune. Les enfants doivent aussi être impliqués et sensibilisés notamment par l'organisation d'ateliers au sein des écoles de l'entité.

2. Justification du projet

Lors des consultations villageoises, les participants ont clairement exprimé leur souhait de veiller à la préservation et à la mise en valeur des paysages condrusiens. Cette préoccupation est également ressortie lors des enquêtes auprès des enfants et des jeunes habitants de la commune qui réalisent que vivre entre les Tiges et les Chavées du Condroz est une réelle chance. Cette nécessité de valoriser le paysage cinacien et de souligner les atouts qu'offre le Condroz vient également des acteurs touristiques de la région. En effet, selon ces derniers, il serait bon de sensibiliser tant les citoyens que les touristes à la chance de contempler au quotidien des paysages tels que ceux du Condroz et qu'il serait dommage de les endommager par des actes ou des conduites peu civilisés comme ils se produisent de plus en plus fréquemment.

Un groupe de travail a précédemment travaillé au niveau de la valorisation du territoire pour favoriser le tourisme et également au niveau du développement économique de la commune.

Effets attendus


Les effets attendus suite à la réalisation du projet sont multiples :

- Protéger la qualité du lieu de vie des cinaciens.
- Renforcer l'image verte de la ville et son impact au niveau du tourisme.
- Sensibiliser les administrations communales voisines et renforcer les liens transcommunaux.
- Valoriser et varier les missions de la CCATM.
- Mettre en commun les moyens d'actions humains et financiers.
- Harmoniser le développement de projets.
- Développer des pratiques touristiques innovantes et communes sur le territoire.

Lien avec d'autres fiches-projets

- 3.17 Révision du Schéma de Développement Communal et création d'un Guide Communal d'Urbanisme
- 3.23 Préservation/restauration et création de couloirs écologiques

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |

| | |
|-----|---|
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |

4. Impacts du projet sur le développement durable

| Impacts positifs et négatifs du projet sur le développement durable | Social et culturel | Environnement | Économique |
|--|--------------------|---------------|------------|
| Le projet favorisera la participation active des habitants | X | X | X |
| Le projet aura des retombées positives sur le développement d'un tourisme vert et diffus et un soutien au développement de l'économie locale | | | X |
| Le projet aura un impact positif sur l'environnement et la biodiversité | | X | |
| Le projet aura des impacts positifs sur la santé des Cinaciens | X | | |

5. Localisation et statut

| Fiche d'identité du projet | |
|---|---------------------|
| Nom et adresse | / |
| Périmètre d'intervention | Territoire communal |
| Intégration du projet dans son environnement direct | / |
| Cadre légal | / |
| Statut de propriété | / |

6. Parties prenantes, porteurs de projet

▪ Partie prenante et porteur de projet

| Origine de la demande | Parties prenantes | Porteur de projet |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - La CLDR - Les habitants lors des réunions villageoises de consultation - La Commune | <ul style="list-style-type: none"> - CLDR - CCATM - GAL - Natagora - Futur Parc Naturel « Cœur de Condroz » | <ul style="list-style-type: none"> - Commune |

▪ Pistes de financement

| Pouvoir subsidiant | Libellés du subside |
|--|--|
| SPW - Agriculture, ressources naturelles et environnement | Appel à projets BiodiverCité |
| Leader | Futur Parc Naturel « Cœur de Condroz » |
| Fonds communaux | |

7. Programme de réalisation

▪ Éléments dont il faut tenir compte pour définir la priorité de la fiche

- Le classement de cette fiche est issu du résultat du vote de la CLDR.
- La préoccupation paysagère était récurrente lors de la consultation des habitants.
- La position de ce projet en lot 2 s'explique notamment par le fait que sa réalisation ne dépend pas uniquement de la Commune d'Anhée mais nécessite une concertation et des accords avec les Communes voisines, notamment dans le cadre du futur Parc Naturel.

▪ État du dossier

L'analyse paysagère du plan de secteur Dinant-Ciney-Rochefort, ADESA :

ADESA a examiné les différentes zones d'intérêt paysagers (PIP) présents sur le territoire par le biais des lignes et des points de vue remarquables. Des suggestions d'extension ou de nouvelles inscriptions ont également été réalisées.

Programme des travaux

Sans objet

Planification

Actions et mesures à mettre en place :

- Identification des éventuelles menaces pesant sur les sites importants du territoire.
- Organisation, à l'initiative de la commune d'Anhée, d'une concertation avec les communes limitrophes, de manière à discuter des projets conséquents ayant un impact sur le paysage (ex : éoliennes ...) et instauration d'une Plateforme d'échanges et de concertation.
- Réalisation d'une publication explicative sur les acteurs du paysage, en collaboration avec la CCATm.
- En partenariat avec le futur Parc Naturel, élaboration d'une charte paysagère (recommandations) ou d'un règlement communal (voire transcommunal) relatif à la protection des paysages, sur base des études déjà existantes.

NB : l'élaboration d'une charte paysagère est obligatoire dans le cadre de la création d'un Parc naturel.

Démarches administratives à réaliser

- Approbation du code de bonne conduite par le Conseil communal

Éléments à mettre en place pour assurer le bon usage de l'investissement réalisé

Avoir l'adhésion des agriculteurs et des autres usagers (car ce sont eux qui « entretiennent » les paysages) et globalement de la population.

8. Évaluation (en relation avec les objectifs visés et les effets attendus)

- Indicateurs de réalisation (Comment saura-t-on que le projet a bien été mis en œuvre ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|---|--------------|---|
| Une charte ou un règlement est élaboré | 1 | Délibération du Conseil communal approuvant le document |
| Une publication sur les acteurs du paysage est éditée | 1 | Le document est consultable en ligne sur le site internet de la Commune |

- Indicateurs de résultat (Quels sont les effets du projet ?)

| Intitulé de l'indicateur | Valeur cible | Source de vérification (document, rapport, carnet, registre...) |
|--|---|--|
| Superficie de surfaces protégées par le projet | A déterminer plus en amont dans le projet | Service communal de l'urbanisme et données reprises dans le SDC |
| Le nombre d'animations « paysage » organisées | 2/an | Compte-rendu de ces animations et statistiques de fréquentation, service communal de l'urbanisme ou Maison du Tourisme |

Amélioration du réseau et des équipements des promenades balisées

Fiche n° 3.1
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Ce projet vise l'amélioration du réseau de promenades balisées et de ses équipements.

1.1 Amélioration des équipements

Les améliorations à prévoir concernent les éléments suivants :

1. Balises : Il est essentiel de vérifier l'installation et l'état des balises directionnelles tout au long des parcours. Les balises peuvent être des panneaux, des poteaux directionnels, des flèches au sol, des marquages sur les arbres, etc.
2. Cartes et brochures : Fournir des cartes détaillées du parcours est très utile pour que les visiteurs puissent se repérer et connaître les différents points d'intérêt. Des brochures avec des informations complémentaires sur les sites à visiter peuvent également être distribuées.
3. Signalisation et panneaux d'information : Des panneaux d'information peuvent être installés le long du parcours pour fournir des informations sur la faune et la flore locales, l'histoire de la région, les règles de sécurité et / ou de bienséance, etc.
4. Bancs et aires de repos : Prévoir des bancs et des aires de repos tout au long du parcours permet aux visiteurs de se reposer, de profiter de la vue et de prendre des pauses si nécessaire.
5. Poubelles et panneaux de recyclage : Installer des poubelles régulièrement pour encourager la propreté et le respect de l'environnement. Si possible, ajouter des panneaux de recyclage pour encourager les visiteurs à recycler leurs déchets.
6. Points d'eau : Dans les zones où les températures sont élevées, envisagez d'installer des fontaines ou des points d'eau potable pour que les visiteurs puissent se désaltérer.
7. Zones de stationnement : Si nécessaire, aménagez des zones de stationnement appropriées pour accueillir les visiteurs et faciliter leur accès au point de départ de la promenade.
8. Signalisation de sécurité : Placez des panneaux de sécurité avec des conseils et des avertissements appropriés (ex : "Attention aux chutes de pierres", "Zone de

présence d'animaux sauvages", "Respectez les consignes de sécurité") pour informer les visiteurs et garantir leur sécurité.

9. Toilettes publiques : Dans les endroits où les promenades balisées sont longues ou éloignées des zones urbaines, des toilettes publiques peuvent être installées pour le confort des visiteurs.

Un inventaire exhaustif de ces différents équipements sera réalisé (éventuellement par un groupe de travail dans le cadre de l'opération de développement rural) ainsi qu'une analyse des besoins en équipements de chacun des itinéraires balisés.

1.2 L'extension du réseau de promenades existant et l'actualisation du balisage

A titre d'exemples :


- L'extension du réseau vers le chemin des éoliennes d'Achêne ;
- La création d'une promenade découverte nature aux étangs de Happe ;
- La mise en valeur des étangs de Vincon (Sovet) afin de créer un lieu convivial avec des promenades ;
- L'Aménagement de l'espace compensatoire aux éoliennes de Sovet en jardin convivial et accessible aux promeneurs ;
- La création d'une route des châteaux.

2. Justification du projet

A l'exception du Domaine Provincial de Chevetogne, Ciney n'accueille aucune véritable attraction touristique. Son potentiel repose donc essentiellement sur le territoire et ses paysages typiquement condrusiens, dont la découverte est possible via le réseau de promenades balisées encadré par la Maison du Tourisme Condroz-Famenne.

La Ville de Ciney montre une volonté de développer un tourisme vert et diffus comme véritable levier de l'économie locale.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. | |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |



V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public

5.2

Faciliter la convivialité et les liens sociaux

5.3

Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux

Actions d'amélioration de la gestion, de la qualité de l'eau et de son utilisation raisonnée

Fiche n° 3.2
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Plusieurs actions seront menées pour améliorer la qualité de l'eau et son utilisation parcimonieuse :

Axe 1 : La gestion et l'amélioration de la qualité de l'eau

- Le soutien de la Commune et la participation des habitants à la mise en œuvre du Protocole d'Accord des partenaires du Contrat de Rivière Haute-Meuse <https://www.crhm.be/>.
- Inscrire dans un PIC un secteur d'égouttage pertinent à aménager sur le territoire communal. La Cellule de coordination du Contrat de Rivière Haute-Meuse apportera à la Commune les informations de terrain constatées lors de l'inventaire des atteintes aux cours d'eau et identifiées comme points noirs prioritaires. Une comparaison sera faite avec le PASH permettant de cibler un tronçon prioritaire à aménager.
- Des actions de sensibilisation, d'information, des démonstrations et des conseils, pour un public adulte et pour les enfants, des visites d'exemples inspirants pour permettre un échange d'expériences, sur la problématique de l'eau, la différence de gestion entre eau de pluie, eau vanne et eau grise, la mise en œuvre d'épuration semi-collective par lagunage, les systèmes individuels efficaces, la fabrication de produits écologiques, etc...en partenariat avec le Contrat de Rivière et l'INASEP.
- La création d'un projet pilote de lagune épuratoire dans un quartier sensible où une station d'épuration ne sera pas installée dans les prochaines années. L'étude de faisabilité se basera en particulier sur des rejets d'eaux usées très impactant pour le milieu (points noirs prioritaires relevés par le Contrat de rivière Haute-Meuse)
- La poursuite de la lutte contre l'érosion des berges, initiée par le GAL Condroz-Famenne et le Contrat de rivière Haute-Meuse.
- La création de mares et de bassins d'orage ou de rétention d'eau dans les zones de ruissellement.
- La plantation le long des cours d'eau.
- La poursuite des actions menées avec les agriculteurs par le GAL, dans le cadre du projet « Je protège l'eau de Wallonie » <https://www.jeprotegeleaudewallonie.com/>

Axe 2 : L'utilisation rationnelle de l'eau

- L'exemple donné par la Commune au niveau de sa gestion et de ses décisions (obligations lors de la délivrance des permis, placement de robinets économeurs)

d'eau dans les bâtiments publics, installation de citernes de récupération de l'eau de pluie sur les bâtiments, notamment pour les maraîchers, création de bassins d'orage, etc...)

- Des actions de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'eau et à la récupération des eaux de pluie (robinets économeurs, arrosages, citernes, toilettes sèches...) et à une certaine autonomie en cas de sécheresse et de problème de distribution d'eau.
- Des séances communes d'information aux Commissions et Conseils consultatifs de la Commune.

<https://www.jeprotegeleaudewallonie.com/>

Les activités devront permettre de sensibiliser et de former un grand nombre d'habitants (adultes et enfants), d'entrepreneurs et d'institutions pour une gestion durable de l'eau.

Lors de leur concrétisation, une étroite concertation sera nécessaire avec l'ensemble des partenaires tels que les Contrats de rivière Haute-Meuse et Lesse, le GAL (s'il décide de porter un projet « eau » dans sa prochaine programmation), le parc naturel (s'il voit le jour) et leurs partenaires respectifs.

2. Justification du projet

L'eau est une ressource de première nécessité et un bien précieux. La sécheresse de ces dernières années et les changements climatiques montrent à quel point il est nécessaire d'adapter nos pratiques.

Comme on peut le lire dans le cahier de prospectives n°4 de l'IWEPS « Risque de raréfaction des ressources en eau sous l'effet des changements climatiques : quelques enjeux prospectifs » : L'eau est une ressource essentielle à la vie, au fonctionnement des écosystèmes et à la bonne marche de nombreuses activités humaines. Les effets des changements climatiques sur les régimes de précipitations, qui seront régulièrement plus intenses et plus érosives, mais aussi plus rares à certaines périodes de l'année, devraient accentuer les conséquences de leurs excès (crues, inondations, érosion) et de leur manque (épisodes de sécheresse). Ce projet vise à anticiper ces risques.

La Wallonie est soumise à l'obligation de maintenir le bon état écologique des masses d'eau (directive européenne). Elle a mis en place des Programmes d'Actions sur les Rivières par une approche Intégrée et Sectorisée (PARIS). Ces Programmes d'Actions sont définis pour une période de 6 ans et déclinent, au niveau local, de grandes mesures planifiées dans des contextes et des échelles plus larges (masses d'eau, bassins versants). Pour chaque secteur du cours d'eau dont il est responsable, le gestionnaire de terrain (SPW, Province et Commune) doit :



- Identifier et hiérarchiser un ou des enjeux prioritaires,
- Fixer des objectifs de gestion,
- Planifier un programme d'actions des mesures à mettre en œuvre sur le secteur sur une période de 6 ans pour atteindre les objectifs.

Le Bocq est en bon état écologique et abrite une faune et flore locales de qualité. Il ne faut pas que cela se dégrade.

La plupart des noyaux villageois ainsi que le centre-ville sont concernés par des régimes d'assainissement collectif mais plusieurs villages et hameaux sont en régime d'assainissement autonome (Reuleau, quartiers d'Achêne, Bragard, Reux, Conneux, Conjoux, Chevetogne, Serinchamps, les Basses, Bois des Carmes, Jannée, quartiers de Pessoux). Conjoux et Ronvaux sont également situés en régime d'assainissement transitoire. Enfin, le Domaine provincial de Chevetogne se trouve à cheval entre un régime d'assainissement collectif et un régime autonome.

Sur les 8 stations d'épuration du territoire, 5 sont existantes (Ciney, 14.400 EH ; Chevetogne, 1.980 EH ; Sovet, 900 EH ; Braibant, 680 EH ; Achêne, 450 EH), une est à déclasser (Haversin), une est en construction (Senenne) et une est à l'étude (Leignon). Actuellement, seul le centre-ville de Ciney, Braibant, Halloy, Sovet, le PAE d'Achêne, Fays et le Domaine provincial de Chevetogne sont connectés à une station d'épuration.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |

Création d'une Communauté d'énergie

Fiche n° 3.3
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Une communauté d'énergie est un regroupement de plusieurs acteurs locaux (résidents, entreprises, collectivités) qui s'associent pour produire, consommer et partager de l'énergie de manière collaborative, afin de favoriser la transition énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette forme d'organisation permet aux membres de la communauté d'énergie de devenir des acteurs à part entière de leur propre approvisionnement énergétique, en produisant de l'énergie renouvelable locale, en optimisant leur consommation énergétique et en partageant les excédents énergétiques grâce à une plateforme numérique. L'objectif final d'une communauté d'énergie est de créer un système énergétique plus durable, résilient et équitable.

Ce projet pourrait par exemple permettre la création d'une centrale photovoltaïque au marché couvert en lien avec un quartier cinacien.



2. Justification du projet

Les Communautés d'énergie poursuivent l'objectif principal "de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à leurs participants ou en faveur des territoires locaux où elles exercent leurs activités, plutôt que de générer des profits financiers".

Ainsi, leur développement devrait apporter différents bénéfices :

- Au niveau environnemental : une meilleure intégration de la production d'électricité renouvelable via l'augmentation de l'autoconsommation et le partage d'énergie à une échelle locale, notamment par un changement d'habitudes de consommation, ce qui devrait limiter la mobilisation du réseau et permettre une plus grande pénétration des productions décentralisées ;
- Au niveau économique : l'impact devrait être favorable que ce soit sur la facture des participants ou en termes de retombées positives sur l'économie et les emplois locaux ;
- Au niveau social : ces nouvelles possibilités de partage sont ouvertes à tous les citoyens, y compris les locataires et les ménages précarisés qui n'ont pas la possibilité d'investir seuls dans des moyens de production décentralisés. L'inclusion sociale devrait être renforcée et la précarité énergétique diminuée.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |

Actions et mesures en faveur de l'isolation des bâtiments privés

Fiche n° 3.4
Priorité : lot 3

1. Description du projet

La Commune peut entreprendre plusieurs actions pour encourager les particuliers à isoler leur habitation :

- **Sensibilisation** : La commune peut organiser des campagnes de sensibilisation (ateliers, visites, conférences, expositions...) sur l'importance de l'isolation thermique des habitations, en mettant l'accent sur les économies d'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les avantages pour le confort intérieur. C'est ainsi que des exemples inspirants pourraient être mis en avant.
- **Conseils et accompagnement** : La commune peut mettre à disposition des particuliers des conseillers en énergie ou des techniciens spécialisés pour les informer sur les différentes options d'isolation, les aides financières disponibles et les démarches administratives à suivre.
- **Subventions et incitations financières** : La commune peut proposer des subventions ou des primes pour encourager les particuliers à effectuer des travaux d'isolation. Ces incitations financières peuvent couvrir une partie des coûts d'achat des matériaux, de la main-d'œuvre ou être attribuées sous forme de remboursement partiel ou total des dépenses engagées.
- **Campagnes de rénovation groupée** : La commune peut encourager les particuliers à s'organiser en groupe pour réaliser des travaux d'isolation en même temps, afin de bénéficier de prix réduits et de l'expertise d'entreprises locales spécialisées. Elle peut également organiser des journées portes ouvertes dans des maisons déjà rénovées pour montrer les effets positifs de l'isolation.
- **Certifications et labels** : La Commune peut mettre en place des programmes de certification ou des labels de "maisons économes en énergie" pour récompenser les propriétaires qui réalisent des améliorations d'isolation.
- **Communication et partenariats** : La commune peut communiquer régulièrement sur les bénéfices de l'isolation et sur les actions menées en faveur de cette démarche. Elle peut également nouer des partenariats avec des entreprises locales spécialisées dans l'isolation pour faciliter l'accès des particuliers à des services de qualité.
- **Réglementations** : La commune peut mettre en place des réglementations contraignantes pour encourager l'isolation des habitations. Elle peut, par exemple, exiger un certain niveau d'isolation lors de la construction ou de la rénovation des

bâtiments, ou rendre l'obtention de certaines autorisations dépendante de l'isolation thermique.



En combinant ces différentes actions, la commune peut encourager activement les particuliers à isoler leur habitation et ainsi contribuer à une meilleure performance énergétique globale de son territoire.

2. Justification du projet

En isolant leur habitation, les particuliers contribuent à plusieurs avantages pour eux-mêmes et pour la commune :

- **Réduction des dépenses énergétiques** : L'isolation permet de réduire les besoins en chauffage et en climatisation, ce qui se traduit par des économies d'énergie pour les particuliers. Cela peut également réduire la dépendance énergétique de la commune et ainsi contribuer à une meilleure sécurité énergétique. L'habitat est en effet le premier secteur en matière de pertes énergétiques.
- **Amélioration du confort intérieur** : Une isolation adéquate permet de maintenir une température agréable à l'intérieur de l'habitation, en évitant les variations de température et les courants d'air. Cela contribue à améliorer le confort des habitants et à augmenter leur bien-être.
- **Réduction des émissions de gaz à effet de serre** : En réduisant la consommation d'énergie liée au chauffage et à la climatisation, l'isolation participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cela permet de lutter contre le changement climatique et de contribuer à la transition énergétique.
- **Valorisation du patrimoine immobilier** : Une habitation bien isolée a une meilleure valeur sur le marché immobilier. Les particuliers qui décident d'isoler leur logement peuvent donc augmenter sa valeur vénale et faciliter sa vente ou sa location.
- **Promotion de l'emploi local** : En encourageant les particuliers à réaliser des travaux d'isolation, la commune peut soutenir les professionnels du bâtiment locaux spécialisés dans l'efficacité énergétique. Cela permet de dynamiser l'économie locale et de créer des emplois.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |

Rénovation énergétique de la salle Saint-Hubert de Sovet et aménagement de ses abords

Fiche n° 3.5
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Rénovation énergétique

Des travaux d'amélioration de la performance énergétique de la salle Saint-Hubert devront être réalisés pour permettre une utilisation confortable de cet espace polyvalent au cœur du village de Sovet.

La rénovation énergétique de cette salle de village peut impliquer plusieurs postes, tels que :

- **L'isolation thermique** : Cela peut inclure l'isolation des murs, du toit et du sol pour réduire les pertes de chaleur et améliorer l'efficacité énergétique de la salle.
- **Le remplacement des châssis** : Des fenêtres à double vitrage peuvent être installées pour réduire les infiltrations d'air et minimiser les pertes de chaleur.
- **L'installation d'un système de chauffage efficace** : Un système de chauffage plus économe en énergie, comme une pompe à chaleur ou une chaudière à condensation, peut être installé pour fournir un chauffage suffisant tout en réduisant la consommation d'énergie.
- **L'installation d'un système de ventilation efficace** : Une ventilation mécanique contrôlée (VMC) peut être mise en place pour renouveler l'air intérieur tout en minimisant les pertes de chaleur.
- **L'installation d'un éclairage LED** : Le remplacement des anciennes ampoules par des ampoules LED peut réduire considérablement la consommation d'énergie liée à l'éclairage.
- **L'installation de panneaux solaires** peut être envisagée pour la production d'électricité.
- **L'installation d'une citerne d'eau de pluie.**

Une attention particulière sera portée à l'utilisation de matériaux durables respectueux de l'environnement, tels que des isolants en fibres naturelles.

Aménagement des abords

La sécurisation des abords de l'entrée de la salle situé en bordure directe de voirie devra faire l'objet d'une attention toute particulière. La création d'un dévoiement de la voirie actuelle semble être la solution idéale.



2. Justification du projet

La rénovation énergétique d'un bâtiment public présente de nombreux avantages. Les raisons principales sont les suivantes :

- **Réduction des coûts énergétiques** : La rénovation énergétique permet de réduire la consommation d'énergie d'un bâtiment, ce qui se traduit par des économies sur la facture énergétique. Cela est particulièrement important pour les bâtiments publics qui sont souvent de grande taille et consomment beaucoup d'énergie.
- **Amélioration du confort des utilisateurs** : La rénovation énergétique permet d'améliorer l'isolation thermique et l'étanchéité à l'air d'un bâtiment, ce qui contribue à maintenir une température agréable à l'intérieur tout au long de l'année.
- **Réduction de l'impact environnemental** : La rénovation énergétique permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergies non renouvelables. En utilisant des sources d'énergie plus propres et en optimisant la consommation énergétique, la rénovation énergétique contribue à la lutte contre le changement climatique.
- **Valorisation du patrimoine** : La rénovation énergétique permet de valoriser le patrimoine public en améliorant ses performances énergétiques. Cela peut aider à préserver l'intégrité et la valeur du bâtiment sur le long terme.
- **Exemplarité et sensibilisation** : La rénovation énergétique des bâtiments publics peut servir d'exemple et sensibiliser d'autres acteurs, tels que les particuliers et les entreprises, à l'importance de l'efficacité énergétique et de la transition vers des énergies propres.

La salle étant située dans un carrefour dangereux et en bordure directe de voirie, la sécurisation de ses abords est essentielle pour assurer la polyvalence parfaite de son utilisation.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Sécurisation des points noirs en matière de sécurité routière

Fiche n° 3.6
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Cette fiche-projet concerne la sécurisation de l'ensemble des points noirs recensés par les habitants, que ce soit pour les automobilistes ou pour les usagers doux (cyclistes, piétons et cavaliers). Des aménagements sont donc à réaliser sur le court, moyen et long terme dans le but de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les différents usagers de la voirie.

Il s'agit de points noirs localisés sur voiries régionales ou communales. Il est donc important de signaler que la Commune n'a pas systématiquement la maîtrise et l'autonomie dans la réalisation d'aménagements.

Ces zones ont été identifiées comme dangereuses par la population lors des réunions villageoises de consultation (second semestre 2022). Ces points noirs ont en effet fait l'objet d'un inventaire non-exhaustif.

L'ensemble des aménagements seront réalisés en tenant compte des spécificités rurales de l'entité et donc, du respect du caractère patrimonial de cœurs de village, du respect du charroi agricole...



2. Justification du projet

Une des faiblesses de la commune en matière de mobilité est la vitesse excessive rencontrée sur les axes principaux qui traversent la commune (particulièrement les voiries régionales) mais aussi dans les traversées de village. Le nombre de véhicules relevés est sans cesse en augmentation en raison de l'important nombre de véhicules immatriculés sur le territoire communal. De nombreux points noirs y sont donc recensés.

Les voiries ont, par le passé, trop souvent été conçues en faveur du « tout à la voiture », négligeant ainsi la place des autres usagers, et surtout celle des usagers dits faibles que sont les cyclistes et les piétons, mais également des convois agricoles. Une des conséquences corolaire est l'éclosion et l'accroissement d'un sentiment d'insécurité qui ne facilite pas le recours à la marche et au vélo dans le cadre des déplacements quotidiens, et notamment scolaires.

Cette réalité porte atteinte au cadre de vie et à la qualité de vie dans les villages concernés, ce qui constitue aussi un frein au tourisme, essentiellement basé à Ciney sur les réseaux de promenade.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.1 | Mettre en place un réseau de voies lentes structurant, fonctionnel et sécurisé entre les villages de l'entité et vers les pôles voisins, de manière à renforcer l'usage de la mobilité active. |
| 2.2 | Améliorer l'offre en mobilité collective, la multimodalité et proposer des services de mobilité adaptés au milieu semi-rural. |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |

Création d'une épicerie mobile

Fiche n° 3.7
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le commerce ambulant (les food-trucks notamment) connaît un succès croissant. Le projet consiste dès lors à développer un service d'épicerie mobile dans les villages et hameaux de Ciney ne bénéficiant pas (plus) d'offres dans ce domaine.

Le projet consiste à accompagner une initiative privée prise dans ce domaine. A l'instar des incubateurs d'entreprises qui se matérialisent par une structure immobilière mise à disposition des spin-offs et autres start-ups ainsi que des services mutualisés, le tout à des prix intéressants, le projet consiste en la location d'un camion adapté pour l'activité et en l'encadrement du jeune entrepreneur. Le cadre et les modalités précises ainsi que la structure porteuse seront à détailler.



Ce projet, pour être économiquement pérenne, aurait avantage à se développer sur tout le territoire du futur Parc Naturel.



2. Justification du projet

Une épicerie ambulante propose des produits de première nécessité : du pain, des fruits et des légumes... Elle peut rendre un fier service aux populations en déficit de mobilité : personnes âgées, personnes précarisées. Elle apporte des produits de première nécessité et permet des contacts sociaux.

Elle peut permettre aux produits issus de la filière courte d'être distribués dans les villages selon des tournées régulières. Le projet ne doit pas être développé dans les villages et hameaux bénéficiant encore d'une épicerie de proximité.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.1 | Fédérer les différents acteurs de l'agro-alimentaire autour d'une image commune afin de valoriser les acteurs et produits du territoire |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |

| | |
|---|---|
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.3 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.2 | Mieux utiliser le potentiel économique des parcs d'activité économiques pour le développement du centre-ville. |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |
| 6.4 | Soutenir le développement de commerces et services dans les villages de l'entité et principalement à Leignon et Haversin. |

Création d'unités de biomasse/biométhanisation au profit de bâtiments collectifs

Fiche n° 3.8
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Un projet biomasse est un projet qui vise à utiliser la biomasse, c'est-à-dire la matière organique d'origine végétale ou animale, comme source d'énergie (production de chaleur et/ou d'électricité).

Sont ici envisagés :

- Une (ou plusieurs) unité(s) de biométhanisation

Une unité de biométhanisation, également appelée unité de digestion anaérobie ou usine de biogaz, est une installation qui utilise le processus de décomposition microbologique des matières organiques pour produire du méthane (biogaz) et du digestat. Elle est généralement composée d'une cuve de fermentation hermétique où les matières organiques sont dégradées en l'absence d'oxygène par des bactéries et des microorganismes spécifiques. Le biogaz produit est ensuite récupéré et peut être utilisé comme source d'énergie renouvelable pour la production de chaleur, d'électricité ou comme carburant. Le digestat, qui est la matière résiduelle après la décomposition, peut être utilisé comme engrais agricole.

Un projet est en cours à Ciney, en partenariat avec l'école Saint-Quentin.

- Des chaudières automatiques au bois

Une chaudière au bois est un appareil de chauffage qui utilise des pellets ou des plaquettes comme combustible pour produire de la chaleur. Elle fonctionne en brûlant du bois dans une chambre de combustion, ce qui crée de la chaleur qui est ensuite transférée à un système de conduits ou à un réseau de tuyaux pour chauffer l'eau ou l'air dans un bâtiment. Les chaudières au bois peuvent être utilisées pour le chauffage domestique, mais sont également utilisées dans de nombreuses installations publiques pour la production de chaleur.




Les bâtiments concernés pourraient être les écoles, le hall omnisport, les maisons de repos ou encore la piscine et le théâtre.

2. Justification du projet

Les projets biomasse peuvent contribuer à réduire l'utilisation de combustibles fossiles, à diminuer les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir le développement durable.

Vu le caractère agricole de l'entité, un tel projet aurait tout son sens et favoriserait le développement d'une image positive de l'agriculture tout en constituant une source de diversification de premier choix.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|--|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |

Création ou rénovation des équipements récréatifs dans les villages

Fiche n° 3.9
Priorité : lot 3

1. Description du projet

La commune de Ciney possède bon nombre de plaines de jeux et d'espaces récréatifs, qui sont, ou pas encore en état. Nombre de ces espaces manquent cependant de convivialité et/ou sont peu sécurisés, et sont parfois délaissés par les riverains. Des simples actions peuvent y remédier et permettre leur réappropriation par les plus ou moins jeunes.

Ce projet consistera donc d'abord à réaliser un état des lieux des équipements existants et déterminer lesquels sont à rénover, remplacer et/ ou déplacer ou encore créer.

Ensuite, les différents travaux ainsi déterminés seront mis en œuvre.

Les besoins suivants ont notamment été pointés par la population :

- La rénovation d'une plaine de jeux à Achêne
- La création d'un espace de jeux à Biron
- La création d'un espace de jeux dans le parc Saint-Roch
- La création d'un espace de jeux à Chapois/Ychippe
- La création d'une plaine de jeux à Chevetogne
- La création d'une plaine de jeux à Haversin (ceux de l'école sont insuffisants)
- L'extension et l'accessibilité de la plaine de l'école de Leignon
- La création d'une plaine de jeux derrière la salle de Leignon

Une attention particulière sera portée aux 0-3 ans qui sont souvent oubliés dans ce type d'aménagements.

2. Justification du projet


Les aménagements publics de convivialité pour les jeunes et les enfants ne répondent plus toujours à la demande ou sont tout simplement obsolètes, peu sécurisés ou encore en très mauvais état, ce qui n'incite pas à leur fréquentation. Certains villages, hameaux ou quartier ne sont parfois même pas équipés.

Il est donc primordial de penser à l'aménagement ou à la rénovation de ces différents sites afin qu'ils retrouvent leur fonction d'origine : l'amusement, le bien-être et la sécurité des petits et des grands.

Ces espaces de jeux favoriseront également l'intégration des nouveaux habitants dans la commune ainsi que la vie de quartier.

Ce projet répondra à la demande de la population qui sollicite un renforcement des infrastructures de plein air.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|--|--|
|  V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public | |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Aménagement d'un espace public à Conjoux

Fiche n° 3.10

Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet vise la création d'un petit espace de rencontre et de convivialité au cœur du village de Conjoux, sur la Place du village ou aux abords de l'église.

Cet espace public de petite taille sera équipé de mobilier adapté à différentes activités dans le but de mettre à disposition des habitants et des touristes un espace de repos et de rencontre.

L'espace sera verdurisé.



2. Justification du projet

Le village ne dispose d'aucun lieu de rencontre et de convivialité.

De manière générale dans l'entité, les habitants craignent l'amplification des phénomènes de cités dortoirs. C'est pourquoi ils souhaitent renforcer la cohésion sociale. Cette aire de convivialité aura donc pour but de lutter contre l'isolement en offrant aux habitants des lieux de rencontre et de partage intergénérationnels accessibles à tous.

Cette zone de convivialité sera aussi l'occasion de créer un petit îlot de biodiversité au cœur du village.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Rénovation de la salle du Basket de Braibant et aménagement de ses abords

Fiche n° 3.11
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet prévoit la rénovation et la mise aux normes énergétiques de la salle du Basket de Braibant pour en faire une maison de village. La maison de village est une infrastructure communale, polyvalente, destinée à abriter des activités associatives, sociales ou festives, initiées par les habitants.

Les abords seront également à repenser de manière à laisser davantage de place à la verdure.

2. Justification du projet

La rénovation de la salle et l'aménagement de ses abords permettront de mettre à disposition des habitants un lieu de rencontre et d'échange agréable et adapté aux besoins. La vie de village et la cohésion sociale en sortiront renforcés.

3. Lien à la stratégie du PCDR



V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public

- | | |
|-----|--|
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Aménagement du cœur de village d'Achêne

Fiche n° 3.12
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet consiste en l'aménagement d'un espace public de convivialité dans le cœur du village d'Achêne. Cet espace aura pour principal objectif d'offrir aux habitants un agréable lieu de rencontre clairement dédié à la convivialité et pouvant accueillir différentes manifestations festives au cours de l'année.

Cet aménagement implique notamment :

- La création d'un espace polyvalent de type place ;
- L'aménagement d'une zone verte de convivialité ;
- L'installation d'un terrain de pétanque ;
- L'installation d'une zone de barbecue ;
- L'insertion de modules de jeux pour enfants.

2. Justification du projet

Actuellement, l'espace est peu agréable, fort minéralisé et essentiellement consacré à du stationnement, ce qui nuit fortement à sa fonction de « place de village ».

Outre l'intérêt esthétique, son aménagement permettra de renforcer la cohésion sociale et de favoriser les contacts intergénérationnels.

3. Lien à la stratégie du PCDR



V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public

| | |
|-----|--|
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Etude des potentialités de création d'un réseau de géothermie

Fiche n° 3.13
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Un réseau de géothermie est un système qui utilise l'énergie géothermique pour le chauffage et/ou le refroidissement des bâtiments. Il est composé de plusieurs puits géothermiques, généralement situés dans le sous-sol, qui permettent de récupérer la chaleur ou le froid provenant de la terre. Cette énergie est ensuite distribuée via un réseau de canalisations enterrées qui connectent les puits aux bâtiments. Les bâtiments sont alors équipés de pompes à chaleur géothermiques qui extraient la chaleur ou le froid du fluide circulant dans le réseau pour le convertir en chauffage ou en refroidissement pour les espaces de vie. Les réseaux de géothermie sont considérés comme des solutions énergétiques durables et respectueuses de l'environnement car ils utilisent une source d'énergie renouvelable et réduisent les émissions de CO₂.

Pour étudier le potentiel du territoire (éventuellement étendu aux communes voisines) en matière de géothermie, il est nécessaire de confier les étapes suivantes à un bureau d'étude spécialisé :

- **Collecte de données géologiques** : Il est important de collecter des données géologiques de la région, telles que la présence de roches volcaniques, de fractures ou de failles qui pourraient permettre le passage de fluides géothermaux. Des études géologiques peuvent aider à identifier les structures géologiques favorables à l'exploitation géothermique.
- **Analyse des données géothermiques existantes** : Examiner les données existantes provenant de puits géothermiques, de relevés géophysiques et de rapports précédents pour comprendre le potentiel géothermique de la région. Cela peut inclure des données sur la température et la composition des fluides géothermaux.
- **Caractérisation de la ressource géothermique** : À l'aide d'outils géophysiques tels que des géoradar, des sismiques réflexions ou des magnétomètres, il est possible de caractériser la ressource géothermique, c'est-à-dire de déterminer sa profondeur, son ampleur et sa température. Cela permettra de déterminer si la chaleur géothermique est suffisamment abondante pour être exploitée.
- **Étude de la demande énergétique** : Évaluer la demande énergétique de la région et déterminer si elle correspond à la quantité d'énergie que la géothermie peut fournir. Cela peut nécessiter une étude de marché et une analyse des besoins en chauffage, en électricité et en refroidissement dans la région.
- **Évaluation économique et environnementale** : Examiner les aspects économiques et environnementaux de l'exploitation géothermique dans la région. Cela peut inclure

une analyse des coûts de forage et de production, ainsi que des impacts potentiels sur l'environnement local.


En suivant ces étapes, il est possible d'obtenir une bonne évaluation du potentiel géothermique d'une région et de déterminer si elle est appropriée pour l'exploitation de cette source d'énergie renouvelable.

2. Justification du projet

Il y a de nombreux avantages pour une commune à recourir à la géothermie :

- **Ressource renouvelable** : La géothermie utilise la chaleur naturelle provenant de la terre, qui est une ressource inépuisable. Contrairement aux sources d'énergie fossiles telles que le charbon, le pétrole ou le gaz naturel, la géothermie ne contribue pas à l'épuisement des réserves mondiales.
- **Réduction des émissions de gaz à effet de serre** : L'utilisation de la géothermie pour le chauffage et la climatisation permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique. La géothermie est considérée comme une énergie propre, car elle ne libère pas de CO₂ lors de son utilisation.
- **Coûts de fonctionnement réduits** : Une fois le système géothermique installé, les coûts de fonctionnement sont généralement plus bas que ceux des systèmes conventionnels de chauffage et de climatisation. Cela est dû à la stabilité des prix de l'énergie géothermique et à la faible maintenance requise.
- **Indépendance énergétique** : En utilisant la géothermie, une commune peut réduire sa dépendance à l'égard des sources d'énergie externes, et donc prévenir les fluctuations des prix de l'énergie sur le marché. Cela permet également de renforcer la sécurité énergétique de la commune.
- **Création d'emplois locaux** : L'installation et l'entretien des systèmes géothermiques nécessitent des compétences spécialisées, ce qui peut créer des emplois au niveau local. Cela peut stimuler l'économie de la commune et favoriser l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables.
- **Utilisation polyvalente** : La géothermie peut être utilisée non seulement pour le chauffage et la climatisation des bâtiments, mais aussi pour d'autres applications telles que la production d'électricité, l'agriculture, l'aquaculture, etc. Cela offre une certaine flexibilité et polyvalence dans l'utilisation de cette ressource.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |

Création d'un espace public convivial à Haversin

Fiche n° 3.14

Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet vise la création d'un espace de rencontre et de convivialité au cœur du village d'Haversin, plus précisément à proximité du terrain de football, où un nouveau quartier va se développer dans les prochaines années.

Cet espace public sera polyvalent et équipé de mobilier adapté à différentes activités villageoises.

L'espace sera verdurisé.

2. Justification du projet

Le village d'Haversin ne dispose actuellement d'aucun espace public de qualité.

La forte croissance démographique attendue dans le village dans les prochaines années va accroître les risques de développement d'un phénomène de village dortoir et de perte de cohésion sociale.

La création d'un espace de ce type permettra de favoriser les rencontres et les activités villageoises qui visent à créer du lien.

Cette zone de convivialité sera aussi l'occasion de créer un petit îlot de biodiversité au cœur du village.

3. Lien à la stratégie du PCDR



V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public

| | |
|-----|--|
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Création d'un espace public aux abords de l'église de Pessoux

Fiche n° 3.15
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet vise la création d'un espace de rencontre et de convivialité aux abords de l'église de Pessoux.

Cet espace public sera polyvalent. Il permettra le stationnement aisé lors des activités quotidiennes liées à la pratique du culte et il équipé de mobilier adapté à différentes activités villageoises.

L'espace sera verdurisé.

2. Justification du projet

Le village de Pessoux ne dispose actuellement d'aucun espace public de qualité.

La création d'un espace de ce type permettra de favoriser les rencontres et les activités villageoises qui visent à créer du lien.

Cette zone de convivialité sera aussi l'occasion de créer un petit ilot de biodiversité au cœur du village.

3. Lien à la stratégie du PCDR



V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public

| | |
|-----|--|
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Création d'un atelier rural et d'un espace de coworking

Fiche n° 3.16
Priorité : lot 3

1. Description du projet

L'atelier rural est une infrastructure publique polyvalente louée de manière avantageuse et pour une durée limitée à des TPE et PME dans le but de faciliter leur lancement, leur diversification ou leur expansion, et ce en évitant les investissements lourds liés à l'achat d'un bâtiment. Les entrepreneurs sont ainsi soulagés d'une charge considérable dans ce qui est considéré comme la phase la plus critique de la vie d'une entreprise.

Dans cette même logique de soutien aux indépendants et très petites entreprises, la volonté est d'intégrer dans cette infrastructure un espace de coworking.



2. Justification du projet

Ce projet d'atelier rural contribuera à fixer et développer des activités économiques, à soutenir la diversification des activités rurales et la création d'emplois. Il s'agit donc d'un moyen concret et efficace pour soutenir la dynamique économique locale d'une commune où le taux d'emploi local est plus faible qu'ailleurs en Wallonie.

Face à la généralisation du télétravail (1 ou 2 jours par semaine) accéléré par la crise du coronavirus, nombreux sont les Cinaciens qui voudraient éviter les navettes et profiter d'un environnement de travail adapté hors du domicile privé.

Cet espace de co-working présente également un réel intérêt pour les indépendants, toujours plus nombreux à Ciney, développant chez eux des activités de services et qui souhaiteraient disposer d'un accès à des locaux professionnels tels que salles de réunion, etc. Ce projet s'inscrit donc dans une démarche d'animation économique favorisant les échanges, l'innovation et la formation.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|---|
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
| 4.3 | Poursuivre le développement d'une offre de services attractive pour les jeunes, les jeunes ménages et les seniors |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |

| | |
|-----|--|
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.2 | Mieux utiliser le potentiel économique des parcs d'activité économiques pour le développement du centre-ville. |
| 6.3 | Renforcer le soutien aux commerçants et producteurs locaux en leur offrant plus de visibilité et en leur facilitant l'accès à des espaces de vente |
| 6.4 | Soutenir le développement de commerces et services dans les villages de l'entité et principalement à Leignon et Haversin. |

Révision du Schéma de Développement communal et création d'un Guide Communal d'Urbanisme

Fiche n° 3.17
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet vise l'actualisation du schéma de structure (devenu schéma de développement communal) approuvé en 2016 pour l'adapter aux nouvelles réalités et demandes de la population : développement de nouveaux quartiers, demandes pour de l'habitat léger, mobilité douce...

Cette actualisation sera réalisée de manière participative, en impliquant les services communaux, la CCATM, les habitants, les acteurs locaux et les partenaires institutionnels, de manière à construire un outil de référence pour l'aménagement du territoire communal qui permettra de coordonner les différentes politiques sectorielles en faveur du développement local.

Dans la foulée et de manière complémentaire, un Guide Communal d'Urbanisme sera élaboré. Il s'agit d'un outil d'information et d'orientation qui permet de mieux comprendre et respecter les règles et objectifs d'aménagement en vigueur dans la commune, dans le but de favoriser une harmonie et une qualité de vie sur le territoire communal.




2. Justification du projet



La commune souhaite améliorer ses outils d'aménagement du territoire pour plusieurs raisons :

- **Structurer le développement de l'habitat** : Les outils d'aménagement du territoire permettent de définir les zones d'urbanisation, les secteurs d'activité économique, les zones résidentielles, les aires de loisirs, etc. Ils permettent ainsi de planifier et de maîtriser le développement de la commune, en définissant les règles d'occupation des sols et en évitant une urbanisation anarchique.
- **Préserver l'environnement** : Les outils d'aménagement du territoire permettent de préserver les espaces naturels, les zones agricoles ou forestières, les cours d'eau, etc. Ils favorisent une gestion durable des ressources naturelles en limitant l'artificialisation des sols et en protégeant les écosystèmes fragiles.
- **Assurer une mixité sociale** : Les outils d'aménagement du territoire peuvent contribuer à favoriser la mixité sociale en prévoyant des logements abordables, des équipements collectifs accessibles à tous, des espaces publics de qualité, etc. Ils permettent ainsi de lutter contre la ségrégation urbaine et de promouvoir un développement équilibré et inclusif.

- **Faciliter les déplacements** : Les outils d'aménagement du territoire peuvent contribuer à favoriser les modes de déplacement durables en prévoyant des infrastructures adaptées (pistes cyclables, transports en commun, etc.) et en organisant l'implantation des activités économiques et résidentielles de manière à réduire les distances à parcourir.
- **Anticiper les risques et améliorer la sécurité** : Les outils d'aménagement du territoire permettent de prendre en compte les risques naturels (inondations, séismes, etc.) et technologiques (pollution, accidents industriels, etc.) afin de limiter leur impact sur les populations. Ils permettent également d'assurer la protection des personnes et des biens en définissant les règles de construction et en prévoyant les espaces de sécurité nécessaires.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
|  | II. L'amélioration des liaisons douces et de la multimodalité afin d'encourager les alternatives à la voiture individuelle |
| 2.1 | Mettre en place un réseau de voies lentes structurant, fonctionnel et sécurisé entre les villages de l'entité et vers les pôles voisins, de manière à renforcer l'usage de la mobilité active. |
| 2.2 | Améliorer l'offre en mobilité collective, la multimodalité et proposer des services de mobilité adaptés au milieu semi-rural. |
| 2.3 | Mieux intégrer les besoins de tous les usagers (usagers faibles, PMR, agriculteurs, commerçants, etc.) dans les équipements et les aménagements de sécurité routière, d'espaces publics et d'abords des lieux de services. |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |

| | |
|---|---|
|  | IV. Une offre de services adaptée aux besoins urbains et ruraux en anticipant les changements sociétaux |
| 4.1 | Veiller à maintenir l'équilibre de l'offre en services et équipements sur l'ensemble du territoire |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.4 | Soutenir le développement de commerces et services dans les villages de l'entité et principalement à Leignon et Haversin. |

Aménagement et verdurisation des zonings d'Achêne et Biron

Fiche n° 3.18
Priorité : lot 3

1. Description du projet

La verdurisation des zones d'activités économiques consiste à introduire plus de végétation et de nature dans ces zones afin de les rendre plus durables, plus agréables et respectueuses de l'environnement.

La verdurisation vise l'intégration d'éléments de nature. Cela peut inclure la création de parcs ou de jardins, la plantation d'arbres, de fleurs et de plantes, ou encore la mise en place de toits végétalisés, de murs végétaux ou de systèmes de récupération des eaux de pluie. L'objectif est de rendre ces zones plus accueillantes pour les travailleurs, les résidents et les visiteurs, tout en favorisant la biodiversité, en améliorant la qualité de l'air et en réduisant les îlots de chaleur urbains.




La verdurisation des zones d'activités économiques peut être mise en œuvre à différentes échelles, allant de petits aménagements paysagers à grande échelle à une réflexion stratégique intégrée dans les plans d'urbanisme. Elle nécessite une collaboration entre les entreprises, les autorités locales et les acteurs de l'environnement pour garantir une planification cohérente et une mise en œuvre efficace.

2. Justification du projet

Les zones d'activités économiques, également appelées zones industrielles, commerciales ou logistiques, sont généralement caractérisées par une présence importante d'infrastructures, de bâtiments et de routes, avec peu d'espaces verts. Ces zones sont souvent considérées comme des environnements hostiles à la nature, et leur développement peut entraîner des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes qui y travaillent.

Les avantages de la verdurisation des zones d'activités économiques sont nombreux. En termes d'amélioration de la qualité de vie, la présence de végétation permet de réduire le stress, d'augmenter la productivité et de favoriser le bien-être des travailleurs. Sur le plan environnemental, la verdurisation permet de renforcer la biodiversité en créant des habitats pour les espèces animales et végétales, de lutter contre les effets du changement climatique en diminuant la pollution et en régulant la température, et de contribuer à la préservation des ressources en eau.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|--|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |
|  | VI. Le soutien aux initiatives économiques et commerciales locales en renforçant la diversité des activités et les synergies entre les acteurs |
| 6.1 | Faciliter le développement d'activités économiques ancrées dans le territoire afin de relocaliser l'emploi |
| 6.2 | Mieux utiliser le potentiel économique des parcs d'activité économiques pour le développement du centre-ville. |

Rénovation et extension de la salle paroissiale d'Haversin

Fiche n° 3.19
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Des travaux d'amélioration de la performance énergétique de la salle devront être réalisés pour permettre une utilisation confortable de cet espace polyvalent fort utilisé au cœur du village d'Haversin.

La rénovation énergétique de cette salle de village peut impliquer plusieurs postes, tels que :

- **L'isolation thermique** : Cela peut inclure l'isolation des murs, du toit et du sol pour réduire les pertes de chaleur et améliorer l'efficacité énergétique de la salle.
- **Le remplacement des châssis** : Des fenêtres à double vitrage peuvent être installées pour réduire les infiltrations d'air et minimiser les pertes de chaleur.
- **L'installation d'un système de chauffage efficace** : Un système de chauffage plus économe en énergie, comme une pompe à chaleur ou une chaudière à condensation, peut être installé pour fournir un chauffage suffisant tout en réduisant la consommation d'énergie.
- **L'installation d'un système de ventilation efficace** : Une ventilation mécanique contrôlée (VMC) peut être mise en place pour renouveler l'air intérieur tout en minimisant les pertes de chaleur.
- **L'installation d'un éclairage LED** : Le remplacement des anciennes ampoules par des ampoules LED peut réduire considérablement la consommation d'énergie liée à l'éclairage.
- **L'installation de panneaux solaires** peut être envisagée pour la production d'électricité.
- **L'installation d'une citerne d'eau de pluie.**

Une attention particulière sera portée à l'utilisation de matériaux durables respectueux de l'environnement, tels que des isolants en fibres naturelles.

Une extension de l'espace sera également nécessaire pour répondre à l'ensemble des besoins des habitants et des nombreux mouvements de jeunesse qui fréquentent cet espace. Dans le même ordre d'idée, une sécurisation des abords sera nécessaire (la salle étant localisée en bordure d'une voirie nationale fort fréquentée).


2. Justification du projet

La rénovation énergétique d'un bâtiment public présente de nombreux avantages. Les raisons principales sont les suivantes :

- **Réduction des coûts énergétiques** : La rénovation énergétique permet de réduire la consommation d'énergie d'un bâtiment, ce qui se traduit par des économies sur la facture énergétique. Cela est particulièrement important pour les bâtiments publics qui sont souvent de grande taille et consomment beaucoup d'énergie.
- **Amélioration du confort des utilisateurs** : La rénovation énergétique permet d'améliorer l'isolation thermique et l'étanchéité à l'air d'un bâtiment, ce qui contribue à maintenir une température agréable à l'intérieur tout au long de l'année.
- **Réduction de l'impact environnemental** : La rénovation énergétique permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergies non renouvelables. En utilisant des sources d'énergie plus propres et en optimisant la consommation énergétique, la rénovation énergétique contribue à la lutte contre le changement climatique.
- **Valorisation du patrimoine** : La rénovation énergétique permet de valoriser le patrimoine public en améliorant ses performances énergétiques. Cela peut aider à préserver l'intégrité et la valeur du bâtiment sur le long terme.
- **Exemplarité et sensibilisation** : La rénovation énergétique des bâtiments publics peut servir d'exemple et sensibiliser d'autres acteurs, tels que les particuliers et les entreprises, à l'importance de l'efficacité énergétique et de la transition vers des énergies propres.

La salle étant située en bordure directe de voirie, la sécurisation de ses abords est essentielle pour assurer la polyvalence parfaite de son utilisation.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|--|--|
|  V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public | |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |

Actions de valorisation et de promotion du bénévolat

Fiche n° 3.20
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le bénévolat est une activité volontaire et non rémunérée réalisée par une personne au profit d'une cause ou d'une organisation. Cela peut inclure des actions dans des domaines tels que l'aide humanitaire, l'éducation, la santé, l'environnement, le sport, la culture, etc. Le bénévolat peut être exercé de manière régulière ou ponctuelle, et il est généralement motivé par le désir d'aider les autres, de contribuer à la société ou d'acquérir de nouvelles compétences et expériences.

Pour valoriser et promouvoir le bénévolat, les mesures suivantes pourront être mises en place via un groupe de travail installé dans le cadre de l'ODR :

- Sensibiliser la population : Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'importance du bénévolat et les bénéfices qu'il apporte tant aux bénévoles qu'à la communauté.
- Créer une plateforme de volontariat : Mettre en place une plateforme en ligne où les bénévoles peuvent s'inscrire et trouver des opportunités de bénévolat dans leur commune. Cette plateforme peut également permettre aux associations locales de publier leurs besoins en bénévoles.
- Organiser des événements bénévoles : Encourager les associations locales à organiser des événements bénévoles qui permettent aux bénévoles de se rencontrer et de s'impliquer concrètement dans des projets communautaires.
- Reconnaissance et récompenses : Mettre en place un système de reconnaissance des bénévoles, par exemple en organisant une soirée de remise de prix annuelle pour les bénévoles qui se sont distingués.
- Formation et ateliers : Proposer des formations et des ateliers destinés aux bénévoles pour les aider à développer leurs compétences et leurs connaissances dans des domaines d'intérêt communautaire.
- Partenariats avec les entreprises : Collaborer avec les entreprises locales pour encourager leurs employés à s'impliquer dans des actions bénévoles. Cela peut se faire par le biais de programmes de mécénat ou de jours de bénévolat au sein de l'entreprise.
- Communication régulière : Mettre en place une communication régulière autour du bénévolat dans la commune, en utilisant les médias locaux, les réseaux sociaux et les panneaux d'affichage pour informer la population des opportunités de bénévolat disponibles.

- Créer un réseau de bénévoles : Faciliter les rencontres entre bénévoles, notamment en organisant des réunions périodiques ou des groupes de discussion en ligne où les bénévoles peuvent échanger et partager leurs expériences.

2. Justification du projet


Attirer de nouveaux volontaires au sein des associations passera par la promotion et la mise en valeur de ce type d'engagement.

En effet, les considérations qui suivent montrent l'importance du bénévolat pour la vie de la commune :

- Les bénévoles sont des éléments essentiels d'une société positive, solidaire et tolérante ;
- Le bénévolat est une des dimensions fondamentales de la citoyenneté active et de la démocratie ;
- Le bénévolat permet l'acquisition d'aptitudes et de compétences sociales ;
- Les actions liées au volontariat, qu'elles soient formelles, non formelles ou informelles, sont bénéfiques tant pour les volontaires, que les associations et la société dans son ensemble ; ces actions ne se substituent pas aux emplois professionnels et constituent une valeur ajoutée pour la société ;
- Le volontariat joue un rôle fondamental dans le domaine de la jeunesse ;
- Le volontariat accroît la participation civique et contribue au sentiment d'appartenance des citoyens à la société.

Les associations ont un besoin vital de soutien pour offrir aux bénévoles une place de choix dans la vie communale. Le bien-être des volontaires passe par la bonne santé des associations et celles-ci doivent bénéficier de la part des autorités communales d'un traitement qui respecte les 5 principes de bonne gouvernance de démocratie, de partenariat, de transparence, de non-discrimination et de transversalité.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.1 | Soutenir l'organisation d'activités associatives et festives. |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |

Actions de protection, de restauration et de développement de la biodiversité dans les espaces privés

Fiche n° 3.21
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Chacun peut rendre son jardin plus accueillant pour la biodiversité - plantes, insectes, oiseaux ou petits mammifères - grâce à quelques gestes simples ou quelques petits aménagements. Outre l'importance pour l'environnement, cette nouvelle manière de penser son jardin permet de le rendre plus vivant et de développer des pratiques écologiques en abandonnant pesticides et herbicides.

Dans un premier temps, un recensement de la faune et de la flore dans les jardins des particuliers sera réalisé, en collaboration avec Natagora, pour accroître l'intérêt et la sensibilisation de la population et faire comprendre que les jardins de particuliers recèlent également de zones favorables à la biodiversité.

De manière générale, ce sont des informations, formations, visites de terrain et ateliers sur « Comment accueillir la Nature au jardin ? » qui sont envisagés en collaboration avec Natagora.

Trois axes de travail plus spécifiques sont donc envisagés :

1. **Bannir les produits chimiques du jardin**

L'utilisation de produits chimiques (pesticides, insecticides) est néfaste pour l'ensemble de la faune et de la flore du jardin et contribue à polluer l'environnement. Différentes actions sont donc envisagées :

- La création d'un centre de stockage BRF (Bois raméal fragmenté) pour favoriser le paillage, lutter contre l'arrosage et éviter l'usage d'herbicides dans les jardins et potagers.
- La réduction de l'utilisation de produits azotés dans les prés pour développer des prairies fleuries.
- La sensibilisation et la formation des jardiniers à l'utilisation des engrais naturels comme le compost et le fumier, les engrais verts (phacélie, lupin, luzerne...), le purin d'orties ou encore les engrais bio à base de poudres d'algues, de corne broyée, de sang séché...
- La sensibilisation et la formation des habitants à la lutte naturelle contre les mauvaises herbes en paillant les cultures et plantations, en plantant des couvre-sols, en utilisant le désherbage manuel ou thermique.
- La sensibilisation et la formation des habitants à la lutte biologique contre les parasites et maladies en associant judicieusement les végétaux et en ayant recours à des produits naturels : décoctions et purins végétaux, chaux naturelle...

- La création de liens entre les éleveurs de moutons et les particuliers pour l'entretien des jardins.

2. Favoriser les plantations de végétaux variés

Des végétaux aussi variés que possible vont à la fois abriter et nourrir la faune auxiliaire et éviter la propagation des parasites et des maladies, tout en augmentant la qualité paysagère du jardin. Sont notamment envisagées comme actions :

- La préservation ou la plantation de haies champêtres : plus la haie est variée, moins elle est sensible aux attaques de maladies et plus elle est bénéfique à la faune auxiliaire. Privilégier le noisetier, le charme, et surtout les arbustes fournissant des baies ou des petits fruits aux oiseaux : sureau, aubépine, prunellier, sorbier, houx, groseillier... Il est donc intéressant d'informer les habitants et les candidats bâtisseurs sur les types de haies à planter. Des achats groupés et des formations à la taille sont également envisagés.
- La création de bourses d'échanges et d'achats groupés de plants, de semences et d'arbres fruitiers...
- Des actions de mutualisation du matériel et des ressources entre particuliers.
- La création d'un guichet communal pour les demandes de subsides à la plantation d'arbres et de haies.
- La mise à disposition du broyeur communal pour les particuliers pour éviter les feux et pour favoriser la taille à la bonne saison.

3. Attirer et protéger la faune auxiliaire

Certains insectes, loin d'être nuisibles, sont des auxiliaires précieux au jardin : les coccinelles et surtout leurs larves dévorent les pucerons, le carabe doré mange les limaces, les insectes pollinisateurs (abeilles, guêpes, bourdons, papillons, syrphes...) favorisent la pollinisation et la fécondation des fleurs.

Certains petits mammifères (hérissons, musaraignes...), certains batraciens, les oiseaux, les chauves-souris sont des prédateurs actifs d'insectes nuisibles au jardin.

Sont ainsi prévus :

- La création d'un atelier local de bricolage pour réaliser des nichoirs, notamment pour les rapaces nocturnes (avec appui de Natagora et du DNF).
- L'incitation à créer au jardin des tas de bois, des fagots de tiges creuses, des zones de hautes herbes, de tuiles, de tas de pierres, de murets de pierres sèches... qui constituent des habitats de premier choix.
- L'accueil de ruches chez les particuliers.
- Les conseils pour la plantation de plantes mellifères chez les particuliers.

Il s'agira enfin d'utiliser les exemples positifs pour montrer que chaque citoyen peut contribuer au maillage vert par des gestes concrets qui constituent autant de petites actions pouvant contribuer à établir des « relais » pour la biodiversité.



2. Justification du projet

De nombreux Cinaciens possèdent un jardin. Ces espaces cumulés représentent une surface bien plus étendue que celle des réserves naturelles. Or, même si cela reste trop souvent méconnu, les jardins constituent de véritables refuges de biodiversité, notamment dans les régions où l'environnement a été transformé par l'urbanisation et la standardisation des pratiques agricoles.

Il existe plusieurs bonnes raisons de favoriser la biodiversité au jardin :

- La biodiversité est l'une des conditions permettant de pratiquer un éco-jardinage, visant par exemple à produire des fruits et des légumes bio. C'est donc ici la réduction des pesticides et des herbicides qui est visée.
- En favorisant la biodiversité, chacun peut contribuer à recréer un équilibre naturel et participer au maillage écologique du territoire.
- Enfin, attirer au jardin une faune riche est une source de plaisir infinie : observation, charme du jardin, ...

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.2 | Mettre en place les conditions favorables pour la diversification des pratiques agricoles dans un contexte de transition environnementale, de résilience alimentaire et de préservation des paysages (openfield mixte) |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |

Actions d'information et de sensibilisation des citoyens aux économies d'énergie

Fiche n° 3.23
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet consiste à développer des actions, tant d'information que de sensibilisation, auprès des Cinaciens quant à l'impact énergétique de leur mode de vie sur leur environnement et sur leur budget ainsi qu'à les accompagner dans leurs démarches d'économie d'énergie. Les actions permettront de songer à la diversification des productions d'énergie (biométhanisation, solaire, ...) ainsi que de repenser le système de distribution de ces énergies (communautés d'énergie), par le biais de conférences, de large diffusion à travers les canaux de communication communaux (Bulletin communal, réseaux sociaux, ...).

En effet, que ce soit le changement climatique, la nécessité de décarbonation des modes de vie ou encore l'augmentation du coût de l'énergie, les Cinaciens sont tous confrontés à des nouveaux enjeux face auxquels il faut réagir.

Un groupe de travail composé de mandataires, d'agents communaux et de citoyens désireux de s'investir bénévolement en faveur des économies d'énergie sera constitué afin de coordonner les différentes actions.


2. Justification du projet

Lors des différentes consultations citoyennes et du Groupe de Travail « Energie » sont ressortis plusieurs besoins majeurs en termes d'énergie :

- Besoin d'adapter la collectivité à l'augmentation du risque climatique et énergétique
- Besoin de sensibiliser et d'informer la population quant à ces changements et risques
- Besoin de prendre en compte la dimension énergétique du développement territorial
- Besoin de repenser son mode de vie « confortable » (développer et encourager les modes de déplacements doux afin de ne plus devoir dépendre constamment de la voiture et donc des énergies fossiles)

L'augmentation du coût de l'énergie est l'occasion de sensibiliser les habitants sur les comportements et les moyens permettant de réaliser des économies.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
| 3.2 | Augmenter la production locale d'énergie renouvelable - de manière intégrée au contexte local - en valorisant les ressources du territoire de manière à réduire la facture énergétique |
| 3.3 | Optimiser la gestion de l'eau pour s'adapter aux risques naturels (pluies orageuses, sécheresses...) |

Préservation, restauration et création de couloirs écologiques

Fiche n° 3.23
Priorité : lot 3

1. Description du projet

Le projet vise la préservation, la restauration ou la création de couloirs écologiques afin de (re)créer un maillage écologique solide composé d'un réseau de sites interconnectés. L'objectif du projet est donc d'améliorer le réseau écologique local par la création de liaisons entre différentes zones centrales riches en biodiversité.

Dans un premier temps, une analyse du réseau de haies, d'arbres spécifiques et zones riches en biodiversité (sites LCN, zones N2000 et SGIB) sur le territoire communal cinacien doit être réalisée. Cette cartographie permettra de cibler les bassins de biodiversité qui ne sont pas connectés par un réseau de haies aux autres bassins. Une analyse des différents cours d'eau et mares devraient également être effectuée car ils font également partie intégrante des couloirs écologiques.

Dans un second temps, sur base de ce cadastre de la trame verte et bleue, le projet visera d'une part à planter des haies et des arbres et d'autre part à recreuser des mares afin de connecter des liaisons entre elles ou en créer de nouvelles. Il permettra également d'identifier les zones nécessitant la plantation de haies afin de limiter l'érosion du sol.

L'objectif visé est donc de faire une étude du réseau écologique afin de savoir où il est le plus pertinent d'intervenir, que ce soit sur la trame verte, bleue ou noire.

De plus, la commune de Ciney dispose de nombreuses SGIB situés sur des parcelles communales qu'il faudrait faire passer en réserve afin de les doter d'un statut de protection supérieure.

Un groupe de travail composé de mandataires, d'agents communaux et de citoyens désireux de s'investir bénévolement en faveur de la biodiversité sera constitué afin de coordonner les différentes actions.

2. Justification du projet


Lors d'un atelier de lecture du paysage organisé avec la CLDR et la CCATM, les membres ont pu constater que la commune de Ciney disposait de nombreuses zones riches en biodiversité mais que peu d'entre elles étaient connectées les unes aux autres par manque de couloirs écologiques. Pourtant, bénéficier d'une continuité écologique via l'aménagement de haies, ripisylves, vergers, mares... constitue un véritable atout pour la biodiversité ; la végétation permet d'offrir à la faune sauvage le gîte, le couvert et un refuge contre les prédateurs.

De plus, ce type de plantations permet de valoriser et de mettre en avant la richesse du patrimoine naturel communal. La commune de Ciney dispose également d'un riche

patrimoine naturel situé en milieu ouvert (habitats prairiaux ; mégaphorbiaies ; reliquats de prairies maigres de fauche...). Ce patrimoine naturel est également non négligeable d'un point de vue touristique car la commune offre aux promeneurs de tout horizon un cadre de randonnée aussi agréable que diversifié.

Ce projet engendrera un renforcement de l'identité paysagère cinacienne. En effet, par la plantation d'arbres et de haies le long des lignes de crête ou encore le long des cours d'eau, les tracés de ceux-ci se verront renforcés et l'identité condrusienne en sera d'autant plus confortée.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|---|--|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.3 | Préserver les zones de qualité environnementale et développer le maillage écologique en faveur de la biodiversité et d'activités humaines respectueuses de l'environnement (tourisme, loisirs, etc.) |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |

**Réaffectation et ou utilisation de certains
éléments du patrimoine immobilier religieux
pour des activités socio-culturelles
Phase 2 : réalisation des projets**

**Fiche n° 3.24
Priorité : lot 3**

1. Description du projet

Ce projet est étroitement lié à la fiche-projet du lot 1 intitulée « Réaffectation et ou utilisation de certains éléments du patrimoine immobilier religieux pour des activités socio-culturelles - phase 1 : étude de faisabilité ».

Il s'agira en effet de la mise en œuvre d'un ou plusieurs projets issus de cette réflexion.

2. Justification du projet

Lors des différentes phases de consultation de la population, les Cinaciens ont montré tout l'intérêt et l'attachement qu'ils portent à leur patrimoine bâti. Force est pourtant de constater que, faute de moyens financiers suffisants et de fréquentation, nombre d'entre eux se dégradent.




C'est notamment le cas de nombreux édifices religieux tels que les églises qui, faute de fidèles et/ou d'officiants se vident progressivement. Tendance qui tend à s'accroître au fil du temps.

Dans le contexte économique et énergétique actuel, il devient de plus en plus difficile d'entretenir un bâtiment dont l'usage est souvent limité à quelques heures par semaine ou par mois.

Il semble dès lors urgent et essentiel de mener une réflexion quant à leur réaffectation en vue de sauvegarder ces éléments pourtant indissociables du patrimoine rural (structuration du village, repère visuel, témoin historique, etc.).

Les églises seront réaffectées pour répondre à des besoins non rencontrés à ce jour par la population. Elles pourront par exemple être transformées en centres communautaires, en bibliothèques, en musées, en salles de spectacle, en centres d'art, en espaces de co-working, etc. Ces réaffectations offriront aux Cinaciens un lieu de rencontre et de partage, contribuant ainsi au renforcement du tissu social.

3. Lien à la stratégie du PCDR

| | |
|--|---|
|  | I. Le renforcement de l'identité agricole et paysagère de Ciney par la valorisation des spécificités du territoire et le développement de la nature. |
| 1.4 | Développer davantage un tourisme vert et diversifié à Ciney, orienté sur l'image de capitale du Condroz |
| 1.5 | Préserver et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel cinacien comme levier de développement identitaire et touristique. |
|  | III. Agir localement face aux enjeux globaux : changements climatiques et dépendance énergétique |
| 3.1 | Mener un plan d'actions visant la sobriété énergétique sur le territoire communal, orienté notamment sur les économies d'énergie dans le bâtiment (public et privé) |
|  | V. Le renforcement de la dynamique associative et de la convivialité au sein de l'espace-public |
| 5.2 | Faciliter la convivialité et les liens sociaux |
| 5.3 | Développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins locaux |